

Marchés Nigeriens du Bétail et de la Viande : Perspectives pour le Niger

Rapport préparé pour l'USAID / Niger

Contrat

625-0971.83-3-70946

par :
ANDY COOK
Décembre 1989

Marchés Nigeriens du Bétail et de la Viande : Perspectives pour le Niger

Rapport préparé pour l'USAID / Niger

Contrat

625-0971.83-3-70946

par :
ANDY COOK
Décembre 1989

**Marchés Nigériens du Bétail et de la Viande:
Perspectives pour le Niger**

1. INTRODUCTION

1.1 Commerce du bétail du Niger avec le Nigéria

L'élevage est la plus grande exportation agricole du Niger, mesurée en termes d'apport de devises, et vient juste après l'uranium au niveau de toutes les exportations. Dans un proche avenir, on ne prévoit pas une meilleure utilisation pour les terres et la main d'oeuvre avec lesquelles l'élevage est pratiqué. La seule stratégie du Niger est de maximiser le profit qu'il tire de cette ressource pastorale.

Le Nigéria est de loin le plus grand importateur de bétail du Niger; de ce fait, les tendances au niveau des importations de bétail et de la consommation de protéines au Nigéria, et dans son économie, sont d'une grande importance pour la santé de l'économie nigérienne.

Le Nigéria exporte également de la viande, en essayant d'augmenter la valeur ajoutée à cette exportation déjà importante. Plus il y a de bétail transformé en viande avant d'être exporté, plus l'apport en devises est important pour le Niger, mais les exportations de viande perdent de l'importance comparativement aux exportations de bétail.

Au Nigéria, les hommes d'affaires nigériens doivent opérer dans un marché dynamique et libre qui est moins réglementé que celui du Niger. La description que donnait le Gouvernement du Niger concernant le marché du bétail et de la viande il y a de cela près de 10 ans est encore applicable aujourd'hui à tout le système de commercialisation de bétail et de viande:

"Le système de commercialisation de bétail sur pied est bien établi, implique un investissement de plusieurs millions de naïra et fonctionne au-delà des frontières internationales.....Il existe des circuits et marchés situés à tous les points stratégiques du pays et la participation du gouvernement est limitée à la réglementation

des circuits commerciaux, à la surveillance et à la lutte contre les maladies et à la fourniture des structures de base pour les marchés." (République Fédérale du Nigéria 1981 c: 129)

Les commerçants nigériens vendent souvent leurs animaux juste au niveau de la frontière et permettent aux Nigériens d'avoir une partie du bénéfice qu'ils auraient pu réaliser en vendant les animaux dans les marchés pratiquant des prix plus élevés.

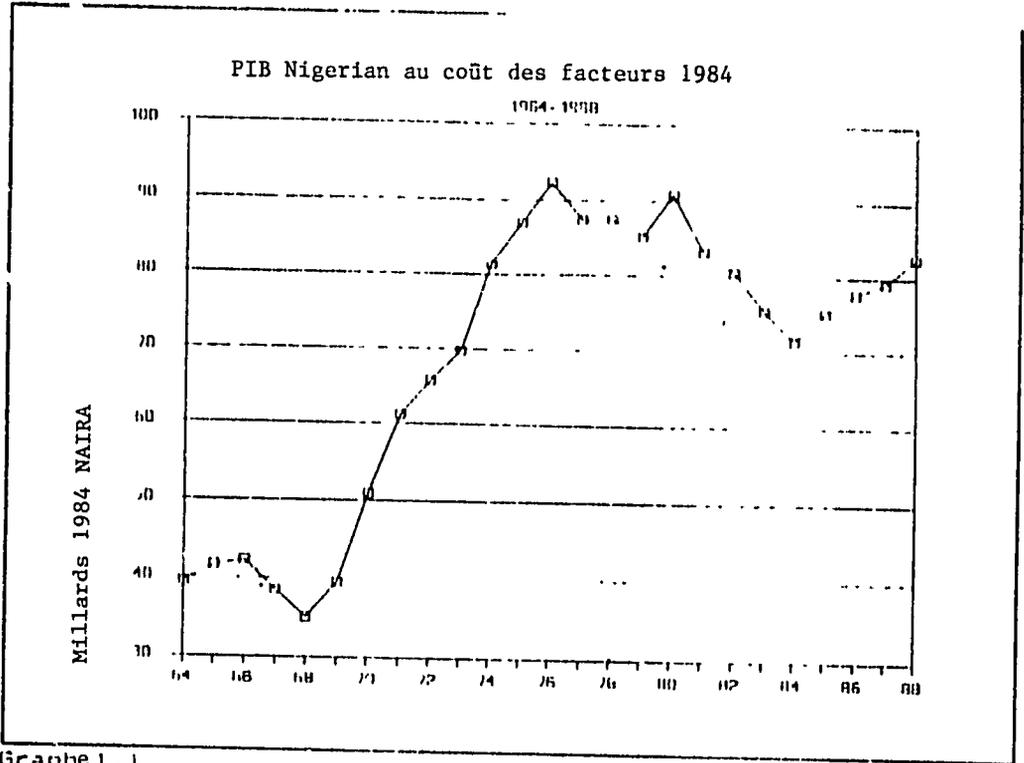
L'objet du présent rapport est d'examiner le marché nigérien du bétail et de la viande et d'indiquer les voies et moyens qui permettraient au Niger d'en tirer un meilleur profit.

1.2 L'Economie nigériane

Les tendances dans l'ensemble de l'économie nigériane ont beaucoup affecté le commerce du bétail et de la viande. Certains aspects des futures sections dépendent d'une familiarité avec le contexte économique en général; de ce fait, nous vous en donnons ci-dessous un aperçu. Les tendances du produit intérieur brut (PIB) reflètent les principaux développements et sont indiqués dans le graphe 1.1. ci-dessous:

Le Nigéria a émergé en tant que nation indépendante en 1960, chef de file en matière de production agricole et premier exportateur mondial d'arachide et de cacao. Sa population était de 40 millions d'habitants environ dont 90% vivant dans les zones rurales à l'exception des zones du sud-ouest.

Il avait également une industrie pétrolière naissante qui a connu une croissance constante pendant les années 1960 jusqu'à la guerre civile (1967-1970), et qui a, par la suite, connu une vigoureuse expansion. Vers le début des années 70, le Nigéria était un producteur de pétrole d'importance mondiale. Le revenu en sus que cela a entraîné a été multiplié par 10 par l'augmentation quadruplée des prix du pétrole en 1973-74.



Graph 1.1

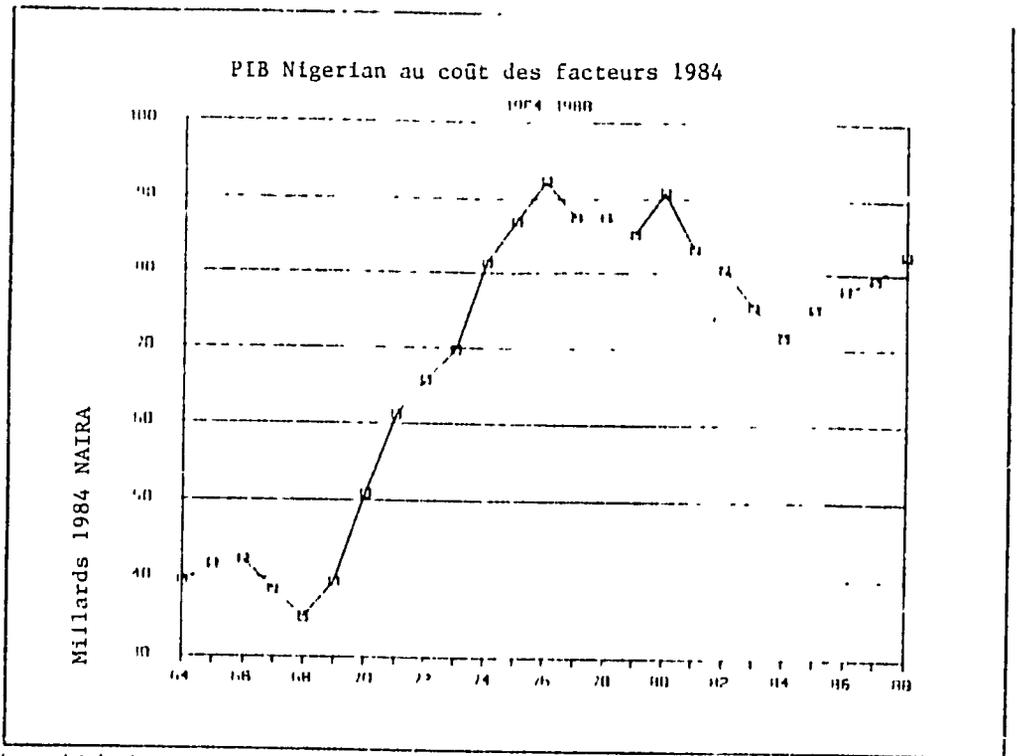
Source: FOS

Le pétrole est bien vite devenu le moteur de la croissance, remplaçant l'agriculture. En fait, l'agriculture a été négligée. La richesse pétrolière a relancé la valeur du naïra que le Gouvernement a rehaussée davantage par un système de quota qui a rationné les devises, entraînant un afflux accru de biens importés mais rendant les exportations agricoles beaucoup moins concurrentielles sur les marchés mondiaux. Les prix plus faibles ont abouti à un moindre investissement dans le domaine agricole et à une migration accrue vers les villes où était concentrée la richesse pétrolière. Le nouvel investissement relativement faible dans l'agriculture était de plus en plus caractérisé par une approche orientée vers l'agro-industrie. L'agriculture a connu une baisse soudaine mais les revenus pétroliers étaient assez élevés pour financer de grosses importations de vivres pour combler le déficit vivrier croissant.

Le gouvernement a également décidé de subventionner le prix des produits pétroliers, surtout l'essence et le diesel qui, en tandem avec le prix relativement faible des véhicules importés et le gros investissement du gouvernement dans les nouvelles routes bitumées, ont entraîné un plus grand nombre de voitures et de camions sur les routes. En revanche, la disponibilité du camionnage à bon marché a emporté une bonne proportion des affaires du fret du système ferroviaire qui recevait peu d'investissement nouveau.

Il y avait des occasions où le gouvernement fédéral s'inquiétait parce que les dépenses échappaient à son contrôle. Cela a provoqué des interdictions périodiques concernant l'importation de plusieurs marchandises. Toutefois, rien n'a été entrepris pour attaquer la cause fondamentale du problème: le naïra surévalué.

En dehors du Nigéria, et sur un marché noir florissant à l'intérieur du pays, le naïra était vendu à un rabai^c considérable par rapport à sa



Graphique 1.1

Source: FOS

valeur officielle¹. Toutefois, même la valeur au marché noir était élevée comparativement aux normes historiques et d'une manière générale fournissait une motivation considérable pour exporter des animaux vers le Nigéria. Le graphe 1.2. indique le taux du marché noir du naïra par rapport au franc CFA depuis 1971. Les valeurs élevées sont évidentes pendant les années du boom pétrolier.

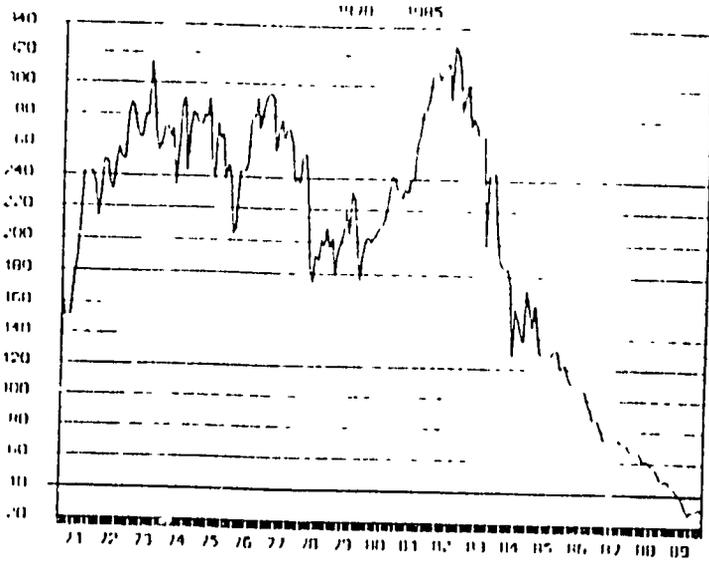
Le prix réel du pétrole a connu une baisse progressive après sa première augmentation dramatique, emportant les revenus à mesure que les nigériens apprenaient à les dépenser. Toutefois, les prix ont connu de nouvelles augmentations en 1979 avec le début de la guerre Iran-Irak². Cela a permis à l'extravagance des dépenses de se poursuivre pendant deux autres années, jusqu'à ce que, en 1981, le contrôle qu'exerçait l'OPEP sur le marché mondial ne prenne fin. Les prix et les revenus ont chuté presque aussi rapidement qu'ils ont augmenté. Toutefois, les prévisions nigérianes étaient encore fixées à un niveau élevé et, malgré les réductions, les dépenses ont continué à un rythme élevé pour une bonne partie de 1982 et 1983 sous le premier gouvernement civil depuis les années 60 (qui a estimé qu'il est politiquement impossible de faire d'importantes réductions).

Le 31 décembre 1983, le Général Buhari a fait le coup d'état qui marque le début de la période d'austérité qui continue à ce jour avec son successeur le Général Babangida. Au total, le Nigéria a connu 10 années de croissance sans pareille qui, bien que gaspillée dans sa majorité, a engendré une industrialisation, une urbanisation, une éducation et une mobilité accrue et une auto-confiance qui a remarquablement changé le pays et qui aujourd'hui encore laisse un impact notoire.

1) C'est cette valeur que ceux du secteur informel, à l'instar de beaucoup de commerçants nigériens de bétail, utilisent en faisant les calculs relatifs à leurs affaires.

2) Vers 1980, les revenus du Gouvernement fédéral ont dépassé depuis 1972.

Fluctuations actuelles du marché noir



--- CEA (1971-1976)

Grapshe 1.2

Source: Pick's Currency Yearbook; BICAD

Depuis que Buhari a pris le pouvoir, le pouvoir d'achat des Nigériens a considérablement baissé dans la mesure où le naïra a baissé jusqu'au dixième environ de sa valeur de 1982 sur les marchés mondiaux comme l'indique le graphe 1.2. Les importations sont devenues plus onéreuses et les achats en devises ont considérablement diminué. Sous Babangida, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS) visait à réduire la dépendance du pays du secteur pétrolier, à transférer plusieurs activités économiques de la sphère du gouvernement au secteur privé, et à réduire les subventions. Toutefois, la subvention concernant le carburant demeure essentiellement intacte. La dépréciation du naïra, formalisée par sa dévaluation officielle par rapport au dollar en 1986, a entraîné une hausse des prix de l'agriculture nationale, conformément à la politique du gouvernement qui consiste à promouvoir la production dans ce secteur qui avait été négligé. Cela a engendré une augmentation des exportations agricoles et une réduction de la nécessité de procéder à des importations agricoles, mais a également mis l'agro-industrie dans une position relativement désavantageuse à cause de son besoin d'intrants importés onéreux.

Depuis 1984, l'inflation a atteint une moyenne de 20 pour cent environ par an. En 1980, elle a dépassé 50 pour cent, bien que cela ait connu une réduction considérable ces derniers mois: Les prix à la consommation ont augmenté de moins d'un pour cent entre avril et juillet 1989 et ont connu une baisse effective entre juin-juillet. Cela est probablement lié à la stabilisation du naïra dans les marchés de changes internationaux, récemment encouragée par une politique monétaire plus stricte.

2. DEMANDE

Le Nigéria est un pays d'environ 110 millions d'habitants dont la quasi totalité mange de la viande. Quelle viande les consommateurs nigériens préfèrent-ils?

"La préférence pour le boeuf est l'apanage des personnes âgées... déclare Nuru de l'Institut National de Recherche sur La Production Animale (1982: 14), alors que selon Ogunjipe du même institut, pour bien jouir de la valeur du naïra, les consommateurs nigériens préfèrent le poulet au boeuf³. Chacun évoque l'appui du consommateur au centre d'intérêt des travaux de recherche. Discutant des consommateurs africains de la génération précédente, Mitterdorf et Wilson (1961:28) font la remarque suivante: "Le mouton et le porc sont d'habitude vendus à un prix plus élevé que le boeuf... L'agneau bien gras obtient le prix le plus élevé. Toutefois, Prescott-Allen (1982: 15) soutient que les Nigériens paieront une prime pour le gibier plutôt que pour toute autre viande. Lequel de ces points de vues apparemment discordants est correct?"

3) Interview, 27 juillet 1989

2.1 Tabous et préférence pour les viandes par espèces

Les 47% de la population nigériane étaient des musulmans en 1978 (Robison 1982: 155). Ils ne mangent pas la viande de cochon, d'âne, de cheval ou de chien⁴. Les autres animaux doivent avoir été égorgés pour être comestibles. Cela réduit considérablement l'acceptabilité de la viande réfrigérée ou congelée dans les régions musulmanes: il n'y a aucun moyen pour savoir qui a tué l'animal et comment il l'a tué. La population musulmane est concentrée au nord et l'ouest du pays.

Même en dehors des régions à prédominance musulmane, la plupart des consommateurs préfèrent la viande provenant des animaux fraîchement égorgés à la viande réfrigérée ou congelée. On ne peut déterminer dans quelle mesure cela est dû au goût, à la texture ou à une tradition de viande "chaude". Outre ces importantes exceptions, la plupart des animaux sont du bon gibier pour la plupart des Nigériens.

4) "Le Prop. Mohammed lui-même n'a jamais mangé de la viande de cheval, mais il ne l'a pas déclarée interdite. Aujourd'hui il existe des doutes chez les musulmans quant au statut juridique de cette pratique.... Ce point de vue restrictif a progressivement eu de nombreux partisans... Au Nigéria, les musulmans interdisent strictement la viande de cheval, et certains païens des groupes partiellement islamisés.... l'évitent. Chez les Yoruba, d'Ife, par exemple, la viande de cheval n'est consommée que par les populations à faibles revenus qui consomment les chevaux qui sont morts de maladie.... Il y a de cela une génération, les païens Bassa de la partie centrale du Nigéria mangeaient de la viande de cheval, bien que la coutume soit en voie d'abandon. Les païens Warjawa du nord du Nigéria quant à eux continuent à en consommer lors des festivités célébrant les semis ou les récoltes" (Simons 1961: 82-83).

La viande de chameau est probablement la viande de ruminant la moins appréciée, mais sa consommation est sanctionnée par le Coran pour les Musulmans qui trouvent les autres viandes trop chères. Tout récemment encore, quelques chameaux ont quitté les états du nord, mais la consommation a commencé à gagner le sud suite à la hausse générale du prix de la viande à partir de 1985. Actuellement ils sont égorgés dans les régions de Zaria/Kaduna et régulièrement chargés en direction des états du sud.

Il y a également eu une récente augmentation similaire au niveau de la consommation des chevaux et ânes pour des raisons de pénurie de viande. Les populations du sud-est du Nigéria qui n'ont pas de préceptes islamiques, les Ibos, se sont tournées vers les ânes et les chevaux comme sources de viande.

Les plus fortes préférences pour des viandes particulières ne sont pas pour autant liées à leur goût, texture ou succulence, mais plutôt aux habitudes qui nécessitent l'abattage d'un type particulier d'animal. L'abattage d'un bélier accompagne les baptêmes chez les musulmans. Cette pratique est également encouragée pour l'Eid-el-Kebir (Tabaski), bien qu'au Nigéria il soit beaucoup plus acceptable qu'au Niger pour un Musulman d'égorger plutôt un bouc à cette occasion ou de se joindre à six autres personnes pour égorger un taureau. L'animal à sacrifier peut même être castré.

On observe à Noël une demande élevée de viande chez les chrétiens du sud du pays et une moindre demande à Pâques⁵. La préférence des chrétiens est portée sur le boeuf, bien qu'aucune règle ne régit ce choix. Les cabris et les chiens sont nécessaires aux fins de sacrifices chez les populations animistes surtout au sud du Nigéria.

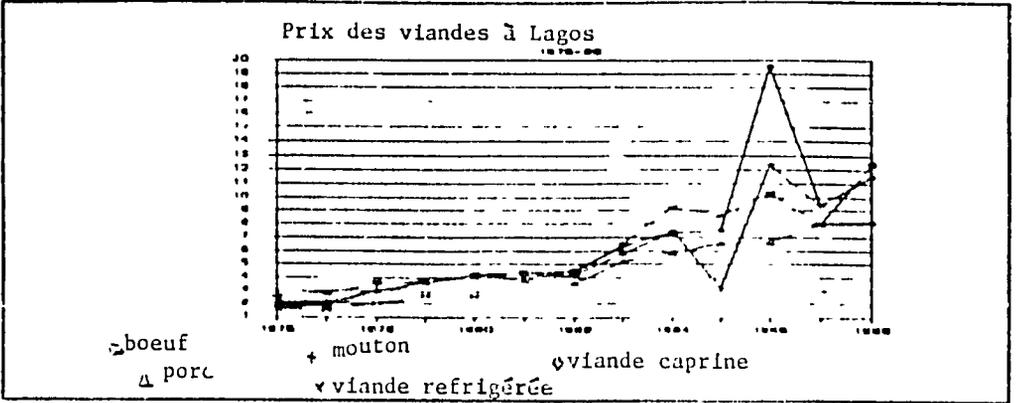
5) Voir également Section 2.4.2 pour une discussion plus détaillée du caractère saisonnier de la question.

En dehors des tabous et des fortes préférences liées aux cérémonies religieuses, la preuve des préférences des consommateurs pour la viande provient des tendances des prix. Les graphes 2.1. - 2.3. indiquent l'évolution des prix de la viande (par kg, exprimé en naira au taux de 1975) pour les Etats de Lagos, Enugu, et Kano. On ne note pas une très grande différence entre les prix sur une certaine période d'années pendant laquelle l'offre relative des différentes viandes doit avoir considérablement varié. On pourrait en déduire que les consommateurs ont eu des préférences flexibles entre les viandes, passant des plus chères aux moins chères: les préférences de plusieurs personnes pour des viandes données n'ont pas été enregistrées.

Il existe une ou deux exceptions. Le mouton est devenu remarquablement plus cher à Lagos et Enugu pendant la sécheresse de 1984-85 au Sahel. Par la suite, la viande caprine est devenue plus chère sur ces marchés du sud. Ces divergences de prix et la divergence générale de tous les prix sur tous les trois marchés pendant et après la sécheresse sont attribuables aux fluctuations au niveau de l'offre entre les viandes qui étaient assez considérables pour briser le moule de la substitution facile.

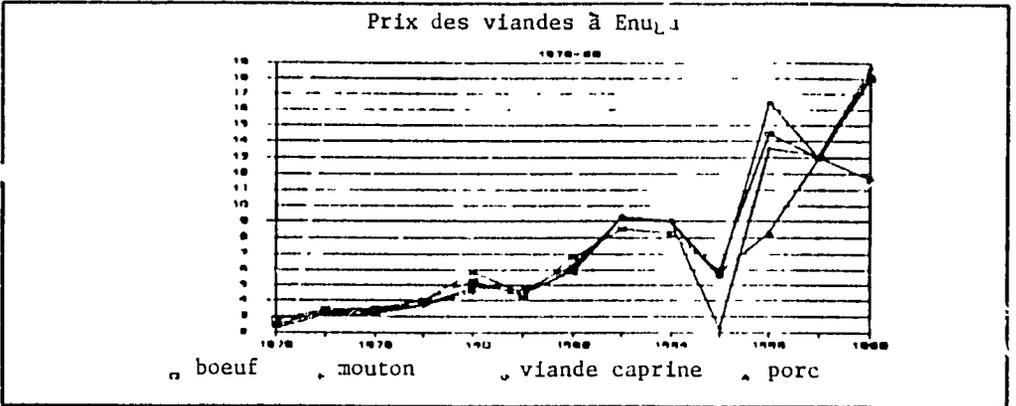
Il semble que l'offre de mouton de 1985 aux marchés du sud était si élevée, après que toute la demande élastique ait convergé vers elle, qu'il y avait une surabondance sur les marchés du sud. Au moins à court terme une partie du gros des consommateurs était réticente à changer de viande, même quand le prix du mouton a baissé pour n'atteindre que la moitié du prix des autres viandes. Toutefois, entre 1987 et 1988, au moins à Lagos et Enugu, en supposant les conditions d'offre plus stables et de consommateurs ayant eu beaucoup plus de temps pour changer leurs goûts, les prix ont semblé converger une fois de plus.

Le graphe des prix des viandes à Lagos nous montre également que la viande réfrigérée est constamment vendue à un fort rabais par rapport à la viande fraîche de tout genre (plus de 30 pour cent en 1980).



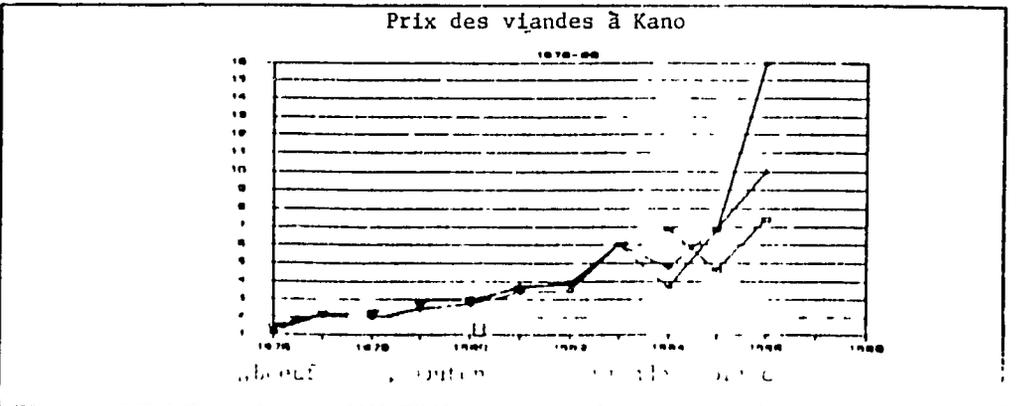
Graph 2.1

Source: FLD/FLPCS



Graph 2.2

Source: FLD/FLPCS



Graph 2.3

De même, le tableau 2.1 soutient que les viandes de chameau et de cheval se vendent à des rabais de plus ou moins 10 pour cent environ par rapport au boeuf, au cabri, au mouton et au porc. Par contre, Prescott-Allen (1982: 18) indique que le gibier est vendu à une prime de 74 pour cent par rapport à la moyenne en ce qui concerne le boeuf, le porc et le mouton à Ibadan en 1975. Le tableau 2.1 suppose que cette position remarquable a quelque peu diminué. En 1986, 1987 et 1988, la moyenne des primes au niveau national était de 0,15 et 34 pour cent respectivement (bien que ces chiffres mélangent les prix du gibier et de la viande de chien). (FLPCs 1989).

2.2. Qualité

Dans les marchés populaires la viande, la qualité de la viande n'est pas évaluée comme c'est le cas dans les marchés plus restreints réservés à une élite:

"La viande est rarement utilisée séparément dans le repas, mais est ajoutée à la sauce qui sert à accompagner le repas principal. Par conséquent, il y a peu de discrimination au niveau des prix entre les coupes. On préfère le morceau de viande qui ajoute le plus d'arôme et qui garde son identité dans la sauce. L'animal ne remplissant pas les deux critères susmentionnés se vendra beaucoup moins dans le plupart des marchés... (Ferguson 1967: 49-50).

Cela conduit souvent à une boucherie non traitée des carcasses, le cuir ou la peau de l'animal étant parfois laissé sur l'animal quand il est taillé en morceaux, plutôt que d'avoir la carcasse d'abord débarrassée de sa peau et ensuite mise en morceaux, comme c'est le cas dans les marchés réservés à une certaine élite.

Les raisons de cette pratique semblent évidentes. La plupart des consommateurs sont pauvres et ne sont pas disposés à payer pour la préparation d'une carcasse qui est plus chère. Par ailleurs, leurs méthodes de cuisson ne justifient pas la grande qualité de la viande.

Les consommateurs du sud, en particulier, peuvent être devenus habitués à la viande dure de boeuf parce que la plupart de cette viande provient du bétail sahélien qui est plus vieux et qui a été choisi par les vendeurs de bétails comme étant assez fort pour couvrir à pied des milliers de kilomètres pour atteindre la côte. (Mittendorf et Wilson 1967: 35) Bureau d'Etudes Philippe Oueyrane 1980:29).

Par ailleurs, plusieurs autres parties de l'animal que les consommateurs de la classe composante l'élite auraient rejetées sont consommées avec délectation par la plupart des Nigériens:

"Rien de consommable n'est jeté dans les marchés africains. Les déchets consommables deviennent plus qu'une entité appréciable, et ne se vendent que légèrement en-dessous du prix normal de la viande sans os. Les petits os tendres sont broyés et consommés et on fait bouillir les gros os pour ôter toute la viande et la moelle. La tête est bien nettoyée, de même que les os et les sabots des pattes qu'ont fait bouillir pour ôter toutes les parties tendres". (Ferguson 1967: 50).

Au moment de l'indépendance, les marchés nigériens réservés à l'élite avaient été dominés par la consommation de viande importée. Toutefois, avec la croissance d'une classe moyenne au Nigéria, ce n'est plus le cas. Peut-être cinq pour cent de la population, surtout les citadins, ont pris goût à la cuisine autre que la sauce traditionnelle. La viande peut-être savourée par elle-même, ce qui les pousse à verser une prime pour les qualités telles que la texture, la tendreté et la succulence de la viande. Leur nombre va croissant, mais la plupart des consommateurs nigériens demeurent relativement indifférents à la qualité de la viande.

Prix moyen de la viande au Niger la 1986-89

Coût de la viande chez le boucher
(Naira actuel par kg)

	1986	1987	1988	1989
Gibier/viande canine	2,85	10,77	15,04	
Viande d'Élevage	8,86	9,58	11,25	16,54
Boeuf	7,08	10,57	12,75	16,92
Chèvre	10,04	7,27	12,06	14,50
Mouton	8,71	9,24	11,75	16,00
Porc	6,97	9,78	10,53	18,75
Cheval		9,57	10,44	
Chameau	1,19	0,58	9,99	

Source: ILO/ILIC draft annual report for
1988/89.

1989 data collected in Kaduna (1st
quarter data, prices for different
cuts averaged).

Table 2.1

2.3 Quantité

Les facteurs déterminant la demande de viande sont: le nombre de consommateurs, le revenu par consommateur, le prix de la viande et le prix des substituts tels que le poisson. Le nombre de consommateurs et le revenu par consommateur peuvent être mesurés ensemble par le produit intérieur brut (PIB). La répartition du PIB en fonction de la population affectera également la demande de viande, mais il n'existe que peu d'informations sur cette question. La demande varie également selon la saison à cause des festivités énumérées à la section 2.1.

2.3.1 Elasticité des revenus

On pense généralement que la viande est un bien de luxe, c'est-à-dire la consommation augmente avec le revenu. Ferguson (1967: 58) a conclu que vers la fin de l'ère coloniale au début de la période post-coloniale au Nigéria, ce n'était pas le cas:

"La consommation individuelle de viande de boeuf augmente quand l'on se rend dans les centres urbains où l'on gagne un revenu en espèce et où la viande de boeuf est disponible. Après l'obtention d'un revenu en espèce et la mise en place d'un mode urbain de régime alimentaire, l'élasticité des revenus en ce qui concerne le boeuf est très faible... Bien que la Loi d'Engels nous demande d'espérer une forte élasticité des revenus pour la viande de boeuf, ce n'est pas le cas en Afrique de l'Ouest. De nombreux chercheurs ont remarqué que les régimes alimentaires en Afrique de l'Ouest tendent à être stables malgré les différents niveaux de revenus. Les données (1959-1960) portant sur l'étude des consommateurs à Lagos indiquent que les familles à faibles revenus n'ont acheté qu'une infime fraction de viande du boeuf per capita de moins que les familles à revenus moyens. D'autre part, la volaille et les oeufs étaient très élastiques en termes de revenus. Cette découverte plutôt surprenante a une explication logique. La viande de boeuf et les sous-produits du boeuf tels que la peau bouillie constituent la source de protéine la moins chère des populations urbaines".
(Ferguson 1967: 58)

Ferguson (1967:63) donne un chiffre de 3% pour l'augmentation annuelle de la demande de viande de boeuf au Nigéria. McCoy (c 1970: 30) estime que ce chiffre est raisonnable". Cette estimation a porté sur une période de croissance économique relativement élevée: le PIB effectif augmentait à une moyenne de 5,6 pour cent par an entre 1958-59 et 1966-67. (FOS 1970: 99). Ce chiffre était plus faible lors de la décennie du boom pétrolier qui a suivi, mais plus élevé que lors de la stagnation économique du milieu des années 80. Ces chiffres supposent une élasticité de revenus concernant la demande de boeuf de 0,54 c'est-à-dire la demande de viande de boeuf augmentant de près de la moitié du taux des revenus.

Une étude plus récente porte appui à la sagesse conventionnelle. Adeyeye (1975) a calculé une élasticité de revenus pour la viande de boeuf sans os dans le Western State entre 1961 et 1972 de l'ordre de 1.3 et 1.4. Cela signifie qu'un taux de 10% en revenu effectif (et non nominal) entrainera une augmentation de 13 à 14 pour cent au niveau de la consommation de la viande de boeuf. Il constate que cette valeur est supérieure aux autres estimations concernant l'élasticité des revenus concernant la viande en Egypte et au Soudan mais inférieure à celles du Kenya, des Honduras et de la Jamaïque.

2.3.2 Produit Intérieur Brut: importance du pétrole

Le Nigéria est un pays peuplé et dont la population augmente rapidement⁶. Toutefois, l'effectif de la population

6) L'effectif et le taux de croissance de la population du Nigéria sont remarquables. Il est prévu que la population de 107 millions d'habitants en 1987 connaîtra un taux annuel de croissance de 3% pour atteindre le chiffre de 157 millions en l'an 2000. Vers 2005, ce chiffre sera de 286 millions..... supérieur à la population des Etats-Unis ou de l'URSS en 1987. (Banque Mondiale 1989: 214-215).

par lui-même ne garantit pas un marché pour la viande. Selon la section 2.3.1, la viande est un produit de consommation de luxe: de nombreux consommateurs à revenus modestes n'en achètent qu'en petite quantité. Pour déterminer la demande totale de viande, l'idéal serait d'intégrer la demande par classe de revenu pour tous les consommateurs Nigériens; mais cela n'est pas possible dans la mesure où on ne connaît pas la répartition des revenus. L'autre alternative est de prendre l'ensemble du revenu comme mesure de l'ensemble de la demande de viande.

Le produit intérieur brut (PIB) est pris comme mesure du revenu national. Le graphe 1.1 montrait le PIB nigérien en noir constant de 1964 à 1988. Les tendances du PIB reflètent bien les hauts et les bas de l'industrie pétrolière tels que décrits à la section 2.1. Les futures tendances de la production et des prix du pétrole sont par conséquent d'importants déterminants de la consommation de viande.

Actuellement, la production pétrolière du Nigéria est contrainte par le quota fixé par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). La production est actuellement de 560 millions de barrils par an; ce chiffre est supérieur à tout autre depuis 1981, car le quota imposé par l'OPEP au Nigéria a été rehaussé de 5,4% en juin 1989, mais ce chiffre ne constitue que les 2/3 de la production maximale enregistrée en 1979. (FOS 1981 a: 83, 1986 a: 121). De nouveaux gisements commerciaux de pétrole font l'objet de découverte et deviendront opérationnels dans un proche avenir. En 1988, les 3/4 des forages ont donné du pétrole (CBN 1988: 29). A court terme, il n'y aura aucune difficulté à augmenter la production pétrolière si l'OPEP le permet. Toutefois, le ratio des réserves du Nigéria par rapport à sa production est relativement faible. Malgré les nouveaux forages, ses gisements de pétrole, estime-t-on, ne peuvent pas continuer à produire du pétrole aux niveaux actuels de production pendant plusieurs décennies. En outre, la consommation nationale, encouragée par les prix extrêmement faibles, continue à absorber des volumes croissants de pétrole qui autrement auraient pu être exportés.

Toutefois, le Nigéria a également d'énormes réserves de gaz naturel, pour la plupart inutilement utilisées et qu'on commence maintenant à valoriser. Les 25% environ des besoins énergétiques nationaux sont satisfaits par le gaz et la moitié de ce pourcentage depuis 1980. Le Nigéria a également commencé à faire les investissements nécessaires pour exporter du gaz naturel liquéfié (GNL). Les exportations doivent débiter en 1995. (Farqueur 1989: 30) (CBN 1988: 31). Vers 2000, les exportations de GNL pourraient apporter des contributions importantes aux revenus provenant des exportations.

D'ici l'an 2000, la grande inconnue demeure le prix du pétrole. Les prix se sont redressés inégalement des bas des années 80 mais restent bien en-dessous du seuil de 1979. La tendance actuelle à long terme des prix effectifs du pétrole semblent être à la hausse à mesure qu'évolue l'économie mondiale. Les chutes de la valeur du dollar (dans lesquelles les ventes de pétrole sont dénommées), la recession économique dans les économies de l'OCDE et les désaccords au sein de l'OPEP pourraient faire monter cette tendance mais à mesure que les flux du pétrole facilement exploité dans les pays non-membres de l'OPEP se dessèchent, la demande croissante fera face à une offre réduite et tentera de rehausser les prix.

Bien que dépendant de l'industrie pétrolière pour s'assurer une bonne croissance dans un proche avenir, le Programme d'Ajustement Structurel du Nigéria essaie de réduire sa dépendance du secteur pétrolier. D'autres secteurs répondent à la nouvelle compétitivité qu'un taux de change réaliste leur a donné dans les marchés mondiaux. Le PIB a connu une croissance modeste, continue et assez équilibrée depuis 1984, se plaçant juste avant la croissance démographique. Pour les raisons évoquées à la section, cela n'a pas entraîné une demande croissante pour la viande. Toutefois, cela semble avoir mis sur pied une économie plus solide qui augmentera sa demande de viande à plus long terme.

2.3.3 Elasticite des Prix

Adegeye (1975) estime que l'élasticité des prix en ce qui concerne la demande de viande sans os dans le Western State entre 1961 et 1972 varie

de -2,4 à -2,7. En d'autres termes, si le prix réel de la viande de boeuf (c'est-à-dire sans l'indice du prix au consommateur) augmente de 10%, on peut s'attendre à ce que la consommation de viande chute d'environ 24 et 27 pour cent. Cela est beaucoup plus fort que l'estimation faite par Rodriguez (1985) et qui tourne autour de 5% pour Zimbabwe pour la période 1970-83.

2.3.4 Substitution

Le poisson est le substitut le plus direct de la viande dans le régime alimentaire des populations nigérianes. Les oeufs sont des substituts moins directs. Tous deux sont disponibles dans les zones urbaines du Nigéria et dans la plupart des zones rurales. Adegeye (1975: 6) a trouvé une corrélation élevée (0,78) entre le prix de la viande sans os et le prix du poisson séché dans le Western State entre 1961-1972.

Il a également déduit que l'élasticité du prix croisé de la viande de boeuf par rapport au poisson est de l'ordre de 2,5 à 2,7: une augmentation du prix réel de la viande multipliée par 10% entraîne une augmentation de 25 à 27% de la consommation de poisson. La consommation accrue de poisson est, en plus de la réduction de la consommation de viande, indiquée à la section 2.4.3. L'impact net d'une augmentation effective du prix de la viande -- consommation réduite de viande et consommation accrue de poisson -- est une substitution de la viande par le poisson. Le contraire se produirait si les prix de la viande tombent.

On ne s'attend pas à ce que les marches de la viande et des oeufs soient si étroitement liés.

2.4 Concentration de la demande

2.4.1. Urbanisation: concentration spatiale

Le taux de croissance annuelle moyenne de la population urbaine entre 1980-1987 était de 6,3% (comparé aux taux de croissance de la population

entière qui étaient de 2,7% de 1965 à 1980 et de 3% de 1980 à 1987) et, vers 1987, 35 millions (33%) de Nigériens vivaient dans les zones urbaines. Cela a entraîné un marché urbain 28 fois environ plus grand que celui du Niger⁷. (Banque Mondiale 1989: 224).

Au début des années 1980, quand la consommation privée atteignait son point culminant, chaque famille urbaine consommait tout juste un peu plus du double de ce que sa contrepartie rurale consommait pour la viande en moyenne. (FOS: 1985c: 154-156). En supposant que les familles urbaines et rurales ont le même effectif, et en tenant compte du fait que le 1/3 des Nigériens vit en milieu urbain, les dépenses effectuées en milieu urbain pour la viande sont presque égales. En fait, les familles urbaines sont probablement beaucoup plus petites que les familles rurales, ce qui fait que le montant total dépensé pour la viande en milieu urbain constitue plus de la moitié de l'ensemble des dépenses nigériennes sur la viande⁸.

2.4.2 Répartition dans le temps

La demande saisonnière dépend des fêtes religieuses (consommation et des investissements des excédents agricoles qui surviennent après les récoltes. L'Eid-el-Kebir (Tabaski) fait une rotation vers l'arrière à travers les saisons à raison de 10 jours par an; de ce fait, son impact sur le caractère saisonnier de la demande ne répond pas aux mêmes normes que celles des fêtes chrétiennes, surtout la Noël.

7) Le chiffre de 33% est à peu près le double des 18% (1,26 millions) donnés pour le Niger dans la même source. Toutefois, "urbain" est défini de plusieurs manières et la comparaison ne devrait pas être faite de manière trop étroite.

8) Les familles rurales peuvent avoir consommé la même quantité de viande que les familles urbaines, sinon plus. Toutefois, la proportion qu'elles ont obtenu par le biais du marché, c'est-à-dire par le truchement des dépenses, était moindre.

Au Niger, on préfère généralement les béliers et les boucs aux autres catégories d'animaux pour les sacrifices de la Tabaski dans la mesure où la demande nationale pour le cheptel diminue à cette période de l'année, alors qu'au Nigéria le cheptel mâle est également acceptable et puis son prix monte à l'unisson avec les béliers et les boucs, sans toutefois atteindre leurs seuils.

Au nord du Nigéria, les excédents que réalisent les paysans à la récolte sont souvent investis dans le bétail (surtout les bovins) qui est par la suite vendu plus tard au cours de la campagne agricole. Les animaux peuvent être vendus pour financer la préparation des terres et le semis des semences, ou pour payer des vivres pendant les périodes de pénuries qui surviennent avec la récolte. (Van Schillem, 1983: 108). Les ventes effectuées pendant la saison des pluies peuvent bénéficier des prix plus élevés à cause de l'absence des troupeaux qui font la transhumance d'un marché à un autre, tant au Niger qu'au Nigéria.

La demande urbaine peut avoir des déterminants sur une échelle temporelle plus réduite. Par exemple, avec la disponibilité accrue de réfrigérateurs, les consommateurs de la classe moyenne qui sont disposés à acheter la viande frigorifiée, sont beaucoup plus en mesure de le faire. La demande de viande n'a plus pour autant besoin d'être limitée aux acquisitions journalières. On ne connaît pas la proportion de maisons nigérianes ayant des réfrigérateurs. Les modifications mesurables qui surviennent au niveau de la demande urbaine de viande au cours des mois, en fonction des dates auxquelles les paiements de salaires sont effectués, constituent également un autre exemple (Mittendorf et Wilson 1961: 26).

3. PRODUCTION DOMESTIQUE

La part de l'élevage dans le PIB du Nigéria était de 6% en 1988, en tant que partie d'un secteur agricole (agriculture, élevage, foresterie et pêche) qui représente 39% du PIB (CBN 1989: 15).

3.1 Tailles des troupeaux de ruminants et production

Le cheptel national bovin, ovin et caprin du Nigéria est le plus important de l'Afrique Occidentale, bien que l'effectif demeure un sujet de débat. L'un des experts du FLPCS estime que ce cheptel se chiffre actuellement à 13 millions de bovins, 8 millions d'ovins et 28 millions de caprins⁹. Les 60% de ces animaux sont concentrés dans les 4 états qui font frontiere avec le Niger: Sokoto, Katsina (qui faisait partie de Kaduna), Kano et Borno. Avec les autres états du nord Bauchi et Kaduna, ils représentent les 3/4 des ruminants. En outre, presque tous les chameaux du pays se trouvent dans ces états.

Le prélèvement annuel effectué sur ce cheptel est estimé à 7-10% soit 0,91-1,3 millions de têtes. Pour les petits ruminants, les chiffres sont 25-35% et 9 - 12,6 millions (mittendorf et Wilson 1961: 11) (Ferguson 1967: 46) Bicho 1972: 3) FLD 1987: 12, 14). En tenant compte des tailles relatives des carcasses, les petits ruminants semblent contribuer d'environ 50% de plus que les bovins à la production nationale de viande. Toutefois la plupart des petits ruminants sont consommés à proximité de l'endroit où ils sont élevés, en partie pour les festivités des cérémonies; quelques uns d'entre eux seulement sont commercialisés.

9) Entretien avec le Dr. M.A. Farouki, Responsable du Contrôle Technique, FLPCS, Kaduna. En outre il y a probablement quelques 17 000 chameaux, 250 000 chevaux, 700 000 ânes, 130 millions de volailles et un nombre indéterminé de cochons. (FLD 1987: 17 et Dr. Farouki).

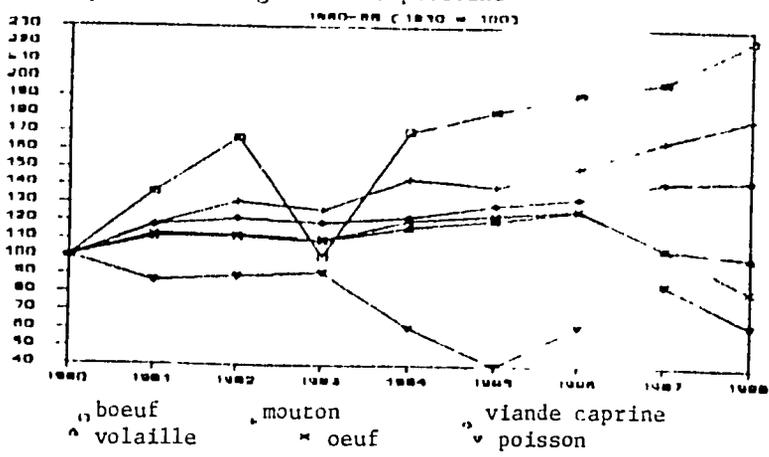
En 1988 la production de bétail a augmenté de 2,5% par rapport au niveau de 1987. La production de viande de boeuf, de mouton et de chèvre a augmenté de 14,7, 8 et 1,4% respectivement (CBN 1989; 17), et ce, malgré une épidémie de peste bovine qui a sérieusement réduit l'effectif des troupeaux en 1983 et pendant la sécheresse de 1984-85 qui a eu un moindre impact sur l'ensemble des animaux dans le nord.

En effet, il y a eu une tendance à la hausse au niveau de la production nationale de viande de ruminant pendant les années 1980. Les statistiques officielles représentées dans le graphe 3.1. suggère que la production de boeuf a augmenté de 116 000 t en 1980 à 260 000 t en 1988, soit une augmentation de 126%. Pendant la même période, la production de viande caprine a augmenté de 144 000 t à 209 000 t (+45%) et la production de mouton de 45 000 t à 81 000 t (+80%) alors que, de 1980 à 1988, la population humaine n'a augmenté que de 31%¹⁰. Par contre, la production nigérienne de ruminants en 1978 était inférieure à celle de 1980 alors que sa population humaine avait entre temps augmenté de 27%.

L'augmentation de la production est due à l'augmentation du nombre des animaux, surtout en dehors de la zone traditionnelle de production de bétail (section 3.3.) et à l'augmentation de la productivité (section 3.4).

10) Données de la période 1980-86 mises forme de tableau par le Dr. Peter Okaiyeto de l'ABN et provenant des rapports annuels de CBN et de UBA Montly business and economic digest, 9:8, août 1986; données de la période 1986-88 provenant de CBN (1989: 18).

Indices de la production Nigériane de protéine



Graphe J.1

Source: See footnote 10.

3.2 Détails techniques sur les animaux commercialisés

On peut classer les animaux commercialisés en 4 catégories: troupeaux de reproduction; les mâles bien portants, gras et ayant atteint l'âge mûr; les jeunes mâles destinés à la traction animale; et une variété d'animaux moins désirables. Dans les principales zones d'élevage, certains troupeaux de reproduction -- genisses et vaches fécondes -- peuvent changer de mains par le truchement des marchés, bien que les éleveurs soient préoccupés par la généalogie et la maladie, deux facteurs qu'ils ne maîtrisent pas du marché. Ces marchés vendent également de jeunes mâles destinés à la traction animale. Ailleurs, le petit bétail destiné à l'élevage ou à la traction est vendu sur le marché.

Les deux autres catégories sont destinées à l'abattage immédiat. Les animaux de moindre qualité... maigres, malade et/ou vieux... sont, pense-t-on, mieux vendus sur le marché local et sans délai. Les animaux de meilleure qualité... surtout les mâles bien portants et gras... doivent être pense-t-on, vendus sur les marchés à grosse consommation. De ce fait, le poids moyen des animaux dans les marchés du sud est supérieur à celui relevé dans les marchés du nord, et leur santé est meilleure. Dans les marchés de consommation, on ne vend que les animaux destinés à l'abattage.

Les données des années 60 collectées par Ferguson (1967: 50 - 52) fournissent les chiffres ci-après pour les poids moyens des bovins vivants destinés à l'abattage: Maiduguri 280 kg, Kaduna 320 kg, Ibadan 340 kg. A Maiduguri, on estime que ces poids varient de 260 kg au début du troisième trimestre à 300 kg au premier trimestre, soit une différence de plus ou moins 7%. Les variations que l'on observe à Maiduguri et qui sont sujettes à la plus grande variation saisonnière au Nigéria, peuvent être les limites de la variation saisonnière de poids vivant chez les bovins destinés à l'abattage, dans l'ensemble du Nigéria.

Ces chiffres supposent que les bovins d'Ibadan étaient 21% plus lourds que ceux de Maiduguri et 6% plus lourds que ceux de Kano.

Toutefois, les bovins d'Ibadan dans les années 60 étaient divisés en "bovins à pieds" et "bovins en train". Ferguson estime que le poids moyen du bovin en train est approximativement de 360 kg, le rendant 29% plus lourd que le bovin de Maiduguri et 12% plus lourd que le bovin de Kaduna. Le bovin camionné de nos jours doit être très peu différent du "bovin en train". On peut estimer que la différence de poids entre les bovins destinés à l'abattage dans le sud et le nord est de 20%.

Dans le passé, la raison pour laquelle on envoyait les lourds animaux vers le sud était qu'ils pouvaient mieux supporter les rigueurs d'un long voyage à pied. Ce genre de long voyage à pied a depuis un certain temps disparu, emportant avec lui la nécessité de choisir des animaux plus lourds. Néanmoins, il semble qu'en choisissant des animaux lourds, le commerçant maximise le poids vivant qu'il peut transporter par camion, et par conséquent cette hypothèse est toujours valable.

La viande ne représente que près de la moitié seulement du poids vivant, bien que le ratio varie de 40% pour un animal très maigre et de 60% pour un animal bien gras. Bishop (1972: 4) souligne que le zébu du Niger et du Nord du Nigéria produit rarement des carcasses qui pèsent plus de 150 Kg, que les variétés améliorées élevées dans le cadre d'un système intensif de production peut obtenir des poids de carcasse atteignant 200 kg, et que les variétés naines, les variétés taurines typanotolérantes du sud produisent des carcasses ayant moins de 100 kg.

Il est difficile de déterminer si les petits ruminants destinés à l'abattage sont plus lourds dans le nord ou le sud. La même sélection de haute qualité d'animaux lourds est effectuée dans les marchés du nord pour expédition vers le sud. On peut supposer que les différences de poids entre les animaux du nord égorgés au nord et au sud sont approximativement les mêmes pour les bovins: 20%. Toutefois, il existe également des variétés méridionales naines d'ovins et de caprins. Elles sont surtout consommées dans les zones rurales: plus le marché urbain du

sud est grand, moindre est la proportion d'ovins et de caprins nains présentés pour la vente. Les proportions d'animaux du nord par rapport à celles du sud n'ont pas besoin de rester constantes. On ne connaît pas le poids moyen de mélange égorgé.

Francis (1988: 15) présente sous forme de tableau les poids vivants moyens de 867 ovins et 12 860 caprins vendus dans un district du sud du Nigéria. Les ovins du nord (26 kg) étaient plus lourds que ceux du sud (19,6 kg); les caprins du nord (15,6 kg) étaient plus lourds que du sud (12,4 kg). Les béliers du sud (20,2 kg) étaient légèrement plus lourds que les brebis du sud (19,6 kg), mais pour les combinaisons de toutes les autres espèces, le contraire était vrai: ovins du nord (M: F = 25,7: 26,8); caprins du nord (M: F = 14,1: 19,5) et caprins du sud (M: F = 9,2: 15,7). Les différences de poids en fonction du sexe correspondent à des variations en âge au moment de la vente.

Malheureusement, les données détaillées présentées par Francis n'incluent pas les poids des animaux du nord vendus pour l'abattage dans le nord. Elles ne fournissent pas non plus une estimation de l'ensemble de la proportion d'ovins et de caprins du nord par rapport au sud égorgés dans le sud en général, ni même pour le sud urbain; toutefois, Francis indique que cela augmente juste avant les fêtes musulmanes.

3.3 Production par zone écologique

3.3.1 Nord du Nigéria: Savane et sahel

Le nord produit la plupart du bétail nigérian et est par excellence la zone plus importante qui exporte du bétail vers le reste du pays. Son troupeau est composé d'un volet sédentaire, d'un volet qui fait des migrations vers le sud pendant la saison sèche et d'un volet qui fait des migrations en provenance du Niger pendant la saison sèche également. La population reste de ce fait presque constante tout au long de l'année, et représente 7% environ (9 millions) du cheptel de l'ensemble du pays qui est estimé à 13 millions de têtes.

La suprématie du nord dans la production de bétail est essentiellement due à l'absence généralisée de la mouche tsé-tsé. Cette mouche propage la trypanosomiase qui est fatale à plusieurs variétés des espèces de bétail les plus domestiquées. La prévalence augmente du nord vers le sud.

En 1966, le Nord du Nigéria¹¹ a produit sous forme de bétail plus de plus de 250 000 tonnes de viandes et de déchets d'abattage, importé du Niger et du Tchad moins de 70 000 tonnes, mais n'a exporté vers le Sud du Nigéria et ailleurs que 95 000 tonnes. De ce fait, les exportations nettes étaient légèrement supérieures à 25 000 tonnes, soit 10% de la production. (République Française 1969: 220). Avec son taux de croissance démographique de 2,5% par an, il n'est pas évident que le Nord du Nigéria demeurera un véritable exportateur.

La production de bétail a depuis lors connu une certaine augmentation pour permettre à la région dans son ensemble de continuer à produire un excédent net la plupart des années. Toutefois, le pâturage extensif sur une bonne partie cette zone a été confronté aux contraintes des parcours naturels disponibles. La production de bétail est ce fait limitée par le surpâturage dans plusieurs localités. Dans l'Etat de Kano qui a 11 millions d'habitants et peut-être 1 million de bovins, l'élevage est, par nécessité, devenu une affaire plus intensive.

11) Le "Nord du Nigéria" se rapporte à l'unité administrative du Nigéria sous domination britannique et aux premières années de l'indépendance, alors que le "nord du Nigéria" se rapporte à la même région géographique après sa dislocation en états. Il n'a jamais existé de "Sud du Nigéria" à titre comparatif. Aujourd'hui, la région est composée des états ci-après: Bauchi, Benue, Borno, Gongola, Kaduna, Kano, Katsina, Kwara, Niger, Plateau, Sokoto, Katsina, Kwara, Niger, Plateau, Sotoko; et du Territoire de la Capitale Fédérale. Elle représente juste un peu plus de la moitié de la population et 11 des 21 états.

L'étude des données officielles de l'Etat de Kano de juillet 1988 à mai 1989 concernant les importations de bétail (en provenance du Niger) et des écoulements (par rapport au reste du Nigéria) suggère que cet Etat est en passe de devenir un véritable importateur de bétail: l'écoulement net était d'environ 4% de l'abattage estimatif provenant du troupeau de l'Etat. Il est presque sûr que c'est un véritable importateur de chameaux: les importations dépassent les exportations d'un facteur de six. Toutefois, il semble toujours exporter des ovins et des caprins en grand nombre bien que cela puisse n'être qu'une illusion due à un mauvais enregistrement des importations de petits ruminants sur pieds. (cf section 4.1.1.). D'autres états du nord exportent toujours d'importantes quantités de bovins, ovins et caprins vers les autres parties de la fédération.

3.3.2. La zone sub-humide et sa savane

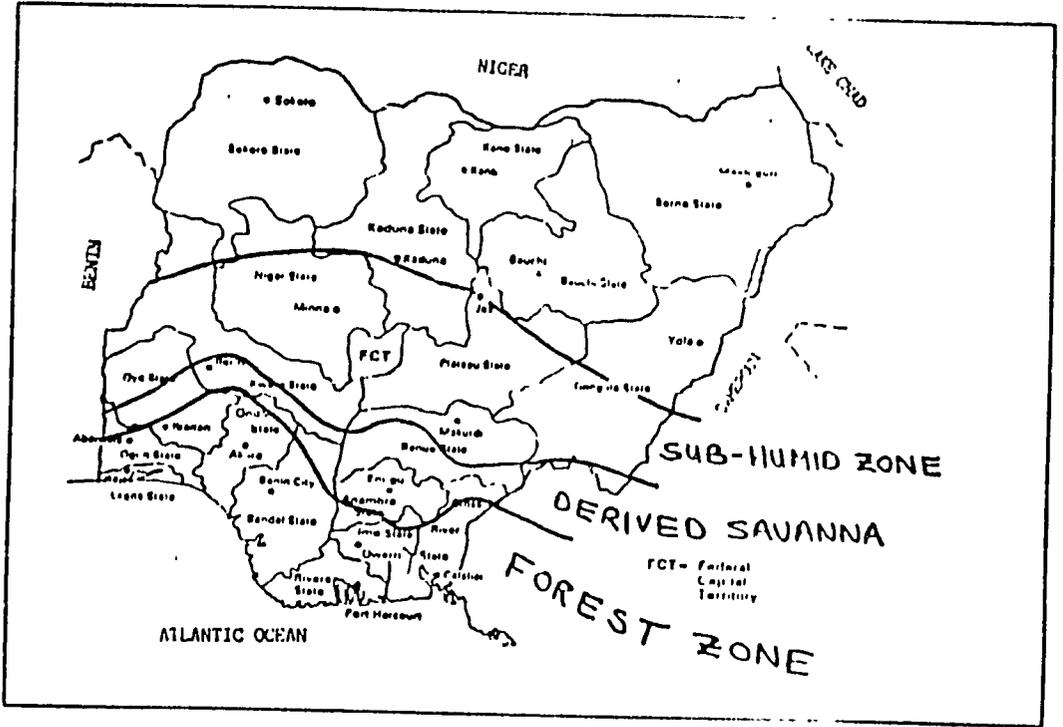
L'utilisation considérablement accrue que l'on fait actuellement de la ceinture moyenne du pays ou zone sub-humide constitue un développement notoire du secteur agricole (cf carte 3.1). Cette savane boisée est relativement sous-peuplée tant au niveau humain qu'animal. Tout récemment encore, on ne trouvait que peu d'animaux à cause de l'infestation de la mouche tsé-tsé qui a entraîné une mortalité élevée liée à la trypanosomiase chez la plupart des ruminants. Les campagnes visant à éliminer la mouche tsé-tsé de ces régions spécifiques, associées à une croissance générale de la population humaine et la conversion conséquente des terres forestières ou terres cultivables, ont entraîné une réduction au niveau de l'incidence de la trypanosomiase. Bien que non éliminé au niveau de toute cette ceinture, le risque de cette maladie est assez faible pour plusieurs éleveurs, tant traditionnels qu'intensifs, pour effectuer le déplacement vers cette région. Il s'agit d'une vaste région couvrant l'Etat de Kwara, le sud de l'Etat de la Bénoué; et le Territoire de la Capitale Fédérale.

On estime que la zone sub-humide a maintenant une population de bétail de trois millions de têtes, presque présente toute l'année à cause de la forte pluviométrie (approximativement entre 900 et 1500 mm par an) assez équitablement répartie sur les saisons. Cette ouverture de la frontière du sud a entraîné au niveau du centre un transfert vers le sud de la grande partie du cheptel national de ruminants et la création d'une seconde zone d'excédent de bétail assez considérable. L'augmentation conséquente de la taille des troupeaux peut avoir contribué autant que la productivité accrue à l'augmentation de l'ensemble de la production animale.

Plus au sud, s'étend la savane dérivée dans l'ancienne forêt ombrophile où les arbres ont été coupés aux fins de cultures. Cette zone a connu une migration de bétail beaucoup plus modeste à cause d'une plus grande incidence de la trypanosomiase et des densités de population plus élevées. Cette zone comprend le nord d'Oyo, Ondo et Anambra et le sud de la Bénue. Les Fulani se sont même installés au nord de Bendel, l'un des états côtiers.

3.3.3. La zone forestière

Dans les zones méridionales frappées par la trypanosomiase, il existe des espèces naines et trypanotolérantes de bovins, ovins et caprins. Les caprins dépassent largement en nombre les ovins et les bovins. Ces animaux ne sont pas élevés en troupeaux; ils sont plutôt laissés à eux-mêmes et èrent dans les villages avec un minimum d'intrants et une mortalité élevée. Chez les ovins et les caprins, la mortalité est essentiellement attribuable à la peste des petits ruminants. Ohali et Upton (c 1984: 70) et Francis (1988: 3) ne partagent pas le même point de vue quant à la question de savoir si les ovins et caprins du sud sont essentiellement élevés pour les sacrifices lors des fréquentes cérémonies locales de sacrifices ou s'ils sont élevés surtout pour la vente.



Carte 3.1

Les deux espèces, surtout les caprins, jouent effectivement un rôle commercial mais sont facilement dépassées en nombre dans les marchés urbains du sud par les petits ruminants débarqués par camion des zones situées plus au nord. Très peu de bovins nains sont commercialisés; ils semblent beaucoup être gardés pour les cérémonies de sacrifices. Il s'agit là d'une véritable zone d'importation.

3.4. Systèmes de production

3.4.1. Production traditionnelle de bovins et d'ovins

Une bonne partie des bovins et ovins du Nigéria est gardée par les éleveurs traditionnels Fulani et Shuwa ou est gardée par les Fulani pour des investisseurs sédentaires. Les animaux sont élevés de manière extensive... avec quelques intrants autres que la main d'oeuvre, les herbes et l'eau... pour leur production laitière qui est surtout consommée à la maison. Ils peuvent également servir de réserves de richesse. Nuru (1982: 13) estime que les éleveurs traditionnels détiennent 80% environ des bovins du Nigéria.

L'élevage traditionnel se limitait traditionnellement aux zones de savane et sahéliennes au nord du Nigéria. De nos jours, on trouve la plupart des éleveurs Fulani dans la ceinture du milieu, et même dans la savane dérivée où ils représentent la majorité des éleveurs. Dans cette région à population clairsemée, ils rencontrent moins de confrontation avec les paysans qui ont toujours lutté contre l'élevage extensif.

Les éleveurs traditionnels étaient initialement des transhumants mais ils deviennent de plus en plus sédentaires. 7,8 millions de bovins (60%), a-t-on estimé, appartenaient aux familles traditionnelles non-nomades en 1984 (FOS 1985d 22-23), ce qui suppose que 20% seulement du cheptel national sont élevés par des familles transhumantes (au sens large du terme).

Ils adoptent également une approche plus intensive à leur élevage. Leur animaux demeurent essentiellement élevés pour la production laitière nationale, mais le niveau d'intrants vétérinaires et de fourrage supplémentaire augmente. Le produit moyen de ces systèmes en pleine évolution qui parvient au marché est encore bien loin d'être un animal gras, mais il existe de nombreuses familles ou de petites industries d'embouche bovine capables d'apprêter l'animal pour le marché urbain.

Les vaches et les génisses...le noyau reproductif du troupeau... sont sacro-saintes, mais il n'existe aucun interdit social contre la vente des bêtes qui ne sont pas essentielles pour assurer les moyens de reproduction: Mâles mûrs, femelles à faible potentiel de reproduction et animaux malades ou alors indésirables. En effet, les centaines de milliers vendues chaque année sont la principale source nationale de fourniture de bovins et d'ovins pour le commerce.

La fourniture traditionnelle au marché est fonction de la demande d'argent expérimentée par l'éleveur pour satisfaire ses besoins immédiats, et n'est pas appropriée pour maximiser la fourniture de viande au marché urbain. La programmation des viandes n'a pas besoin de correspondre à une période où les prix sont élevés au marché.

"Les acheteurs doivent combattre la mauvaise volonté des vendeurs de vendre pendant la bonne période de pâturage et leur tendance à ne vendre que lorsqu'ils ont besoin de liquidités... Les éleveurs n'ont pas encore appris à vendre les bovins avant que ne se présentent les besoins de liquidités" (Ferguson 1967: 65).

3.4.2. Production de bovins et d'ovins destinés à la commercialisation

A mesure que les populations qui ne sont initialement des éleveurs se sont intéressées à l'élevage en tant qu'investissement, elles ont commencé à recruter des éleveurs Fulani pour s'occuper des bovins ou des ovins sur des parcours libres. Ces investisseurs sont orientés vers les

affaires et cherchent à faire des investissements qui leur rapporteront de gros bénéfices, plutôt que de la viande ou des produits laitiers pour leur propre consommation. Ne sachant pas comment élever leur bétail eux-mêmes, ils n'ont pas essayé de modifier leurs techniques traditionnelles d'élevage, mais ont changé la structure du troupeau pour produire davantage de mâles mûrs qu'apprécient surtout les gros marchés de consommation.

La dernière décennie a vu l'émergence d'une nouvelle race d'éleveurs qui veut contrôler la production beaucoup plus directement. Cette nouvelle génération est surtout composée de hauts fonctionnaires et de militaires retraités qui obtiennent les terres et s'en servent pour faire des ranches ou des parcelles d'embouche bovine. La production dépend d'un apport considérable d'aliments supplémentaires, de sous-produits agricoles ou industriels, de céréales ou de cultures fourragères qu'ils cultivent souvent eux-mêmes. (cf Section 3.7) Par ailleurs, le niveau d'intrants vétérinaires est plus élevé que dans les systèmes traditionnels. La productivité... telle que mesurée en termes de taux de croissance, fécondité et mortalité... est considérablement élevée. A ce jour, ces producteurs détiennent moins de cinq pour cent des troupeaux de bovins et d'ovins du Nigéria, mais il s'agit là d'un sous-secteur en plein essor.

Les investisseurs commerciaux sont bien réglés sur les tendances des prix, et ils ajustent leurs ventes d'animaux (et, par les systèmes intensifs, les achats d'aliments de bétail) pour essayer de maximiser leurs profits. Il s'agit là des opérations orientés vers la production de viande de boeuf et de mouton, avec un volet laitier faible ou inexistant. Ils sont attirés vers les possibilités d'arbitrage qui ont tendance à équilibrer les fluctuations saisonnières ou inter-régionales des prix.

La sous-population relative de la zone sub-humide rend les terres facilement disponibles aux éventuels propriétaires des ranches. Cela

signifie qu'une forte proportion des ranches privés se trouve dans cette bande où ils sont bien placés pour vendre à un choix de marchés vers le sud et le nord.

3.4.3 Production de caprins et d'autres espèces

La production des caprins est le type le plus répandu d'élevage d'animaux au Nigéria et est le plus souvent pratiquée dans les familles paysannes et urbaines. Les espèces caprines produisent du lait et de la viande pour la consommation nationale et servent de réserves de richesse pour ceux qui sont en dehors de l'économie formelle.

Une plus faible proportion de caprins est commercialisée par rapport à celle des bovins et des ovins. La plupart de ceux qui sont commercialisés ne quittent pas le milieu rural local. Quant aux autres ruminants, les animaux les plus lourds et qui sont en meilleure santé se retrouvent le plus souvent dans les marchés de consommation.

La production de chameaux est relativement une activité mineure au Nigéria. La plupart des chameaux destinés à l'abattage vient du Niger. On élève également des chevaux et des ânes au nord du Nigéria, bien que ce ne soit pas aux fins de boucherie. Aucune de ces espèces ne fait l'objet d'un élevage intensif.

3.5 Production Piscicole et avicole

La fourniture piscicole et avicole...sources de protéines en compétition directe avec les ruminants... a été durement frappée par le programme d'ajustement structure du Nigéria.

La flotte nationale de pêche s'est considérablement élargie pendant la période du boom pétrolier, mais ses filets et pièces détachées n'étaient pas produits localement. Le climat actuel de rareté de devises a par conséquent sérieusement réduit sa capacité de pêche. Certains pêcheurs

opérant en haute mer vendent illégalement du poisson aux étrangers en haute mer, vraisemblablement pour avoir des devises afin d'entretenir leurs équipements. En outre, on craint que la pêche excessive ne dépeuple les eaux à long terme. La production piscicole a baissé de 2,8% en 1988 par rapport à 1987; la prise de 1988 qui s'élevait à 357 000 tonnes ne représentait que 69% des 563 000t obtenues en 1980¹¹.

Une grande proportion de la production avicole nigériane est vite devenue une agro-industrie pendant la période du boom pétrolier. Par conséquent, il y a eu un important achat d'aliments de bétail généralement produits localement. Toutefois, le principal intrant utilisé pour produire ces aliments c'est l'engrais; et la subvention du gouvernement concernant cet engrais est en constante réserve, ce qui entraîne des prix plus élevés. L'équipement fabriqué pour les fermes de production avicole et les intrants vétérinaires nécessaires quand la volaille est élevée à domicile ont également augmenté en prix. Le rendement de la production avicole a baissé de 3,6% entre 1987 et 1988, passant de 56 000 à 54 000 t, observant une baisse de 16,4% l'année précédente. La production d'oeuf a connu une réaction plus sévère aux coûts élevés, baissant de 16,8% en 1986-87 et de 21,6% de 1987-88. La production a baissé de 22% de 332 000t en 1980 à son niveau de 260 000t en 1988¹².

Les systèmes de production basés sur des capitaux intensifs, mais surtout ceux ayant un volet devises important pour leurs intrants, ont vu leurs coûts augmenter rapidement pendant le PAS. Au contraire, la production de ruminants dépend beaucoup moins des intrants commercialisés et presque pas du tout des intrants importés, et a évolué.

11) Sources: Skerele (1979: 249) (CBN 1989: 17-18) et compilation pour le Dr Peter Okalyeto (cf note 9).

12) cf footnote précédente.

3.6 Production de viande

La viande de la plupart du bétail égorgé au Nigéria est commercialisée et consommée le jour de l'abattage. Toutefois, le séchage, la réfrigération ou le boucanage pour préserver la viande pour une plus grande commercialisation sont d'autres options qui ont été poursuivies.

3.6.1 Viande séchée

Ferguson (1967: 34-37) décrit l'industrie de viande séchée centralisée à Nguru, une tête de ligne ferroviaire au nord de l'Etat de Borno, à proximité de la frontière avec le Niger. Elle florissait depuis les années 1940 jusqu'au moins au début des années 1970, mais on ne peut dire avec certitude dans quelle mesure elle fonctionne jusqu'à ce jour.

"La plupart des bovins égorgés dans le nord sont de jeunes bêtes, des vaches de qualité inférieure et des animaux en mauvais état ... L'industrie de la viande de boeuf a mis au point une ingénieuse méthode de commercialisation de la viande provenant même des vaches de qualité inférieure en produisant de la viande séchée pour consommation au sud. La viande est débarrassée de sa peau, bouillie et mise à sécher au-dessus d'un feu de bois fumant. Le produit fini ressemble à un gros rôti carbonisé et pèse 2 à 3 onces (50 à 75gr)... La viande séchée est expédiée sans réfrigération à l'ouest du Nigéria. La plupart de la viande est vendue en gros par le biais du marché d'Ibadan où elle est distribuée vers les marchés de la région de l'ouest et de Lagos. Les petits morceaux de viande peuvent être ajoutés à la sauce ou consommés comme casse-croûte pendant la journée". (Ferguson 1967: 35).

"La production de viande séchée s'est répandue presque partout au nord où il y a un surplus de bovins de qualité inférieure...mais la valeur du commerce de viande séchée en tant que marché pas exclusivement pour les bovins mais aussi pour les ovins, les caprins et même les camelins n'a pas encore été réalisée. On estime que 90% du produit final sont de la viande de boeuf". (Ferguson 1967: 35).

Il faut trois kilogrammes de viande séchée (Ferguson 1967: 35, Adegeye 1985: 5). Par conséquent, un animal maigre produit environ 25 kg de viande séchée. Ferguson (1967:36) calcule qu'environ 126 000 têtes de bovins maigres étaient converties en 3000 tonnes environ de viande de boeuf séchée chaque année entre 1960-1961 et 1964-65, représentant plus du quart de l'ensemble des animaux égorgés au nord du Nigéria. Vers la fin des années 1960, ce commerce avait tendance à prendre de l'ampleur.

3.6.2. Viande mise en conserve et réfrigérée/congelée

Ferguson (1967:25) McCoy (c 1972:32) et Bishop (1982:23) décrivent les usines privées de mise en conserve de la viande au nord du Nigéria dans les années 1960 et le début des années 1970. A l'instar des traiteurs de la viande séchée, ils recherchent également des bovins de qualité inférieure. Une société, la Nigerian Canning Company à Kano, a égorgé 26 000 bovins au cours de l'année budgétaire 1964-65 pour produire du corned beef et d'autres conserves. On ne peut dire avec certitude l'ampleur que revêt aujourd'hui ce genre d'activité.

Les producteurs nigériens de viande congelée ont traité 5 000 tonnes de viande soit 39 000 têtes d'animaux vers la fin des années 1960. (Walker c 1970: 25).

3.7. Marchés de fourrage

L'élevage au Nigéria ayant pris un caractère intensif, le marché du fourrage pour le bétail s'est développé en conséquence. De nombreux sous-produits agricoles, tels que les feuilles de haricots et les tiges, sont souvent volumineux, offrant une valeur nutritionnelle relativement faible par unité de volume. Le coût par calorie de leur transport est élevé et on a tendance à les vendre dans les marchés ruraux à proximité des points de production. Les céréales telles que le maïs et le sorgho peuvent être utilisées pour nourrir les animaux si les prix sont faibles, bien qu'au Niger, le millet soit entièrement réservé à la consommation humaine.

Au contraire, les sous-produits les plus industrialisés sont moyennement denses et sont souvent produits dans les villes; ils sont de ce fait soumis à un commerce qui se fait sur une plus longue distance. Ces sous-produits englobent les tourteaux d'arachide et de graines de coton; le son de riz, de maïs et de blé; les céréales séchées des brasseurs; et les molasses. La plupart de ces produits peuvent être directement achetés de la brasserie, de l'usine de fabrication d'huile. En outre, de nombreuses sociétés font le commerce de ces produits, comme en témoigne l'annuaire téléphonique. La Cellule de Suivi des Marchés du FLPCS suit les tendances des prix des aliments du bétail.

La récente valeur relativement faible du naïra fait des sous-produits nigériens des exportations intéressantes. On ne sait pas si les opérations nigériennes en matière d'emboche en ont importés pour réduire leurs coûts de production.

4. Importations

N'étant pas en mesure de satisfaire la demande nationale de viande avec sa propre production, le Nigéria importe du bétail et de la viande. Le bétail provient exclusivement des pays voisins. La viande quant à elle vient d'outre-mer. Les deux sources d'approvisionnement ont existé pendant toute la période coloniale et post-coloniale, bien qu'il y ait eu des périodes de plus au moins grande intensité.

4.1. Importations de bétail

Le Niger est le plus gros exportateur de bétail vers le Nigéria. Le Tchad fournit presque la même quantité. Les autres fournisseurs sont le Burkina Faso et le Mali, mais leurs proportions dans les importations nigérianes sont généralement inférieures à 5%, beaucoup moindres quand les exportations vers le Nigéria sont moins bénéfiques (quand elles

peuvent être orientées vers le marché ivoirien)¹³

4.1.1 Exactitude des données sur les importations exportations de bétail

Une bonne quantité de bétail est exportée illégalement du Niger. On évite les postes de douanes pour échapper aux taxes à l'exportation et autres taxes. Il faudrait de ce fait prendre les données sur les exportations nigériennes de bétail avec beaucoup de réserve.

Les animaux importés au Nigéria ne sont pas soumis aux taxes à l'importation, bien qu'on demande de les faire vacciner s'ils arrivent sans certificats de vaccination. Par conséquent, les douaniers nigériens ne perçoivent aucun intérêt sur les importations de bétail; le suivi de l'importation du bétail à des fins commerciales est entièrement assuré par le service de l'élevage.

La plupart des animaux importés arrivent aux marchés frontaliers reconnus, sont vendus et ensuite chargés dans les camions. Les camions ont tendance à se rassembler à ces points le jour du marché. Il est beaucoup plus difficile d'en trouver un quand ce n'est pas un jour de marché. Cet acheminement du bétail par un seul point à intervalles réguliers permet aux agents nigériens du service de l'élevage de suivre plus facilement l'écoulement des animaux qu'au moment où prévalait le système consistant à acheminer le bétail à pied. Si le propriétaire d'un troupeau de bétail destiné à la vente ne veut pas le vendre à la frontière, il peut encore arriver un jour de marché pour avoir un camion pour le transporter vers le sud. Même si un troupeau destiné à la vente arrive quand ce n'est pas un jour de marché, la notion de discrétion qui existe du côté nigérien de la frontière n'existe pas du côté nigérian.

13) L'Appendice 2 contient les tableaux FLD d'importations d'animaux par pays d'origine de 1984-1995.

Dans le pire des cas, les agents de l'élevage peuvent faire payer une amende de 1 naïra par tête pour les vaccinations si les animaux n'ont pas les certificats nécessaires. De ce fait, les commerçants n'ont aucune ressource pour éviter de faire compter leurs animaux.

Par conséquent, nous nous attendons à ce que les statistiques nigérianes sur les importations constituent de meilleures mesures des véritables écoulements frontaliers de bétail comparativement aux statistiques nigériennes sur les exportations. Pour tester cette hypothèse, une analyse des statistiques officielles portant sur les deux portions de la frontière nigéro-nigérienne a été faite sur les bovins, les petits ruminants et les chameaux. La première portion (occidentale) était le passage Birni N'Konni Illéla du Département de Tahoua à Sokoto State. La seconde portion (orientale) était la frontière de Kano avec le Niger, y compris les données provenant des postes de douanes de Magaria, Dungas et Mallaoua dans le Département de Zinder. La période de quatre ans analysée couvrait octobre 1984 - septembre 1988.¹⁴

A moins que les animaux ne soient inventés, les statistiques de la frontière nigérienne constituent les meilleures mesures pour les écoulements transfrontaliers de bovins comparativement aux statistiques nigériennes: les importations nigérianes de bovins sont constamment supérieures aux exportations nigériennes de bovins. Les données mensuelles sont beaucoup plus disponibles des postes de contrôle du service de l'élevage nigérian que des postes de douanes du Niger (bien que parfois ce soient les statistiques du poste frontalier nigérian et

14) Les données provenant du côté nigérian émanaient d'une base de données des registres de la douane sur les écoulements transfrontaliers de produits agro-pastoraux. Du côté nigérian, les importations de l'Etat de Kano étaient collectées au bureau de statistique sur l'élevage à Kano; les données d'Illéla provenant du poste de contrôle du service de l'élevage à Illéla.

non nigérien qui ne sont pas disponibles). Les mois pendant lesquels les deux côtés font des rapports sur les écoulements, les totaux nigériens dépassent presque toujours les totaux nigériens. L'exception semble être le déstockage de 1984-85 fait en réponse à la sécheresse quand les chiffres de l'Etat de Kano sur les importations du Département du Zinder. Par ailleurs, les totaux nationaux annuels cumulés pour les écoulements internationaux (1976-85) indiquent constamment que les chiffres des importations nigériennes dépassent les chiffres des exportations nigériennes, en moyenne d'un facteur de 2,6 (cf tableau 4.1 ¹⁵).

Pour les petits ruminants et les chameaux, la preuve est mixte. Les données mensuelles sont beaucoup plus susceptibles d'exister pour les importations nigériennes que les exportations nigériennes. Les mois pendant lesquels il existe des données concernant les deux côtés, les petits ruminants sont mieux enregistrés pour le Niger dans l'est, pour le Nigeria à l'ouest. Pour les chameaux, c'est l'inverse qui est vrai bien que les données sur les chameaux soient très éparses dans l'ouest. Les données annuelles cumulées portant sur les petits ruminants au niveau national pour la petite période 1983-85 supposent que les exportations officielles nigériennes dépassent constamment les niveaux des importations nigériennes (bien que les chiffres concernant les exportations annuelles nigériennes varient énormément, les totaux annuels pour les cinq ans étant 4% du total de 1983). (cf tableau 4.1.)

La différence entre les tendances au niveau des données sur les bovins et celles concernant les autres espèces pousse à conclure que les Nigériens considèrent que le suivi des bovins est tout ce qui est important. Les écoulements de bovins semblent correspondre à 10 fois les écoulements des petits ruminants et peut-être presque 1000 fois ceux des chameaux, de ce fait, ce peut être une utilisation optimale de la main-d'oeuvre.

15) La dérivation des importations nigériennes au tableau 4.1. est examinée à la section 4.1.3.

Il est parfois difficile de croire que les deux côtés mesurent les mêmes écoulements. Dans l'analyse ci-dessus des deux segments de la frontière, pour aucun des 48 mois, les comptes de bovins effectués des deux côtés ne cadrent pas avec une marge de 10% pour l'une quelconque des portions de la frontière. Pour les petits ruminants, en ce qui concerne les deux segments de la frontière, les comptes se rangent dans une marge de 10% en deux mois. Pour les chameux, cela s'est produits en quatre mois.

Les écoulements transfrontaliers en provenant du Niger comprennent les troupeaux transhumants dont certaines têtes sont vendues avant la frontière. S'ils sont considérés comme faisant partie du prélèvement du troupeau national nigérien, ils doivent alors être inclus dans les écoulements commerciaux, mais aucune tentative n'est faite pour les traiter à ce niveau.

4.1.2 Données historiques sur les importations de bétail provenant du Niger

Larrat (1955: 40-41) note plusieurs estimations des importations annuelles du bétail nigérien. Pour les bovins, le plus grand nombre est 400 000 têtes. Ce chiffre provient d'une délégation britannique à une conférence anglo-francophone organisée au Nigéria sur la commercialisation du bétail. La délégation a fait une estimation de 200 000 tête après avoir extrapolé à partir des chiffres sur les exportations officielles obtenus auprès des territoires coloniaux voisins du Nigéria. Leurs chiffres officiels atteignaient une moyenne de 118 000 par an pour la période 1949-1952. Larrat estime que personnellement, il fait beaucoup plus confiance à l'estimation de 300 000 têtes faite par le Nigéria. Il attribue la plus grande part des importations du Nigéria aux exportations nigériennes, mais ne donne aucune estimation précise. Le Tchad était l'autre gros exportateur de bovins vers le Nigéria, le Cameroun et le Soudan (Mali) ne représentent qu'une infime fraction.

Ecoulement du bétail nigéro-nigérian
(totaux annuels par espèce)

	bovins			petits ruminants		
	export. nigé- riennes	import. nigériens	import. en tant que % des des export	export. nigé. riennes	import. nigériens	import. en tant que % des export.
1975	54238			148320		
1976	130163	163018	125	28320		
1977	59475	226173	380	28320		
1978	86796	234652	270	114800		
1979	99958	261086	261	49240		
1980	57613	238165	413	60240		
1981	140333	335278	239	522120		
1982	73813	323136	438	149880		
1983	201095	212648	106	911680	89778	10
1984	167429	348363	208	391040	235751	60
1985	140754	189706	135	302200	119176	39
1986	4917					
			Moyenne 258			Moyenne 37

Les données sur les exportations proviennent de la conversion des tonnes d'exportations de ruminants indiquées dans Commerce extérieur: résultats provisoires, 85-86 du Plan, Tableau 9, p 32, en convertissant en bovins, 1 tête = 240kg (comme proposé par le Ministère du Plan) et en convertissant petits ruminants 1 tête = 25 kg (cf 1 ovin = 28 kg et 1 caprin = 23 kg, comme proposé par le Ministère du Plan). Les données sur les importations nigériennes comprennent 1/3 des importations de l'Etat du Borno.

* Les données 1985 sur les importations de petits ruminants ne concernent que les ovins. Il n'existe aucune donnée sur les caprins.

Tableau 4.1

Larrat souligne par ailleurs que le Tchad a fourni très peu de ruminants au marché nigérian. En effet, les statistiques officielles qu'il donne attribuent au Niger 96,7% des exportations des terriroires francophones en direction du Nigéria. Les exportations annuelles officielles obtenues de sources francophones avoisinaient 191 000 têtes. Il n'a pas discuté des caprins ou des camelins.

En 1967, Ferguson (38-39) écrivait:

"La tendance à long terme des importations de bovins en provenance des pays francophones est à la hausse, passant de 140 000 vers le milieu des années 1950 à près de 300 000 en 1963-64. Les raisons de cette augmentation sont multiples. La première est le fructueux commerce de viande séchée qui s'est développé ces 20 dernières années. La seconde est que les prix sont plus élevés pour les bovins du Nigéria que chez les voisins du nord moins développés. La troisième raison a été la détérioration des marchés situés en dehors du Nigéria. Peu de bovins quittent maintenant le Niger pour le Ghana à cause des restrictions commerciales et de la baisse de valeur de la monnaie Ghanéenne. Les marchés pour le bétail Tchadien en Afrique de l'Est ont été interrompus par les troubles au sud du Soudan et par la récente instabilité politique et économique au Congo. Le Nigéria, avec une devise forte et des routes commerciales naturelles vers la mer, est devenu un marché plus attrayant. De plus grandes importations ont représenté près de la moitié de l'augmentation de la commercialisation du bétail au Nigéria depuis 1957".

Un rapport de 1969 (République Française 1969: 45-48) stipule qu'au début des années 1960, les estimations officielles nigériennes des exportations nigériennes de bovins étaient de 170 000 têtes par an, dont 140 000 à 150 000 têtes en direction du Nigéria. Les auteurs du rapport estimaient que les importations totales de bovins vers le Nigéria le long de sa frontière nord en 1966 ont été de 250 000 têtes en provenance du Niger et du Tchad dont 163 000 têtes (63%) en provenance du Niger.

En 1971, Bishop (1972: 31) a estimé que le Nigéria a produit 950 000 têtes de bovins (74%) et importé 930 000 têtes (26%) du total de 1 280 000 têtes consommées. Pour les petits ruminants, les chiffres qu'il donne sont: production nationale: 9 000 000 de têtes (96%) et importations: 400 000 de têtes (4%) des 9 400 000 têtes consommées.

Il a également estimé (1972:32) que 165 000 têtes de bovins (50%) des importations de bovins du Nigéria qui s'élevaient à 330 000 têtes provenaient du Niger en 1971. En outre, 15 000 têtes (5%) sont venues par le Niger en provenance du Mali et les 150 000 têtes restantes sont venues du Tchad (45%). Pour les ovins et les caprins, ses estimations étaient de 340 000 têtes (85%) en provenance du Niger et 60 000 (15%) en provenance du Tchad.

En 1979, un bureau d'études français concluait en ces termes:

"Le bétail (importé au Nigéria) en provenance du Niger est estimé à plus de 150 000 têtes par an en 1978, dont 42 000 (28%) seulement passaient par les contrôles frontaliers officiels. Ce total comprenait des composantes malienne, Voltaïque et Tchadienne estimées à 10% environ de l'ensemble ¹⁶. (Bureau d'Etudes de Philoppe Queyrane 1980: 24)

16) La proposition d'animaux Maliens et Burkinabé dans le total varie avec le total lui-même. Il s'agit d'animaux marginaux qui seront redirigés vers d'autres marchés, surtout la Côte-d'Ivoire, quand les prêts relatifs sont favorables.

4.1.3. Tendances des importations en provenance du Niger 1976-1985

Les statistiques officielles sur les importations nigérianes de 1976 à 1985 ont été examinées. Les données ont été indiquées par état. Les Etats de Gongola, de la Bénoué et de Cross River font frontière avec le Cameroun et ne reçoivent pas le bétail nigérien. L'Etat de Borno fait frontière avec le Niger, le Tchad et le Cameroun. Bien que sa plus longue frontière soit avec le Niger, c'est le 1/3 peut-être de ses importations qui en provient. Le bétail importé à Kano et Kaduna (maintenant Katsina) peut être considérée comme provenant du Niger, à l'instar de la plupart de ceux de l'Etat de Sokoto et, dans une moindre mesure, ceux des Etats de Kwara et Oyo¹⁷. Par conséquent, la composante nigérienne des importations nigérianes était estimée comme le total des importations de bétail moins les deux tiers de ceux de Borno et tous les animaux entrant pour les états ayant des frontières orientales.

La composante "nigérienne" contient certains animaux en provenance du Burkina Faso et du Mali. Cette composante varie en taille avec l'écoulement total d'animaux en direction du Nigéria parce que ces deux pays sont des fournisseurs plus marginaux au marché nigérian que le Niger. Leurs petites contributions peuvent aisément doubler ou quadrupler alors que les variations du Niger ne sont jamais aussi importantes.

Les résultats de l'analyse, indiqués au Tableau 4.1, supposent des niveaux d'exportation plus élevés que ceux des estimations précédentes. L'éventail des exportations annuelles nigériennes (et maliennes et burkinabé) de bovins allait de 163 000 à 348 000 avec une moyenne de près de 250 000 têtes. Bishop et l'étude de 1977 suggèrent que la composante non-nigérienne des exportations "nigériennes" tourne autour de 10%.

17) Bien que les Etats d'Ogun et de Lagos aient des frontières internationales, ils reçoivent très peu d'importations de bétail.

D'autres part, au moins cette proportion pourrait échapper aux autorités nigériennes. On est par conséquent persuadé d'accepter les totaux bruts comme minima. La tendance est à la hausse passant de 170 000 en 1976 (pendant l'intense reconstitution du cheptel au Niger) à 320 000 en 1981 à la fin des dépenses extravagantes du Nigéria. Le niveau baisse ensuite avec l'exception remarquable de 1984.

Les importations bovines ont atteint le point culminant avec la sécheresse de 1984. Les données concernant cette année étaient disponibles auprès de la plupart des états et indiquent que 598 000 têtes avaient été importées dont 348 000 (58%) du Niger, du Burkina Faso et du Mali. Etant donné que la contribution aux exportations "nigériennes" provenant du Burkina Faso et du Mali augmente dans les années de pointe, nous pouvons suspecter que le chiffre 350 000 est plus proche de la réalité sous-jacente que pendant d'autres années.

En 1985, 375 000 têtes de bétail seulement ont été importées dont 190 000 (55%) en provenance du Niger. Ce faible niveau a marqué le début de la reconstitution du cheptel après la sécheresse et les effets du PAS.

4.1.4 Importations depuis la sécheresse de 1984

Après la sécheresse de 1984, les exportations nigériennes vers le Nigéria ont connu une baisse brutale. En effet, il y a eu différents rapports de certaines catégories de ruminants que l'on vendait du sud vers le nord à différents endroits de la frontière. La plupart de ces catégories étaient des bêtes de reproduction, comme l'on pouvait s'y attendre après une rude sécheresse, mais il a été prouvé que pendant certaines périodes, les animaux destinés à l'abattoir faisaient également partie des lots.

De telles histoires ont engendré la naissance d'une mythologie selon laquelle, pendant des mois, sinon des années, l'écoulement des exportations nord-sud avait complètement cessé. Il fallait blâmer le PAS. Cela a entraîné une telle réduction du pouvoir d'achat que les nigériens ne pouvaient pas se permettre d'acheter le bétail nigérien.

Bien que les données sur les importations nigérianes après la sécheresse soient sommaires, il est évident que ce n'était pas le cas. Le bétail nigérien a continué à passer la frontière en dizaines de milliers chaque année.

Les projets de rapports annuels du FLPCS pour la période 1986-1988 contiennent peu de données sur les importations. Toutefois, les données du FLPCS sont disponibles pour les Etats de Kaduna/Katsina pour les années 1987 et 1988. Au cours de ces années, les importations (qui, selon nos suppositions, provenaient du Niger) étaient de 12 500 et 23 000 têtes de bovins respectivement, comparativement aux 37 000 têtes en 1983 et 71 000 en 1984. En extrapolant les ratios de ces exportations pour Kaduna/Katsina à toutes les exportations nigériennes de bovins, on obtient des estimations de 62 000 et 72 000 têtes de bétail en 1987 et de 114 000 et 132 000 en 1988. Après comparaison avec toutes les années de 1981 à 1985, les chiffres moyens étaient de 110 000 têtes en 1987 et 204 000 en 1988.

Les données provenant de l'Etat de Kano et des postes de contrôle d'Illéla sur la frontière de l'Etat de Sokoto utilisées pour la comparaison des exportations et des importations (Section 4.1.1) étaient également disponibles. Les importations de l'Etat de Kano indiquent également une baisse après la sécheresse, mais pas aussi importante que l'on pourrait s'y attendre. Ses importations (une fois de plus toutes en provenance du Niger) ont baissé de 37 000 têtes en 1984 à 15 000 têtes en 1987 mais ont rebondi à 26 500 en 1988, dépassant les chiffres de 1980-1982 et égalisant celui de 1983. Une extrapolation analogue à l'instar de celle de Kaduna suggèrent que l'ensemble des exportations nigériennes s'élevait à 169 000 en 1987 et 295 000 en 1988.

Les données provenant du poste de contrôle frontalier d'Illéla indiquent des chiffres différents. Selon leurs registres, les importations de bétail ont baissé de 40 000 têtes environ en 1983-1985 à 2 000 têtes en 1987. Les données portant sur les sept premiers mois de 1989 supposent un rebondissement avec des importations annuelles de 5 000 têtes.

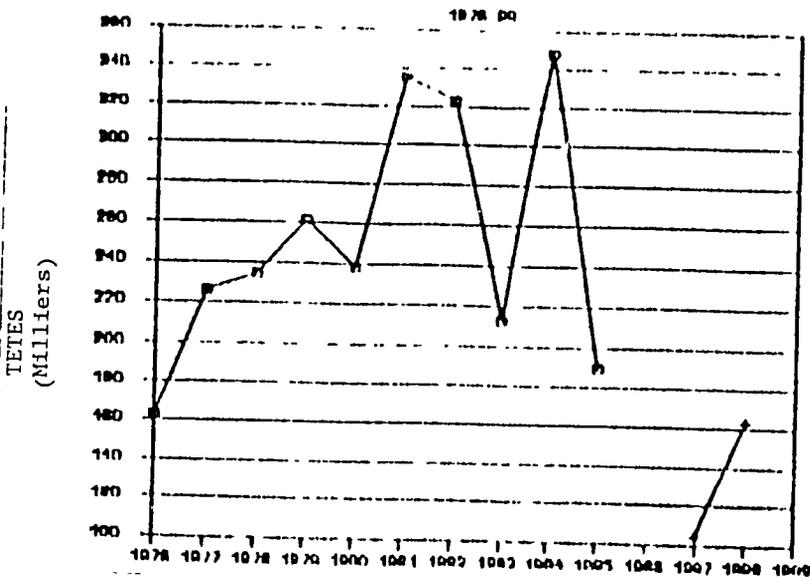
L'extrapolation à partir de ces données suppose un total nigérien de 27 000 têtes exporté en 1987 et 7 000 seulement en 1988.

On a essayé, à partir de ces différentes données, d'extrapoler l'ensemble des exportations nigériennes de bovins pour les années 1987 et 1988. Le rapport 1969 (République Française 1969:48) attribue des exportations bovines à certains segments de la frontière pour 1966. Cette allocation a servi de base pour un système de pondération des trois estimations des exportations de 1987 et 1988. Les pondérations obtenues étaient: "Ouest" 2,5%, Tahara 29%, Maradi 32%, Zinder 30,5%, Diffa 18,5%. Les prévisions d'Illéla ont été pondérées par la pondération de Tahoua, celles de Katsina par les pondérations de Maradi, et celles de Kano par les pondérations de Zinder. En l'absence de toute prévision d'exportations pour les segments de l'Ouest ou Diffa, la moyenne pondérée des trois autres segments était supposée valide pour ces deux segments aussi.

Les résultats sont illustrés dans le graphe 4.1: 105 000 têtes en 1987 et 163 000 en 1988; toutefois, il convient de rappeler que les écoulements n'étaient pas équitablement répartis le long de la frontière. La valeur de 1988 est presque identique à celle de 1976 obtenue presque deux ans après la fin de la sécheresse de 1973-1974. Les données les plus récentes disponibles à partir de ces trois séries de données suggèrent une tendance à la hausse, par conséquent les exportations de 1989 seraient encore plus importantes.

Il n'existe pas de données analogues pour permettre de faire les estimations des niveaux des récentes exportations concernant les autres espèces. Toutefois, les importations de petits ruminants enregistrées pour l'Etat de Kano et d'Illéla ont connu une forte baisse en 1987 pour n'augmenter que faiblement par la suite. (cf graphe 4.3). Les sources des données utilisées pour estimer les écoulements frontaliers figurent à l'Appendice 3.

Importations de bovins nigériens au Nigeria



87 - 88 extrapolés à partir des données partielles

page 4.1

source: Tableau 4.1 et section 4.1.4

4.1.5 Tendence des importations par opposition à l'approvisionnement national

Le graphe 4.4 indique les variations de 1976-1985 au niveau du nombre de bovins importés au Nigéria à partir du Niger (Section 4.1.3), le nombre expédié du nord du Nigéria vers le sud du Nigéria et le nombre d'abattages officiels. Il convient de souligner que l'ensemble des importations bovines est de 80% supérieur à la contribution nigérienne indiquée, et que "nord" dans ce contexte signifie le nord des Fleuves Niger et Bénoué, et inclut de ce fait la plupart de la zone sub-humide et par conséquent la majorité des zones nigériennes de production bovine.

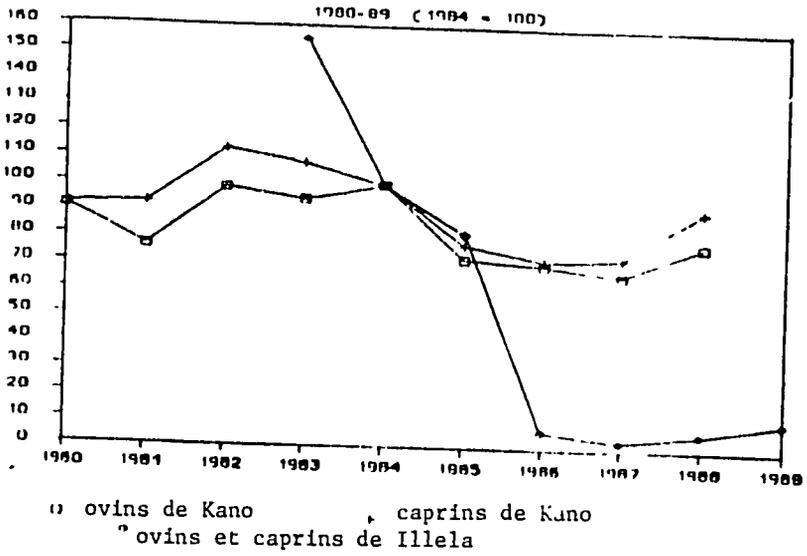
Il y a beaucoup d'incertitude au niveau de ces chiffres. Le nombre officiel des animaux destinés à l'abattage est probablement largement sous-estimé par rapport à la réalité. Toutefois, le graphe sert à mettre l'accent sur la croissance relative des variables importantes que sont l'offre et la demande.

La différence entre le nombre total de bêtes pour l'abattage et le nombre total d'importations constitue une mesure de la production du nord. La différence entre le nombre envoyé au sud et le nombre importé est une mesure des exportations nettes du nord. Le nombre total de bêtes pour l'abattage moins le nombre envoyé au sud constitue une mesure de la consommation au nord, bien que la consommation au sud puisse être sommairement considérée comme égale au nombre envoyé au sud.

La tendance générale du nombre d'animaux destinés à l'abattage jusqu'en 1984 était à la hausse de l'ordre de 11% annuellement. Cela semble en grande partie dû à l'accroissement de la consommation au nord, alors que la consommation au sud n'augmente qu'à un taux annuel de 7% pendant la même période. Cette différence peut être en partie due à une meilleure collecte des données au nord, mais la consommation accrue de poisson a probablement joué un rôle important.

Le nord demeure un gros consommateur et exportateur de bétail vers le sud. La production a augmenté au moins aussi vite que ses importations.

Indices des importations ovines/caprines enregistrées



Graph 4.2

Source: Kano and Sokoto State Livestock Services.

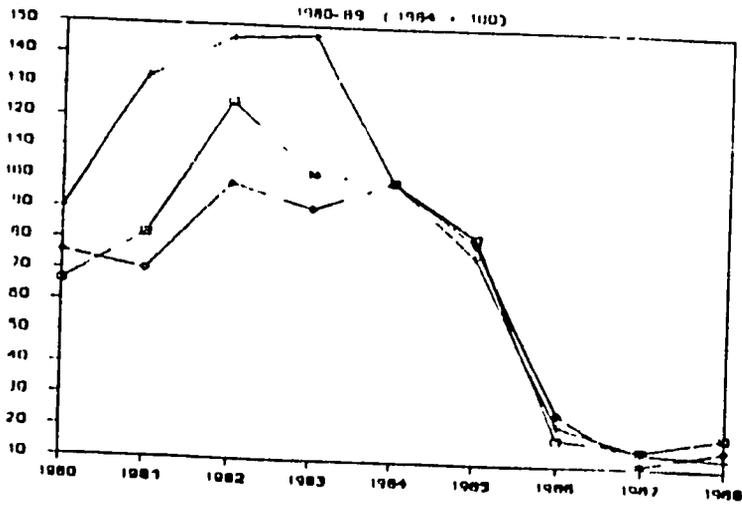
4.1.6 Caractère saisonnier des importations de bétail

En 1960, les conditions du marché nigérian étaient caractérisées par une demande relativement constante de viande et une offre qui fluctuait d'une saison à une autre. De septembre à avril, les importations de ruminants en provenance du Niger et du Nigéria représentaient une bonne partie de l'offre destinée à la consommation et à la constitution des stocks au nord du Nigéria. Durant cette période de l'année, ces animaux étaient relativement gras et bon marché. De mai en août, pendant la saison des pluies, on trouve beaucoup moins d'animaux importés, les prix augmentent, et les producteurs locaux étaient de ce fait flattés pour vendre leurs animaux. Ce mode avait l'avantage de minimiser le coût des importations, de fournir à ces producteurs locaux qui avaient de la flexibilité dans la programmation de leurs ventes l'occasion de vendre à des prix plus élevés, et de réduire la rareté saisonnière (et par conséquent les fluctuations de prix) de la viande aux consommateurs nigériens (République Française 1969:221).

Du point de vue nigérian, ce système de commercialisation bien développé représentait une occasion perdue. La valeur ajoutée qui aurait pu s'ajouter aux nigériens était cédée aux producteurs et commerçants du nord du Nigéria jusqu'à tel point que certaines ventes pourraient être orientées vers des saisons à prix plus élevés et que les animaux pourraient être commercialisés directement vers le sud du Nigéria.

Le graphe 4.5 indique les tendances au niveau de la proportion de bovins nigériens importés au Nigéria par mois par rapport à la moyenne annuelle, pendant la période 1976-1985. Le mode est comparé aux résultats préalablement obtenus (République Française: 1969:56). Le caractère saisonnier a baissé, probablement à cause d'une plus faible proportion de pastoralisme transhumant et au développement de nouveaux marchés et de nouvelles routes au coeur de la zone pastorale du Niger où les éleveurs transhumants doivent se trouver pendant la saison des pluies quand les exportations tendent à être au bas niveau.

Indices des Importations vers l'Etat de Kano

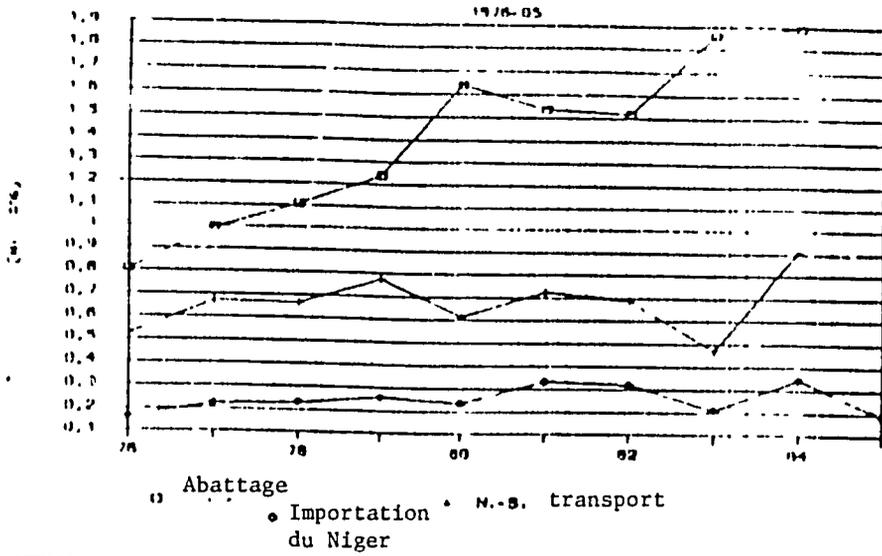


Graphe 4.3

Kano City Zonal Veterinary Office

SB-

Écoulements de bovins et Abattage



Graphed. 4

Source: (1.1)

SBH

Les commerçants nigériens dominent encore l'écoulement du bétail importé du Nigéria vers les marchés du sud, mais la différence de prix liée à la rareté saisonnière dont ils ont bénéficié pendant les années 1960 est réduite.

4.1.7 Qualité du bétail importé

Les animaux importés du Niger sont analogues à ceux présentés dans les marchés du nord du Nigéria en termes d'espèces, d'âge et de sexe, bien que les poids moyens puissent être plus faibles. La plupart de ces animaux ont été élevés sur des parcours sans enclos et satisfont les besoins du marché populaire.

"Le type de viande de boeuf de haute qualité demandé dans le marché réservé à l'élite n'est pas communément produit au Sahel. La viande des zébus élevés sur des parcours sans enclos est trop maigre et dure pour être directement servie à table. Dans le marché populaire, le boeuf est généralement utilisée dans la préparation de sauces grâce auxquelles elles est bien cuite et attendrie. La viande de boeuf destinée à la table que l'on achète dans les marchés réservés à l'élite a, pendant plusieurs années, été soit importée d'outre-mer soit obtenue à partir d'animaux ayant fait l'objet d'un programme spécial d'embouche." (CRED 1979:21)

Toutefois, certains ovins et bovins nigériens sont engraisés et sont d'une bonne qualité qui intéresserait les consommateurs de la classe moyenne ou de l'élite.

4.2 Influence du PAS sur les niveaux d'importation de bétail

Pour parvenir à une nouvelle structure des prix qui donne davantage d'incitations pour produire des biens pour la production nationale et l'exportation par le biais du PAS, le Gouvernement Fédéral a permis à la valeur officielle du naira de chuter à partir de septembre 1986. Les prix des biens commercialisables, que ce soit des substituts importés ou

nationaux, semblaient augmenter en termes de naira. Un "effet de prix" a augmenté la consommation relative des produits non-commercialisables de fabrication locale et dont les prix n'ont pas augmenté si rapidement. Un "effet de revenu" a réduit le pouvoir d'achat national: l'inflation a fait que la plupart des nigériens ont un revenu effectif moindre.

Le processus d'ajustement a duré plus de deux ans. L'inflation galopante: c'était ce que de nombreux nigériens avaient vu, mais ce qui se passait outre cela, c'est que les prix relatifs changeraient dans la mesure où les prix des produits commercialisables augmentaient beaucoup plus rapidement que ceux des produits non-commercialisables. La structure des prix au niveau national a maintenant assez changé. La crise de l'inflation ne semble avoir diminué que tout récemment, avec la stabilisation des taux de change à la fin de l'année 1988. Le marché a jugé que le naira ne devait plus chuter pour rendre les produits nigériens concurrentiels de manière à ce que le commerce étranger soit dans un équilibre net.

Les calculs commerciaux dans le domaine de l'importation du bétail sont en grande partie faits en utilisant le taux de change du marché noir et le naira avait déjà commencé à chuter constamment par rapport au FCFA pendant bien des années avant que le PAS ne soit institué, de ce fait les changements du taux de change n'étaient pas aussi abrupts que dans le secteur formel. Toutefois, dans tous les autres domaines, le PAS a été appliqué à l'élevage et à la viande comme à tout autre produit commercialisable.

Durant les années qui ont suivi la sécheresse de 1984-1985, l'écoulement des animaux en provenance du Niger vers le Nigéria a considérablement baissé. On s'attend toujours au phénomène post-sécheresse dans la mesure où l'offre baisse et la demande nationale relative à la reconstitution du cheptel absorbe une bonne partie de la petite quantité qui est fournie. Toutefois, l'offre augmente généralement à mesure que le recouvrement post-sécheresse se fait sentir. C'était essentiellement le cas après la sécheresse de 1973-1974 quand le boom pétrolier du Nigéria a permis au

Nigéria d'offrir des prix élevés pour le bétail nigérien. Néanmoins, de 1985 jusqu'à la fin de l'année 1988, le taux du naira par rapport au FCFA a chuté plus rapidement que n'ont augmenté les prix du bétail en termes de naira au Nigéria. La différence de prix au niveau de la frontière calculée au taux du marché noir a enregistré une baisse et, pour certaines catégories du bétail et à travers certaines portions de la frontière, est devenue négative. Les exportations nigériennes ont connu un certain ralentissement et la reconstitution du cheptel a été plus rapide que dans les années 1970.

Il était inévitable que les animaux commencent à couler en plus grand nombre du nord vers le sud. Autrement, une surabondance insoutenable de bétail se serait constituée au Niger. Le restockage fructueux (ou, par la suite le surstockage) était survenu au Niger, faisant chuter les prix à un niveau assez bas en termes de naira pour encourager les importations vers le Nigéria. En effet, les prix du bétail au Niger ont cessé de monter après 1986, surtout pour les petits ruminants qui sont initialement la demande la plus forte pour la reconstitution du cheptel.

L'autre mécanisme qui aurait augmenté les importations du bétail vers le Nigéria en provenance du Niger aurait été une augmentation dans la valeur du naira sur le marché noir, qui aurait fait que le bétail nigérien semblerait moins cher au Nigéria. Cela a montré peu de signes d'avènement et ne semble pas probable dans le cadre du PAS que le régime de Babangida a l'intention de poursuivre jusqu'en 1993 quand il se propose de rendre le pouvoir pour la constitution de la 3ème République. Une dévaluation du FCFA aurait le même effet. Cela a fait l'objet d'un examen approfondi et les avantages commerciaux aux pays de la zone CFA semblent évidents mais le niveau optimal de la dévaluation semble varier entre les pays concernés, et un compromis a pu jusqu'à ce jour les en préserver.

4.3 Importations de viande

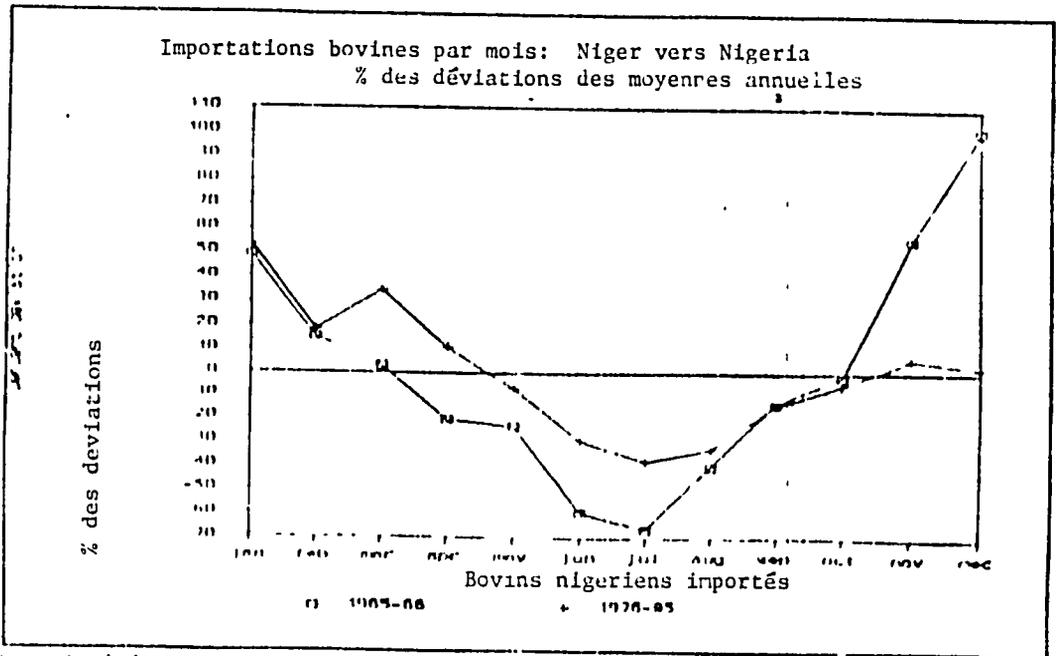
Le graphique 4.6 indique le volume des importations de viande pour la période 1963-1991. La viande fraîche, réfrigérée et congelée,

essentiellement du boeuf, domine les importations; la viande mise en conserve vient en deuxième position; la viande séchée, salée et fumée ne figure que marginalement. Pour une bonne partie de l'histoire du Nigéria, ces importations de viande ont été de loin inférieures à la viande provenant de ces importations de bétail.

La caractéristique du graphe 4.6, c'est l'augmentation des importations pendant la période du boom pétrolier de 1973 à 1979. La période 1975-1978 coïncidait avec des prix plus élevés pour le bétail sahélien pendant la période de reconstitution du cheptel et aussi avec des prix inhabituellement faibles sur le marché mondial de la viande. Le Nigéria était initialement gêné dans ses importations de cette viande par la congestion au niveau de ses ports. Par conséquent, la viande était expédiée par avion du Brésil et de la Yougoslavie mais, en 1977, on importait de la viande congelée par bateau. (CRED 1979:13, 23).

"Le plus important développement dans le marché de la viande en Afrique Occidentale dans les marchés côtiers, c'était l'apparition de la viande de boeuf congelée en provenance d'outre-mer. Bien que de petites quantités de viande de boeuf réfrigérée et congelée aient été préalablement importées pour les marchés destinés à l'élite, les importations massives de carcasses congelées en provenance de l'Amérique du Sud qui ont débuté en 1975 ont concurrencé directement la viande fraîche du marché populaire de viande" (CRED 1979:22).

Le seuil de 37 000 tonnes de 1978 est l'équivalent de la production de viande d'environ 250 000 bovins sahéliens, alors que pendant cette année le Niger n'a probablement exporté que 260 000 têtes de bovins vers le Nigéria (cf graphe 4.1, Section 4.1.4). Depuis 1982, comme l'indique le graphe 4.7, les importations ont été beaucoup réduites à cause d'un changement au niveau des interdictions relatives aux importations de bétail, de la réduction du pouvoir d'achat et des prix plus élevés de la viande. Plusieurs responsables du Gouvernement Nigérian ont fait référence à une interdiction complète concernant les importations de viande pendant une bonne partie des années 1980 bien que les faits



Graphique 13

Source: République Française 1969 & FLD

indiquent que les statistiques officielles enregistrent les importations de viande jusqu'au moins en 1986 quand elles ont en fait augmenté pour dépasser leurs niveaux de 1985.

Pendant la période des grosses importations de viande, le Nigéria a construit une chaîne de magasins frigorifiques et de camions frigorifiques capables de distribuer la viande réfrigérée bien au-delà des villes portuaires où les importations de viande arrivent par bateau. Une augmentation survenue dans la commercialisation de poisson congelé a également contribué à cette chaîne de froid. Si les invitations à importer de la viande devaient à nouveau augmenter, l'infrastructure et le savoir-faire seraient en place pour permettre une pénétration rapide du marché.

En septembre 1989, la Côte d'Ivoire et le Togo ont mis des interdictions à toutes les viandes congelées provenant de la Communauté Européenne après les mises en garde formulées par la CEDEAO aux Etats-membres concernant les expéditions éventuelles de viande de boeuf sujette à la radioactivité. On indique que le Bénin examinait minutieusement ses importations de viande et d'autres pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest sont également devenus préoccupés par ce problème. La source de la controverse était un cargo de viande irlandaise initialement envoyé au Venezuela qui l'a rejeté à cause de sa prétendue radioactivité. Il a ensuite été aux Pays-Bas où la partie concernée de la cargaison aurait été détruite. 100 tonnes du reste de la cargaison avaient ensuite été envoyées en Afrique Occidentale où elles ont successivement été rejetées par la Côte d'Ivoire et le Togo. Les Pays-Bas ont par la suite invité les représentants de la CEDEAO à venir inspecter ses viandes et ses structures de stockage de viande¹⁸. Par la suite, cet incident isolé ne risque pas de modifier l'attrait de la viande importée chez le consommateur nigérian qui sera évaluée essentiellement sur la base du prix.

Voir à l'appendice 2, un décompte de la viande importée par pays d'origine de 1984 à 1986.

18) BBC World Service "African News" 28 septembre 1989.

5. Les Structures et Tendances Résultantes au niveau des prix et de la consommation

5.1 Distribution des Prix

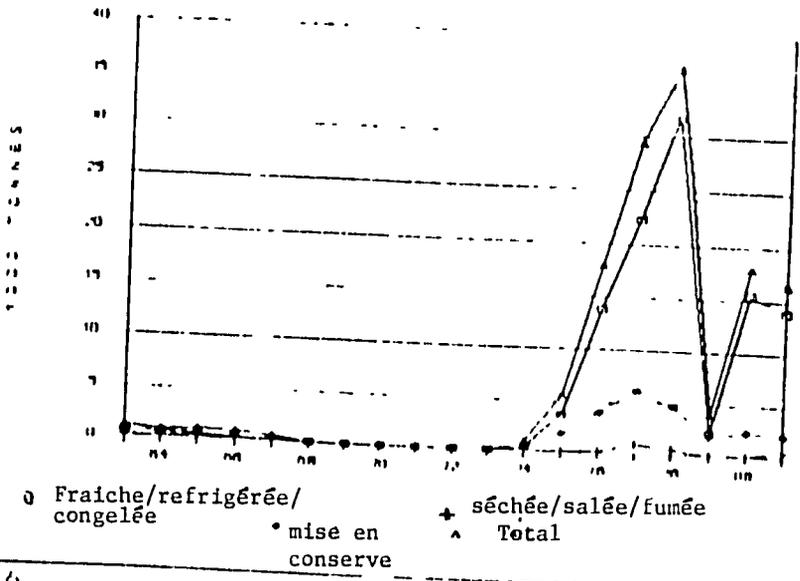
5.1.1 Les différences de prix avec le temps entre les différentes zones et les marchés spécifiques

Nous avons défini les régions excédentaires et déficitaires de la production pastorale dans la section 3.3. Dans un marché libre, il devrait y avoir une baisse des prix des zones déficitaires vers celles excédentaires. Dans cette section, cette hypothèse est examinée au fil des temps en ce qui concerne l'élevage au Nigéria.

Le Graphe 5.1 indique la tendance des prix moyen annuels du bétail en ville de 1976 à 1988 pour huit marchés du nord, quatre de la bande centrale et neuf du Sud en naira pris au coût actuel¹⁹. Les prix en naira actuel augmentent d'environ un ordre de grandeur au cours de cette période, avec la croissance la plus importante survenant entre 1985 et 1986 après un fléchissement dû à la sécheresse en 1985. Les prix des marchés du Sud (pondérés par 1,2 afin de permettre des charges utiles plus élevées - voir section 3.2) sont généralement plus élevés. Des deux autres régions, les prix de la zone centrale étaient élevés de 1981 à 1985, avant et après ces dates les prix de la zone septentrionale étaient plus élevés. Cela confirme le modèle prévu d'un gradient de prix entre le Nord et le Sud. Cela suggère également que les récentes augmentations de la production dans la ceinture centrale dépassent la demande locale afin de maintenir les prix à un niveau bas.

19) Les marchés du Nord sont: Bauchi, Jos, Kaduna, Kano, Katsina, Maiduguri, Sokoto, Yola, et Zaria. Les marchés de la bande centrale sont: Abuja, Ilorin, Makurdi et Minna. Les marchés du Sud sont: Abeokuta, Akure, Benin City, Calabar, Enugu, Ibadan, Lagos, Owerri et Port Harcourt.

Importations de viandes 1963 -1981

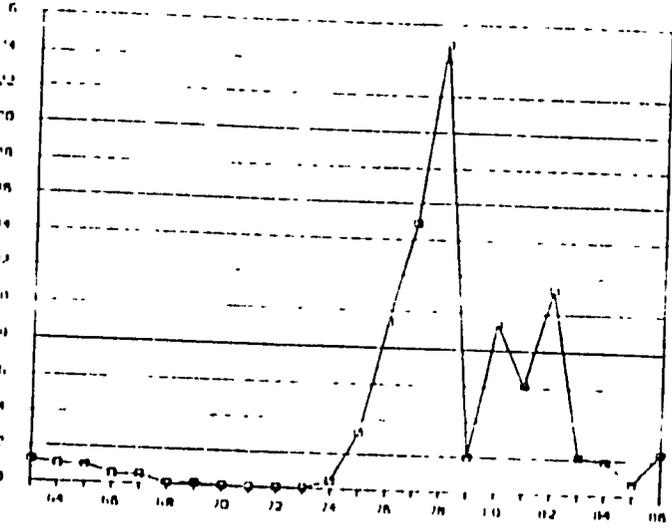


Graphique 4.6

Source: Odeyomo 1984

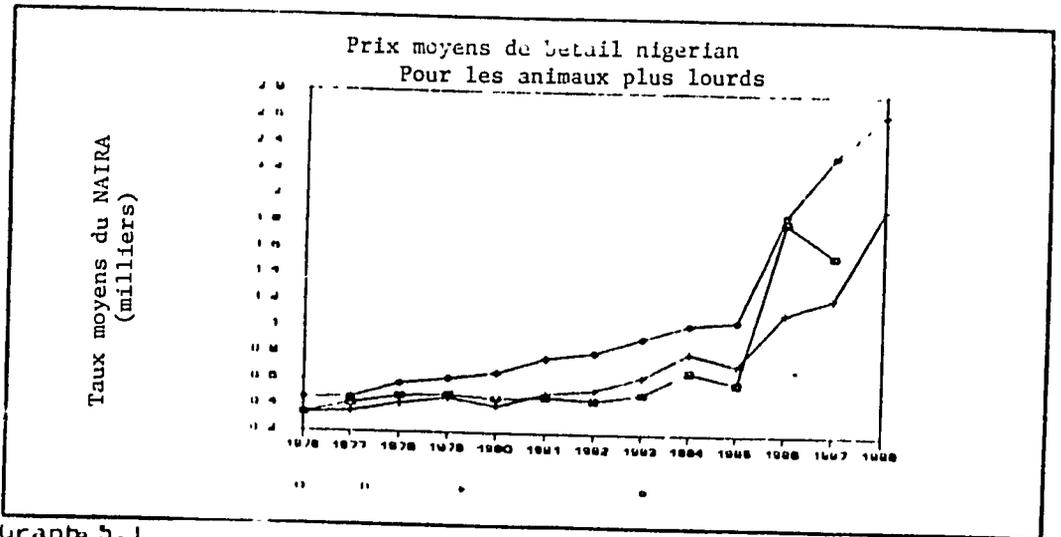
Valeur des importations de viandes fraîche/refrigerée/congelée
au Nigeria 1963 - 1986

Millions de Naira 1975



Graph 4.1

Source: Adeyemo 1984



Graph 5.1

Source: FLD/11115

Ferguson (1967:13) remarquait que "la différence de prix entre les marchés septentrionaux et méridionaux du bétail sur pied est de 50 à 100%". Cela est conforme au tableau qui a été dessiné concernant le bétail à la fin des années 70 et 80 dans le graphique 5.1.

Le graphe 5.2 indique les mêmes informations pour 1976-1986, cette fois-ci sur une base mensuelle afin de montrer le niveau le plus élevé des fluctuations qui surviennent sur des périodes plus courtes. Les moyennes annuelles de prix cachent de grandes variations mensuelles. La ceinture centrale et le Nord changent fréquemment de place en tant que zone la moins prisée. Les prix de la ceinture centrale doublent dans la zone située au-dessus du Sud et dans le Nord en 1978. Les prix pratiqués au Nord excèdent ceux du Sud pendant certains mois en 1986 et 1988.

Les données relatives aux prix des ovins font état d'une situation analogue, mais avec des spécificités qui leur sont propres, comme indiqué dans les graphes 5.3 et 5.4. Les prix pratiqués à Lagos vont de pair avec ceux des marchés septentrionaux²⁰ jusqu'en 1983 où ils commencent à monter beaucoup plus rapidement, mais vers 1986 les prix ont assez vite augmenté dans le Nord pour les dépasser. Les informations rares de 1988 suggèrent que les prix de Lagos sont plus élevés que ceux de Sokoto, mais moins que ceux de Kano. Les prix d'Enugu suivent constamment les prix de Lagos d'au moins 20%. Au début des années 80, les prix pratiqués à Enugu se sont élevés jusqu'au niveau des marchés du Nord, mais ont été subséquentement dépassés lors de la reprise qui est survenue à partir de 1980. Il est possible que l'approvisionnement en ovins d'Enugu contienne plus de moutons moins que celui de Lagos, suite à la pratique de prix moyens plus faibles.

20) Les marchés septentrionaux sont en l'occurrence Kano, Maiduguri et Sokoto, pondérés sur la même base

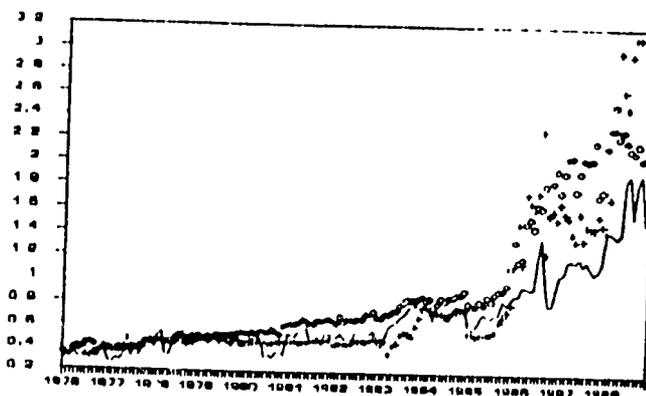
Les prix des caprins ont augmenté sur les marchés septentrionaux (graphe 5.5) après la hausse du prix du pétrole en 1974, d'une manière abrupte dans le cas de Kano et d'une manière moins abrupte à Sokoto et Maïduguri. Le marché des ovins est caractérisé par des augmentations relativement faibles des prix par la suite. Notamment, tous les prix pratiqués au Nord ont stagné de 1977 à 1984, avant de reprendre à partir de 1985. Les prix des caprins au Sud (graphe 5.6) étaient légèrement moins à la baisse pendant la même période. A l'instar du marché des ovins, le manque de données et l'éventail des prix pratiqués sur les marchés du Nord de 1987 à 1989 ne permettent pas de généraliser à propos des dernières tendances qui y sont survenues.

Les données relatives à un graphe similaire concernant les camelins et les ovins sont plus rares, notamment pour les dernières années et sont presque exclusivement disponibles pour les marchés du Nord. Celles dont on dispose indiquent une tendance irrégulière à la hausse dans les marchés moins intégrés que pour les bovins, ovins et caprins (voir graphes 5.7 et 5.8).

Il ressort de ces données calculées sur une base annuelle que les paires de marchés peuvent soutenir les différences de prix d'au moins 50% pendant des années et qu'ensuite ils peuvent changer de localité et maintenir une différence similaire dans la direction opposée et ce, une fois de plus, pendant des années. Voir, par exemple, les prix des bovins à Lagos et Enugu entre 1974 et 1977 et ensuite entre 1981 et 1985. On doit garder à l'esprit que le changement de différence a eu lieu pendant une période où les prix des ovins à Lagos étaient constamment plus élevés qu'à Enugu d'au moins 30%.

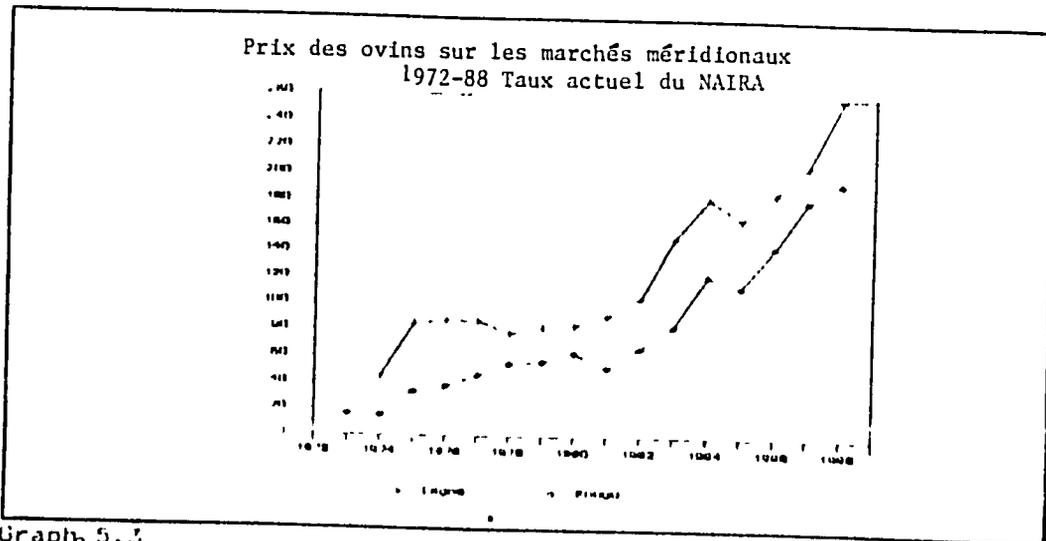
Prix moyens du bétail appliqués au Nigeria

Taux actuel du NAIRA
(milliers)



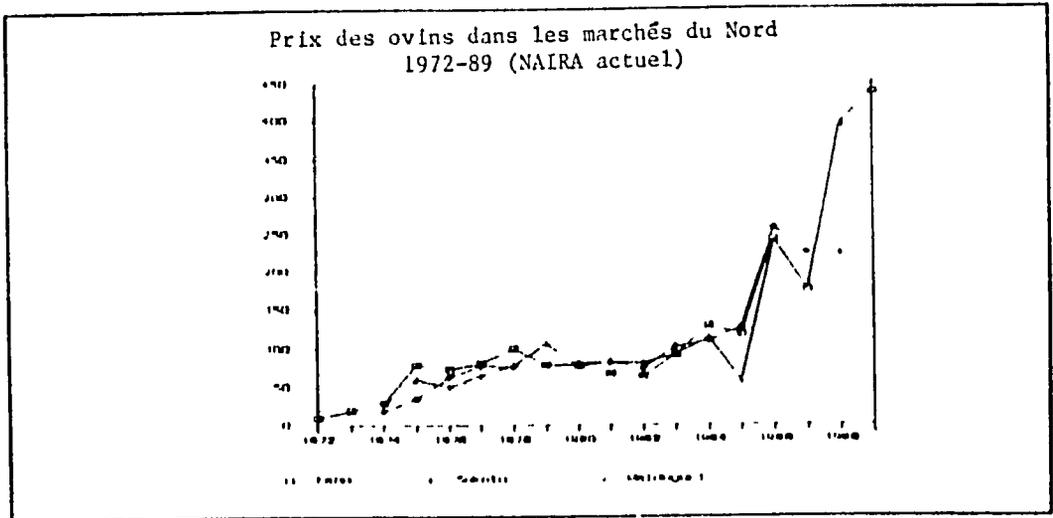
Graph 5.2

Source: FLD/FLPCS



Graph 5.3

Source: FLD/FLPCS



Graph 5.4
Source: FID/ILPC

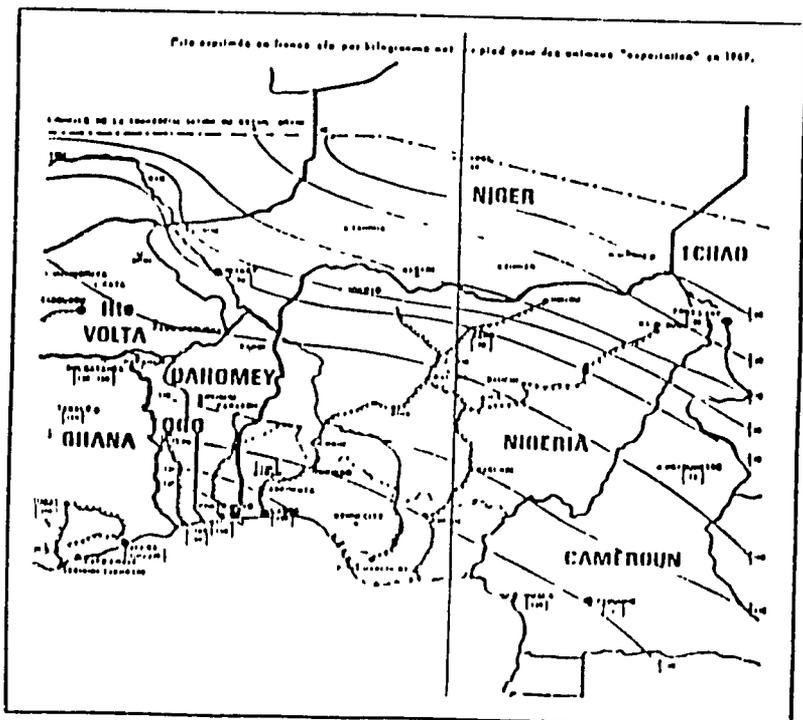
5.1.2 Cartes des isoprix

La carte des isoprix est une autre technique pour examiner la répartition spatiale des prix. Une ligne d'isoprix est une ligne sur une carte reliant des points qui indiquent les mêmes prix, de la même manière qu'une courbe relie les points d'une même hauteur. Le tableau 5.1 indique une représentation idéalisée d'une carte d'isoprix au Nigéria à partir d'une étude effectuée en 1969 (République Française 1969). Il indique les prix du bétail par kg de poids vivant en FCFA. Il y a une baisse progressive de direction Sud-Sud-Ouest vers le Nord-Nord-Est; de Lagos à Maiduguri; de la forêt vers le sahel. Les prix dans chaque ville sont indiqués en carré. Ces cartes sont essentiellement établis sur la base des informations provenant en dehors du Nigéria; quatre prix nigériens seulement sont indiqués.

Les données récentes sont disponibles pour un maximum de 22 localités au Nigéria sur une base mensuelle ou annuelle, par espèce et parfois par sexe, mais malheureusement pas sur une base de poids vivant. Il existe également des données portant sur les prix par kg de viande. Au niveau de la pratique, certaines données manquent, mais souvent il y en a assez pour permettre d'établir des diagrammes d'isoprix à partir des données nigériennes. Il est nécessaire d'observer une certaine interprétation subjective au niveau de la construction de ces lignes d'isoprix; mais le modèle pris dans son ensemble ne peut pas être considérablement mal interprété.

Le choix des données figurant sur ces cartes est très limité. Les thèmes concernés sont:

- o Les taureaux, les béliers et les caprins pour janvier et juillet 1983, 1987 et 1988;
- o La viande de boeuf, de mouton et de chèvre pour janvier et juillet 1983, 1987 et 1988 (excepté le mouton en 1987 pour lequel les données manquaient);



Carte 5.1

Source: République Française 1969

- o Les prix moyens annuels pour:
 - les bovins, les ovins et les caprins
 - la viande de boeuf, de mouton et de chèvre

- o Les moyennes annuelles pour les taureaux et les boeufs pour 1986, 1987 et 1988 (excepté le boeuf en 1986).

Les cartes des isoprix sont reproduites à l'appendice 4.

Les modes de variation des prix de la viande ressemblent à la configuration idéalisée, avec une plus grande tendance vers les pentes Nord-Sud que les modes de prix du bétail. Les modes concernant les différentes viandes pour une période donnée sont similaires, comme on s'y attendrait pour les substituts. Par contre, bien qu'en 1983 et 1984 il y ait eu une suggestion d'un mode commun pour les prix des ovins et des caprins, le mode concernant les bovins est différent des deux autres. Pour 1987 et 1988 tous les modes des prix du bétail sont différents et aucun n'est assez conforme au mode idéalisé.

Deux modes concernant le bétail sont particulièrement intéressants. Le premier est le "centre creux" donné en exemple par les prix de juillet 1983 concernant les ovins, caprins et le boeuf et par les prix de mouton en juillet 1989 et qui atteint son apothéose dans le mode de juillet 1987 pour les prix des taureaux. Une telle configuration donne du poids à l'argument selon lequel la zone du milieu peut être une zone de ravitaillement pour rivaliser avec le Nord, surtout dans les périodes post-sécheresse: la ceinture du milieu est beaucoup plus touchée par la sécheresse que la savane et le sahel au Nord.

Le second mode d'intérêt, qui est moins facilement expliqué, c'est le "sud creux". Les exemples de sa forme plus faible sont les ovins de juillet 1983 et les béliers de juillet 1987 où certains prix côtiers sont plus faibles que certains prix de la ceinture du milieu. Les exemples de sa forme optimale sont les ovins de 1984, les caprins et les béliers de janvier 1988 et, surtout, les taureaux de juillet 1988. Ici, il y a une gamme complète de prix

plus élevés séparant une importante zone côtière aux prix plus faibles. Seul le dumping volontaire d'importantes quantités de viande ou de bétail dans toute la zone côtière semblerait expliquer cette aberration manifeste.

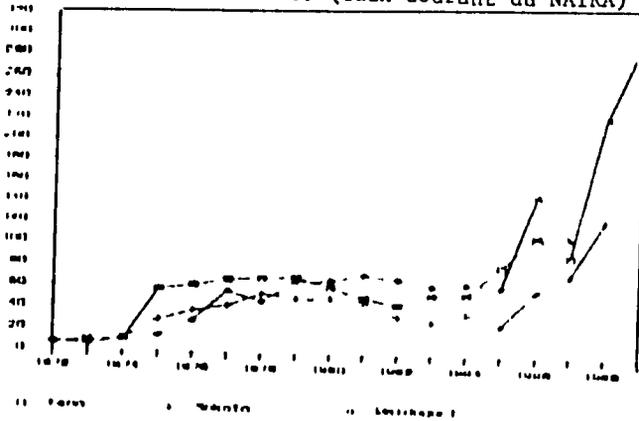
Les différences saisonnières (janvier par opposition à juillet) concernant les viandes et le bétail sont remarquables quand on les compare avec les variations inter-annuelles, inter-espèces et inter-viandes.

Il y avait une plus grande correspondance entre les modes de prix, des ovins et du boeuf qu'entre les petits ruminants et leurs viandes. Les tendances de la viande des caprins et de la chèvre étaient plus étroitement en corrélation que celles concernant les ovins et le mouton. Cela suppose des marchés beaucoup plus intégrés sur le plan vertical pour les ovins et le boeuf que pour la viande des caprins et de la chèvre et pour ces deux espèces comparativement aux ovins et aux moutons. Ces impressions visuelles sont renforcées par la hiérarchie des ratios des prix maxima et minima à travers le pays en ce qui concerne les différents marchés. Ces ratios étaient les suivants:

Bovins: 2,3	Boeuf: 2,2
Ovins: 4,4	Mouton: 2,8
Caprins: 4,7	Chèvre: 3

Les faibles couvertures des prix au niveau national concernant les bovins et le boeuf supposent un marché concurrentiel intégré, alors que le marché des petits ruminants semble avoir des gammes de prix plus vastes, supposant la spéculation et/ou une faible intégration du marché. Il convient de souligner que dans chaque cas, la couverture des prix des animaux est plus importante que celle ayant trait à la viande correspondante: les prix de la vente au détail de la viande varie moins que les prix des animaux égorgés. Cela est surtout vrai pour les petits ruminants.

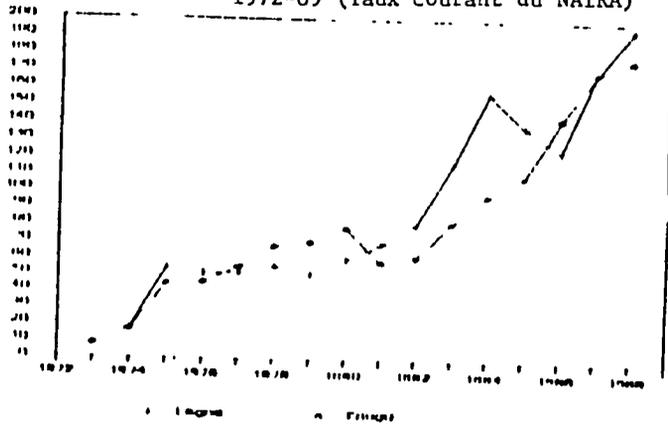
Prix des caprins sur les marchés du Nord
1972-89 (Taux courant du NAIRA)



Graph 5.5

Source: FLD/11195

Prix des caprins dans les marchés du Sud
1972-89 (Taux courant du NAIRA)



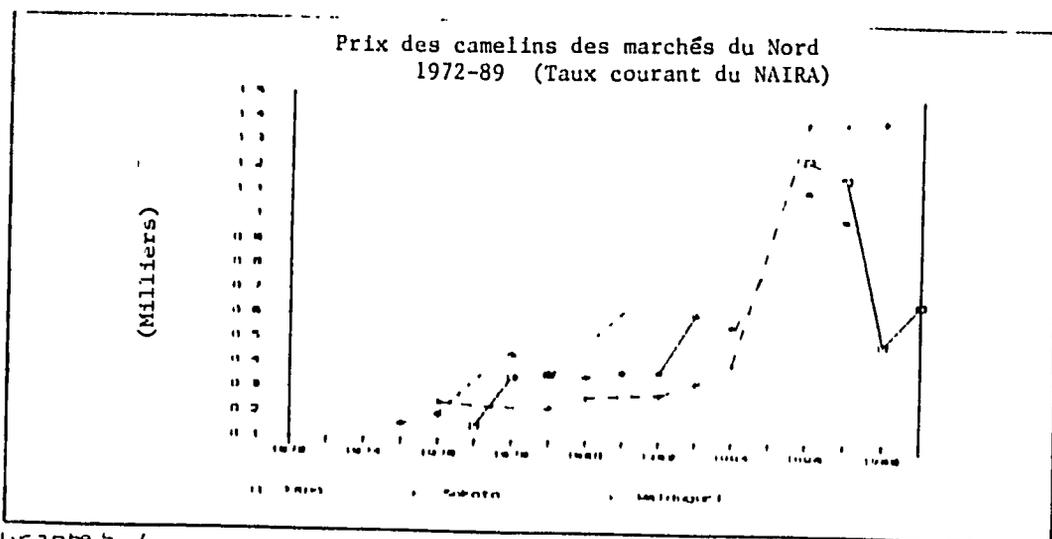
Graph 5.6

Source: FLD/11195

5.2 Tendances des prix réels

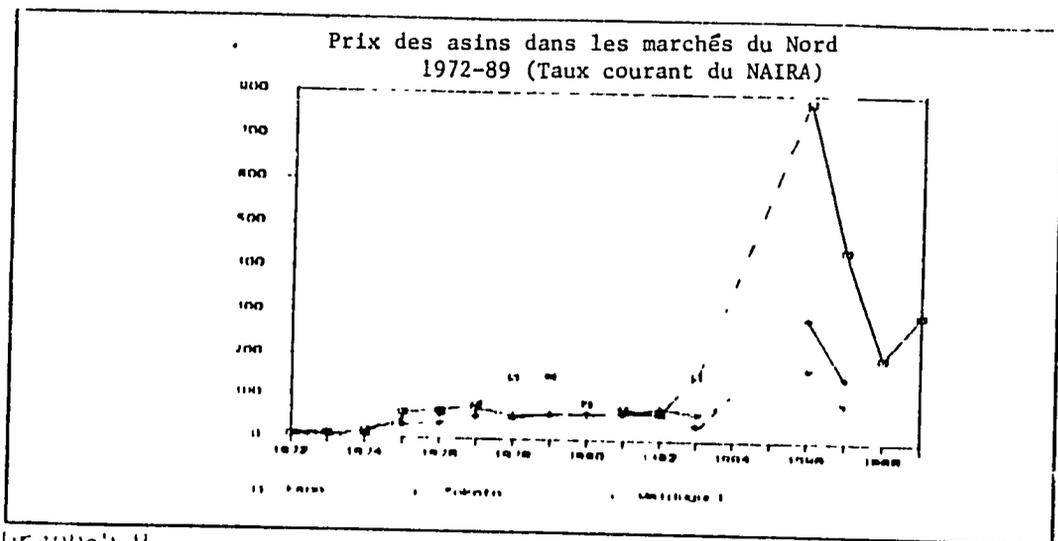
Quand on observe les tendances des prix en fonction de l'inflation générale dans le pays, on constate différents points frappants. Les tableaux 5.9 et 5.19 des indices du prix de bétail sont ajustés pour tenir compte de l'inflation en fonction de l'indice du prix à la consommation, et en prenant pour critère 1975 = 100. 1975 était l'année au cours de laquelle les prix réels du bétail ont atteint leur point culminant, après avoir brusquement grimpé à partir de 1972 après la nouvelle période de prospérité résultant de l'augmentation de la production pétrolière et des prix plus élevés des produits pétroliers. A l'exception des prix des caprins sur les marchés du Sud qui ont continué à croître pendant deux autres années, les prix réels du bétail ont commencé dix années de baisse relative continue. La baisse était beaucoup plus accentuée dans les marchés du Nord probablement parce que, au titre d'un élan post-sécheresse de reconstituer le cheptel, les prix de 1975 avaient grimpé pour atteindre des valeurs extrêmement élevées. Cela a laissé les prix réels des bovins, ovins et caprins en 1985 à 30-40% de leur prix de 1975. Dans le marché du Sud, la marge variait d'environ 50-60%.

En d'autres termes, bien que le prix du bétail s'élevait presque continuellement de 1975 à 1985, les prix des autres denrées s'élevaient plus rapidement, de manière que la valeur relative du bétail est tombée. Pourquoi cela est-il survenu? L'une des raisons de cet état de chose est que le niveau de 1975 était artificiellement élevé, surtout au Nord. A la fin de la sécheresse prolongée du Sahel, toutes les espèces de ruminants étaient rares, mais à mesure que le cheptel était reconstitué pendant la décennie, la rareté était progressivement allégée, bien que plus rapidement pour les ovins et les caprins dont l'élevage est rapide que pour les bovins. Cet impact était moins fortement ressenti sur les marchés du Sud où le principal impact du boom pétrolier a été tellement apprécié que, malgré des prix plus élevés, la nouvelle richesse ainsi trouvée a été partiellement utilisée pour continuer la consommation de viande, surtout du boeuf dans des proportions élevées. La seconde raison, c'est la capacité accrue du Nigéria de financer les importations de poisson et de viande, réduisant ainsi la demande de bétail indigène. La viande était alors particulièrement bon marché sur le marché



Graph 5.7

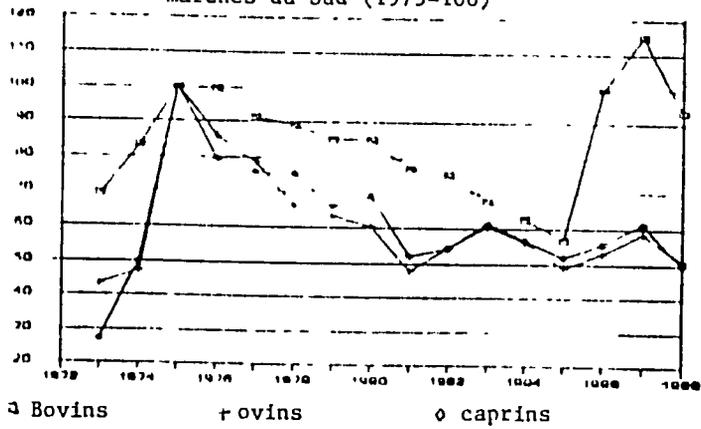
Source: FLD/LPCS



Graph 5.8

Source: FLD/LPCS

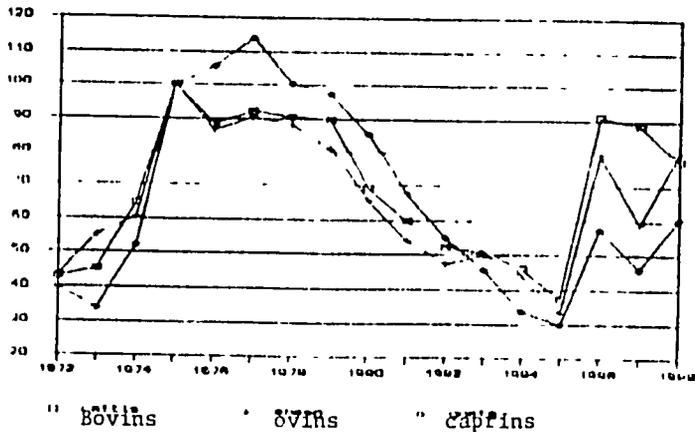
Tendance des prix des ruminants ajustés par CPI
marchés du Sud (1975=100)



Graph 5.9

Source: FLD/FLPCS/FOS

Tendances des prix des ruminants ajustés par CPI
marchés du Nord (1975=100)



Graph 5.10

Source: FLD/FLPCS/FOS

mondial. La troisième raison, c'est le poisson, les oeufs et la volaille qui étaient les bénéficiaires réalisés à partir de l'investissement du boom pétrolier dans la flotte nationale de pêche et dans les fermes avicoles. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à ce que la sécheresse de 1984 rende le détail une fois de plus rare.

Après la sécheresse de 1984, les hausses de prix étaient moins spectaculaires qu'en 1975. En 1975, le Nigéria jouissait de la plénitude du boom pétrolier. Le salaire des fonctionnaires a été doublé en 1974. Il y avait beaucoup d'argent pour acheter le bétail relativement rare. Par contre en 1985 le pays faisait face à une période d'austérité et il y avait moins d'argent pour acheter de la viande. Les industries avicoles étaient bien établies et le poisson était presque partout disponible, même dans le Nord. Il y avait par conséquent moins d'incitation à enchérir le prix du bétail. Il est censé que la valeur réelle des bovins qui se reproduisent plus lentement que les petits ruminants augmente plus que celle des petits ruminants, mais l'ampleur de l'augmentation des bovins après la sécheresse de 1984 sur les marchés du Sud du Nigéria, soutenue pendant deux ans, n'est pas facilement explicable. D'autre part, il en est de même pour la faible augmentation du prix relatif des petits ruminants dans les marchés du Sud. Ils ont tous augmenté dans les deux marchés après la sécheresse de 1974, et ont tous doublé dans les marchés du Nord entre 1985-86. Dans les marchés du Sud, ils n'ont gagné que 20% en termes réels en deux ans (1985-87) et ont perdu tout cela une fois de plus entre 1987-88.

Dans le marché des ruminants au Sud du Pays, la valeur réelle des bovins par rapport à celle des ovins et des caprins était deux fois aussi élevée entre 1985-88 qu'elle ne l'était en 1975. On ne peut déterminer clairement ni pourquoi cela est survenu ni comment cette différence de prix doit avoir été soutenue. Dans les marchés du Nord par contre le ratio 1988 de bovins par rapport aux valeurs des ovins est identique à celui de 1975, et le même ratio pour les bovins par rapport aux caprins n'est plus élevé que de 1/3.

Il convient de souligner que les indices des prix à la consommation et l'indice des prix des vivres varient très étroitement entre les années 1970-80, de ce fait les prix réels du bétail indiqués dans les tableaux 5.9 et 5.10 constituent également de bonnes représentations des prix du bétail par rapport à l'ensemble des aliments.

5.3 Caractère saisonnier des prix du taureau et bœuf.

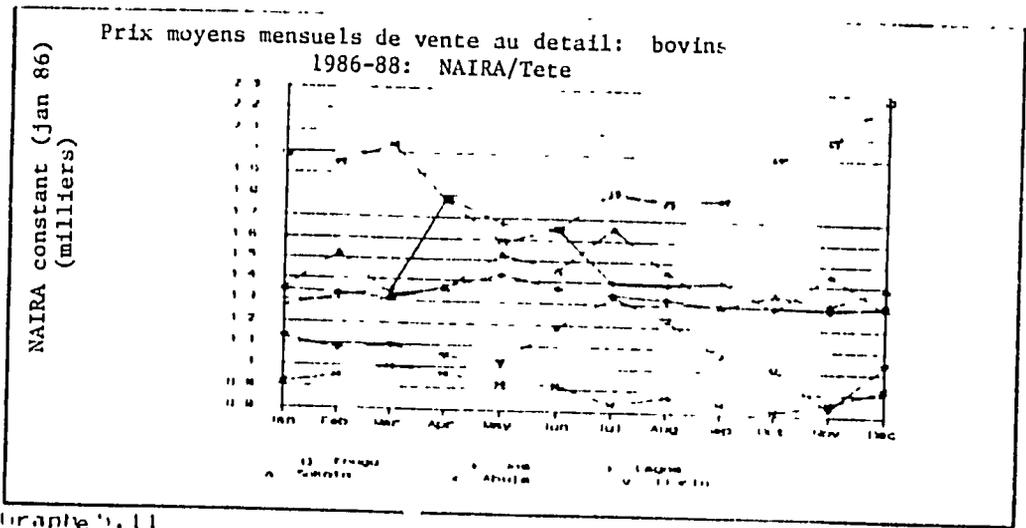
Le caractère saisonnier peut intervenir dans les prix du côté de l'offre, surtout à partir du manque de bovins et ovins transhumants pendant la saison pluvieuse ou de la vente des caprins par les paysans avant et pendant la campagne agricole (pour acheter les intrants et parvenir à arrondir les fins de mois en attendant la maturité des cultures). Il peut également provenir du côté de la demande à cause des fêtes, surtout la Noël et l'Eid-el-Kebir (Tabaski), comme l'indique la section 2.4.2.

Pour les taureaux et les bœufs, pour une sélection de marchés pour lesquels les données étaient complètes, les prix mensuels 1986-88 ont été ajustés en tenant compte de l'indice du prix à la consommation et les moyennes ont été calculées par mois sur plusieurs années pour voir s'il y avait des signes de caractère saisonnier. L'analyse permet également de distinguer les prix relatifs entre les marchés tout le long de l'année.

(Voir graphes 5.11 et 5.12)

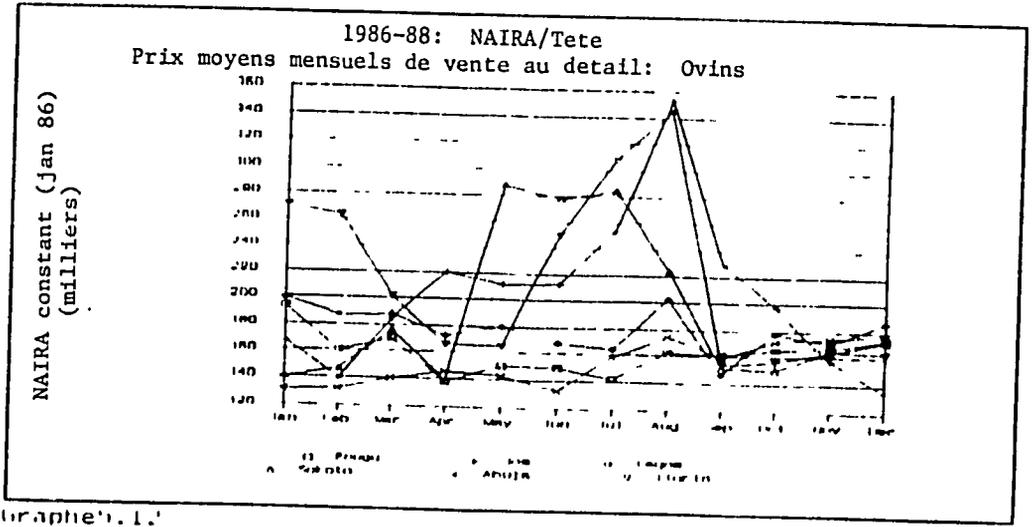
L'Eid-el Kebir pendant ces années avait lieu en juillet et août. Pour les taureaux, nous observons les sauts de prix de l'Eid-el Kebir pour Sokoto et Ilorin, et les périodes de baisse pour Enugu où les chrétiens ont peut-être réduit leurs achats de bœufs jusqu'après la fête musulmane pour éviter les prix élevés. A titre de compensation, Enugu a un saut remarquable à Noël. Il existe très peu d'autres tendances saisonnières.

Les deux marchés les plus au Sud, Lagos et Enugu, n'affichent pas invariablement les prix les plus élevés pour les taureaux. Les prix à Sokoto et Jos (au nord et dans le centre) sont généralement plus élevés que ceux de Lagos bien que presque toujours plus faibles que le niveau d'Enugu. Les marchés les moins chers sont Ilorin et Abuja dans la bande centrale.



Graphique 1.1

Source: ILLD



Graphique 1.1

Source: ILLD

Pour les bœllers, nous observons une plus grande réponse aux prix élevés à l'Eid-el-Kebir, à l'exclusion de presque toute autre chose. L'augmentation des prix jusqu'à plus du double du prix de contresaison est plus prononcée à Jos, Ilorin et Sokoto. Il est très intéressant de noter que c'est la moitié de la population de Jos seulement qui est musulmane. Toutefois, les seuils sont presque remarquables pour Lagos et Abuja. Seule Enugu, avec quelques musulmans, semble avoir un seuil plus important à Noël. Lagos a également un seuil à Noël.

En moyenne, les prix du bœllier semblent être les plus élevés à Jos et Ilorin (dans la bande centrale), suivis de Sokoto (Nord) et Lagos (Sud). Les prix les plus faibles se rencontrent à Enugu (Sud) et Abuja (bande centrale).

5.4 Interprétation des graphes

L'évidence des données est mixte. La tendance générale confirme la sagesse conventionnelle selon laquelle les marchés urbains dans le Sud du Nigéria ont des prix plus élevés que les marchés du Nord. Cela est assez évident à partir des données établies sur une base annuelle. Toutefois, de nombreuses fluctuations deviennent évidentes quand les informations sont présentées sur une base mensuelle, entraînant inévitablement une certaine approximation à court terme en direction des écoulements du bœllail. A tout point donné dans le temps, les conditions locales peuvent créer des gradients de prix contre intuitifs. Cela peut être dû au faible rapport entre certains marchés (particulièrement dans une direction Est-Ouest), à la manipulation du marché par certains opérateurs ayant de grandes puissances commerciales ou aux mauvaises informations sur le marché dans la mesure où un marché qui est généralement en déficit constitue un surplus temporaire pour ajuster les prix.

Il convient de retenir que même les villes des zones de production peuvent être considérées comme étant essentiellement des marchés de consommation. Les camions des marchés environnants conduisent directement à travers d'autres centres de consommation et en direction de ces centres. Les prix obtenus dans les centres de consommation du Nord doivent, en moyenne, être plus faibles que ceux des marchés du Sud mais, compte tenu du coût relativement faible du

transport au titre de l'ensemble des coûts de livraison d'un animal au marché les différences ne sont pas considérables.

Toutefois, les marchés de la bande centrale ont souvent des prix plus faibles que les marchés du nord. Cela semble davantage lié aux fluctuations à court terme, et tout récemment en particulier. Cette zone a une population de bétail beaucoup plus faible que le nord, mais a un effectif beaucoup plus important que le sud. La densité de sa population et le nombre de ses villes sont faibles. Elle peut bien être une région à excédent net et un "producteur de relève" qui ventile ses excédents vers les zones urbaines du nord ou du sud à la recherche de profits plus élevés. Surtout après les sécheresses, elle peut être un net fournisseur au nord pour satisfaire les besoins en reconstitution du cheptel.

Le caractère saisonnier des prix des béliers a été confirmé. Le faible caractère saisonnier des prix des taureaux reflète probablement que, bien qu'ils soient acceptables pour les abattages en période de fêtes, ils ne revêtent pas le même prestige pour la même fin.

Les gammes des prix régionaux (et par conséquent les niveaux de profits) sont plus élevés dans le marché des petits ruminants que dans le marché des bovins. Cela suppose un marché plus restreint, moins intégré et moins concurrentiel que pour les bovins. Les prix des ovins et des caprins ont connu une spéculation pendant les périodes pré-festivales, et cela doit accroître la gamme des prix dans le pays.

Dans l'analyse finale, certains des graphes semblent encore ressembler à un aspect aléatoire avec de faibles modèles superimposés. Cela est dû à quatre facteurs: les erreurs provenant des données non fiables, un manque de compréhension de certains rouages du marché pour permettre une explication valable concernant ses tendances, la manifestation du marché, et un niveau élevé et inhérent du caractère aléatoire des activités du marché. Les deux dernières suggestions seront examinées à la section 7.

5.5 Structure des prix concernant la protéine

Les différentes sources de protéines sont disponibles par action différentielle à travers tout le pays. La protéine disponible satisfait les consommateurs sur un marché libre dans lequel les prix varient pour s'accommoder avec l'offre et la demande (cf Chap. 7). La structure du prix qui en résulte est illustrée au Tableau 5.1. Elle montre les ratios des prix des autres protéines par rapports à celui du boeuf dans différentes régions du pays en janvier 1986. Dans le nord du Nigéria, loin de la mer, le poisson frais coûte approximativement deux fois plus cher que dans d'autres parties du pays (et deux fois autant que le boeuf); et le poisson séché rapporte une prime de 50%. Le poulet se vend avec une prime par rapport au boeuf non seulement dans le nord mais aussi dans l'est, bien que les différences soient moindres. L'oeuf: le ratio du prix du boeuf était assez constant à travers le pays, avec un léger gradient positif du sud vers le nord. Une analyse similaire pour juin 1986 a donné des résultats analogues, supposent un petit caractère saisonnier dans la structure des prix.

Une comparaison des prix du poisson par rapport à ceux de la viande dans le temps suppose que le poisson devient relativement plus cher. Le tableau 5.2 indique les prix moyens de la viande de boeuf sans os et du poisson séché pour l'ouest du Nigéria pour des périodes discontinues entre 1955 et 1986. Pendant cette période, l'évidence est que le poisson devenait relativement plus cher que la viande au taux d'environ 0,8% par an. Les groupes 2.1 et 2.3 ont montré comment les prix de la viande variaient dans le temps au niveau des villes. Les graphes 5.13 - 5.15 montrent les mêmes informations, groupées par viande plutôt que par ville. Ils montrent un mode consistant en ce sens que les prix de la viande à Kano pendant les périodes autres que celles de la sécheresse sont plus faibles que ceux de Lagos et surtout d'Enugu.

Les prix moyens nationaux étaient indiqués pour 1986-89 pour les viandes les plus communément consommées au Tableau 2.1. Le groupage des prix est serré. Pour la période de 1986 à 1989, les écarts entre les moins chers et les plus chers sont les suivants: 24, 25, 26, 21 et 29%. La viande la plus chère est

TABLEAU 5.1

Ratio moyen des prix d'autres protéines par rapport au prix de la viande de boeuf fraîche et sans os.

janvier 1986

Zone	Poisson frais boeuf	Poisson séché boeuf	Poulet boeuf	Oeufs boeuf
Nord	2	2,5	1,5	0,7
Centre	1	1,6	1,1	0,6
Ouest	1	1,7	1,3	0,6
Est	0,1	1,6	1,6	0,5
<u>Nigéria</u>	<u>1,48</u>	<u>1,86</u>	<u>1,40</u>	<u>0,59</u>

Notes

1. Ce calcul a été fait en allouant les villes suivantes aux zones ci-dessus:

Nord: Kano, Maïduguri, Sokoto, Banchi, Kaduna

Centre: Yola, Makurdi, Minna, Jos

Ouest: Ilorin, Ibadan, Abeokuta, Lagos

Est: Enugu, Owerri, Port Harcourt, Calabar

2. Les prix étaient comparés pour la viande de boeuf, fraîche et sans os (1kg); poisson frais (1kg); poisson séché (1kg); un poulet de ferme moyen, et des oeufs (12).
3. Source: Federal Office of Statistics, Retail prices of selected items, July 1985 - June 1986.

TABLEAU 5.2

Prix moyen du bœuf et du poisson
(prix réel actuel par pound)

	Boeuf sans os	poisson séché	Ration prix poisson/boeuf
1955	23	27,5	1,19
1956	23,9	30,1	1,26
1957	24,9	33,4	1,34
1958	25,1	33	1,32
1967	30,5	39,9	1,31
1968	29,4	43,2	1,41
1969	30,2	45,4	1,50
1970	35,2	50,3	1,33
1971	44,1	58,6	
<u>1986</u>	<u> </u>	<u> </u>	<u>1,62</u>

Notes:

1. Prix moyen de la région occidentale: 1955-1958 portent sur Lagos, Abéokuta, Benin, Delta, Ibadan, Ijebu, Ikeja, Ondo, Oyo.

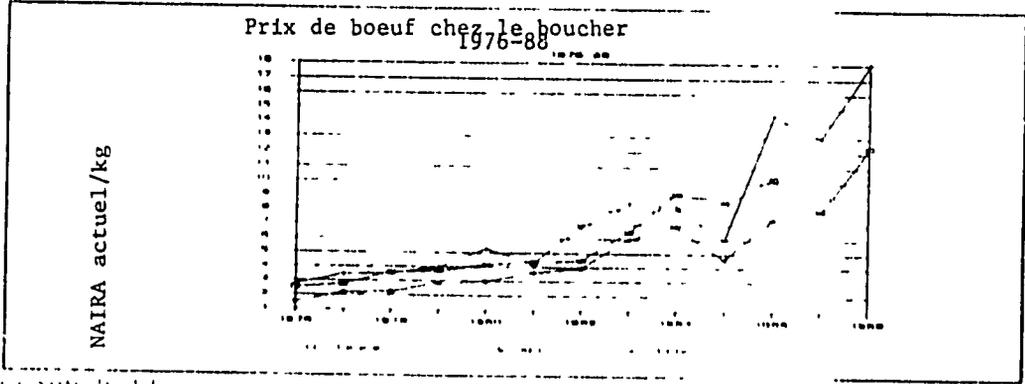
Source: Annual Abstracts of Statistics, 1960, Table 72

2. Les Etats de Lagos, de l'Ouest et du Mid-Ouest 1967-1971, les prix moyens portent sur les mêmes localités sauf Ikeja.

Source: Annual Abstracts of Statistics, 1974, Table 10.5

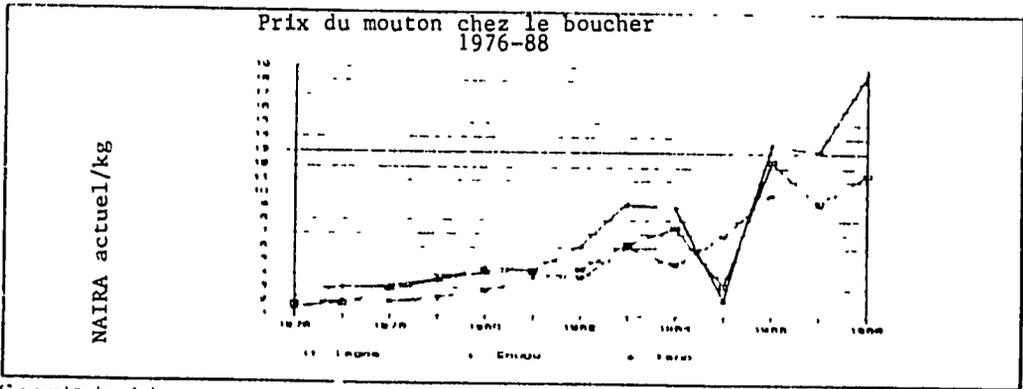
3. Le ratio du prix 1986 pour les états de l'Ouest porte sur Ilorin, Ibadan, Abéokuta, Lagos et Akure pour janvier et juillet 1986.

Source: Federal Office of Statistics
Retail prices of selected items
July 1985 - June 1986, various tables



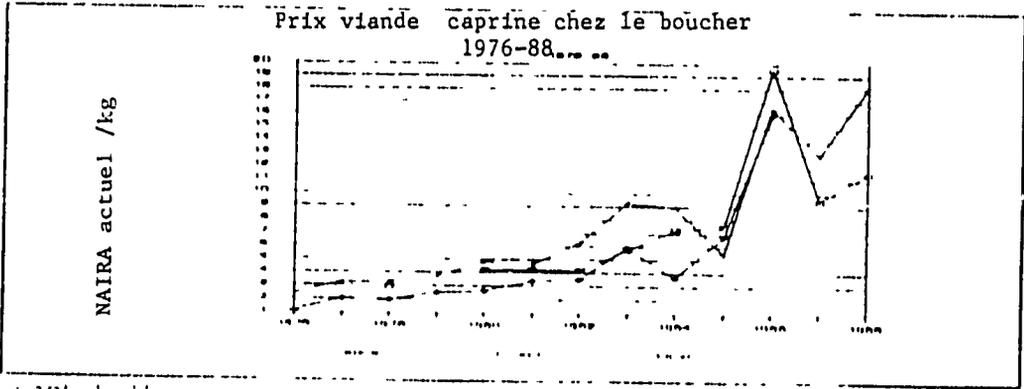
Graph 5.13

Source: ICD/ILPS



Graph 5.14

Source: ICD/ILPS



Graph 5.15

Source: ICD/ILPS

la viande porcine. En 1987, elles ont été respectivement remplacées par les viandes de boeuf et de chameau. Comme l'indique la section 2.1., elles sont éminemment substituables.

5.6 Niveau de consommation

Les données USAID pour le milieu des années 1960 citées par Ferguson (1967:4) indiquent que les Nigériens n'ont obtenu que 10,5% de leur protéine à partir des sources animales: 5% de la viande, 2% du poisson et 3,5% de lait et des oeufs. Une bonne partie du reste proviendrait des ignames, du manioc, du maïs, du sorgho et du mil.

Les statistiques officielles pour 1983-1984 indiquent que le boeuf représente 70% de la consommation nigérienne, la viande caprine 18,1%, la viande de mouton 6,8%, la viande de chameau 3,6% et celle du porc 1,5%. (FLD 1988:58). Toutefois, il faudra porter plusieurs corrections à ces données qui proviennent de manière disproportionnée des données sur les abattoirs urbains.

Premièrement, le gibier n'est pas abattu dans les abattoirs, de ce fait les données ne tiennent pas compte du gibier. Surtout dans le sud du Nigéria, le gibier joue un rôle important, mais il ne bénéficie pas d'une documentation assez fournie, surtout au niveau de la consommation des protéines. Près de 80% des populations du sud du Nigéria, estime-t-on, mangent régulièrement du gibier. On estime que, dans les années 1970, les nigériens ont consommé 90 000 tonnes environ de gibier, ce qui représente 13% de l'offre en protéine animale. (Prescott-Allen 1982:15). La contribution du gibier est presque assurément en baisse: une décennie plus tard, le Nigéria avait moins de gibier et sa population avait presque doublé. Néanmoins, le gibier continuera à fournir aux populations rurales d'importantes quantités de viande pour un avenir proche.

Deuxièmement, les bovins et les camelins sont sur-représentés dans ces données; les ovins et les caprins sont sous-représentés. Les ovins sont

beaucoup plus une source de viande urbaine que dans les zones rurales. Inversement, la viande caprine est proportionnellement plus consommée dans les zones rurales, pour les cérémonies ou simplement comme viande. Une bonne partie de cette consommation n'est pas détectée. Les ovins sont plus importants pour les cérémonies pour lesquelles ils sont abattus sans qu'on tienne compte de leur nombre, aussi bien dans les villes qu'à l'intérieur du pays. Enfin, la proportion de camelins au niveau des abattages enregistrés est plus élevée que dans la normale à cause de la sécheresse de 1984 qui a entraîné un prélèvement supérieur à la normale, les autres sources de viande étant rares.

Troisièmement, bien que l'industrie avicole connaisse actuellement de graves difficultés, la forte croissance des années 1970 a entraîné des niveaux de production avicole qui permettent encore d'apporter d'importantes quantités de viande à table.

Nous pouvons par conséquent essayer de réviser les contributions des différentes espèces à la consommation de viande comme suit: bovins 40%, caprins 30%, ovins 12%, volaille 8%, gibier 5%, porcins 3%, camelins 1%, autres 1%. Ces estimations supposent que les ruminants, pris ensemble, contribuent d'environ 83% à la viande nigérienne. Nous mettons de côté le poisson, les oeufs et le lait et les principales autres sources de protéine animale.

Tableau 5.3
Bétail égorgé par 1000 personnes
(en utilisant les chiffres officiels d'animaux abattus en 1985)

Zone	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	camelins	Équid. / Ania.
Nord	26	29	47	1	3	0
Centre	17	"	18	2	0	0
Ouest	42	"	"	2	0	0
Est	"	2	16	0	0	0
Nigéria	<u>25</u>	<u>17</u>	<u>30</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>

Les zones sont définies comme suit:

Nord: Sokoto, Kaduna (y compris l'actuelle Katsina), Kano, Borno et Banchi

Centre: Niger, Kwara, Benue, Plateau, Congola

Ouest: Lagos, Ondo, Ogun, Oyo, Bendel

Est: Anambra, Imo, Cross River (y compris l'actuelle Akwa Ikom), Rivers

Tableau 5.4
Chiffres officiels de bétail nigérien abattu exprimés en millions

	Bovins	Ovins	Caprins	camelins	caprins
Moyenne 81-83	1,64	0,80	1,95	0,04	0,08
" 84-85	2,04	1,18	2,43	0,12	0,11
" 87-88	<u>"</u>	<u>1,01</u>	<u>1,90</u>	<u>0,03</u>	<u>0,10</u>

Source: FLD/FLPCS Rapports annuels et trimestriels

Le tableau 5.4 indique la répartition régionale officielle des abattages de bétail. Le déficit en bétail dans la partie occidentale du Nigéria atteint le maximum en abattages annuels de bétail per capita (0,042), ce qui met l'accent sur l'ampleur du commerce qui importe beaucoup d'ovins dans la région. Sûrement, le nord domine les abattages de ruminants. L'Est du Nigéria a un marché limité pour les ovins. Les comparaisons inter-espèces de ces données officielles doivent être évitées pour les raisons qu'on vient d'examiner.

Les tableaux 5.4 et 5.5 indiquent la variation des abattages officiels dans le temps. Les abattages de toutes les espèces ont augmenté d'au moins un quart entre 1984 et 1985 à cause de la sécheresse. Ils ont par la suite tous baissé à cause de la reconstitution du cheptel et du PAS. Pour les bovins, la baisse était plus sévère: les abattages officiels de 1987-1988 étaient moins de la moitié de leur valeur de 1984-1985. La plupart des animaux qui ne font pas l'objet d'abattage étaient sur les parcours au Niger.

L'évolution des dépenses concernant la viande dans le temps peut être déduite des données sur les dépenses familiales provenant des années 1959-1960 et 1983-1984 dans les tableaux 5.6 et 5.7. Au moment de l'indépendance, le nigérian moyen dépensait 14% de son budget sur la protéine animale. De ces achats, il dépensait 60% de son budget de protéine animale sur la viande. Près des 3/4 de ce pourcentage étaient consacrés à la viande de boeuf. Des dépenses relatives à la protéine provenant d'une source autre que la viande, le poisson représentait la grande partie. En 1983-1984, le nigérian urbain dépensait 17% pour la protéine animale. Les 60% de la valeur de sa protéine animale étaient consommés sous forme de viande et 24% sous forme de poisson. Son homologue rural ne dépensait que 13% pour la protéine animale dont 51%

Tableau 5.5

Chiffres officiels des animaux abattus en pourcentage
de la moyenne 81-83

	Bovins	Ovins	Caprins	porcins	canelliers	caprins
Moyenne 81-83	100	100	100	100	100	100
" 84-85	125	148	124	301	301	134
" 87-88	<u>81</u>	<u>126</u>	<u>97</u>	<u>86</u>	<u>86</u>	<u>113</u>

Source: FLD/FLPCS Rapports annuels et trimestriels

Tableau 5.6
Répartition de la moyenne des dépenses mensuelles par famille

	Shillings		Naira	
	Revenus moyens	Faibles revenus	Milleux urbains	milleux ruraux
	1959/1960	1959/1960	1983/1984	1983/1984
Vivres	375,9	146,3	122,29	67,08
viande	78,2	31,7	23,14	11,33
poissons	49,8	18,1	9,21	8,74
produits laitiers	9,5	1,5	5,89	1,98
protéine	137,5	51,3	38,24	22,05
Total dépensé	1050,8	340,2	226,37	167,4
Vivres/total (%)	36	43	54	40
Viande/total (%)	7	9	10	7
Poisson total (%)	5	5	4	5
Produits laitiers/total (%)	1	0	3	1
Protéine/total (%)	13	15	17	13
Poisson/viande (%)	64	57	40	77
Viande/protéine (%)	57	62	61	51

- Sources: 1. Federal Office of Statistics, Urban consumer surveys in Nigeria: Lagos 1959-1960, p38, appendix D
2. Federal Office of Statistics 1985, Social statistics in Nigeria 1985, table 7.25

Tableau 5.7
Allocation des dépenses concernant la protéine
1959-1960 (%)

	Revenus moyens	Revenus faibles
Boeuf frais	38	50
Porc frais	4	2
Mouton frais	5	4
Poulet/canard	7	4
Autres viande (fraîche	2	0
Total ruminant	42	55
Total viande fraîche	56	60
Viande en conserve	1	2
Poisson frais	15	11
Poisson séché	11	10
Morue séchée	4	9
Crustacé	3	3
Poisson en conserve	3	3
Total poisson	36	35
Oeufs	7	3
Total protéine	100	100

Source: Federal Office of Statistics, Urban consumer surveys in Nigeria: Lagos 1959-1960, p38, appendix D seulement pour couvrir ses dépenses en viande et 40% pour le poisson. Les populations rurales peuvent avoir mangé moins de viande, ou elles peuvent avoir mangé de la viande qu'elles n'ont pas acheté au marché.

Ces chiffres supposent que la moyenne des dépenses pour la protéine en 1959-1960 en tant proportion de l'ensemble des dépenses urbaines et rurales en 1983-1984. Il n'y a pas eu une évolution remarquable des allocations budgétaires relatives destinées à la viande et au poisson.

6. TRANSPORT

Normalement les détails du mode de transport des marchandises seraient décrits en tant que détail de la structure du marché. Toutefois, les modifications intervenues dans le mode de transport du bétail au cours de ces dernières décennies ont été un aspect important dans la modification de la structure du marché du bétail. Elles sont par conséquent présentées avant la description du marché.

6.1. Transport par route du bétail à commercialiser.

Presque tous les animaux en déplacement sur quelques kilomètres au Nigéria se déplacent par camion. Même dans les zones rurales du nord nigérian, les animaux sont fréquemment transportés au marché par véhicule pick-up et partent vers les villes voisines par des petits camions ou pour des destinations lointaines dans les camions-remorques de 30 tonnes. Ainsi l'échelle varie en fonction des besoins, mais la solution est maintenant presque toujours le camionnage.²¹

Le commerçant qui a rassemblé un troupeau à vendre dans un marché verse à son intermédiaire dans la transaction une somme de quarante naïra par tête d'animal et la taxe local du marché qui s'élève à environ un naïra par tête d'animal. De là, il loue un camion pour transporter son bétail dans un principal centre urbain. Quelques négociants sont propriétaires de leurs camions.

21) Les seules exception à cela semblent être les bêtes de somme, les ânes, les chevaux et les chameaux qui sont utilisés comme tels ou amenés au marché pour y être vendus.

Les camions de 30 tonnes utilisés pour le transport du bétail sur longue distance sont des véhicules à carrosseries longues ouvertes et à usage multiple munis des bords métalliques surélevés. La location d'un tel véhicule de Kano à Lagos (1100 km) s'élevait en juillet 1989 à 3500 naira. Le coût au km s'élève alors à trois (3) naira ou environ 95 FCFA au taux actuel du marché. Environ 25 têtes de bétail pesant en tout 10 tonnes pour une valeur d'environ 75 000 naira sont chargés dans le camion. Les frais de transport par animal s'élèvent à 140 naira, le coût par tonne est d'environ 375 naira et le coût total s'élève à environ 4,5% de la valeur du troupeau. Du point de vue des transporteurs routiers, le bétail constitue un chargement nécessaire pour le retour lorsque l'on a transporté diverses marchandises du sud vers le nord. La location du véhicule dans l'autre direction constitue une subvention croisée du mouvement du bétail vers le sud.

Ce n'est pas tellement le cas pendant la période post-moisson ou les récoltes compétissent pour les véhicules en direction du sud. La location des véhicules augmentent conséquemment.

Un marché desservi par camions de manière régulière est susceptible d'être équipé d'une rampe de chargement qui devrait être mieux qu'une simple rampe en terre dont les bords sont faits de briques en terre pour maintenir le sol en place. Le coût de chargement à la mi-1989 semble varier de 50 à 125 naira. Une fois chargés, les animaux ne seront probablement pas nourris ou abreuvés jusqu'à leur destination qui se situe entre 34 heures et 36 heures de route plus tard, bien que des fois on mette un peu de fourrage sur de sable repandu sur le placher du camion. Le commerçant ou son représentant voyage dans une voiture avec le chauffeur et un assistant reste à l'arrière afin de surveiller les animaux. Bien que l'on doive officiellement leur scier les cornes afin d'éviter que les animaux ne se blessent, il n'en est jamais le cas ces jours-ci. Par contre, les cornes sont attachées le long de la rampe long de la carrosserie du camion afin d'empêcher les animaux de bouger en masse lorsque le véhicule accélère, décélère ou tourne brusquement. Cela réduit, sans doute, les blessures, mais les animaux sont très souvent débarqués avec des meurtrissures à destination.

Les informations concernant la paie de l'assistant varient considérablement: Les deux chiffres avancés en juillet 1989 étaient de 100 et 400 naira. Compte tenu d'autres informations relatives au niveau de salaire, le premier chiffre semble plus approprié. Le dernier chiffre est plus probablement le salaire payé au représentant du commerçant pour avoir mené à terme le convoi.

Tout au long du trajet, chaque État fixe un droit de transit qui va de 1 à 5 naira par tête d'animal, s'élevant en tout à environ 250 naira. Quelques fois, cette situation peut être allégée en graissant les pattes aux fonctionnaires chargés de collecter les taxes. Les agents de police et autres fonctionnaires extorquent des pots de vin, mais cela n'exerce pas une grande influence sur l'ensemble des frais de transport. Beaucoup moins fréquents, mais beaucoup plus sérieux sont les cas vol sur les autoroutes du sud nigérian pendant la nuit: la perte de bétail et de vie humaine est la pire des sorts qui peut frapper le commerçant. Ce risque est difficile à évaluer et pourrait être évité en programmant tous les voyage à destination du sud nigérian pendant la journée.

N'étant ni nourris, ni abreuvés et endurent de forts stress, les animaux perdent du poids pendant le trajet. Ils sont également meurtris et blessés par les cornes ou le véhicule même. D'autre part un commerçant a estimé que sur 20 véhicules chargés (0,2%), un animal mourrait en route. Les pertes de poids sont essentiellement dues à la perte de l'eau qui peut-être facilement restaurée, mais elles comprennent une perte tissulaire consécutive à un trajet plus long, mais moins harrassant par chemin de fer que Ferguson (1966:85) fixe à 5%. Les blessures et les meurtrissures ne peuvent pratiquement entraîner aucune perte économique si la viande est destinée à un marché général moins sélectif.

Le transport par camion de petits ruminants (beaucoup moins fréquent) et des chameaux se fait de la même manière. Il est difficile de charger la même valeur de petits ruminants dans un véhicule standard de 30 tonnes: les frais de transport s'élèvent à plus de sept pour cent du prix d'achat

du troupeau. Les plus vieux camions aux carrosseries faites en bois plus populaires dans le sud du pays a approximativement la moitié de la capacité de charge des nouveaux véhicule à carrosserie longue. Toutefois, il est possible d'insérer des planches horizontales à différents niveaux pour former de plateformes dans ces véhicules. Ces véhicules peuvent être utilisés pour aménager deux à trois ponts pour transporter les petits ruminants. De cette manière, ils pourraient transporter autant de petits ruminants que les grands camions, probablement à un coût beaucoup moins élevé par tête.

6.2. Prédominance du transport du bétail par chemin de fer et sur pied.

Le transport par route n'a pas toujours dominé le commerce du bétail de cette manière.

Le graphe 6.1 indique les modes transport du bétail acheminé du nord vers le sud du Nigéria de 1952 à 1984. Jusqu'au début des années 1960 tout le bétail était acheminé vers le sud soit par chemin de fer ou sur pied dans une proportion à peu près égale. C'était depuis lorsque le bétail a commencé à arriver à Lagos par camion. (Ferguson 1967:43)

L'acheminement du bétail sur pied jusqu'au sud du pays prend des semaines et les expose à la trypanosomiase et autres maladies de la zone semi-humide et humide bien que la menace de la maladie varie considérablement d'une saison à l'autre. Cela met également un stress sur les animaux, entraînant une perte visible de poids si le conducteur n'est pas habile. Les grands animaux mâles matures sont susceptibles de supporter un tel stress et demandent par conséquent une prime pour leur conduite.

"Etant donné que seuls les animaux de plus de six ans sont susceptibles de couvrir à pied la longue distance entre le lieu de production et le lieu de consommation, le commerçant du Moli paie un prix 10 à 30 % de plus que ce qu'ils paieraient pour les animaux plus jeunes de même ou même de meilleure qualité." (Mittendorf and Wilson 1961: 35)."

Les tableaux couvrant la période de 1984 à 1985 sont tirés des projets de tableaux du rapport annuel 1985 du FLD. Les tableaux couvrant 1986 sont tirés du rapport annuel 1986 du FLD.

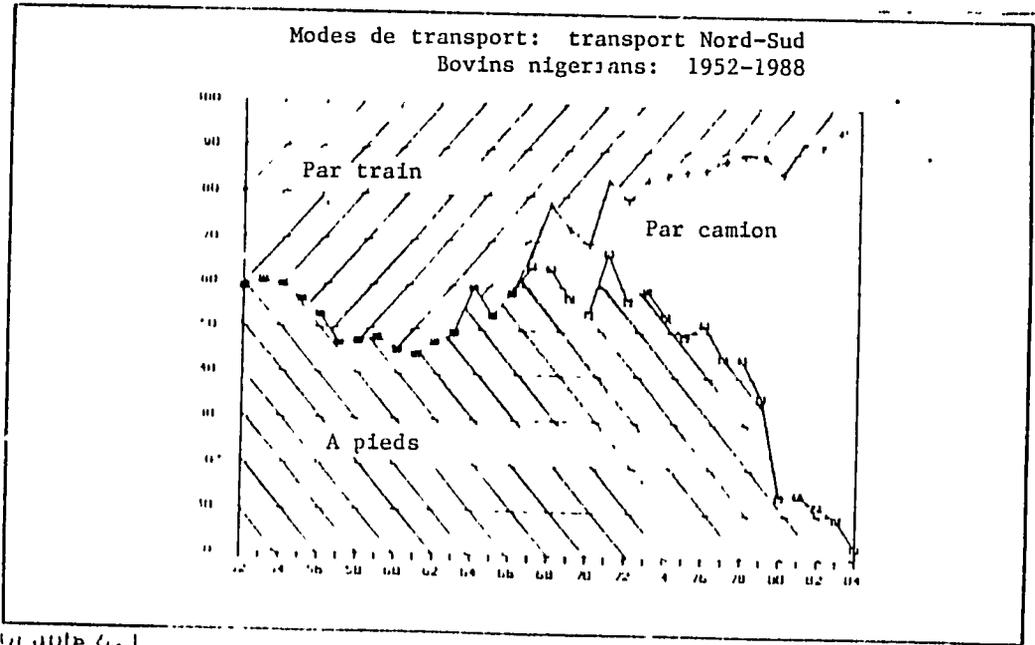
Les données sont évidemment incomplètes. L'appendice sert à indiquer l'éventail des différentes sources à partir desquelles le Nigéria a reçu du bétail et les produits y afférents.

APPENDICE 2

IMPORTATIONS NIGERIANES DE BETAIL ET DE VIANDE
PAR PAYS D'ORIGINE: 1984-86

"Un différentiel de prix est payé pour la taille du troupeau, en partie à cause du fait que le gros bétail, bien membré est très demandé sur le marché. Ces animaux perdent moins de poids en transit et sont plus susceptibles de survivre à la rigueur du voyage. Le gros bétail a également de plus grands quartiers et étant donné que la tendreté de la viande n'est pas prise en considération, les bouchers y mettent plus de prix, sans tenir compte de l'âge et de la qualité de la carcasse." (Ferguson 1967:50).

La conduite du bétail à pied ne coûte, toutefois pas grand chose. Elle permet également l'opportunisme commercial: si le conducteur de troupeau tombe par hasard sur un prix assez avantageux, il peut vendre les animaux et rentrer avant même d'avoir atteint la destination prévue.



Graph 6.1

Source: Nana 1982, Ferguson 1960, République Française 1969, FLD

Appendix 4
Locust maps for livestock and meat

Toutefois, s'il continue son chemin jusque dans les grands centres urbains de sud, il peut perdre quelques têtes d'animaux en route, soit en les laissant mourir au bord de la route soit en les vendant à un prix dérisoire si d'aventure un acheteur se présentait. Une fois arrivé à sa destination finale, il se retrouve avec des animaux dont l'espérance de vie s'est maintenue longtemps pour atteindre des prix plus élevés. Un bon conducteur d'animaux peut obtenir des grands avantages pour le propriétaire, mais il doit savoir le rythme qui compense le stress et la perte du poids et les risques de maladies consécutifs à un long séjour dans une zone infestée de trypanosomiase. (Ferguson 1966:85-86, Cohen 1965:9).

Par contre, le transport par chemin de fer est plus coûteux et moins flexible bien qu'il réduise considérablement les pertes. Le trajet même est plein de stress: les animaux sont rarement nourris ou abreuvés pendant le voyage et pourraient souffrir de chaleur si le train s'arrêtaient pour un certain temps pendant la journée. Toutefois si l'on observe le calendrier des rotations des trains, le temps mis des points de chargement du nord aux principaux marchés du sud n'excède pas 48 heures. Le transport ferroviaire permet de transporter une plus grande variété d'animaux vers le sud: il n'est point question de ne sélectionner que les animaux les plus gros et les plus robustes. D'autres part, ces animaux arrivent sur les marchés du sud en meilleure santé et avec une plus longue espérance de vie que ceux qui sont conduits à pied. Au cas où le commerçant aimerait conserver ses animaux pour les vendre à des meilleurs prix, il est en meilleure position pour le faire. Un conducteur d'animaux expérimenté n'est plus nécessaire: des manoeuvres relativement moins expérimentés peuvent charger les wagons à bétail, surveiller les animaux et les décharger à destination. Toutefois, le transport ferroviaire peut considérablement permettre une rotation rapide des capitaux. Au lieu d'immobiliser des sommes considérables pour conduire les animaux à pied sur deux mois, le commerçant peut espérer couvrir le cycle en une quinzaine de jours. (Cohen 1965: 9-10).

Le transport des animaux par la voie ferroviaire et leur conduite à pied ont co-existé tout à fait correctement pendant des décennies. La conduite des animaux à pied se fait parallèlement au chemin de fer, mais à une certaine distance des lignes ferroviaires et a joué un important rôle sur le plan de l'approvisionnement des populations des régions centrales et méridionales qui ne sont pas desservies par les chemins de fer. Le transport d'animaux par camion n'a pas été une option sérieuse pendant l'ère coloniale: les routes étaient mauvaises (entraînant des vitesses réduites et la meurtrissure des animaux) et leur capacité était faible.

Le réseau routier s'est progressivement amélioré. Le premier camion chargé de bétail est arrivé à Lagos en 1962. Au début de 1965, il y a eu une grève générale qui a paralysé le chemin de fer. Pour la première fois, des effectifs considérables de bétail ont été acheminés de Kano et Bauchi à Lagos. Dès lors, chaque interruption dans le réseau ferriviaire a donné lieu à une augmentation du transport du bétail par camion. (Ferguson 1967:43). A la veille de la première augmentation du pétrole, le transport du bétail. Pendant le boom pétrolier du début des années 1970 au début des années 1980, l'on a dépensé des sommes colossales pour construire des routes praticables en toute saison, ainsi le trajet Kano-Lagos est-il réduit à moins de 24 heures. Cette nouvelle percée dans les importations comprenait plusieurs camions de 30 tonnes -- plus grands que leur prédécesseur... et on donne lieu à l'acheminement de quantités considérables de matériaux des ports méridionaux vers le nord. Il y avait très peu de chargements au retour des véhicules vers le sud, aussi l'acheminement du bétail par camion du nord au sud était-il relativement bon marché. Une autre conséquence du boom pétrolier était la lourde subvention accordée au pétrole même, qui se poursuit jusqu'à ce jour.

Au début du second boom pétrolier, le transport routier s'est adjugé une moitié du marché qui s'est accru de 300 000 têtes de bétail à la fin de la guerre civile en 1970 à 600 000 une décennie plus tard. Les années 1980 ont vu la consolidation des parts du marché: vers 1984, 95% des

900 000 têtes de bétail étaient acheminés vers le sud par camion. En 1987 la Nigerian Railway Corporation (NRC) a mis fin au transport du bétail à cause du manque locomotives. Quinze nouvelles locomotives doivent être acquises en 1989, mais l'autorité ferroviaire a besoin d'un nombre plus important de locomotives pour mener des opérations efficaces et il semble improbable qu'une locomotive soit affectée au transport du bétail. (Oni and Nwankwo 1989:3).

Quelques nigériens opérant dans le marché du bétail ou assurant sa réglementation peuvent maintenant envisager de revenir soit à la conduite du bétail à pied ou au transport ferroviaire. Des régimes civils et militaires successifs ont soutenu la politique de subvention du prix du carburant (en rapportant avec le prix pratiqué sur le marché mondial) pour donner une impulsion à l'intégration de l'économie nationale. Quel que soit le prix, la politique doit être considérée comme ayant atteint son objectif. Les nigériens ont saisi les ouvertures commerciales que leur offrait cette subvention. Ils sont devenus mobiles et ont considérablement mis cette mobilité en valeur. Il semble politiquement impossible, surtout dans le contexte des autres difficultés que le PAS impose à la population que gouvernement accroisse de manière significative le prix du pétrole. Si le prix reste bas jusqu'en 1992, lorsque le pouvoir reviendrait à un gouvernement civil, la pression politique pour maintenir les niveaux bas est susceptible d'être même plus difficile à affronter que sous le régime militaire.

6.3 Transport de la viande

Le Nigeria dispose d'une flotte de camions frigorifiques utilisés essentiellement pour le transport de poissons congelés des ports méridionaux vers les points de distribution de l'intérieur du pays. En 1989, un poissonnier de Sokoto envoyait 20% de ses camions frigorifiques vers le sud sans prendre au retour un chargement quelconque. Des chargements qu'il peut prendre sur son chemin de retour, il s'avère qu'il n'y en a que 10% qui nécessitent la réfrigération qu'offrent les camions.

De tels moyens de transport pourraient être le moyen le moins onéreux pour acheminer la viande nigériane vers le sud. Toutefois, pour empêcher à la viande de prendre l'odeur du poisson, ou doit nettoyer l'intérieur du camion avec de la vapeur sous-pression.

La viande de cabri fumée produite à Sokoto est avantageusement transportée par voie aérienne pour être vendue à Lagos.

7. Marchés du bétail et de la viande

7.1 Structure du marché

7.1.1 Circuits du marché

La structure traditionnelle du marché était établie autour des circuits de longue distance nord-sud reliant les principaux marchés du nord (offre) et ceux du sud (demande). Dans les principaux marchés du nord tels que Kano, Sokoto et Maiduguri, les commerçants rassemblaient les troupeaux destinés pour le sud. Les animaux qui constituaient ces troupeaux arrivaient par de multiples routes qui se ramifiaient de ces principaux marchés de rencontre vers des marchés de rencontre plus petits qui à leur tour, desservent plusieurs autres petits marchés de collecte à l'intérieur du pays. Le bétail importé des pays tels que le Niger passait par ces mêmes centres en suivant les mêmes routes. Les circuits nigériens du bétail sont les prolongations des circuits nigériens.

Le transport des animaux sur de longues distances a été affecté par le chemin de fer ou le transport à pied le long des routes de bétail qui menaient aux marchés des centres de grande consommation au sud tels qu'Ibadan, Lagos, Enugu et Port Harcourt. Ces marchés vendaient non seulement une grande partie des animaux aux bouchers locaux mais aussi servaient de points de distribution des animaux pour les marchés plus petits de l'intérieur du pays. (Ferguson 1967: 43)

Les animaux passaient fréquemment d'un propriétaire à un autre au fur et à mesure qu'ils parcouraient les liaisons entre les circuits de marché particulièrement au niveau des centres de collecte et de rencontre au nord ainsi qu'au niveau des points de distribution au sud. Il a été mentionné par Ferguson (1967: 13) que le changement de propriétaire pourrait intervenir 6-8 fois avant la vente finale dans le commerce de bétail au cours des années 60.

Le développement du transport routier a considérablement réduit le nombre des liaisons dans le circuit du marché. Une grande partie du pays, y compris les régions le long de la frontière avec le Niger, se trouvent actuellement à 50 kilomètres des routes praticables toute l'année, les mettant ainsi à la disposition du transport routier. De ce fait, les marchés de bétail sur ces routes sont devenus de gros points d'embarquement pour le commerce de longue distance vers le sud et pour les grandes villes du nord en plein épanouissement. Ainsi, le marché de Kano, qui était un principal marché de rencontre, est actuellement un gros marché de consommation finale et même cette fonction est partagée avec des marchés tels que celui de Wudil, à une quarantaine de kilomètres, qui est pratiquement un quartier de Kano où les bouchers locaux peuvent facilement se rendre en véhicule.

De même, les principaux marchés du sud ont perdu une partie de leur commerce de distribution. Des véhicules chargés de bétail peuvent conduire directement vers les plus petites villes et les grandes villes de l'intérieur du pays, franchissant ainsi les anciennes limites. Ce commerce est de ce fait considérablement perdu aux grands marchés urbains. Toutefois, la croissance de la population urbaine est telle que d'importants marchés de bétail continuent à être florissants dans ces plus grandes villes.

La circulation des informations sur les prix au niveau des circuits commerciaux se fait de bouche à oreille. Peu de commerçants utilisent le téléphone pour vérifier les prix et il n'y a aucune émission radio diffusée concernant les informations sur les marchés. Les commerçants

7.1.3 Procédures de marchés

Les marchés urbains fonctionnent quotidiennement. Les marchés ruraux sont hebdomadaires au Nord mais ont une périodicité de trois, quatre, six et huit jours vers le Sud.

affirment que même s'ils pouvaient obtenir davantage d'informations sur les prix, cela serait d'une importance limitée compte tenu des fluctuations des prix. Ils n'ont pas confiance que les prix seraient toujours vigueurs quand, 24 heures plus tard, leurs marchandises arriveront dans ce qui semble être un marché à prix torts au moment où de décider de la destination. Ils estiment que dans le marché choisi, ils peuvent facilement réaliser aussi bien des pertes que des bénéfices.²²

7.1.2 Infrastructure physique

Les places de marché elles-mêmes sont comme celles du Niger souvent ne disposant que des moyens rudimentaires pour contrôler les animaux et les grouper par espèces et fournir un accès d'eau. Les marchés ruraux du nord plus grands sont généralement munis d'un poste de contrôle, une rampe de chargement et un couloir de vaccination. Le marché de Maidguri a installé des lumières pour éclairer les rampes de chargement de bétail.

Les marchés ruraux ne disposent pas d'installations de nuit pour les animaux. En tant que marchés hebdomadaires entourés de ressources fourragères et enregistrant relativement très peu d'attaques de voleurs, ils n'ont pas besoin de ces installations. Par contre, les marchés urbains, notamment ceux du sud, disposent de grands enclos pour protéger les animaux pendant la nuit. Les enclos des petits ruminants peuvent être couverts de toiture.

22) McCoy (CI 1990: 33) a recommandé que les informations sur les prix soient diffusées pour permettre un taux d'écoulement plus élevé et améliorer l'efficacité du marché. Cette recommandation est réitérée par Bishop (1977:26) Singh et Ijere (1985:21) et Adeykanye (1985:18).

La fixation des prix est basée sur une évaluation visuelle du poids, âge et santé dans un contexte d'offre et de demande du marché. Aucun système de catégorisation ou de barèmes de bétail n'est utilisé; les efforts visant à introduire les catégories et les barèmes par poids n'ont pas réussi.²³

23) Les systèmes de catégorisation ont toujours été sollicités par des experts étrangers (McCoy CI 1990: 34) ainsi que des Nigériens. Ces systèmes sont définis mais ils ne sont pas utilisés. La Nigerian Livestock and Meat Authority avait élaboré un système de classification bien défini pour la catégorisation du bétail, mais celui-ci n'a jamais réussi. Voir "A National Market Classification and Grading System and Explanatory Guide for the Completion and Disposition of Imported Trade Cattle Classification Forms" de la Livestock and Meat Authority (Livestock and Meat Authority c 1971, mise à jour). Les barèmes institués sur les marchés n'étaient pas respectés. Seule le Gouvernement les désirait mais pas les commerçants sur place. Un système de catégorisation est actuellement peu important pour un marché dont peut-être 90% sont pour la viande qui ne sera pas divisée en coupes classiques mais finira par être dans la marmite. Au fur et à mesure que les clients adoptent l'achat de viande par poids, une certaine partie des commerçants finira par envisager la possibilité de vérifier la qualité et la quantité de leurs animaux vis-à-vis des repères objectifs. Quelques clients préfèrent acheter par poids, mais il n'y a aucune preuve concernant la réussite de cette tendance. On ne saurait dire si ces mesures permettraient aux marchés d'être considérablement plus compétitifs.

Les marchés au Nigéria, comme dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, ont évolué depuis l'époque pré-coloniale. L'une des conséquences de cette évolution est que le marchandage est le processus de fixation de prix, contrairement, par exemple, à l'Afrique de l'Est où les Britanniques avaient introduit la vente aux enchères pour réaliser la même fonction dans les marchés qu'ils ont créés. Des discussions confidentielles sont en cours entre les acheteurs et les intermédiaires qui représentent les vendeurs. Les reçus y afférents sont disponibles.

Le manque général d'infrastructures ne semble pas entraver les opérations de commercialisation. Toutefois, le manque de ventes libres par poids et de système de catégorisation rend la situation plus difficile pour les responsables qui aimeraient suivre les activités du marché.

7.2 Opérateurs économiques

Les caractéristiques du marché nigérian de bétail sont identiques à celles du marché nigérien. Les principaux opérateurs sont les bouchers, les commerçants et les intermédiaires de vente.

7.2.1 Bouchers

Les grands bouchers ne se salissent pas les mains avec les animaux, mais se comportent en directeurs commerciaux et financiers, achetant des animaux, organisant leur abattage par les "apprentis bouchers" (qui peuvent rester toujours dans l'apprentissage) et vendant les carcasses ou le quart de la carcasse aux bouchers détaillants. En examinant le commerce du bétail, nous ne ferons référence qu'à ces gros bouchers; dans la dernière partie de notre examen du commerce de la viande, nous examinerons tant les gros bouchers que les bouchers détaillants.

Plusieurs bouchers au Nigéria sont Haoussa même dans les localités non-haoussa. Les bouchers Haoussa appartiennent au groupe de professionnels par héritage qui a traditionnellement le monopole de ce commerce, au moins au nord du Nigéria. Bien qu'ils ne jouissent d'aucun prestige social, on estime que les bouchers réalisent d'importants

bénéfices d'un métier que d'autres personnes ne veulent pas exercer. En outre, il y a une grande solidarité entre eux quand il s'agit d'une action collective pour défendre leurs intérêts ... et la preuve est que les intérêts demeurent dans le statut quo.

Walker (cl 1970: 26) affirme que le développement de l'industrie de bétail et de viande au Nigéria dépend du niveau de la coopération et de la confiance entre le Gouvernement et les bouchers:

"Les bouchers du Nigéria sont l'un des syndicats ou groupes de commerçants existant actuellement dans l'ensemble du pays. Sur le plan social, ils se trouvent au bas de l'échelle, bien qu'essentiellement ils contrôlent l'écoulement du bétail dans le pays. Le manque de collaboration dans ce groupe est la cause de l'utilisation limitée des abattoirs. Avant qu'une industrie florissante ne puisse se développer pleinement, il faudrait la collaboration de ce groupe. Les organisations des Etats et du Gouvernement Fédéral devraient adopter de nouvelles stratégies pour gagner leur confiance."

De manière spécifique, Walker recommande que:

"Des mesures soient prises pour parrainer le syndicat des bouchers et discuter avec eux de tous les problèmes qu'affronte l'industrie tout en cherchant (les bouchers) les solutions devant permettre d'utiliser au maximum les abattoirs du pays. Des mesures devront être prises pour que chaque réforme introduite ne s'oppose pas au système actuel utilisé par les groupes traditionnels ou leur système de distribution. Les réformes interviendront au fil du temps, mais non dans l'immédiat." (Walker cl 1970: 27)

Dans le même ordre d'idée, Ferguson (1967: 70) avait fait une prévision selon laquelle tout mouvement vers la modernisation, particulièrement la production de la viande congelée, rencontrera la résistance des bouchers s'ils estiment que cela met leurs moyens de subsistance en jeu. Aussi, a-t-il préconisé une modernisation progressive.

Deux décades après, précisément en 1988, les bouchers de Kano ont refusé de transférer leurs opérations de l'ancien (toujours en fonctionnement) abattoir de Kano à l'abattoir industriel plus grand construit en dehors de la ville. Les autorités n'avaient pas consulté les bouchers lors du processus de planification qui a abouti à la construction de ce qui est considéré comme étant le plus grand abattoir de Afrique de l'Ouest et les bouchers n'ont pas caché leur mécontentement concernant cette action des autorités. Les bouchers étaient également contre:

- l'utilisation de l'assommoir dont l'explication sur le fonctionnement ne leur donne pas la conviction que l'animal n'était pas mort quand sa gorge a été tranchée, ce qui risque d'être en contradiction avec les lois islamiques sur l'abattage.
- la distance de 10 kilomètres entre la structure et la ville qui entraînerait des coûts supplémentaires.
- le chômage que l'abattoir plus sophistiqué engendrait en limitant les activités de l'abattoir à quelques individus.
- le risque de ne pas être en mesure d'identifier leurs carcasses à cause du fait qu'ils n'auront pas de représentants à l'intérieur de l'abattoir.

Face aux bouchers, l'Etat a accepté un grand nombre de ces points et a essayé de résoudre la situation mais c'était trop tard et, un an après "son inauguration", le nouvel abattoir ne fournit que, selon les mots du chef vétérinaire, "des services réduits" (voir également les sections 7.7.2 et 7.8.2).

Dans un autre exemple, un vendeur de poisson à Sokoto sans aucun investissement actuel dans le commerce de bétail a exprimé son intérêt de transporter de la viande congelée par des véhicules frigorifiques qu'ils utilisent actuellement pour transporter du poisson frais vers le nord. Interrogé sur ce qui l'empêche d'abandonner l'activité, il a mentionné

le refus des bouchers locaux de collaborer avec les autorités de l'abattoir dans le commerce de viande congelée (entre autres raisons)²⁴

En conclusion, on peut affirmer que les bouchers appartiennent à un groupe conservateur ayant une grande puissance qu'ils utiliseront pour maintenir leur influence dans le commerce du bétail. Ils préfèrent travailler en suivant les méthodes traditionnelles, fournissant de la viande pour la vente au détail immédiate et demeurent réticents pour participer effectivement au commerce de viande congelée.

7.2.2 Commerçants

Les commerçants de bétail achètent et vendent des animaux. Ils ont tendance à se spécialiser soit en bovins soit en ovins et caprins. Avant l'accroissement du transport routier pour les animaux, il y avait plusieurs sous-spécialisations dans les liens du circuit commercial: rencontre des troupeaux du nord, transport sur longue distance ou la distribution au sud. Les petits opérateurs peuvent entreprendre la première ou la troisième de ces activités. A l'heure actuelle, le circuit commercial plus court couvre ces fonctions et la plupart des commerçants doivent avoir accès à un fonds de roulement ou à un crédit adéquat pour être en mesure de transporter une charge de 25 bovins ou de 125 petits ruminants à partir d'un marché de rencontre vers un marché de consommation.

24) Des entretiens avec Malami Sabo de la Société Malima Sabo (and Sons) Ltd à Sokoto, 25. VII.89.

Dans le milieu haoussa, le commerce de bétail, en principe, n'est pas une profession héréditaire; n'importe que peut exercer le métier. Toutefois, au moins dans certaines localités, le commerce est dominé par des bouchers grossistes haoussa. Les responsables de l'élevage à Kano et celui qui avait la réputation d'être le plus gros commerçant de bétail à Kano ont affirmé que presque tous les gros commerçants de Kano proviennent des familles bouchères.

Il peut y avoir ouvertement une fusion entre les deux rôles. Face à l'absence actuelle des bénéfices liés au transport du bétail de l'Etat de Kano vers des marchés du sud, les commerçants achetaient uniquement à partir des marchés ruraux pour l'abattage dans la ville de Kano.

7.2.3. Intermédiaires de vente

L'intermédiaire de vente (dillali) combine plusieurs fonctions sous un seul hanqar (hula). Premièrement, il réunit le vendeur et l'acheteur et négocie avec le premier au nom du deuxième. Deuxièmement, il fournit des garanties au vendeur attestant que l'animal n'est pas volé et, en cas de vente à crédit à l'acheteur il certifie que le paiement sera effectué. Troisièmement, il fournit à l'acheteur de la nourriture et un logement pour tout le temps qu'il lui faut pour vendre son animal. Pour ces services, il reçoit une commission de vente payée par l'acheteur qui s'élève à cinq pour cent de la valeur de la vente de son animal.

Il existe des barrières à l'entrée dans cette profession. L'éventuel intermédiaire doit avoir la réputation d'être honnête pour les acheteurs et les vendeurs pour lesquels des rapports précédents dans le commerce de bétail constituent d'importantes créances.

Le métier d'intermédiaire de vente, à l'instar du commerçant, en principe, est également ouvert à toute personne. Les membres des familles bouchères ne dominent nécessairement pas la profession mais ils ont évidemment un avantage de base. Certains bouchers par naissance sont également des intermédiaires et/ou des commerçants, le choix étant fonction de la disponibilité de capitaux pour le commerce (Adesipe: 1984:1986).

7.3 Comportement

7.3.1 Connivence

Comme au Niger, le comportement du système de marché au Nigéria a fait l'objet d'un certain nombre de débats. Certains observateurs estiment qu'il existe une connivence entre les commerçants (horizontalement) et entre les commerçants et les intermédiaires de vente et des consommateurs de viande. Le facteur qui permet une connivence continue au fil des années est la religion, la langue et l'ethnicité. Les personnes du nord (souvent Haoussa) qui sont engagées dans le commerce ont des liens (souvent familiaux) sociaux qui renforcent la solidarité même quand le marché est en dérangement. Ils ne collaborent pas rapidement avec les commerçants non-haoussa ou non-musulmans qui essayent de s'intégrer dans ce commerce.

"La commercialisation du bétail dans l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, selon les estimations, est contrôlée par un groupe de commerçants de bétail Haoussa relativement petit basé à Kano" Ferguson (1967:14).

Cela est particulièrement évident dans les régions sud du Nigéria aux populations non-haoussa où des intermédiaires haoussa se sont installés en tant qu'oligopoles d'intermédiaires pendant l'époque coloniale, institutionnalisant apparemment les pratiques commerciales des haoussa dans le commerce de bétail au niveau des villes qu'ils avaient adoptées. Ces intermédiaires, dans les marchés du sud, s'engagent dans d'autres activités autres que celles d'intermédiaires de vente. Ils s'occupent des animaux depuis l'arrivée du véhicule, assurant l'alimentation et l'abreuvement ainsi que la sécurité des animaux. Ils fournissent au commerçant de la nourriture et un logement pour tout le temps qu'il lui faudra pour vendre ses animaux et l'environnement social dans lequel il se sent à l'aise. Au départ du commerçant, il reçoit un petit cadeau en nature (tel que du parfum) ou en espèce (peut-être ses frais de voyage retour). (Cohen, 1965; Hill 1966).

D'autres estiment qu'une série de tels arrangements dans le circuit commercial domine le comportement du marché, aboutissant pratiquement à un circuit commercial intégré contrôlé depuis le premier achat à la dernière vente (et souvent jusqu'à l'abattage et à la vente de la viande) et dans ce contexte, il y a une grande possibilité de connivence et de fixation des prix. L'esprit de confiance que crée le marchandage, par rapport au caractère ouvert de la vente aux enchères, entraîne une situation dans laquelle il n'est pas facile de lutter contre la connivence et l'oligopole.

Ainsi, il existe par excellence, des barrières sociales, ethniques, religieuses, et/ou linguistiques à l'entrée dans le commerce de bétail. Il est plus facile aux Haoussa et autres musulmans du nord d'établir d'importants contacts d'affaires, obtenir des informations sur les prix ou consentir un crédit qu'aux autres nordistes non-musulmans ou aux musulmans yuroba du sud-est qui, à leur tour, sont plus favorisés que les musulmans du sud. Cela est très évident pour les nigériens non-nordistes. Voir, par exemple, Adekanye (1985:16).

Il est difficile de défendre le commerce de bétail contre les prétentions ethniques ou de discrimination religieuse. "Chaque groupe (commerçants, intermédiaires de vente et bouchers) est bien organisé et constitue un corps fermé". (Ferguson 1967:65). Toutefois, pour condamner le système commercial en place, cette attitude doit être associée à la réduction de l'efficacité du marché.

L'intégration verticale peut ne pas être aussi dure qu'on le croirait. Les commerçants qui vendent des animaux (plutôt que de les abattre eux-mêmes) ne font pas toujours des affaires avec le même intermédiaire notamment dans les marchés du nord avec lesquels ils se sont familiarisés (ou, peut-être, ils se sentent plus confiants que d'autres rapports commerciaux peuvent être facilement tissés) et également au sud. Les marchés de rencontre et de consommation finale sont si nombreux, les routes les reliant tellement multiples, le système de communication si médiocre, les prix si variables et les produits si difficiles à stocker qu'il est difficile d'imaginer qu'un oligopole puisse contrôler le marché de bétail.

La récente preuve contre une intégration verticale toute puissante indique que l'écoulement des animaux de Kano vers le sud du Nigéria a chuté ces derniers temps. Les prix publiés pour l'année 1988 suggèrent un gradient de prix inversé et les interviews effectuées à Kano en août 1988 affirment qu'aucun transport du bétail de Kano vers le sud n'a eu lieu ces derniers mois. (FLPCS 1989). Tout ce qui aurait provoqué cette situation apparemment anormale semble indépendant de la volonté de la "mafia" du nord.

Par ailleurs, à chaque niveau du circuit commercial les opérateurs se font la concurrence. Un commerçant proposera d'acheter le même animal désiré par un autre commerçant et offrira un prix (au moins dans l'immédiat) à cet effet. De même, les intermédiaires se font, paraît-il, la concurrence pour l'opération d'un commerçant. Il n'y a aucune preuve directe, semble-t-il, qu'à une étape quelconque du circuit commercial le pouvoir était concentré à telle enseigne que l'on pouvait changer les prix d'une manière systématique ou que les petits opérateurs étaient éliminés du marché par les prix faibles artificiellement établis et face auxquels ils ne pouvaient pas tenir.

7.3.2. Trop de rapports dans le circuit commercial

Avant la prédominance du transport routier des animaux, un certain nombre de personnes estimaient qu'il y avait trop de rapports dans le circuit commercial et qu'avec chaque intermédiaire entre l'éleveur et le consommateur de viande, l'efficacité du marché ne fait que fléchir. "Le rôle de l'intermédiaire dans la commercialisation du bétail entraîne des complexités au niveau des ventes et des achats et même souvent à l'exploitation". (Nuru 1982: 31). Des niveaux successifs de bénéfice étaient réalisés, haussant inutilement les prix. On a cité des cas où des animaux sont vendus et revendus sur le même marché et dans la même journée, leur prix augmentant à chaque niveau de vente sans aucun changement physique des animaux eux-mêmes.

Si cette accusation était vraie auparavant, elle serait moins importante actuellement dans la mesure où le transport routier a sensiblement limité le circuit commercial. Les commerçants essaient de conduire les animaux directement au marché de consommation finale, aussi longtemps que celui-ci n'est pas trop restreint. Le nombre moyen des changements intervenant au niveau du propriétaire des animaux se situe actuellement aux environs de trois ou quatre, y compris la vente par les éleveurs et l'achat par les bouchers.

Il est difficile de concilier cette accusation avec l'ancienne accusation selon laquelle le marché est un oligopole, générant des bénéfices excessifs à quelques individus privilégiés. Les opérateurs économiques sont soit trop nombreux soit trop peu. Le fait que le comportement du marché est attaqué des deux côtés suggère que la vérité se situe entre les deux.

7.4 Performance du marché

Selon le Gouvernement Fédéral, le commerce du bétail est détenu par "quelques magnats" qui "chaque année brassent des millions de naïra représentant plusieurs têtes de bovins". (FMANR and the Green Revolution National Committee 1891:129). Il n'attaque pas toutefois cette présumée concentration. Par ailleurs, il n'accuse pas non plus ces individus aux pratiques oligopolistiques à aucun niveau spécifique de la commercialisation, ni ne spécifie dans quelle mesure leurs activités réduisent l'efficacité du marché.

Ferguson (1967:69) évalue le niveau des profits réalisés par les intermédiaires des ventes sur le marché du bétail d'Ibadan en 1963. Il a constaté qu'il s'élevait à 2,5% de la valeur de l'animal que l'on vend, dont il faut déduire les salaires des employés et les frais de logement et de nourriture des commerçants dont on vend les bovins. Il affirme que "Parce que les agents assument une importante responsabilité financière et servent de baromètres du marché, les commissions semblent correspondre aux services rendus". Cette analyse, associée à une autre qui lui permet

de déduire une marge de 13% pour les bouchers d'Ibadan, l'amène à conclure que: "Il y a peu de raison de condamner ou de revoir le système actuel de commercialisation en se basant sur le fait que ce n'est pas performant".

Adekanye (1985:15-16) a examiné le commerce du bétail dans Anambra State dans les années 70. Selon lui, "bien que les grossistes de bétail ne constituaient que 6,7% de la classe moyenne, ils contrôlaient 77% du commerce, pour une valeur de 271 000 naira²⁵. Il affirme que l'efficacité de la commercialisation des vivres au Nigéria est généralement faible. "Toutefois" conclut-il, "l'inefficacité semble être davantage dû à l'environnement et à l'infrastructure inadéquate relative au marché qu'aux activités d'exploitation des intermédiaires".

Adesipe (1987:201) a fait des recherches sur le marché de bétail de Zaria, dans les années 80. Il a constaté que "30% de l'ensemble des commerçants détenaient plus de 70% des ventes... indiquant une grande inégalité au niveau de la répartition de la taille et de la concentration des vendeurs, et de ce fait une concurrence imparfaite". Toutefois, il a également constaté qu'il y avait de nombreux vendeurs et acheteurs, qu'il n'y avait aucune preuve de connivence, et a conclu que le marché était efficace: les coûts de commercialisation ne représentaient que 6% de la valeur des animaux. La seule barrière à l'entrée était le capital de fonctionnement élevé nécessaire pour participer.

"La commercialisation du bétail au Nigéria suit des lignes traditionnelles mais efficaces..." (Federal Ministry of Agriculture and the Green Revolution National Committee 1981c: 129)

25) Adekanye: source d'information: Okeke, E. 1977, The structure, conduct and performance of beef cattle marketing in Anambra State of Nigéria, M.Phil. dissertation. University of Ibadan.

"Au moins en surface, le système semble bien fonctionner et amène les bovins dans les marchés où prévalent les prix les plus élevés".
Ferguson (1967:15)

En effet, le consensus qui semble se dégager est que quelque soit la connivence qui existe dans le marché nigérian du bétail, elle ne compromet pas son efficacité économique. Cf Mc Coy (1969:31), CRED (1979:33), et Francis (1988:11-12).

7.5 Un modèle de marché

7.5.1 **Commercialisation des petits ruminants entre Sokoto et Lagos**

Les informations récemment collectées permettent de mettre en place un modèle de marché pour un lien type nord-sud dans la chaîne commerciale en mi-1989.

Le tableau 7.1 indique les prix payés pour les animaux quand ils sont amenés à Sokoto et vendus à Lagos, le coût de l'entreprise commerciale le long de parcours et les produits qui en découlent. 75 béliers sont achetés au prix de 400 l'unité et 50 caprins à 225 l'unité. Sur la place du marché, l'acheteur paie une taxe à la vente LGA et les commissions des intermédiaires. On suppose qu'il détient une partie des animaux pendant qu'il en achète d'autres dans les marchés avoisinants. Il y a des frais pour l'eau, le foin et la sécurité de ceux qu'il a déjà achetés pendant cette période.

Il loue un véhicule de Sokoto à Lagos pour 3000 naïra et paie 30 naïra pour y charger les petits ruminants. En chemin, il paie 283 naïra de taxes publiques et 50 naïra pour les pots de vin. L'amaigrissement et les cas de mort en chemin sont estimés à 2%. Il paie sa propre nourriture en cours de route, mais pas à Lagos où il loge chez un intermédiaire. En effet, une fois à Lagos, il n'a plus besoin de rien payer: l'intermédiaire s'occupe du foin, de l'eau, et de la sécurité des animaux, ainsi que du logement et de la nourriture du commerçant. Son voyage retour à Sokoto est aussi payé par l'intermédiaire qui reçoit sa commission de l'acheteur.

Ses prix fixes sont les suivants: voyage aux marchés pour acheter les animaux, les taxes locales à la vente, les commissions des intermédiaires, les frais de gardiennage (pendant qu'il complète son troupeau dans d'autres pays), et le chargement dans les camions. Ils s'élèvent à 1140 naïra dans ce scénario. Ses coûts variables (autres que la location du véhicule) sont: les taxes publiques en cours de route, les pots de vin, les pertes et l'amaigrissement, et ses frais de nourriture en chemin.

Ils sont évalués ici à 1180 naïra, presque autant que les coûts fixes²⁶.

Nous supposons qu'il vend ses caprins à 33% de plus qu'il ne les paie et ses bœufs au même prix. En tenant compte de ses coûts, il perd 1600 naïra sur un investissement de 41000 naïra, soit une perte d'environ 3,5%

7.5.2 Commerce nord-sud en 1988

Le même modèle peut être utilisé pour analyser les niveaux réels de bénéfices par rapport au commerce nord-sud du bétail entre une variété de marchés au Niger et au Nigéria pour différentes espèces pour une période spécifique. Les données les plus récentes portent sur 1988. En utilisant la même structure de coûts que dans le modèle précédent, les coûts sont divisés en frais de transport, coûts fixes et autres coûts variables. Pour les expéditions de bétail à partir des marchés nigériens, on suppose qu'on observe aucune formalité frontalière. L'analyse est faite sur une base per capita.

26) Les frais de gardiennage et d'amaigrissement peuvent être des surestimations mais, d'autre part, on suppose que les animaux pèsent 20% de plus sur les marchés du sud et que les prix FLPCS dans ces marchés sont de ce fait augmentés pour le même facteur.

Les frais de transport sont calculés sur la base de la longueur du voyage. Pour chaque paire de marchés considérée, la longueur est multipliée par un coût présumé par kilomètre de 11,8 kobo par taureau, 2,7 kobo par bélier et 2,1 kobo par caprin. Ces chiffres sont basés sur 25 bovins, 110 béliers et 140 caprins par véhicule ²⁷

Les prix fixes couvrent le voyage des commerçants jusqu'au marché pour acheter les animaux, les taxes à la vente, la commission des intermédiaires, les frais de gardiennage pendant qu'on rassemble le troupeau et les frais de chargement des animaux dans le véhicule. Ils ont été évalués à 1200 naïra pour toutes les espèces.

Les autres coûts variables couvrent les taxes officielles et les pots de vin versés le long du trajet, les pertes et l'amaigrissement et sa propre nourriture tant à l'aller qu'au retour. Ils ont été évalués à 1,18 naïra par km pour chaque véhicule.

Les prix proviennent du projet de rapport annuel 1988 FLPCS (FLPCS 1989) (pour les marchés nigériens) et du Ministère des Ressources Animales (pour les marchés nigériens). Les marchés sont choisis sur la base de leur importance et de la disponibilité des données. Tous les coûts sont ajustés pour tenir compte de l'indice du prix à la consommation depuis les niveaux de la mi-89 (de la section 7.5.1) jusqu'au niveau approprié pour chaque mois en 1988. Les prix en CFA sont convertis en naïra au taux du marché noir correspondant au mois en question.

Le revenu net... prix de vente moins prix d'achat... est calculé et on en soustrait le coût total pour déterminer le niveau du bénéfice imputé. Le bénéfice est également exprimé en pourcentage du prix d'achat.

27) Pour les animaux commençant le voyage à Maradi, le petit trekking des animaux vers la frontière est supposé coûter la même chose que par kilomètre de camionnage.

Modèle de marché: Commerce de petits ruminants à Sokoto-Lagos mi-1989

	<u>Prix/Coûts</u>	
	<u>Naira</u>	<u>en % au prix d'achat</u>
SOKOTO - LAGOS		
Voyage au marché: 3 @ N 5	15	0,0
Achat:		
50 caprins @ N 225 l'unité	11250	
75 béliers @ N 400 l'unité	30000	
	41250	100,0
Taxe Ventes locales @ N 225 l'unité	125	0,3
Commission d'intermédiaire @ N 5 l'unité	625	1,5
Frais de gardiennage (3 jours)		375
eau	50	
foin	250	
sécurité	75	
		0,9
Location véhicule	3000	7,3
Chargement (avec rampe)	30	0,1
Taxe sur véhicules dans les Etats:		
Sokoto (Ilelela)	30	
Sokoto (Yauri)	5	
Niger (Jebba)	50	
Kwara (ILLorin)	50	
Oyo (Ibadan)	70	
Lagos (Lagos)	80	
Pots de vin	50	0,1
Pertes et amaigris- sement (2%)	825	2,0
Nourriture en route pour Lagos	10	0,0
Frais de taxi:		
Lagos-Sokoto (don)	0	0
Nourriture en route pour Lagos	10	0
Coût total	46600	113,0
Prix de vente à Ibadan		
75 béliers @ 400 l'unité	30000	
50 caprins @ 300 l'unité	15000	
Bénéfice	45000	
Rentabilité sur l'investissement	-1600	-3,43%

Tableau 7.1

Commerce Interurbain du bétail
 bénéfice moyen 1988 en % du
 prix d'achat

	Bovins	Ovins	Caprins
Konni-Sokoto	-13	-1	-17
Konni-Lagos	1	-13	40
Konni-Ibadan	13	-16	-5
Sokoto-Lagos	18	-11	72
Sokoto-Ibadan	27	-18	18
Maradi-Katsina	-9	-26	-44
Maradi-Lagos	-5	-25	8
Maradi-Ibadan	3	-31	-26
Maradi-Knugu	68	-39	4
Katsina-Lagos	3	0	85
Katsina-Ibadan	12	-9	28
Katsina-Knugu	85	-16	89

Table 7.2

Le tableau 7.2 indique le pourcentage du bénéfice moyen sur 1988 pour 12 différentes routes. 18 des 36 routes (50%) indiquaient un profit moyen positif pendant l'année. Pour les routes commençant au Niger, 7 sur 21 seulement (33%) étaient bénéfiques, surtout pour les taureaux en direction d'Ibadan et les caprins en direction de Iagos, et pour ces deux espèces en direction d'Enugu. Les expéditions nord-sud d'ovins entraînaient des pertes financières le long de toutes les routes. Les expéditions de caprins étaient partout les plus bénéfiques, bien qu'ayant enregistré des pertes pendant l'année sur 4 des 12 routes.

Pendant l'année, il y a eu une importante variation d'un mois à un autre. Par exemple, les 13% positifs de bénéfice moyen provenant de l'exportation des taureaux de Konni à Ibadan comprenaient des pertes dans 5 des 11 mois pour lesquels les données étaient disponibles (64%). Le pourcentage de mois pour lesquels les bénéfices étaient positifs est indiqué par route et catégorie d'animaux dans le Tableau 7.3. Les bénéfices positifs dans chaque mois ont été enregistrés dans 5 cas seulement (14%). Pour les exportations à partir du Niger, il n'y avait qu'un seul cas: taureaux provenant de Maradi pour Enugu. Cela représente 5% des cas des exportations nigériennes en 1988.

L'année 1988 était une mauvaise année pour le commerce nord-sud, et surtout pour les exportations nigériennes en direction du Nigeria. Quand le commerce est plus bénéfique, le niveau de bénéfice peut être comparé à celui d'autres activités pour faire des comparaisons et déterminer si on réalise un "bénéfice excédentaire" dans le commerce du bétail.

Toutefois, quand les pertes sont notoirement prédominantes, il est évident qu'il n'y a pas de bénéfices excédentaires. Etant donné que les vendeurs disent qu'ils ont été détournés de ces routes, sinon du commerce de bétail en général, nous ne pouvons que dire qu'ils agissent rationnellement, et ce dans la mesure où le marché est efficace.

Peu d'exportations de bétail en partance du Niger ont pu atteindre Enugu qui est davantage fréquentée par les animaux provenant du Tchad plutôt que du Niger, et le volume du commerce du bétail au sud du corridor de

Commerce Interurbain du bétail:
% des mois de benefices positifs

	Bovins	Ovins	Caprins
Konni-Sokoto	27	33	30
Konni-Lagos	45	30	32
Konni-Ibadan	64	20	27
Sokoto-Lagos	83	27	100
Sokoto-Ibadan	75	18	73
Maradi-Katsina	25	0	0
Maradi-Lagos	33	3	67
Maradi-Ibadan	33	3	3
Maradi-Knugu	100	0	56
Katsina-Lagos	42	42	100
Katsina-Ibadan	33	33	75
Katsina-Knugu	100	33	100

Table 7.3

Le tableau 7.2 indique le pourcentage du bénéfice moyen sur 1988 pour 12 différentes routes. 18 des 36 routes (50%) indiquaient un profit moyen positif pendant l'année. Pour les routes commençant au Niger, 7 sur 21 seulement (33%) étaient bénéfiques, surtout pour les taureaux en direction d'Ibadan et les caprins en direction de Lagos, et pour ces deux espèces en direction d'Enugu. Les expéditions nord-sud d'ovins entraînaient des pertes financières le long de toutes les routes. Les expéditions de caprins étaient partout les plus bénéfiques, bien qu'ayant enregistré des pertes pendant l'année sur 4 des 12 routes.

Pendant l'année, il y a eu une importante variation d'un mois à un autre. Par exemple, les 13% positifs de bénéfice moyen provenant de l'exportation des taureaux de Konni à Ibadan comprenaient des pertes dans 5 des 11 mois pour lesquels les données étaient disponibles (64%). Le pourcentage de mois pour lesquels les bénéfices étaient positifs est indiqué par route et catégorie d'animaux dans le Tableau 7.3. Les bénéfices positifs dans chaque mois ont été enregistrés dans 5 cas seulement (14%). Pour les exportations à partir du Niger, il n'y avait qu'un seul cas: taureaux provenant de Maradi pour Enugu. Cela représente 5% des cas des exportations nigériennes en 1988.

L'année 1988 était une mauvaise année pour le commerce nord-sud, et surtout pour les exportations nigériennes en direction du Nigeria. Quand le commerce est plus bénéfique, le niveau de bénéfice peut être comparé à celui d'autres activités pour faire des comparaisons et déterminer si on réalise un "bénéfice excédentaire" dans le commerce du bétail. Toutefois, quand les pertes sont notoirement prédominantes, il est évident qu'il n'y a pas de bénéfices excédentaires. Etant donné que les vendeurs disent qu'ils ont été détournés de ces routes, sinon du commerce de bétail en général, nous ne pouvons que dire qu'ils agissent rationnellement, et ce dans la mesure où le marché est efficace.

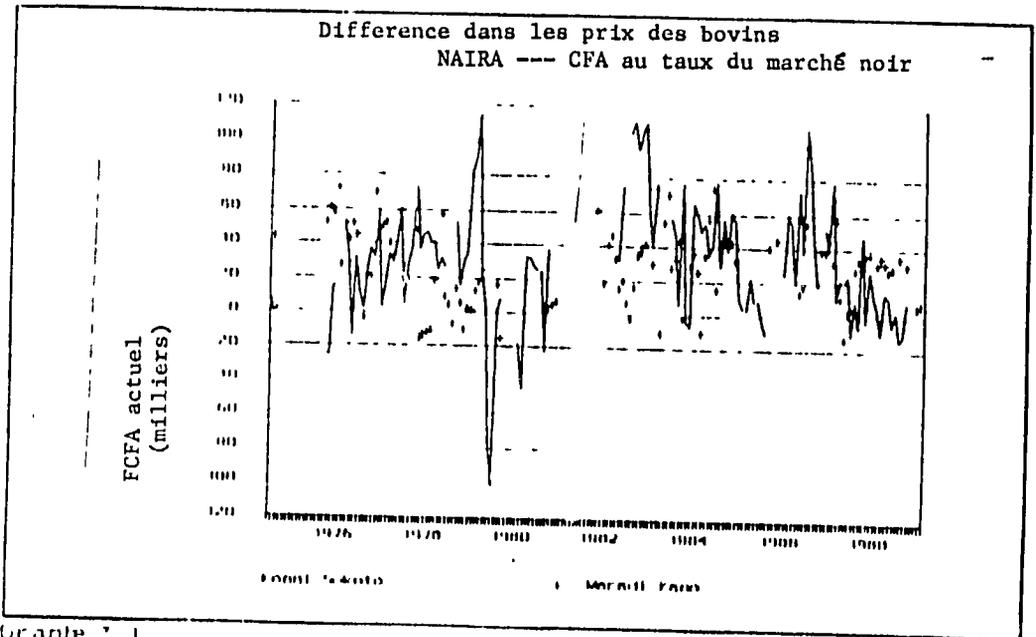
Peu d'exportations de bétail en partance du Niger ont pu atteindre Enugu qui est davantage fréquentée par les animaux provenant du Tchad plutôt que du Niger, et le volume du commerce du bétail au sud du corridor de

l'est est généralement inférieur à celui du corridor de l'ouest en direction d'Ibadan et de Lagos. Dans le cadre des préoccupations relatives au commerce du bétail en 1988, on se demande combien de commerçants nigériens savaient que les exportations de bovins en direction d'Enugu étaient très bénéfiques. Peut-être, ils n'avaient pas eu ces informations.

7.5.3 Différences de prix à la frontière

Le graphe 7.1 indique les différences de prix entre deux paires de marchés de chaque côté de la frontière entre le Niger et le Nigéria: Birni N'Konni et Sokoto; Maradi et Kano. Les informations mensuelles couvrent la période de 1975 à 1988, pendant laquelle les coûts liés aux activités commerciales ne sont pas connus, de ce fait aucun effort n'a été fait pour déterminer la variation exacte de bénéfice pendant la période. Le naïra est converti au taux du marché noir et est utilisé à sa valeur actuelle. Par conséquent, on ne peut faire aucune comparaison directe dans le temps.

Néanmoins, on peut formuler plusieurs observations. La différence du prix moyen semble être de 30 000 FCFA dont il faut soustraire les frais de transactions et de transport pour obtenir le bénéfice (ou la perte) provenant de l'activité commerciale. En moyenne, il semble exister d'énormes bénéfices, avec des périodes de perte dont l'une d'elles couvre une bonne partie de 1987-1988 pour la route Konni-Sokoto. La route Maradi-Kano semble avoir été plus bénéfique pendant les deux dernières années. Ces résultats sont compatibles avec les données sur les écoulements transfrontaliers présentées dans la section 4.1.4. C'est au niveau de la frontière que l'on peut s'attendre à trouver une rentabilité plus élevée par kilomètre de route commerciale que le long de toute autre partie de la chaîne du marché. La plupart des exportations se font illégalement. Avec les risques plus élevés qu'ils entraînent, les bénéfices devaient être plus élevés que la normale pour les compenser. Si les bénéfices peuvent être réalisés en faisant des exportations illégales, le bénéfice additionnel dépassera les coûts directs et indirects de la procédure officielle des exportations nigériennes.



Graph 1.1
Source: FLD/ILIPS/MRA

7.6 Fluctuations des prix et marché de biens

7.6.1 **Fluctuations des prix et efficacité du marché**

Outre les fluctuations saisonnières (section 5.3), le marché du bétail semble de nos jours, caractérisé aussi bien par des fluctuations extrêmes (pendant des périodes allant, par exemple, jusqu'à plusieurs jours et semaines) que par des animaux au niveau des prix soutenus pendant des mois, tel que les prix plus élevés dont on a fait mention au nord plus qu'au sud. Les deux pourraient déjà avoir existé, mais elles n'ont pas été amplement discutées dans ce rapport. Les anomalies liées au prix sont discutées dans la section 5.1. Les fluctuations sont examinées dans le contexte de l'influence du marché.

On raconte que pendant l'ère coloniale et au début des périodes post-coloniales, le transport du bétail par la voie ferroviaire du nord au sud était intentionnellement espacé de manière uniforme pour éviter des fluctuations excessives des prix. On a même affirmé que le Gouvernement avait ses quotas de trains à bétail pour maintenir un niveau raisonnable de bénéfice. Il n'y a aucune preuve pour soutenir ces affirmations. En effet, Hill (1966:9) décrit les effectifs de têtes de bétail arrivant sur les marchés de bétail du sud du pays au début des années 1960 comme étant "extrêmement fluctuants.

Quelque soit le cas qui a prévalu dans le passé, il n'y a absolument plus de coordination au niveau des arrivages du bétail du nord sur les marchés du sud, de nos jours où le commerce libre du bétail est pratiqué. Les données officielles de prix ainsi que les descriptions de commerçants donnent une image d'anarchie du côté des fournisseurs qui offrent simultanément la possibilité de bénéfices faciles et de pertes imprévisibles. Une des images du comportement du marché est celle d'une concurrence sans entrave et incontrôlée qui existe entre de nombreux commerçants qui descendent sur les principaux marchés de consommation sans aucune connaissance précise des prix à affronter à leur arrivée. Il

leur serait difficile de patienter pour attendre des modifications des conditions de marché parce que leur capital se trouve immobilisé pour citer le slogan couramment imprimé sur les camions nigériens "Time is money". D'autre part, l'entretien des animaux dans les zones urbaines du sud coûte cher et ils peuvent tomber malades. Ces commerçants sont alors disposés à ramener les animaux si les prix en cours doivent entraîner des pertes. Evidemment, ces pertes pourraient être évitées s'ils savaient que les prix allaient être bas à leur destination.

La combinaison structurellement déterminée de la flexibilité du transport et la mauvaise communication entraînent des grands risques. Toutefois, la communication ceteris paribus devra être considérablement améliorée afin de faire baisser le niveau du risque de façon appréciable. Seulement, si le commerçant est au parfum des informations courantes continues tout le long de son trajet et peut négocier avec le chauffeur pour changer l'itinéraire en fonction de ces informations, pourra-t-il commencer à utiliser toute la flexibilité du transport par camion pour augmenter ses propres bénéfices et réduire les fluctuations des prix plutôt que d'y contribuer. Si par exemple, il peut s'arrêter sur un marché pour trois heures dont il pense tirer un grand profit par rapport aux autres, alors il pourra contribuer à réduire les prix dans ce marché et ces informations pourraient être véhiculées aux autres commerçants qui seraient sur le point de prendre la même décision afin de leur permettre d'éviter ce marché. Cela réduirait les fluctuations des prix, mais ne pourrait pas les supprimer.

Toutefois, il n'est pas évident que les grands commerçants soient particulièrement concernés par les fluctuations dans leurs bénéfices. Tant que le taux de rentabilité à long terme par rapport à leur capital reste acceptable, ils sont disposés à absorber d'assez grandes pertes. Il est évident que plus le capital du commerçant est petit, moins il est susceptible de supporter une série de pertes. D'autre part, le risque de telles pertes agit, en marge, comme une barrière à l'accès aux avantages des commerçants existants.

Sans informations raisonnablement précises sur le marché, le marché fonctionnera moins efficacement. Il devient beaucoup plus une loterie qui ne doit pas allouer des animaux de manière optimale. Les fluctuations de prix per se fournissent des indices utiles du marché lorsqu'elles représentent des modifications réelles en soulignant les conditions du marché. Si toutefois elles représentent largement les modifications au niveau du peu d'informations sur l'offre et la demande, elles jouent un rôle pour encourager la spéculation, mais ne permettent pas d'allouer de manière appropriée les animaux entre les marchés en fonction du temps. Les marchés nigériens du bétail sont partiellement coupés d'informations sur les autres. Cela produit des marchés locaux plus petits qui opéraient tout à fait séparément s'ils ont une bonne connaissance du mouvement des marchandises ainsi que de leur prix.

Dans cette situation, il y a lieu pour les commerçants de faire des bénéfices en utilisant de meilleures informations sur le marché. Les commerçants nigériens pourraient se trouver dans cette situation privilégiée si les informations leur étaient transmises à partir des principaux marchés nigériens.

7.6.2 Echange de marchandises

Une proposition qui a été beaucoup discutée récemment dans la presse nigérienne a porté sur l'échange de marchandises concernant les produits agricoles dans lesquels on pourrait acheter d'avance du bétail. Dans ce marché, un boucher de Lagos pourrait acquérir en septembre le droit de se faire livrer 100 têtes de bétail pour Noël.

Un tel achat de droit de livraison de bétail effectué à "3 mois d'avance" peut être réalisé et revendu pendant la période intérimaire en fonction des changements de conditions du marché, modifiant graduellement les perceptions du prix du bétail qui pourrait prévaloir (et le boeuf et, par extension la viande en général) en décembre. Ainsi les espérances dépendent-elles moins du nombre des camions chargés de bétail devant arriver à Lagos au cours des dernières 48 heures et plus de l'évolution

des prix sur les marchés libres des marchés passés à l'avance (non seulement pour les livraisons à effectuer à Lagos, mais également pour celle d'Ibadan) compte tenu de l'échéance à intervenir au cours des quelques semaines à venir. Un tel marché tentera de réduire les risques, mais dépendrait également de l'amélioration d'un réseau de communication sur le prix et augmenterait l'efficacité du marché du bétail (voir, par exemple Bishop 1972: 26). Ces facteurs aideront certainement à ouvrir le marché à ceux qui (y compris les non-nordistes) voudraient diriger une entreprise moderne (par exemple avec les relevés des prix unitaires, des profits et des pertes) en mettant à disposition des informations explicites et promptes qui ne sont pas actuellement diffusées et en mettant à disposition, pour la première fois, les informations dont les commerçants traditionnels n'ont pas besoin.

7.7. Vente en gros de la Viande

Bien qu'ayant l'infrastructure en place pour le stockage et la distribution de la viande réfrigérée et congelée, le Nigéria ne dispose d'aucun marché de vente en gros de la viande où les bouchers détaillants et les responsables des alimentations pourraient faire leurs courses pour choisir les tranches de viande et les prix chez des bouchers grossistes. Par contre, chaque partie du marché de détail segmenté a ses liens avec ses propres fournisseurs. Pour la commercialisation de la viande produite localement et destinée au marché local, les avantages d'un choix supplémentaire qu'un tel marché pourrait offrir sont négligeables et les coûts du stockage dans la chambre froide et de la distribution sont trop élevés. Le reste du marché de détail est trop petit pour justifier un tel marché.

La viande réfrigérée provient aussi bien des sources étrangères qu'intérieures. Les tendances des importations de la viande réfrigérée ont été soulignées à la section 4.3. Il semble qu'il n'y a de statistiques sur le volume de la production intérieure de viande réfrigérée, mais il est improbable qu'il représente plus de 2 ou 3% du total de la production nigériane de viande.

7.7.1 Transformation de Viande

Les abattoirs frigorifiques produisant industriellement de la viande réfrigérée sont peu nombreux. On a trouvé deux exemples à Kano, mais aucun n'est florissant. Le premier est le Nama Processing²⁸, un petit abattoir privé créé au milieu des années 80. Il a été créé en tant que débouché pour la viande provenant des animaux d'un ranche privé dans une tentative visant à mettre sur pied une industrie verticalement intégrée de la viande. Il a orienté ses activités vers l'achat de la viande d'autres sources en fonction du poids. Selon un responsable du service d'élevage, cet abattoir n'est pas bien géré et est en passe de fermer ses portes. Le problème est probablement dû au sureffectif et au manque de stratégie de marché au-delà de celle qui consiste à vendre la viande congelée (particulièrement en carcasse) à la sortie de l'abattoir.

7.7.2 Nigeria Meat and Associated Products

Le deuxième et certainement le plus important est la société "Nigérian Meat and Associated Products" qui gère le plus grand abattoir de l'Afrique de l'Ouest créé sous l'égide de Kano State Investment and Properties Ltd (KSIP)²⁹. Inaugurée en 1988, la NMAP est basée à Chalawa dans les périphéries sud de la ville de Kano. (Voir section 7.2.1)

28) "Nama" est le mot haoussa pour la viande.

29) La KSIP a également des usines qui produisent du textile et de l'huile végétale.

Après avoir échoué de persuader les bouchers traditionnels de Kano de déménager à l'abattoir industriel plus éloigné, l'Etat a décidé d'employer les jeunes bouchers non traditionnels de la "Young Butchers'Association" et a essayé de gérer la NMAP sur de nouvelles orientations. Ne fonctionnant qu'à cinq pour cent de sa capacité, il est évident que la NMAP ne jouit pas d'un grand nombre de ses potentielles économies d'échelle. Toutefois, elle fonctionne ostensiblement avec des bénéfices modestes, et continue à faire des efforts pour développer le commerce.

La NMAP achète des animaux à l'abattoir par poids. En 1988, elle payait 5,50 Naïra par kilogramme de boeuf sur pied. En 1989, le prix pratiqué était 8,50 Naïra, toutefois il était possible que le prix chute rapidement suite, semblerait-il, à la stabilité du marché au cours des six mois précédents. L'Agent d'Acquisition organise également des achats sur les marchés locaux quand les commandent le nécessitent.

Il semble que les futurs plans ne tiennent pas compte de la vente au détail de viande frigorifiée. En ce qui concerne la vente en gros, la NMAP approvisionne déjà les supermarchés et les hôtels du nord et ceux du sud du pays. Les coupes sont préparées pour satisfaire les besoins du client et celles inférieures au quart sont enveloppées dans de la cellophane. Bien qu'un grand nombre des clients préfèrent organiser leur propre transport, la NMAP est capable de délivrer la viande frigorifiée dans ses propres véhicules frigorifiques. La société vend également de la viande fraîche par le biais de ses propres points de vente en détail. (Voir section 7.8.2).

La NMAP traite certains sous-produits des animaux et vend toutes les parties des animaux, quelles soient traitées ou non. Le sang, le fumier et les cornes contribueront tous en ensemble aux revenus de l'abattoir outre les viscères, les peaux et cuirs, les têtes et les pattes.

7.7.3 Comportement et performance

Par rapport au marché du bétail, il y a certainement une plus grande concentration du marché au niveau du marché de la vente en gros de la viande frigorifiée. Les barrières à l'entrée sont plus importantes compte tenu des équipements en capital et de l'expertise requise. Etant donné le caractère substitutif de toutes les formes de viande et la dominance du commerce de la viande fraîche, une rentabilité économique ne peut exister si le coût de production de la viande frigorifiée est inférieur à celui de la viande fraîche. Cela risque de ne pas être le cas: le marché de la viande existe pour exploiter une occasion spécifique du marché non parce qu'elle est une forme de viande de qualité inférieure.

7.8 Vente au détail de la viande

Il y a quatre circuits de vente au détail de la viande. Les deux premiers sont des débouchés de viande chaude et les deux derniers sont des débouchés de viande congelée.

7.8.1. Etalages des bouchers traditionnels

Le premier débouché, et de loin le plus important, c'est le boucher traditionnel qui accomplit les mêmes fonctions que son homologue nigérien. Les carcasses ou des portions de carcasse provenant de l'abattoir sont achetées auprès du boucher grossiste. Les abats sont vendus séparément de la même manière. Le marchandage porte généralement sur la quantité de ce mélange qui est à vendre à un prix donné, plutôt que sur le prix lui-même. On peut utiliser des balances mais cela n'est ni nécessaire, ni commun. D'autre part, elle peut être cuite et vendue comme fast food. Dans les zones rurales et dans toutes les régions dépourvues d'électricité, c'est le seul circuit de vente au détail de la viande.

Dans les deux cas, le capital nécessaire est minimal. Pour la viande crue, il faut une table/billot et un couperet. Dans le cas de la viande cuite, un barbecue est placé sur les braises ou un ensemble de broches

est placé verticalement autour d'un monticule circulaire dont le milieu est rempli de braises. Toute la viande achetée est vendue le jour d'achat: il n'y a pas de stock qui passe la nuit.

Ces débouchés traditionnels sont détenus par les bouchers traditionnels. Les bouchers détaillants ont un même historique social et se font la concurrence dans ce même cadre. Cela n'entraîne pas un développement innovatif.

7.8.2. Kiosques municipaux de viande

Le second type de débouché de vente au détail peut être unique à la ville de Kano. Prétendant avoir tiré profit des erreurs de commercialisation relatives au traitement de la viande, NMAP est en voie d'ouvrir 22 kiosques de vente au détail de viande dans la ville de Kano, pour vendre la viande abattue dans le nouvel abattoir. Les responsables supérieurs prétendent que leurs coûts à l'abattoir pour le kilogramme de "viande pour ragoût" (comparable à la viande des détaillants traditionnels, mais sans os) étaient de 18 naïra. Le prix chez le boucher traditionnel était, estime-t-on, de 22 naïra alors que le même mélange dans un supermarché local coûte 27 naïra. Il pense que, en tenant compte des autres coûts de vente au détail, cela permettrait à leurs produits de base destinés à la vente au détail d'être compétitifs. Il s'agit là de l'incursion la plus aventureuse par l'Etat dans le marché populaire nigérian en ce qui concerne la viande chaude, et elle peut être destinée à admonester les bouchers pour leur refus de déplacer leurs activités vers le nouvel abattoir.

7.8.3. Boucherie

La classe moyenne nigériane, dont le nombre a augmenté pendant la décennie du boom pétrolier, a commencé à acheter sa viande dans les boucheries qui constituent le 3eme type de débouché de vente au détail. Elles sont petites, et sont dirigées par leurs propriétaires à la limite de l'entreprise privée dans le commerce de la viande. Elles traitent

essentiellement la viande congelée, vendue en morceaux crus à un prix fixe par kilogramme et stockée dans des congélateurs. Les consommateurs de la classe moyenne les considèrent plus hygiéniques que celles des étalages des bouchers traditionnels. La gamme de viande proposée peut être extensive: viande bovine, ovine, caprine, porcine, de volaille et (chose plus intéressante encore) trois variétés de poissons ont été trouvées dans quatre grands congélateurs d'une boucherie bien fournie à Kaduna.

Les boucheries sont de 3 variétés. Le premier type décrit ci-dessus est une boutique privée équipée de congélateurs et de balances. Le second c'est la boutique louée, ou un étalage dans un marché public équipé de la même manière. Ces deux types sont des entreprises à petite échelle qui rapportent un bénéfice. Le troisième type, c'est la boucherie subventionnée par l'Etat, ce qui n'est pas répandu. A Kaduna, ce genre de boutique était initialement établi comme un à-côté pour les fonctionnaires mais ces avantages ne pouvaient pas être refusés aux autres citoyens. Il perd continuellement de l'argent et est destiné à être fermé, au titre de la stratégie du Gouvernement visant à laisser la vente au détail au secteur privé.

Les boucheries sont flexibles au niveau de leurs sources. Le propriétaire de la boucherie à Kaduna avait six boucheries dans trois villes du Nord. Avec un chiffre d'affaires sur une échelle où il avait commencé à faire des bénéfices d'échelle il a tiré profit des contacts et des prix bon marché sur une vaste région. Son porc venait de Jos, son bœuf de Kano, son poisson argentin du Sud, sa volaille des sources locales et sa viande de petits ruminants de son propre cheptel. Les cochons et les ruminants étaient abattus et la viande chaude immédiatement transportée sur des distances atteignant 400 km dans des camions non réfrigérés en direction de ces différents débouchés. Là, ils sont congelés.

Les boucheries représentent probablement 5% au maximum des ventes au détail de la viande, bien qu'il n'existe pas de statistiques à cet effet. Dans le Sud, une bonne partie de cette viande est probablement

importée. Toutefois, il y a de cela 5 ans, il n'existait aucune boucherie: elles se sont développées de manière phénoménale à partir d'une base très faible. Par ailleurs, 5% des ventes de viande nigérianes constituent toujours un marché important. La croissance des boucheries a été freinée par la conjoncture économique actuelle mais devrait se poursuivre quand l'économie connaîtra à nouveau sa vitalité.

L'un des problèmes qui se posent aux boucheries en tant que marché prospectif, c'est qu'elles ont tendance à être de petites activités. Celle de Kaduna citée ci-dessus semble faire partie des plus importantes fonctionnant dans la localité; toutefois son propriétaire, selon ses calculs, a estimé que ses six boucheries ne vendent que l'équivalent de deux boeufs par jour. Les opérateurs individuels ne semblent pas encore avoir une association commerciale ou toute autre structure organisée par le biais de laquelle le bétail ou la viande leur pourrait être vendu en gros.

7.8.4 Supermarchés

La population expatriée, qui constitue maintenant une proportion relativement petite de consommateurs dans la plupart des villes du Nigéria, et les élites occidentalises ont, pendant plusieurs décennies, acheté les morceaux choisis de viande dans les chaînes de supermarchés telles que Kingsway, Leventi's and Challeram's. Le nombre de ces chaînes est limité mais chacune a une capacité importante et peut faire de gros achats de viande de qualité.

7.8.5. Différenciation des produits et créneaux commerciaux

En 1979, une étude américaine déclarait: "Les prix de la viande de boeuf dans le marché destiné à l'élite sont plusieurs fois plus élevés que dans le marché populaire". (CRED 1979:22) Toutefois, aujourd'hui il n'y a pas une grande différence entre les prix de la viande au niveau des 3 types de circuits de vente au détail. A Kano, en juillet 1989, 1 kg de viande pour ragoût, le mélange des différentes parties de l'animal, se vendaient

à 22 naïra à l'étalage du boucher traditionnel et 27 naïra dans le supermarché. Les prix correspondants pour Kaduna plutôt dans l'année avaient été 15 et 20 naïra. A Kano, en juillet 1989, 1 kg de viande de première qualité se vendait à 25 naïra chez le boucher traditionnel contre 31 dans le supermarché.³⁰

La convenance d'un choix de protéine animale dans les boucheries et de l'achat en une seule fois de plusieurs articles dans les supermarchés est bien appréciée par les classes moyenne et supérieure nigérianes pour lesquelles "le temps, c'est l'argent". Il en est de même pour l'hygiène améliorée. Toutefois, ils sont toujours très conscients du prix. Surtout avec la période actuelle de faible croissance économique, la concurrence basée sur le prix semble fixée pour continuer à limiter les parts du marché dans la vente de la viande au détail. Néanmoins, le marché urbain de la viande froide a probablement une capacité aussi importante que l'ensemble du marché nigérien et connaîtra un accroissement.

L'aptitude nigérienne à vendre avec bénéfice à ce marché est examinée dans la section 10.1.3.

7 9 Pénétration du poisson et de la volaille

Loin de la côte et des principaux fleuves, la consommation nigérienne de poissons est souvent faible. Toutefois, l'affluence du boom pétrolier a fait que les chaînes de froid se sont ramifiées à partir des principaux ports. Le résultat net est que, à Sokoto ou à Maiduguri, éloignées chacune de plus de 800 km de la côte, le poisson congelé est toujours disponible.

30) Conversations: Dr. M. A. Faruki, Contrôleur Technique Principal, FLPCS (2.viii.89) and M. Mustapha M. Aliyu, comptable, NMAP (viii.89).7.9

Le poisson qui atteint le bout de la chaîne du froid dans le nord du Nigéria peut même être expédié vers les villes sans structure commerciale de réfrigération, pour y être vendu à des individus qui le consomment ou le stockent dans des réfrigérateurs, ou pour être fumé et vendu par la suite. De ce fait, dans les petits villages éloignés des principaux points d'eau, le poisson peut jouer un rôle dans le régime alimentaire et fait la concurrence à la viande.

Associée à la disponibilité généralisée de volaille et d'oeufs, la pénétration du poisson en tant qu'autre source de protéine dans toutes les zones rurales signifie que la substitution de la viande rouge est devenue plus facile et que les préférences sont plus libres pour changer. Le marché nigérian de la viande de ruminants est maintenant relié non seulement au marché mondial de la viande mais aussi au marché mondial du poisson et au prix des aliments de la volaille qui lui même dépend du prix des engrais.

8. Politique et Règlement du Gouvernement

8.1. Structure du Gouvernement

Au niveau national, les questions relatives à l'élevage relèvent du "Federal Livestock and Pest Control Service (FLPCS), le service fédéral de l'élevage et de lutte contre les ennemis des cultures qui constitue une filiale du Ministère Fédéral de l'Agriculture et des Ressources Naturelles (FMANR) à Abuja. Sur le plan national, le FLPCS est chargé de la politique, de l'assistance technique, de la production des vaccins et des projets en matière d'élevage.

Chaque état gère ses activités quotidiennes d'élevage par le biais de son propre service d'élevage dans le cadre de son propre Ministère de l'Agriculture. Le service de l'élevage a des Directions au niveau du ministère, des directions "zonales" de terrain dans la capitale de chaque sous-préfecture (Local Government Area-LGA) et d'autres postes de contrôle vétérinaire dans le cas échéant (par exemple, le long la

frontière avec le Niger et les principaux circuits du transport du bétail destiné à la commercialisation)³¹

La coordination des politiques entre le Gouvernement Fédéral et les états s'effectue par le biais du Comité d'Agriculture présidé par le Ministre Fédéral de l'Agriculture et des Ressources Naturelles auquel participent tous les Commissaires d'Etat à l'Agriculture.

31) L'année dernière, la Fonction Publique Nigériane a été restructurée afin de réduire le nombre des niveaux administratifs. cela a été le cas tant au niveau fédéral que dans les états. Au niveau fédéral, le Service Fédéral de l'Elevage (développement des politiques et statistiques), le Service Nigérien des Projets Elevage (projets nationaux) et le Service de Lutte Contre Les Ennemis des Cultures ont été fusionnés pour constituer le FLPCD. Au niveau des Etats, la restructuration semble varier d'un état à un autre. L'Etat de Sokoto semble avoir adopté le modèle fédéral: le Service Vétérinaire et le Service de la Production du Bétail ont fait fusion pour constituer la Direction des Services de l'Elevage qui a quatre "divisions" chargées de la santé animale, de l'élevage, des cuirs et peaux et de la gestion des parcours. Dans l'Etat de Kano, l'ancien Ministère de l'Agriculture a été réparti en deux parties, une partie étant le Ministère de la Santé Animale et de la Sylviculture au sein duquel se trouvent une Direction des Services Vétérinaires et une Direction des Services de l'Elevage. Au niveau de l'Etat de Kaduna, l'ancienne structure semble avoir été retenue; il existe au Ministère de l'Agriculture au sein duquel se trouvent un Service Vétérinaire et un Service de la Production du bétail.

8.2. Politique du Gouvernement

En 1988, au titre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS), le FMANR a publié un document politique important intitulé "Politique Agricole du Nigéria" dans lequel la politique pastorale est présentée en tant que partie d'un plan d'ensemble de développement agricole. Ce document définit la politique nationale concernant la production du bétail, la commercialisation des produits agricoles ainsi que les domaines interliés concernant la fixation des prix, le commerce et le taux de change.

8.2.1. Production de Bétail

Dans le secteur de l'élevage, plusieurs objectifs sont pertinents à la commercialisation du bétail. La production de bétail doit être augmentée tant par des effectifs accrus du bétail que par une plus grande productivité, le but ultime étant la réalisation de l'auto-suffisance dans les produits pastoraux pour notamment améliorer la nutrition des populations nigérianes. L'éradication de la mouche tsé-tsé permettra l'utilisation d'une plus grande superficie pour le pâturage, tandis que les programmes concernant la sélection, la nutrition et la santé animale permettront une plus grande productivité du bétail. Les objectifs que le Gouvernement s'est fixé comprennent l'auto-suffisance dans la production d'oeufs au bout de quatre ans (1992) et dans la production de la viande ovine, caprine et de poulet au bout de cinq ans (1993). De plus longues périodes non déterminées doivent passer avant de parvenir à l'état d'auto-suffisance dans la production des autres viandes, y compris celle du boeuf. (FMANR 1988:23-24). Cependant, le directeur du FLPCS présente ces périodes prévues comme irréalistes.

Le document affirme qu'un "changement de politique accordant la priorité à la fixation des prix d'incitation des produits au lieu de subvention aux intrants" a eu lieu et que dans ce contexte, le "Gouvernement encouragera les investissements dans les infrastructures de

commercialisation et de distribution". Toutefois, cela n'engage pas le Gouvernement à entreprendre ces investissements lui-même. Dans le cadre de la stratégie visant à encourager une plus grande production du bétail, le Gouvernement portera appui à tous ceux qui assurent le développement local des intrants tels que les fourrages, les ressources en eau, les produits pharmaceutiques, les vaccins et les services vétérinaires. Il vise notamment à aider autant que possible les entrepreneurs privés dans la fourniture de ces intrants. Les subventions du Gouvernement seront par la suite éliminées. Toutefois, des subventions seront, en attendant, accordées à un plus grand nombre d'intrants. (FMANR: 26-27).

En suggérant que les importations de viande n'existaient pas en 1988, le document affirme que:

"Pour encourager une production accrue, l'interdiction imposée par le Gouvernement à l'importation de la viande de bœuf et autres viandes restera en vigueur". (FMANR 1988: 26).

En fait, il n'est pas précisé dans quelle mesure l'interdiction était strictement respectée même au moment où l'on procédait à la formulation de cette politique. Les statistiques sur les importations portent un démenti à l'hypothèse selon laquelle les importations de viande avaient été éliminées à différentes périodes des années 1980. Cela peut être interprété de manière plus raisonnable en tant que déclaration d'intention visant à maintenir les importations à un niveau faible.

8.2.2 Commercialisation des Produits Agricoles

Les objectifs que le FMANR s'est fixé en matière de commercialisation, comme on pourrait s'y attendre, visent à promouvoir une distribution très efficace des produits agricoles qui permettra d'uniformiser les variations des prix dans l'espace et dans le temps sans créer des marges de commercialisation irraisonnables à ceux qui assurent cette

prestation de services et à encourager les exportations des produits agricoles. Les coopératives de commercialisation et les marchés d'échange de denrées seront encouragés au même titre que la recherche sur le marketing et la diffusion des informations sur la marché. Dans tous ces cas, le "Gouvernement suivra et réglementera minutieusement l'ensemble des activités concernant la commercialisation des produits agricoles, notamment les activités commerciales des associations de marché afin de réduire les activités frauduleuses de certaines d'entre elles" (MANR 1988: 44-45).

Comme mentionné à la Section 7.8.3, le Gouvernement abandonne sa politique de boucherie pour transférer ce domaine au secteur privé.

8.3 Règlement du Gouvernement

Le Gouvernement du Nigeria ne contrôle pas strictement le commerce du bétail ou de la viande, et cette tendance risque, vraisemblablement, de ne pas changer dans un proche avenir. Les contributions que le Gouvernement Fédéral accorde au commerce du bétail et de la viande au Nigeria ont été son manque de règlement et les subventions aux carburants.

8.3.1 Règlementation relative à la Santé

Les agents de l'Etat sont chargés de contrôler la certification de la santé animale aux postes frontaliers, dans les principaux marchés et abattoirs ainsi que le long des principaux circuits de transport du bétail. Ces règlements sanitaires ne sont pas considérablement contournés dans la mesure où ils sont assez bien appliqués et très facilement respectés. L'abandon du transport de bétail à pied réduit considérablement le risque d'infection du bétail local par le bétail destiné à la commercialisation. Les risques causés par l'anthrax, la fièvre aphteuse et les maladies causées par les tiques ont été sensiblement réduits.

Le Manuel sur la Loi Vétérinaire au Nigeria du Nord (A guide to Veterinary Law in Northern Nigeria) de 1964 encore disponible et

apparemment valable contient des détails sur la législation concernant la santé du bétail destiné à la commercialisation. Toutefois, en discutant de la section sur les "règlements du contrôle du bétail destiné à la commercialisation", l'auteur affirme que "la plupart de leurs dispositions sont actuellement bafouées ou non respectées, ce qui est vraiment dommage". Cette tendance est restée irréversible.

La collecte de revenus était presque aussi importante que la lutte contre les maladies étant donné que le manuel mentionne également la "Loi du Troupeau Destiné à l'Abattage (contrôle et fiscalité)" "The Slaughter Stock (control and taxation) Law" qui régit la collecte des taxes au niveau des routes et circuits de la commercialisation du bétail et n'est pas au sens strict du terme une loi vétérinaire...mais ...plutôt appliquée par le personnel vétérinaire. (Nigéria du Nord, 1964 a: passim)³².

L'inspection de la viande d'abattoir relevait de la responsabilité du FLPCS et de ses prédécesseurs depuis 1968 (Dloba 1988; 12).

8.3.2 Interdictions portant sur le commerce de chevaux et d'ânes aux fins d'abattage.

Les gouvernements des états islamiques au Nigéria du nord où les ânes sont élevés pour servir de bêtes de somme et par le biais desquels les exportations nigérianes doivent passer pour déservir ce marché ont tous imposé des interdictions officielles au commerce des ânes destinés à l'abattage. Cependant, il est difficile de justifier dans quelle mesure ils sont destinés à l'abattage. Dans la pratique, il n'est pas interdit aux Ibo qui dominent ce commerce d'acheter des ânes et de les transporter en petites quantités. Parfois, ils les acheminent en contrebande à travers la frontière

32) Voir Ferguson (1966; 85 - 86) et Mittendorf et Wilson (1961; 43-50) pour des informations détaillées sur les questions concernant la santé du bétail destiné à la commercialisation.

des états non islamiques, par exemple, de la partie sud de l'Etat de Kano vers le nord de l'Etat de Bauchi. Une fois en dehors de la région nord du Nigéria, les ânes sont abattus et leur viande fumée pour être vendue au sud-est comme viande du boeuf fumée. Cette pratique n'a vu le jour qu'à partir des années 80.

Parfois, les animaux sont transportés en véhicules vers le sud sur les principales routes, les commerçants donnant des "pots de vin" le cas échéant, bien que cela ne soit pas toujours possible dans la mesure où ce commerce suscite du gros risques. Arrivés à leur destination, les animaux sont abattus. Cette activité a été constatée au cours des cinq dernières années.

8.3.3 Réglementation régissant le Marché Local

Au niveau du gouvernement local (sous-préfecture), le commerce du bétail est réglementé sur le marché par les employés de l'administration locale et non par les agents du service de l'élevage. Les véhicules chargés de bétail doivent payer une taxe avant d'entrer dans la gare du marché. Il s'agissait d'une modique taxe de 2 Naira au marché d'Acida non loin de la ville de Sokoto. A Acida, une taxe était imposée sur la vente du bétail (1 Naira pour les grands ruminants et 50k pour les petits ruminants) mais aucune taxe n'était exigée pour la présentation des animaux destinés à la vente. En plus, l'administration locale impose le paiement des frais annuels de Naira 20 par les commerçants évoluant dans la localité (sous-préfecture). Aucune distinction n'était faite entre les Nigériens et les Nigériens à cet égard.

Après l'échec des années 1960 et 1970 par le Livestock and Meat Authority d'introduire les ventes sur la base du poids et de la qualité (Section 7.1.3) le Service de l'élevage se contente actuellement de la collecte de informations sur les prix par tête, sexe, et taille de l'animal.

9. RAPATRIEMENT DE DEVISES

Les exportateurs nigériens de bétail sont payés en Naïra qu'ils doivent par la suite changer en francs CFA. Il existe plusieurs possibilités existant pour arriver à cette fin. Le choix est lié à la question de savoir si les exportations sont effectuées légalement et si l'exportateur de bétail est également importateurs de biens autres que le bétail.

9.1 Exportateurs Formels:

Jusqu'en 1986, la procédure à suivre était relativement facile. Le Ministère des Finances du Niger avait ouvert un compte bancaire à Kano dans lequel les exportateurs officiels pourraient verser les recettes de leurs ventes et dont l'équivalent en FCFA leur est payé au Niger. Le remboursement de ceux-ci en FCFA s'effectuait sur un taux de change plus favorable. Il s'agit là d'un appui important dans la réalisation des affaires par la voie officielle. Cependant, le Ministère des Finances avait des difficultés dans la gestion de ce compte après le commencement du PAS et l'a fermé depuis cette période. Depuis lors, les exportateurs n'ont eu aucune assistance directe de la part du Gouvernement du Niger et doivent utiliser les procédures internationales plus encombrantes établies par la CDEAO.

Les Banques Centrales des Etats de l'Afrique de l'Ouest collaborent dans le cadre de la CDEAO pour régler les pays membres. Au début, chaque dette devait être payée et par conséquent, deux transactions devaient aller en sens opposés entre les banques centrales. Actuellement, il y a une chambre de compensation en Sierra Léone qui calcule les différences dans les dettes que deux pays quelconques se doivent pour une certaine période. A cet égard, la différence est réglée par le pays qui sort débiteur, limitant ainsi le volume des transactions internationales.

Quand un Nigérien aimerait exporter du bétail vers le Nigéria par la voie officielle et réaliser des bénéfices en CFA au Niger, il doit suivre les

mesures ci-après: premièrement, il prend contact avec l'éventuel acheteur Nigéria et lui demande de négocier par le biais de sa banque l'obtention d'une autorisation de la Banque Centrale du Nigéria pour payer en devises l'équivalent du montant nécessaire pour couvrir le transport de son bétail. Ce niveau une fois dépassé, l'acheteur nigérian demande une lettre de crédit auprès de la banque nigériane au nom de son client nigérien et la banque garantit que, dès que certaines conditions de livraison sont satisfaites, elle transfèrera le paiement du transport à la banque nigérienne où l'exportateur sera payé. Si la lettre de crédit est irrévocable, le paiement peut être effectué très rapidement. Dans le cas contraire, l'exportateur peut être sûr de son remboursement, mais il doit attendre jusqu'à ce que la banque nigérienne soit informée par la voie officielle que la Banque Centrale Nigériane a honoré le paiement.

Le retard peut être important à cause du long circuit officiel à suivre. Partant de la banque commerciale du client au Nigéria, le circuit comprend la Banque Centrale du Nigéria à Lagos la Chambre de Compensation à Freetown, le siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, la Direction de la BCEAO à Niamey et éventuellement la banque commerciale nigérienne où le paiement en CFA sera effectué. Le cercle peut immobiliser le capital d'un exportateur pour un maximum de dix mois. Compte tenu des frais supplémentaires relativement faibles exigés pour la condition irrévocable liée à ce circuit (environ 1,25%), les exportateurs semblent bien disposés à payer la prime pour la diligence supplémentaire.

La conversion du FCFA en Naïra se fait à un taux plus avantageux qui n'est pas accessible à l'exportateur utilisant le circuit parallèle. Toutefois, pour faire face à la bureaucratie, il est nécessaire d'être organisé et de manifester une certaine souplesse afin de bénéficier du circuit officiel. Les petits opérateurs résidant dans l'une des plusieurs villes et localités nigériennes sans structures bancaires et qui profitent de la variation rapide des prix, qui ne savent ni écrire ni

lire, qui ne tiennent aucune comptabilité formelle et ne peuvent même pas payer la patente, ne sont pas en mesure de tirer profit du système officiel.

La SONERAN, la société nigérienne parapublique qui fait l'objet d'examen au Chapitre 10, a récemment repris son exportation d'une grande quantité de bétail et de viande vers le Nigéria après un fléchissement des exportations sur plusieurs années. La société avait constaté les contraintes auxquelles les sociétés nigérianes faisaient face pour effectuer des paiements en Naïra. La Banque Centrale du Nigéria n'accorderait pas aux banques des exportateurs la permission de délivrer des lettres de crédit irrévocables qui donneraient à la SONERAN le droit droit aux devises.

De ce fait, les exportations de la SONERAN ont tendance d'accumuler des fonds en Naïra dans un compte bancaire au Nigéria. Pour réduire ce cumul, la SONERAN vend le Naïra aux sociétés nigériennes entreprenant des affaires au Nigéria -- Nigelec (qui achète de l'électricité du Nigérian Electric Power Authority) et TOTAL (qui fournit des produits pétroliers à la SONIDEP, une société para-publique). Ces échanges s'effectuent au taux officiel. Ce système n'est qu'une création récente et doit être amélioré. Dans le contexte actuel, les besoins en Naïra des autres sociétés ne correspondent parfaitement pas aux besoins de la SONERAN en FCFA de sorte qu'un fonds de roulement très important reste toujours bloqué en Naïra. Ainsi, la rentabilité des opérations de la SONERAN se heurte à des problèmes de repratriement de devises.

Les solutions proposées par la SONERAN pour améliorer la situation consistent à demander aux sociétés concernées de lui fournir leurs projets de plans annuels pour les dépenses en Naïra et à augmenter le nombre des sociétés auxquelles elle vend le Naïra.

9.2. Importateurs Informels

Ceux qui exportent du bétail vers le Nigéria sans remplir les conditions juridiques nigériennes peuvent vendre le bétail et acheter d'autres produits tels du savon ou du ciment pour exportation vers le Niger. Leur

motivation pour entreprendre ces opérations dépend des prix relatifs des biens au Niger et au Nigéria, du taux de change et des contacts établis pour la commercialisation des biens importés à leur retour au Niger.

Ceux qui se spécialisent dans le commerce du bétail à l'exclusion de tout autre produit doivent changer leur naïra sur le marché noir et rentrer au Niger pour constituer un autre troupeau d'exportation. Quand le coût du bétail est plus élevé au Niger qu'au Nigéria, entraînant la conversion du naïra en FCFA sur le marché noir, ces exportateurs arrêtent leurs opérations. Dans ce cas, il a été proposé que les commerçants qui importent également des biens du Nigéria continueront à exporter du bétail, en ne tenant compte que des bénéfices nets provenant de l'ensemble du circuit d'import-export dont la part du bétail peut être négative alors que l'ensemble du circuit peut être positif. Cette situation, sur le plan des affaires, semble très négligeable. Au lieu d'accuser des pertes dans son effort pour assembler, exporter et vendre un troupeau de bétail, il peut convertir son FCFA directement en Naïra et se rendre au Nigéria pour acheter les biens qu'il peut, selon lui, vendre avec bénéfice au Niger. Seul le commerçant qui s'est trompé dans sa spéculation quant à la réalisation de bénéfices accusera une perte dans la vente du bétail au Nigéria.

10. Exportateurs nigériens

10.1. SONFRAN

10.1.1 Historique Commercial

La Société Nigérienne d'Exportation des Ressources Animales a été créée en 1968 en tant que société para-publique pour engraisser le bétail dans le ranche d'Ekrafane près d'Abala dans l'Arrondissement de Filingué, abattre les animaux à l'abattoir de Niamey et exporter la viande. Après l'achat des animaux sur les marchés locaux et sur d'autres marchés sélectionnés sur l'étendue du pays, la SONERAN fait l'embouche typiquement pour 5-6 mois. Les petits ruminants sont également achetés

et engraisés. Cette activité se poursuit toujours mais la SONERAN exporte également du bétail sur pied. Le Nigéria est le marché principal pour le bétail et la viande. La société vend de la viande en gros au Niger, y compris les institutions publiques telles que l'hôpital et l'Université de Niamey. Faisant auparavant partie du Service de l'Elevage, la SONERAN, comme toute autre société para-publique, a été récemment placée sous la tutelle du Ministère de la Tutelle et son personnel est détaché du MRA.

Pendant une bonne partie du début des années 1980, la SONERAN avait le "Nigerian Food company" comme le seul client de viande au Nigéria. Au terme d'un conflit qui s'était produit autour d'un envoi au Nigéria d'une quantité de viande qui était condamnée comme étant inappropriée pour consommation humaine, ce marché a été résilié. Par la suite, il n'y a eu aucune activité d'exportation, sinon très peu, dû initialement à l'interdiction que le Gouvernement du Nigéria avait placée sur l'exportation du bétail et dû ensuite à la chute continue de la valeur du naïra.

Les activités d'exploitation de la SONERAN ont récemment repris une fois de plus. Les derniers chiffres sur les exportations semblent indiquer

une croissance remarquable de son chiffre d'affaires. Les cotations des exportations pour la période entre octobre 1988 et août 1989 données par le personnel de la SONERAN indiquent 73 000 béliers, 46 000 bovins et 1 000 tonnes de viande fraîche vers le Nigéria. L'ensemble de toutes les autres exportations concernait l'expédition de 745 béliers vers le Sénégal pour la fête de Tabaski, qui a été largement publiée, 520 béliers et 300 chèvres vers le Bénin.

Les chiffres mentionnés ci-dessus n'ont pas été publiés officiellement. Par ailleurs, ils ont suscité une certaine méfiance parmi certains responsables de l'élevage. Un responsable du MRA estime que la majorité des bovins abattus à Niamey en 1988 avaient été importés au Nigéria. Dans ce cas, il a des difficultés pour accepter que la SONERAN a exporté presque 50 000 têtes vers le Nigéria au cours de la période examinée. Si ce chiffre était exact, il représenterait presque le tiers des 163 000 bovins qui auraient été exportés en 1988 vers le Nigéria (voir la section 4.1.4.). Toutefois, il semble accepter le fait que les exportations de bétail par la SONERAN vers le Nigéria n'ont pas augmenté.

Bien que le caractère rentable de leurs exportations n'ait pas été explicitement confirmé par le personnel de la SONERAN, d'autres sources suggèrent que la grande majorité des exportations vers le Nigéria entraîne une perte des fonds ³³. Cette hypothèse est compatible avec le manque de système téléphonique à la Direction de la Société au cours d'une grande partie de la deuxième moitié de l'année 1989 et soutenue par le fait que les salaires de son personnel ont accusé

33) Par contre, les exportations vers le Sénégal et le Bénin, selon une source du NIRA, sont probablement rentables.

plusieurs mois de retard ³⁴. Si les exportations de la SONERAN accusent des pertes de fonds, la question que l'on peut se poser est de savoir pourquoi la SONERAN en a-t-elle récemment fait autant?

Comme au début des années 1980, la SONERAN se trouve actuellement dans une position telle qu'elle ne fait des affaires qu'avec une seule société au Nigéria. Il s'agit de la "Danu (Nigeria) Ltd" basée à Port Harcourt. Cependant, elle pris les premières dispositions visant à établir une Direction à Lagos (une demande a été adressée à la Commission Mixte Nigéro-Nigérienne). Cette démarche augmentera les possibilités de diversifier sa clientèle.

Tous les efforts de la SONERAN ne visent pas à maximiser les bénéfices. En tant que société parapublique, elle a l'obligation d'agir de manière à maximiser les bénéfices du Niger dans ses activités tant nationales qu'internationales.

Sur le plan national par exemple, la SONERAN a participé au programme de viande séchée que le Gouvernement du Niger avait lancé pendant la sécheresse de 1984-1985. Toutefois, elle ne s'est pas engagée dans ce genre d'affaires depuis lors, probablement pour des raisons de non rentabilité. La SONERAN a également connu une phase consistant à fournir de la viande en gros aux bouchers opérant dans des kiosques qu'elle avait créés à Niamey dans le cadre du plan initié par le Gouvernement pour encourager les bouchers à vendre la viande à des prix fixes. Le quiproquo concernant son service public, c'est ses marchés intérieurs de viande assurés au niveau des institutions publiques mentionnées ci-dessus.

34) Toutefois, ses déficiences peuvent également s'expliquer par des difficultés liées à l'écoulement des fonds en espèces à cause des fonds de roulement qui se trouvent bloqués dans les banques au Nigéria comme l'indique la section 9.1.

Une pression est exercée sur la SONERAN pour utiliser des véhicules nigériens pour le transport de la viande et du bétail tant sur le plan national qu'international (voir la section 10.1.2). Elle doit également maximiser les exportations de viande plutôt que de bétail, augmentant ainsi la valeur ajoutée au Niger dans le commerce du bétail. Toutefois, il s'agit là d'une politique qui doit être équilibrée face à la nécessité d'entreprendre des affaires et, en fait la demande de la clientèle détermine considérablement l'assortiment de la viande et du bétail fournis.

Bien que la SONERAN soit disposée à coller un prix pour toute combinaison de coupes, la majorité de sa clientèle qui a besoin de viande préfère l'acheter avec la carcasse. Auparavant, les clients achetaient les intestins (qu'il faut traiter séparément, étant donné qu'ils se décomposent beaucoup plus rapidement que la viande). Les parties de la carcasse non exportées sont vendues sur les marchés locaux ou font l'objet de don. Il existe un marché prêt sur le plan national pour la plupart de ces sous-produits qui se regroupent pour la vente comme suit: peau/cuir, intestins, coeur, foie, tête, pattes, queues, reins. Le sang est donné à ceux qui l'utilisent en tant qu'élément de l'alimentation de la volaille ou comme engrais. Les os et les cornes sont abandonnés.

10.1.2 Transport

La SONERAN ne dispose pas de ses propres véhicules et a, en théorie, la liberté de chercher des services de transport à des prix les plus faibles. En pratique, le Syndicat des Transporteurs Nigériens exerce une pression sur le Gouvernement du Niger pour obliger la SONERAN à utiliser ses véhicules qui coûtent considérablement plus cher que les véhicules nigériens.

Au Nigéria, un commerçant peut louer un véhicule de 30 tonnes entre Sokoto et Lagos à 3000 Naïra environ, soit 2,9 Naïra par kilomètre. Quand la SONERAN loue un véhicule analogue du Nigeria pour

transporter du bétail à Lagos ou Kano à partir d'Abala, le coût s'élève à 5,2 Naïra par kilomètre. Les raisons d'une telle situation se situent à trois niveaux. Premièrement, le coût du carburant au Niger est plus élevé (bien que plusieurs véhicules de poids lourds puissent transporter suffisamment de carburant pour les voyages à l'intérieur du Niger). Deuxièmement, les Nigériens se méfient quant aux affaires avec le Niger; ils considèrent les autorités nigériennes comme étant très zélées pour appliquer les lois avec lesquelles les Nigériens ne se sont familiarisés. Troisièmement, il peut être difficile de trouver une charge pour le voyage retour. Ces prix sont, cependant, largement inférieurs à ceux pratiqués par le Syndicat des Transporteurs Nigériens: 600 000 FCFA de Niamey à Lagos; 475 000 FCFA de Niamey à Kano. Convertis en naïra au taux officiel, cela s'élève à 10,8 naïra par kilomètre³⁵. De ce fait, le taux par kilomètre se double d'un véhicule nigérian à l'intérieur du Nigéria à un véhicule nigérian se dirigeant vers le Niger et se double une fois de plus quand il s'agit d'un transport international assuré par les Nigériens. En conséquence, il n'est pas du tout surprenant que la SONERAN considère l'acheminement du bétail à pied vers la frontière moins cher par rapport à l'utilisation des véhicules à l'intérieur du Niger.

La SONERAN se limite à la SNTN quant à la location des véhicules frigorifiques pour transporter sa viande. Le prix pratiqué actuellement s'élève à 100 000 FCFA par tonne à destination de Lagos, soit environ 2 000 000 FCFA par véhicule de 30 tonnes pour transporter une quantité de viande de 20 tonnes. Le coût de location des véhicules frigorifiques n'est pas connu.

35) Les conversions s'effectuent au taux officiel dans la mesure où la SONERAN entreprend toutes ses affaires par le circuit formel.

La SONERAN a exporté ses moutons de Tabaski vers Dakar par avion. L'Air Afrique pratique des prix de frêt aérien par palette dont chacune porte 25 ovins ou cinq bovins. Le coût s'élève à 575 000 FCFA. La quantité de viande que chaque palette peut porter n'est pas évidente.

10.1.3. Rentabilité de l'exportation de la viande au Niger par transport routier

Est-ce que la SONERAN aurait pu réaliser des bénéfices en effectuant ses ventes à Kano en juillet 1989? L'Appendice 3 présente la fiche d'opération de la SONERAN de la mi-1989 indiquant les bénéfices réalisés dans de différentes conditions de prix d'achat et de vente du bétail. L'achat du bétail sur pied à 260 FCFA par kilomètre entraîne un coût de 675 FCFA par kilomètre pour la viande de bœuf qui quitte Niamey par le transport routier. A un prix d'achat de 300 FCFA par kilomètre, le chiffre correspondant l'élève à 760 FCFA. Ces chiffres tiennent compte des coûts de traitement et des taxes douanières et ne proposent aucun bénéfice. Les coûts de vente nécessaires pour assurer les différents niveaux de bénéfice sont alors fournis.

En juillet 1989, le prix de vente pratiqué par le NMAP pour les carcasses bovines était 15,75 naïra/kg. Cela faisait partie de la structure des prix qui, selon les estimations, permettait à la société de réaliser des bénéfices. Et il s'agit là du prix avec lequel les carcasses bovines de Niamey doivent concurrencer. La conversion de ce prix en FCFA au taux officiel (45 FCFA/naïra) donne un prix de 709 FCFA/kg pour la carcasse bovine à Kano. De ce montant, il faut déduire le coût de transport d'approximativement 100 FCFA/kg, laissant un prix de 609 FCFA/kg pour une carcasse bovine de Niamey, qui est 11% inférieur au prix de rentabilité et ce, même au prix d'achat le plus optimiste et le plus faible.

Ce résultat décourageant n'est nécessairement pas vérifié avec toutes les destinations au Nigéria. Malheureusement, aucune autre donnée n'existe pour permettre les calculs concernant d'autres villes.

10.1.4. Abattoirs

Actuellement Les exportations de viande s'effectuent exclusivement à partir de l'abattoir de Niamey qui est loin d'atteindre sa capacité d'utilisation. Des problèmes liés à la capacité de stockage frigorifique seraient rencontrés si les exportations devaient excéder 20 tonnes de viande (la charge de 1 véhicule) par jour. Cela représente 7 300 tonnes sur la plan annuel par rapport aux 1000 tonnes déclarées pour les dix (10) mois de l'exercice 1988-1989.

Des abattoirs modernes ont été récemment construits à Tahoua, Maradi et Zinder et chacune de ces villes est entourée d'une fourniture abondante du bétail prévue pour le Nigéria. Tous ces abattoirs sont équipés des chambres froides modestes qui s'avèrent trop insuffisantes pour faire face à la charge standard d'un véhicule frigorifique de 30 tonnes. Aucun de ces abattoirs n'est exploité à pleine capacité et aucune des chambres froides n'a jamais été utilisée. Si des marchés rentables peuvent être identifiés, ces abattoirs régionaux seraient en mesure d'exporter de la viande à leur pleine capacité. A ce jour, les efforts déployés par la SONERAN pour développer des marchés de viande au Nigéria à partir de Maradi ont échoué à cause du caractère non compétitif des prix nigériens de viande, mais le changement vers la réalisation des bénéfices peut avoir lieu l'année prochaine.

Pour couvrir les coûts entre Maradi et Katsina, une distance d'environ 100 kilomètres, il est réaliste de supposer que les carcasses de l'abattage effectué tôt le matin à Maradi pourraient être transportées à Katsina non réfrigérées pour les vendre une ou deux heures plus tard. Des sources de l'abattoir suggèrent qu'il n'y a aucun règlement international sur la santé publique interdisant le commerce trans-frontalier de viande non réfrigérée. Toutefois, ces sources affirment que, compte tenu du caractère imprévisible du retard à accuser à la frontière, il ne serait pas prudent sur le plan commercial de s'engager dans une telle entreprise: le risque de perte provenant des putréfaction serait très énorme. Il semblerait que ce risque pourrait

être réduit si les gouvernements régionaux (ou nationaux) des deux côtés arrivaient à prendre des mesures de contrôle strictes et rapides à la frontière.

10.1.5. Privatisation

Une pression a été exercée sur le Gouvernement du Niger par les donateurs pour privatiser la SONERAN. Le Gouvernement semble ne pas être motivé pour prendre une telle initiative: la question est à l'étude au Ministère de la Tutelle. Une expérience acquise tout récemment avec la privatisation de deux autres sociétés parapubliques du secteur élevage peut expliquer la réticence du Gouvernement. La Société Nigérienne de Collecte des Cuir et Peaux (SNCP) et la Société Nigérienne de Tannerie (SONTAN) ont connu une baisse depuis une privatisation qui, selon certaines sources, a été trop précipitée, sans planification adéquate, une opération à laquelle ont participé des actionnaires qui ne se sentaient pas largement engagés vers le projet. Si la SONERAN est éventuellement privatisée, il serait souhaitable qu'elle ne connaisse pas le même sort.

Il a été la question de privatisation partielle selon laquelle des actionnaires privés n'achèteraient qu'une partie du capital. Le Canada a manifesté son intérêt dans cette initiative ainsi que certains Nigériens mais ce n'est pas le cas des bouchers ou des commerçants du bétail.

10.2 Secteur Privé

Comme au Nigéria, les bouchers/commerçants traditionnels dominent le commerce nigérien du bétail et de la viande en dehors du secteur public. Sur le marché d'exportation, les opérateurs s'intéressent uniquement au bétail à l'exclusion de la viande.

Personne ne s'attend à ce que l'intéressement des bouchers s'étende facilement à l'exportation de la viande réfrigérée sans grands efforts de persuasion.

L'écart entre le savoir faire et les contacts dans les commerces du bétail et de la viande réfrigérée est très énorme malgré les liens étroits entre les deux produits concernés, l'affinité des bouchers pour la tradition étant très forte. Si le Niger veut encourager davantage d'acteurs dans le commerce d'exportation de viande, il semblerait facile qu'il essaie de susciter l'intérêt des opérateurs économiques du secteur privé moderne au lieu d'essayer de transférer des acteurs traditionnels à un nouveau commerce.

11. CONCLUSIONS

1.1.1. La nécessité d'encourager les exportations du bétail à destination du Nigeria

Un certain nombre des responsables nigériens ont l'habitude de déclarer que le Niger produit assez de viande pour la consommation nationale à des prix raisonnables. Leur souci de bien nourrir la population est bien louable. Toutefois, il n'est pas pratique d'imaginer que la consommation par personne de viande de la prochaine génération nigérienne se situera au même niveau que celle des temps actuels.

La population nigérienne est toujours en croissance et atteindra 10 millions d'habitants avant l'an 2000. (Banque Mondiale 1989: 214). L'approvisionnement du Niger en bétail à long terme n'augmente pas et, à moins que les systèmes de production ne soient fondamentalement changés, elle n'augmentera pas. Le renforcement de la production ne peut pas être possible sans dégrader irréparablement les parcours et semble peu réalisable sans procéder à la réforme fondamentale du régime foncier. La combinaison d'une demande croissante de viande et de la production constante du bétail évoque une faible consommation par tête.

Par ailleurs, la demande nigérienne ne s'amoindrira pas. Des prix plus élevés proposés par les consommateurs nigériens continueront à attirer la grande partie du bétail nigérien et de ses petits ruminants et chameaux à travers la frontière. Pratiquement, il y a très peu de mesures que les deux gouvernements peuvent prendre pour empêcher cette situation. Toute mesure effective visant à contrôler la frontière coûterait beaucoup plus cher que les bénéfices putatifs qu'elle entraînerait.

Bien plus important encore, il n'est pas très avantageux pour le Niger d'intervenir dans cet écoulement. Il est vrai que, si les exportations devaient être réduites, les prix pratiqués sur les marchés nigériens seraient faibles, entraînant ainsi une plus grande consommation de la viande par les consommateurs nigériens. Toutefois, le prix à payer pour cette mesure

serait l'institution de faibles prix à la production pour les éleveurs nigériens. Cela signifierait que l'éleveur traditionnel devrait vendre plusieurs animaux pour faire face à ses besoins et l'investisseur commercial (dont les investissements dans la production plus intensive du bétail permettraient au Niger d'augmenter l'ensemble de la production du bétail) risque d'abandonner le secteur d'élevage pour chercher ailleurs des investissements plus lucratifs.

L'élevage au Niger peut être considéré comme une culture de rente mobile qui produit des biens de consommation de luxe. Malheureusement, le Niger est un pays pauvre et s'il consomme lui-même la grande partie de ce produit, il ne peut pas gagner les devises dont il a besoin et les calories bon marché utilisées par la plupart de sa population pour subsister. En conséquence, le gouvernement ne devrait pas poursuivre des politiques qui réduisent son prix, mais plutôt permettre au marché d'allouer cet important produit aux individus qui sont disposés à payer le prix le plus élevé afin de maximiser les revenus des producteurs nigériens.

Le Niger devrait encourager les exportations de bétail, viser des augmentations soutenables de sa propre production de bétail et essayer de réduire le taux de croissance de sa population.

11.2 Demande de la viande au Nigéria

Le Niger est un fournisseur important mais marginal de bétail et de viande au marché nigérian. Quand la demande nigériane du bétail avait baissé suite à l'introduction du Programme d'Ajustement Structurel, c'était la consommation de la fourniture provenant du Niger qui a baissé. Réciproquement, au fur et à mesure que l'économie nigériane continue à croître, la demande pour le bétail du Niger augmentera proportionnellement.

Si le PIB continue à croître au taux de 3,5% par an (comme ce fut entre 1984 et 1988) et en acceptant le chiffre de 1,3 comme étant une bonne estimation de l'élasticité de revenu de la demande (section 2.3) alors, on devrait, en toute logique, s'attendre à une

croissance annuelle de 4,5% de la demande de viande. Cela implique un temps double d'approximativement 15 ans. Etant donné que le naira semble atteindre un niveau d'équilibre, toute demande accrue devrait être transmise au monde extérieur.

Toutefois, la demande nigériane de viande dépend d'éléments autres que le simple revenu comme l'indique le chapitre 2 et la section 4.2. Elle dépend également de la politique macro-économique et commerciale du gouvernement, des prix relatifs des substituts, des goûts grandissants de la protéine animale et des évolutions de la chaîne froide.

Le Gouvernement du Nigéria fournit déjà un appui considérable à l'industrie nigérienne de l'élevage en limitant les importations de viande provenant des marchés du monde extérieur qui coûtent beaucoup moins chères que la viande nigérienne. Plusieurs autres pays côtiers ne suivent pas cette politique. Toute croissance dans les volumes de la viande réfrigérée et transportée vers le Nigéria sera nuisible aux bénéfices réalisés par les exportateurs du Niger. Malheureusement, ces bénéfices ne sont qu'un effet secondaire de la politique menée par le Gouvernement de Nigéria pour porter assistance à ses propres producteurs. En cas de changement de cette politique, le Niger serait probablement impuissant pour l'empêcher.

Les futures tendances des prix du poisson, auxquels sont étroitement liés les prix de la viande, ne sont pas couvertes par la présente étude. Celles-ci dépendent de l'avenir des éléments ci-après: les équipements de pêche, la pisciculture et la pêche traditionnelle; les niveaux des importations du poisson; et la pénétration des chaînes froides capables de fournir le choix du poisson congelé aux consommateurs. Les prix des poulets et des oeufs dépendent largement des prix des engrais qui sont ne pas non plus connus.

Le marché nigérian s'agrandira au fur et à mesure que la période de l'ajustement structurel tire à sa fin et sera en mesure d'importer

l'ensemble du bétail et de la viande que le Niger peut lui exporter. La seule question qui se pose est de savoir à quel prix cela se réalisera.

11.3 Exportations de bétail ou de viande?

Le problème du Niger n'est pas celui d'identifier un marché pour son bétail et sa viande mais plutôt celui d'identifier une formule devant permettre de maximiser les bénéfices à long terme découlant de leur exportation. De meilleures informations concernant les marchés permettraient aux commerçants nigériens d'orienter leurs animaux vers sinon les bénéfices les plus élevés ou du moins les bénéfices moyens qu'ils réaliseraient sans ces informations. Il est évident que les prix les plus élevés ne se trouvent toujours pas dans les marchés méridionaux. Sans espérer être en mesure d'enregistrer les fluctuations quotidiennes des prix, il devrait être possible de déterminer la structure approximative du prix spatial pour des semaines et des mois et de diffuser ces informations rapidement à l'intention des commerçants nigériens. Il s'agit là d'une option relativement moins onéreuse qui peut constituer un service que le Gouvernement du Nigéria pourra par la suite rendre, surtout si les marchés des biens commencent à fonctionner.

La commercialisation de la viande a le potentiel de fournir beaucoup plus de bénéfices et d'emplois au Niger que la commercialisation du bétail. Au fur et à mesure que l'économie nigérienne s'améliore, il y aura les possibilités d'utiliser les abattoirs et le système de stockage frigorifique modernes de manière bénéfique. La possibilité d'exploiter l'écoulement des véhicules réfrigérés se dirigeant vers le sud à partir du nord du Nigéria pourrait rendre la viande du Niger plus compétitive au niveau des marchés méridionaux dans un marché qui risque de devenir plus compétitif. Tant qu'aucun nouvel investissement important ne s'avère nécessaire au niveau de l'infrastructure, il est difficile d'estimer dans quelle mesure le Niger ne pourrait pas établir une niche rentable dans le nouveau marché de viande du Nigéria.

Toutefois, il y aura des fluctuations au niveau de la demande qui entraîneront sans doute des périodes pendant lesquelles les abattoirs etc... seront utilisés au-dessous de leur pleine capacité. Cela n'est pas important au cas où ces installations existent déjà, ce qui sera certainement le cas. Cependant, si la mise en place de nouveaux investissements est considérée comme étant nécessaire pour avoir une plus grande partie du marché, le risque d'accuser des pertes liées à l'utilisation de ceux-ci au-dessous de leur capacité peut les rendre non intéressants sur le plan économique et financier. A cet égard les exportations de viande devraient être considérées, d'une part, en tant qu'option de "développement, ajoutant une valeur ajoutée aux matières premières à l'intérieur du pays et fournissant des emplois et de l'expertise et d'autre part, en tant que proposition considérablement plus risquée que la commercialisation de bétail (pour laquelle aucun investissement de capital ne s'avère nécessaire).

11.4 SONERAN

Le Gouvernement du Niger devrait avoir des préoccupations concernant la stratégie de commercialisation de la SONERAN avec le Nigéria. Les exportations du bétail en destination du Nigéria semblent constituer la principale source de ses difficultés. Il convient de trouver des solutions à deux aspects spécifiques du problème. Le premier concerne les fonds que la société perd au niveau des exportations. Le deuxième aspect est la contrainte de devises qui bloque ses fonds de roulement et cette situation se poursuivrait même si la SONERAN arrive à réaliser des bénéfices sur ses opérations au Nigéria. A long terme, le marché nigérian devrait réaliser des bénéfices. A court terme, le climat de l'échange n'est pas favorable.

12. RECOMMANDATIONS

12.1 Commercialisation de la viande

On ne devrait pas permettre à la SONERAN de continuer à fonctionner dans son état actuel. Il faudrait procéder à des changements pour éliminer les sections de ses affaires entraînant des pertes peut être par la suspension de ses opérations au Nigéria jusqu'à ce que la possibilité de réaliser des bénéfices s'avère plus sûre.

Dans l'immédiat, le bureau que la SONERAN se propose d'ouvrir à Lagos propose doit être mis sur pied et doté d'un attaché commercial qualifié ayant une bonne connaissance de l'anglais.

Le Niger et la SONERAN réaliseraient des bénéfices si les investisseurs privés pouvaient investir dans la SONERAN ou lui faire la concurrence. Des efforts devraient être déployés pour élaborer la participation du secteur privé à l'exportation de la viande vers le Nigéria.

Les exportations de viande des abattoirs de Tahoua, Maradi et Zinder ont un grand potentiel et devraient être activement développées dès que le climat commercial s'améliore. La possibilité d'élargir leur système de stockage frigorifique devrait être envisagée afin d'éviter les contraintes à une commercialisation efficace de la viande.

Il semblerait que la viande non réfrigérée provenant de Maradi et Birni N'Konni serait plus compétitive sur les marchés de Katsina et Sokoto (respectivement) que la viande transportée en véhicules frigorifiques. Le risque des retards intervenant au niveau de la frontière qui pourraient compromettre la qualité de la viande devrait être examiné par les Préfets de Maradi et Tahoua lors de leurs rencontres avec les Gouverneurs des Etats de Katsina et Sokoto. Le pouvoir de réduire considérablement ce risque appartient à ces hauts responsables.

12.2 Collecte et utilisation des informations sur les prix du bétail nigérien

Le Gouvernement du Niger devrait désigner des agents dans les principales villes du Nigéria pour recueillir des informations sur les prix du bétail et de la viande, les prix des substituts et les changements intervenant dans les règlements officiels. La SONERAN a déjà un agent à Kano mais l'intéressé ne collecte pas d'informations concernant le marché du bétail. La ville de Kano est moins importante dans la mesure où les Nigériens se sentent chez eux dans cette localité et probablement disposent d'informations adéquates. Les marchés au sud du Nigéria sont plus étrangers aux commerçants nigériens et les liens de communication sont plus ténus. C'est à ce niveau alors que la présence permanente d'un agent serait très utile. La ville de Lagos est particulièrement importante. Le représentant à Lagos pourrait être affecté dans le nouveau bureau de la SONERAN créé pour la circonstance. La désignation des agents dans les autres villes méridionales peut également être justifiée. Ces attachés commerciaux devraient, au besoin, être formés par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat et/ou le Ministère des Ressources Animales. Une telle formation devrait bénéficier, autant que possible, de l'appui de l'USAID.

Le Niger peut mieux servir ses commerçants de bétail en diffusant ces informations par radio en tant que partie intégrante des émissions nationales sur les prix du bétail actuellement en cours de préparation par le Ministère des Ressources Animales dans le cadre du Projet Système d'Informations sur la Commercialisation du Bétail. Cela permettrait aux commerçants nigériens d'être aussi informés que leurs homologues nigériens, et peut être mieux informés. Un tel service ne remplacerait pas le flux des informations existant mais lui serait plutôt complémentaire.

12.3 Utilisation des sous-produits nigériens pour l'embouche bovine au Niger

Tout récemment encore, les sous-produits agricoles et industriels du Nigéria ont été disponibles à des prix faibles. Si cette situation continue, les prix et lieux d'achat devraient être communiqués aux opérateurs nigériens chargés de l'embouche bovine.

D'une manière plus générale, les prix de tous les intrants en matière d'élevage disponibles au Nigéria devraient être diffusés au Niger pour porter appui au développement d'un élevage plus intensif. Si les intrants du Nigéria moins chers se trouvent au Niger, des animaux bien engraisés devraient être exportés vers le Nigéria de manière plus rentable.

12.4 Révision des frais de transport nigériens

Il se peut que les frais de transport nigériens aient été réduits à un niveau relativement bas. La présente étude n'a pas mené une enquête sur cette question. Toutefois, toute disposition prise pour réduire les frais de transport nigériens faciliterait les exportations nigériennes du bétail et de la viande à deux niveaux.

Premièrement, la mesure rendrait la viande du Niger plus compétitive. La viande doit être transportée en véhicules et tant que les exportations nigériennes de viande continuent d'être transportées par des moyens de transport coûteux, leurs niveaux des exportations resteront relativement bas.

Deuxièmement, les exportations de bétail par véhicules à partir du Niger directement vers les marchés nigériens dont les prix sont élevés permettraient d'encourager un plus grand pourcentage des exportateurs de suivre les voies officielles (générant de meilleures statistiques), de réduire la perte de poids des animaux, de répondre plus rapidement aux informations sur les prix pratiqués au Nigéria et favoriseraient une plus grande utilisation des véhicules nigériens de manière plus rentable pour les longs voyages avec la possibilité d'utiliser le carburant du Nigéria.

12.5. Viande séchée pour la sécheresse

Le côté négatif de futures exportations de bétail est qu'une partie de l'augmentation escomptée dans les exportations de bétail à destination du Niger/a s'effectuera inévitablement à des prix faibles compte tenu des conditions de sécheresse au Niger. Il serait irresponsable de ne pas faire face à cette triste réalité. Dans ce cas, il ne s'agit pas nécessairement de maximiser des bénéfices mais plutôt de réduire les pertes.

"Une saison sèche extrêmement sévère peut augmenter considérablement l'effectif des bovins qui ne sont pas en bonne condition pour exportation mais peuvent être sauvés en adoptant la procédure de viande séchée." (Ferguson 1967: 37)

Le Gouvernement du Niger devrait envisager l'organisation des opérations de viande séchée en périodes de sécheresse. Celles-ci devraient être conçues en tant que partie de la stratégie de la sécheresse à mettre en place en prévision de la sécheresse plutôt qu'après le début de la sécheresse. Ce processus devrait comprendre des contacts avec les bouchers de chaque département avec qui des accords seront conclus stipulant qu'ils procéderont, en cas d'une pluviométrie déficitaire, à l'abattage des bovins de qualité inférieure achetés par le Gouvernement à un taux fixe (à réviser annuellement).

S'il devient évident qu'une pluviométrie déficitaire ne produira pas suffisamment de végétation et notamment des parcours pour le cheptel national, un prix initialement élevé mais décroissant pratiqué pour des animaux de qualité inférieure encouragerait les éleveurs à destocker rapidement afin d'éviter la vente de leurs animaux en bonne condition. Cette mesure aurait comme avantage direct de sauver les parcours rares pour les animaux qui ont une meilleure chance de survivre jusqu'au prochain hivernage.

Le prix existant pour les animaux de qualité inférieure et le prix plus faible pour la semaine à suivre seront diffusés à la radio chaque semaine en même temps que d'autres informations sur les prix du marché. Le prix initial varierait à travers le pays en fonction des estimations du Ministère des Ressources Animales concernant les pénuries régionales des parcours basées sur les rapports locaux et les données par satellite.

Il ne devrait y avoir aucune interdiction aux commerçants d'acheter des animaux en mauvais état auprès des éleveurs et de les conduire aux centres de viande séchée: toute personne, éleveur ou non, qui amènerait des animaux de qualité inférieure serait payée au taux en cours. Ainsi, les éleveurs tireraient profit des parcours plus importants pour les animaux qui restent même si ceux-ci ne sont pas achetés à plein tarif.

L'autre côté de l'opération serait d'amener la SONERAN et/ou les commerçants privés à vendre la viande séchée par le biais des accords provisoires préalablement établis avec les clients au Nigéria du Sud (et peut être, afin de ne pas décharger l'ensemble des viandes séchées dans un pays où les prix de viande fléchiraient déjà à cause d'une pluviométrie déficitaire, dans d'autres pays tels que le Libéria qui consomme la viande séchée). L'objectif de cette action serait d'éviter le transfert de la valeur ajoutée aux commerçants qui se trouvent au Nigéria du Nord.

En tant que produit d'une grande valeur, il serait possible d'exporter de manière rentable la viande séchée à un grand nombre de destinations. Les frais aériens devraient être négociés sur une base annuelle avant le début de la sécheresse et ce, pour permettre à la viande de parvenir rapidement à sa destination. De même, des arrangements avec d'éventuels acheteurs devraient comprendre des arrangements concernant des lettres de crédit irrévocables auprès de leurs banques pour accélérer les paiements y afférents.

De même, la SNCP, la SONITAN et/ou les commerçants privés seraient disposés à commercialiser ou traiter les cuirs et peaux provenant des

animaux de qualité inférieure. Les cuirs et peaux représentent une proportion de la valeur des animaux médiocres relativement élevée. Une stratégie efficace de commercialisation et de traitement pour ces animaux constituerait une grande différence au niveau des revenus découlant de l'opération.

En cas de sécheresse, l'ensemble de l'activité pourrait être soumise à un donateur en tant que projet à entreprendre. Le financement d'un tel projet ne devrait pas faire l'objet d'une subvention. Un prêt permettrait d'effectuer les achats préliminaires et les traitements et transports de la viande aux marchés des consommateurs. Les recettes provenant des ventes permettraient un remboursement relativement rapide. Ce programme vise notamment à fournir de fortes incitations pour le destockage sans encaisser une perte financière. Les avantages réels pour le Niger seraient de sauver des vaches de reproduction pour la reconstitution du cheptel après la sécheresse (cette reproduction, dans le passé a impliqué des projets coûteux, se fait toujours lentement et entraîne une production plus faible des produits pastoraux pour les marchés nationaux et extérieurs.

12.6. Future étude

La présente étude n'a pas recueilli des informations sur les industries nigérianes de viande et de corned beef. En conséquence, aucune recommandation ne peut être formulée concernant la compétitivité potentielle de la production nigérienne de viande séchée par rapport à ces industries pendant les années qui ne connaissent pas de sécheresse. L'étude a également négligé la collecte des données chronologiques concernant les prix du poisson. Ces informations sont pertinentes pour avoir une pleine connaissance des marchés nigériens de viande et de bétail et devraient être collectées au cours de futurs travaux à effectuer dans ce domaine.

Bibliographie

- Abdu, P. et al. 1982, Sokoto State in maps: an atlas of physical and human resources, University Press, Ibadan
- Adeqeye, A., 1972, "A statistical analysis of demand for beef in the Western State of Nigeria, 1961-72", Bulletin of rural economics and sociology, 7:1, 3-13
- Adekanye, T., 1985, "Food market development: some considerations from Nigeria", Journal of African Studies, 12:1, 14-18
- Adesipe, Y. 1982, "Economic and institutional constraints to increased beef production and marketing in Nigeria", in Ahmadu Bello University 1982, 629
- Adesipe, Y. 1984, A preliminary analysis of cattle marketing in Zaria, mimeograph
- Adesipe, Y. 1987, "Nigerian indigenous cattle marketing system: analysis of a Zaria case study", Tropical Agriculture (Trinidad), 64:3, 201-205
- Adeyemo, J. 1984, An econometric analysis of Nigeria's meat imports (1960-1981), Masters thesis, University of Ibadan
- Ahmadu Bello University 1982, Beef production in Nigeria: proceedings of the National Conference on Beef Production, Kaduna, Nigeria, July 27-30, 1982, The National Animal Production Research Institute, Zaria
- Akerele, B. 1989, "Fish supply on downward trend", Business times, (Lagos), 31st July, 24
- Aloba, E. 1988, "On hygiene and meat inspectors (I)", New Nigerian, 27th April
- Ariza-Nino, E. 1978, Livestock and meat marketing in the eastern corridor of West Africa: a project proposal, prepared for Regional Development Services Office, USAID, Ann Arbor
- Ariza-Nino, E. 1979, Determinants of urban beef consumption in Ivory Coast: a project outline, University of Michigan, Center for Research on Economic Development
- Awogbade, M. 1983, Fulani pastoralism: Jos case study, Ahmadu Bello University, Centre for Social and Economic Research

- Awojobode, M. 1985. "The small ruminant factor in livestock production in Nigeria", Proceedings of the National Conference on Small Ruminant Production, held in Zaria, Nigeria, 6th to 10th October 1985, The National Animal Production Research Institute, Shika-Zaria, 253-262
- Ayler, A. 1977. "Modes of trade cattle movement in Nigeria", Proceedings of the veterinary and livestock conference 1977, Ahmadu Bello University, Agricultural Extension and Research Liaison Services, Zaria
- Bishop, D. 1972. Livestock and meat marketing patterns in the Entente and adjoining countries, report funded by USAID contract AID/afr-742 and the Mutual Aid and Loan Guaranty Fund, Council of the Entente, Abidjan
- Bureau d'Etudes Philippe Queyrane 1980, République du Niger: étude des possibilités d'exportation de viande sur le Niger à pour Monsieur le Ministre des Affaires Economiques du Commerce et de l'Industrie et la Commission des Communautés Européennes, Divonne-les-Bains
- Center for Research on Economic Development, 1979, Livestock and meat marketing in West Africa: draft synthesis report, prepared under USAID contract no. REDSO/WA 77-105, University of Michigan, Ann Arbor
- Central Bank of Nigeria 1988a, Economic and financial review, 26:2, Lagos
- Central Bank of Nigeria 1988b, Monthly report, various months, Research Department, Lagos
- Central Bank of Nigeria 1989, Annual report and statement of accounts for the year ended 31st December 1988, Lagos
- Club du Sahel 1980, Elements for a livestock development strategy in Sahel countries, produced by Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux, SAHEL D(80)73
- Club of the Friends of the Sahel 1977, Synthesis report for the key theme: marketing, Livestock team
- Cohen, A. 1965, "The social organisation of credit in a West African cattle market", Africa, January 1965
- Daily Times 1987, Nigeria yearbook 1987: a record of events and developments in 1986, Times Press, Apapa
- David West, I. 1982, "Government activities in beef industry", in Ahmadu Bello University 1982, 44-57

APPENDICE 1
CONTRIBUTIONS

CONTRIBUTIONS AU NIGERIA

International

Consulate of the Niger Republic in Kano
Mr. Illa Maikasuwa, Consul

International Livestock Centre for Africa, Kaduna
Dr. Charles desBordes, Animal Scientist

Federal

Central Bank of Nigeria
Mr. I.O. Popoola, Senior Economist, Kano Zonal Office

Federal Ministry of Agriculture and Natural Resources, Abuja
Dr. Salisu Ahmed Ingawa, Special Advisor to the Minister
Dr. J.N. Bincan, Director of Livestock and Pest Control
Mr. A.C. Obi, Assistant Chief of Livestock Development
Mr. Emmanuel I. Nsonwu, Livestock Economist

Federal Ministry of Agriculture and Natural Resources, Livestock
and Pest Control Department, Kaduna
Alhaji Habibu Sulaiman, Assistant Director
Dr. M.A. Farouki, Senior Technical Controller
Dr. E.O. Adigun, Nigerian Livestock Information Service Head

Federal Ministry of the Interior, Department of Customs and
Excise, Sokoto City
Mr. B. Akpavita

Federal Office of Statistics, Sokoto City
Mr. B.M. Samainja

State

Kaduna State Ministry of Agriculture
Dr. Stephen N. Sani, Chief Veterinary Officer
Mr. Danladi A. Nache

Kano State Ministry of Animal Health and Forestry
Dr. Usman A. Maidugu, Director of Veterinary Department
Dr. Nassiru, Deputy Director of Veterinary Department
Mr. Subairu, Deputy Head of Gwalle Veterinary Department

Sokoto State Ministry of Agriculture
Alhaji Bello Aliyu, Director of Livestock Services
Mr. J. Ahmed
Alhaji Dauda, Veterinary Inoculator, Acida Market

Sokoto State Ministry of Commerce, Industry and Co-operatives
Alhaji Richard Bako, Chief Commercial Officer

Private sector

Fish merchant/businessman, Sokoto City
Alhaji Malami, Chairman, Malami Sabo and Sons, Ltd.

Livestock traders and sales intermediaries in Sokoto State
Alhaji Nomao (Ilelela)
Mr. Salisu Dambaki (Ilelela)
Mr. Audu Falke (Ilelela)
Alhaji Zubeiru (Acida)
Mr. Muhammadu Bello (Acida)
Mr. Hamza Mairago (Acida)
Mr. Ibrahim Mohammed (Acida)
Mr. Ladan Dange (Acida)

Nigerian Meat & Associated Products Ltd. Kano (new abattoir)
Mr. Bala G. Abubakar, General Manager
Mr. Mohammed Shaibu Saleh, Principal Livestock
Superintendent
Mr. Abubakar Youssouf, Procurement Officer
Mr. Mustapha M. Aliyu, Accountant
Mr. Kabir A. Aziz, Deputy Processing Manager

Meat shop proprietor in Kaduna City
Mr. Hyacinth Oji, Director, Arewa Green Pasture Ltd.

Academic

National Animal Production Research Institute, Ahmadu Bello
University, Zaria
Dr. Olayiwole, Deputy Director
Dr. Peter Okaiyeto, Agricultural Economist
Mr. Yemi Adesipe, Agricultural Economist
Mallam Hassan Usman Ahmed, Rural Sociologist
Dr. S.O. Ogundipe, Poultry Production Specialist

CONTRIBUTIONS AU NIGER

Banque Centrale pour les Etats de l'Afrique de l'Ouest
M. Bachir Amadou
M. Simba

Nigeria-Niger Joint Commission for Cooperation
Mr. Boureima Gado, Director of Economic Affairs

- Egg, J. 1987, "L'incidence du Nigeria sur les strategies de developpement du Niger", in SEDES, Etude du secteur agricole du Niger: bilan diagnostique phase 1, code SEDES: 27/002, Paris, pp 217-252
- Skundayo, C. 1988, "The new policy on agriculture", Business Times, 25th April, 14
- Fauqueur, A. 1989, Dossier Nigeria: bilan et perspectives de l'economie Nigériane de point de vue des relations Niger/Nigeria, mimeograph
- Federal Livestock Department 1987, Annual report 1983, Ministry of Agriculture and Natural Resources, Nigerian Livestock Information Service, Lagos
- Federal Livestock Department 1988, Annual report 1984, Ministry of Agriculture and Natural Resources, Nigerian Livestock Information Service, Lagos
- Federal Livestock and Pest Control Service 1989, Annual report (draft tables only): 1985, 1986, 1987, 1988, Ministry of Agriculture and Natural resources, Market Information Unit, Ibadan
- Federal Ministry of Agriculture, Water Resources and Rural Development 1988, Agricultural policy for Nigeria, Lagos
- Federal Ministry of Agriculture and the Green Revolution National Committee 1981, The green revolution: a livestock production plan for Nigeria -- final report, Lagos
- Federal Office of Statistics 1960, Annual abstract of statistics 1960, Lagos
- Federal Office of Statistics 1962, Digest of Statistics, volume 11, Lagos
- Federal Office of Statistics 1966, Urban consumer surveys: Enugu, Lagos
- Federal Office of Statistics 1967a, Digest of Statistics, 16:2, Lagos
- Federal Office of Statistics 1967b, Economic indicators, 1:1, Lagos
- Federal Office of Statistics 1968 Digest of Statistics, 17:2 and 17:3, Lagos
- Federal Office of Statistics 1970, Digest of Statistics, 19:4, Lagos

- Federal Office of Statistics 1971, Digest of Statistics, 1971, Lagos
- Federal Office of Statistics 1973, Rural economic survey of Nigeria: consolidated report of the land tenure enquiries, 1968-69, 1969-70 and 1970-71, report no. RES/73/1973, Agricultural Statistics Unit, Lagos
- Federal Office of Statistics 1974, Annual abstract of statistics 1974, Lagos
- Federal Office of Statistics 1975a, Annual abstract of statistics 1974, Lagos
- Federal Office of Statistics 1975b, Review of external trade, Lagos
- Federal Office of Statistics 1979a, Retail prices in selected centres and consumer price indices, March 1979, Lagos
- Federal Office of Statistics 1979b, Review of external trade, Lagos
- Federal Office of Statistics 1979c, Social statistics in Nigeria, 1979, Lagos
- Federal Office of Statistics 1981a, Annual abstract of statistics, 1981 edition, Lagos
- Federal Office of Statistics 1981b, Digest of Statistics, volume 38, Lagos
- Federal Office of Statistics 1982, National integrated survey of households: urban consumer survey Jan. - Dec. 1979, survey report no. GHS/SR/81/1 Household Surveys Unit, Lagos
- Federal Office of Statistics 1985a, Digest of Statistics, Lagos
- Federal Office of Statistics 1985b, Review of external trade, 1984 and 1985, Lagos
- Federal Office of Statistics 1985c, Social statistics in Nigeria, 1985, Lagos
- Federal Office of Statistics 1985d, The Nigerian household 1985/1984, National Integrated Survey of Households, Lagos
- Federal Office of Statistics, 1986a, Annual abstract of statistics, 1986 edition, Lagos

- Federal Office of Statistics 1986b, Economic and social statistics bulletin, 1986 edition, Lagos
- Federal Office of Statistics 1986c, Review of external trade, Lagos
- Ferguson, D. 1967, The Nigerian beef industry, Cornell University, New York State College, Cornell International Agricultural Development Bulletin 9, Ithaca
- Ferguson, W. 1966, "Nigerian livestock problems" in Ord et al. 1966, 81-89
- FAO 1961, Livestock and meat marketing in Africa, report by Mittendorf, H. Wilson, S., and the Centre at Fort Lamy, Rome
- FAO 1987, The fifth world food survey, Rome
- FAO 1988a, Animal health yearbook 1987, no.27, Rome
- FAO 1988b, Production yearbook 1987, vol.41, FAO Statistic Series No.82, Rome
- FAO 1988c, Raport et perspectives sur les produits 1987-88, Collection FAO: développement économique et social, no.45, Rome
- FAO 1988d, Trade yearbook, vol.41, FAO Statistics Series No.84, Rome
- Francis, P. 1988, Small ruminant marketing in southwest Nigeria, mimeograph, International Livestock Centre for Africa, Humid Zone Programme, Ibadan
- Ingawa, S. et al. 1986, Animal product price increases and predictions to the year 2000, draft mimeograph, paper presented at the Annual Conference of the Nigerian Society for Animal Production, Ahmadu Bello University, Zaria, 23rd-27th March 1986
- Hill, P. et al. 1986, "Landlords and brokers", in Ord et al. 1966, 1-24
- Izuka, O. 1988, Present status of the livestock industry in Sokoto State, mimeograph, Sokoto
- Jacquemot, P. 1989, "Portée et limites des dévaluations en Afrique", Afrique contemporaine, 149:1, 5-24
- Jones, G. 1946, "The beef-cattle trade in Nigeria", Africa, XVI

MS

- Kano, S. c1970. "The effect of drought on the national meat supply", Proceedings of the First Annual Conference of the Nigerian Society for Animal Production: symposium on drought (with abstracts of papers presented at the conference)
- Larrat, R., 1955. Problèmes de la viande in A.O.F.: les principaux marchés: Dahomey-Togo-Côte d'Ivoire-Gold Coast-Nigeria, Editions Diloutremer, Paris
- Livestock and Meat Authority various years. Economic Information Service, Quarterly market survey, Kaduna
- Livestock and Meat Authority, c1968. Edict No.9 of 1966 as amended with standing orders made thereunder
- Livestock and Meat Authority, 1971. A national market cattle classification and grading system, prepared by Tinu, M., Kaduna
- Livestock and Meat Authority, c1971. Explanatory guide for the completion and disposition of imported trade cattle classification forms, prepared by Tinu, M., Kaduna
- Livestock and Meat Authority undated, Livestock and Meat Authority Marketing and Industrial Division Report, prepared by Baba, U., Kaduna
- Livestock and Meat Authority undated, Livestock Development Division report, prepared by Jibrilu, L., Kaduna(?)
- Livestock and Meat Authority, undated, National market cattle classification and grading systems: explanatory guide for the completion and disposition of forms: special data on cattle passing through selected markets, prepared by Tinu, M., Kaduna
- McCoy, J. c1970. "Economic aspects", Livestock development in the dry and intermediate savanna zones: proceedings of a conference held at the Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria, 16-18th June 1969, 30-36
- Mutshiol, D. 1988. "Butchers in Gboko strike". Sunday Standard (Jos), 1st May, 1-2
- Northern Nigeria 1964a, A guide to veterinary law in Northern Nigeria, second edition, prepared by McGregor, D., Kaduna
- Northern Nigeria 1964b, Statistical yearbook 1964: first issue, Kaduna
- Nuru, S. 1982. "Problems and prospects of the Nigerian beef industry", in Ahmadu Bello University 1982, 12-43

- Owodu, J. 1988, "The realities of common currency for the West African sub-region", Business Times, 25th April, 11
- Oyejide, T. 1986, The effects of trade and exchange rate policies on agriculture in Nigeria, International Food Policy Research Institute, research report no. 55, Washington
- Okaiyeto, P. 1982, "Livestock development strategies in Nigeria: a review" in Ahmadu Bello University 1982, 513-540
- Okali, C. and Upton, M. 1984, "The market potential for increased small ruminant production in southwest Nigeria", Sheep and goats in West Africa: proceedings of the workshop on small ruminant production systems in the humid zone of West Africa, held in Ibadan, Nigeria, 23rd-26th January 1984, ILCA, Addis Ababa
- Okubanjo, A. 1982, "Beef quality in Nigeria", in Ahmadu Bello University 1982, 541-554
- Okunade, A. 1985, "Engel curves for developing nations: the case of Africa", Eastern African economic review, (new series), 1:1, 13-22
- Olayide, S. and Oni, S., 1972, "Statistical analysis of the demand for beef in Lagos", Bulletin of rural economics and sociology, 7:1, 103-125
- Oni, A. and Nwankwo, B. 1987, "Ministry to buy 15 locomotives for NRC", The guardian, 30th July,
- Ord, H. et al. 1966, Markets and marketing in Africa: proceedings of a seminar held in the Centre of African Studies, University of Edinburgh, 29th and 30th April, 1966
- Oyenuqa, V. 1982, "Future of the beef industry in Nigeria", in Ahmadu Bello University 1982, 58-80
- Prescott-Allen, R. and C. 1982, What's wildlife worth? economic contributions of wild plants and animals to developing countries, Earthscan, London
- République du Niger 1984, Département de Zinder, Service Départemental du Commerce et des Transports, Antenne du Commerce. Récession économique au Nigeria et les conséquences engendrées dans nos régions, prepared by Siddo, A., Zinder

République du Niger, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat and United Nations Industrial Development Organization 1989, Planification/promotion des industries liées à l'élevage, three volumes, prepared by Inter G, Project DP/NER/87/009, Paris

République du Niger, Société Nigérienne d'Exploitation des Ressources Animales 1988, Rapport d'activité: exercice 87-88, Niamey

République Française 1969, Approvisionnement en viandes de l'Afrique de l'ouest, (tome I), Secrétariat d'Etat aux Affaires Étrangères and Conseil de l'Entente, Paris

Robinson, F. 1982, Atlas of the Islamic world since 1500, Equinox, Oxford

Rodriguez, G. 1985, The economic implications of the beef pricing policy in Zimbabwe, International Livestock Centre for Africa, LPU working paper no.7, Addis Ababa

Schillhorn van Veen, T. 1983, "Some aspects of slaughter animals in rural slaughteries in Kaduna State of Nigeria", Rev. Elev. Med. vét. Pays trop., 26: , 307-312

Singh, B. and Ijere, M. 1985, "An appraisal of the food market structure in Nigeria", Journal of African Studies, 12:1, 19-22

Sonaiya, E. 1982, "Beef quality and the Nigerian consumer", in Ahmadu Bello University 1982, 555-573

Starkey, P. 1984, "N'Dama cattle -- a productive trypanotolerant breed", World animal review, no.50

Tiffen, M. 1968, The story of Nigerian cattle, Evans Brothers, Ibadan

United Kingdom 1925, Blue book for the Colony and Protectorate of Nigeria: 1924, Government Printer, Lagos

United States 1975, A review of USAID projects in four major livestock producing states in Nigeria: an assessment of range management, prepared by Bates et al. for Research Triangle Institute under RTI Project 26U-853, Research Triangle Park

University of Michigan Technical Assistance Team 1989, Economic benefits of improved market information flows for agr. cultural and livestock products, USAID Agricultural Sector Development Grant to Niger

Walker, J. c1970, "Cattle". Livestock development in the dry and intermediate savanna zones: proceedings of a conference held at the Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria, 16-18th June 1969, 25-28

Wright, W. 1960, "Some aspects of the analysis of consumer demand in Nigeria". Conference proceedings of the Nigerian Institute of Social and Economic Research

APPENDICE 1
CONTRIBUTIONS

CONTRIBUTIONS AU NIGERIA

International

Consulate of the Niger Republic in Kano
Mr. Iila Maikasuwa, Consul

International Livestock Centre for Africa, Kaduna
Dr. Charles desBordes, Animal Scientist

Federal

Central Bank of Nigeria
Mr. I.O. Popoola, Senior Economist, Kano Zonal Office

Federal Ministry of Agriculture and Natural Resources, Abuja
Dr. Salisu Ahmed Ingawa, Special Advisor to the Minister
Dr. J.N. Bincan, Director of Livestock and Pest Control
Mr. A.C. Obi, Assistant Chief of Livestock Development
Mr. Emmanuel I. Nsonwu, Livestock Economist

Federal Ministry of Agriculture and Natural Resources, Livestock
and Pest Control Department, Kaduna
Alhaji Habibu Sulaiman, Assistant Director
Dr. M.A. Farouki, Senior Technical Controller
Dr. E.O. Adigun, Nigerian Livestock Information Service Head

Federal Ministry of the Interior, Department of Customs and
Excise, Sokoto City
Mr. B. Alpapilla

Federal Office of Statistics, Sokoto City
Mr. B.M. Samainja

State

Kaduna State Ministry of Agriculture
Dr. Stephen N. Sani, Chief Veterinary Officer
Mr. Danladi A. Nache

Kano State Ministry of Animal Health and Forestry
Dr. Usman A. Maidugu, Director of Veterinary Department
Dr. Massina, Deputy Director of Veterinary Department
Mr. Subaini, Deputy Head of Gwalle Veterinary Department

Ministère des Ressources Animales

- Dr. Mazou Ibrahim, Secretary General
- M. Bagadou Maidagi, Advisor to the Minister
- Dr. Seydou Oumarou, Director of Animal Industries and Animal Production
- Dr. Abba Malam Boukar, Director of Studies and Programming
- Dr. Oumarou Alou, Director of Niamey Abattoir
- Dr. Amadou Barre, Niamey Abattoir

Ministère du Commerce, des Industries et de l'Artisanat

- Mme. Ali Fatoma, Acting Director of External Trade
- M. Boubacar Dioffo, Head of Studies and Regulation
- M. Guy Serrière (UNIDO)
- M. Abdou Seyni, Industrial Development Division

Société Nigérienne pour l'Exploitation des Ressources Animales

- M. Falalou Moutar, Director General
- M. Mahamadou Bouzou, Administrative Director
- MM. Alassane Zibio, Issiakou Yerima & Mohamed Assarid, Marketing Division

Table 4.3 Number and Value of Live Animals and Poultry Imports, Nigeria, 1986

	Cattle and Buffaloes		Poultry		Horses, Asses and Mules		Sheep, Lambs, and Goats		Live Animals and Birds, nec	
	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)
Argentina	---	---	---	---	43	82,263	---	---	---	---
Belgium & Luxembourg	---	---	3,400	196,285	---	---	---	---	---	---
Cameroon	---	---	6	10	---	---	---	---	---	---
Chad	1,000	320,003	---	---	---	---	---	---	---	---
Denmark	---	---	15,500	66,805	---	---	2,300	185,769	---	---
Fed. Republic of Germany	---	---	625	21,889	---	---	---	---	---	---
France	---	---	11,426	228,512	---	---	---	---	---	---
Ghana	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
India	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Israel	---	---	9,869	255,556	---	---	---	---	3,670	96,749
Italy	---	---	---	---	79	1,571	---	---	---	---
Japan	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Netherlands	---	---	49,636	386,100	---	---	---	---	83	2,070
Niger	3,633	1,621,870	---	---	---	---	---	---	24,916	222,191
Norway	179	7,142	---	---	---	---	---	---	---	---
United Kingdom	---	---	948,318	1,298,345	1,133	464,816	---	---	---	---
United States of America	---	---	70	175,089	---	---	---	---	---	---
Unspecified (South America)	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Switzerland	---	---	354	25,052	---	---	---	---	---	---
NIGERIA	4,812	1,949,015	1,039,226	2,653,643	1,255	548,670	2,300	185,769	38,869	321,010

Notes: N/A: Data not available.
 ---: No recorded imports

Sources: (1) Annual Trade Summary, 1986; Federal Office of Statistics, Lagos

Table 4.5 Quantity and Value of Meat, Meat Preparations, (s and Skins Imports, Nigeria, 1994

281

	Fresh		Other Meat		Corred Beef		Other		Hides and Skins	
	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)								
Argentina	---	---	---	---	8,160	23,973	---	---	---	---
Australia	14,263	13,147	---	---	1,066,505	1,060,497	---	---	---	---
Brazil	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Burkina Faso	1,439,000	1,556,055	---	---	---	---	---	---	---	---
Denmark	421,401	456,956	---	---	---	---	201,965	102,270	---	---
France	1,468,999	1,810,873	---	---	---	---	2,508	7,524	---	---
Hong Kong	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
India	286,300	306,996	---	---	---	---	---	---	---	---
Italy	13,703	27,566	1,722	4,649	---	---	---	---	---	---
Netherlands	1,179,320	1,179,320	---	---	---	---	---	---	---	---
Niger	855,185	901,664	---	---	---	---	---	---	---	---
Nigeria	---	---	3,310	3,310	---	---	---	---	---	---
Senegal	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Spain	129,398	113,094	---	---	---	---	---	---	5,013	9,013
Sweden	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
United Kingdom	333,075	395,555	64,807	253,292	---	---	2,230	4,460	---	---
United States of America	2,222,177	1,935,638	---	---	7,587	7,587	26,633	37,978	---	---
USSR	---	---	---	---	---	---	---	---	1,500	15,000
Unspecified	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Nigeria	8,323,981	8,696,864	69,839	261,251	1,082,252	1,892,857	233,336	152,232	10,513	24,013

Source: (1) Annual Trade Summary, 1994; Federal Office of Statistics, Lagosary Division)

Notes: N/A: Data not available.
 ---: No recorded imports

Table 4.4 Number and Value of Live Animal Imports, Nigeria, 1985

	Cattle and Buffaloes		Swine		Poultry		Horses, Asses and Mules		Sheep, Lambs and Goats	
	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)
Belgium & Luxembourg	---	---	---	---	1,957	57,440	---	---	---	---
Comoro Islands	352	176,109	---	---	---	---	---	---	---	---
Denmark	---	---	1,024	120,908	---	---	---	---	---	---
Fed. Republic of Germany	---	---	---	---	7,015	47,674	---	---	---	---
France	---	---	---	---	366	1,558	---	---	---	---
Israel	---	---	---	---	363,925	25,114	---	---	---	---
Italy	---	---	---	---	102,628	41,935	---	---	---	---
Netherlands	---	---	---	---	1,384,094	1,134,042	---	---	---	---
Niger	2,010	689,829	---	---	---	---	---	---	---	---
Switzerland	---	---	---	---	189	58,936	---	---	---	---
Tchad	1,000	305,446	---	---	---	---	---	---	---	---
United Kingdom	---	---	---	---	1,367,871	2,114,886	---	---	172	77,158
United States of America	---	---	---	---	57,772	129,394	---	---	---	---
Nigeria	3,362	1,171,384	1,024	120,908	3,285,817	3,633,579	0	0	172	77,158

Sources: (1) Annual Trade Summary, 1985; Federal Office of Statistics, Lagos

Notes: N/A: Data not available.
 ---: No recorded imports

Table 4.3 Number and Value of Livestock Imports, Nigeria, 1984

	Cattle and Buffaloes		Swine		Poultry		Horses, Asses and Mules		Sheep, Lambs and Goats	
	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)	Number	Value (NAIRA)
Belgium & Luxemborg	241	6,040	---	---	104,037	27,237	---	---	---	---
Denmark	---	---	---	---	136,000	65,415	---	---	---	---
Fed. Republic of Germany	---	---	---	---	72,153	72,156	72,156	---	---	---
Ghana	---	---	---	---	---	---	6	2,185	---	---
Italy	---	---	168	19,904	---	---	---	---	---	---
Nederlands	---	---	---	---	2,957,425	1,326,872	---	---	---	---
United Kingdom	---	---	---	---	721,154	742,956	---	---	---	---
United States of America	---	---	---	---	270,025	54,065	---	---	---	---
Unspecified (South America)	---	---	---	---	27,135	5,427	---	---	---	---
Nigeria	241	6,040	168	19,904	4,287,925	2,254,068	72,162	2,185	0	0

Sources: (1) Annual Trade Summary, 1984; Federal Office of Statistics, Lagos

Notes: N/A: Data not available.
 ---: No recorded imports

Table 4.5 Quantity and Value of Meat, Meat Preparations, Hides and Skins Imports, Nigeria, 1984

	Fresh		Canned Beef		Other Meats Canned & Meat Prep Nec		Dressed Hides and Skins	
	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)
Argentina	---	---	---	---	---	---	---	---
Australia	---	---	---	---	---	---	---	---
Belgium	---	---	100,000	63,889	---	---	---	---
Brazil	---	---	---	---	---	---	1,409	2,618
Burkina Faso	1,260,000	5,372,338	---	---	---	---	---	---
Denmark	33,371	166,857	---	---	---	---	---	---
France	196,390	62,648	1,510	4,499	---	---	---	---
Germany (West)	30,159	62,648	171,841	440,125	8,988	25,604	---	---
Hong Kong	---	---	1,041	781	---	---	---	---
India	---	---	---	---	---	---	---	---
Italy	---	---	---	---	---	---	---	---
Netherlands	26,500	144,822	---	---	71,992	136,485	---	---
Niger	255,012	657,457	---	---	---	---	---	---
Senegal	---	---	---	---	---	---	---	---
Spain	---	---	---	---	---	---	---	---
Sweden	---	---	---	---	---	---	---	---
United Kingdom	104,623	173,460	---	---	---	---	---	---
United States of America	10,643	5,623,535	---	---	---	---	---	---
USSR	1,923	15,363	392	1,721	427	2,136	---	---
Unspecified	---	---	---	---	---	---	---	---
NIGERIA	1,918,621	12,279,248	274,784	511,015	81,407	166,425	1,409	2,618

Sources: (1) Annual Trade Summary, 1984; Federal Office of Statistics, Lagos (Nigeria Division)

Notes: N/A: Data not available.

---: No recorded imports

186

Table 4.6 Quantity and Value of Meat, Meat Preparations, Canned Meats and Skins Imports, Nigeria, 1985

	Fresh		Fried		Canned Beef		Canned & Prepared	
	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)	Quantity (KG.)	Value (NAIRA)
Argentina	36,370	19,800	---	---	168,705	217,411	---	---
Belgium	2,030,000	370,504	---	---	---	---	---	---
Burkina Faso	230,000	675,996	---	---	---	---	---	---
France	55,230	70,805	---	---	---	---	---	---
Fed. Republic of Germany	21,014	128,139	49	433	1,254	3,826	4,743	17,609
Italy	---	---	994	1,172	---	---	717	2,152
Netherlands	---	---	---	---	---	---	---	---
Niger	392,794	1,263,304	---	---	---	---	---	---
United Kingdom	436,416	704,815	---	---	---	---	4,652	26,258
USSR	---	---	---	---	4,010	12,050	28,023	95,251
Nigeria	3,221,826	3,231,763	1,043	1,605	113,969	233,267	37,555	135,275

Sources: (1) Annual Trade Summary, 1984; Federal Office of Statistics, Lagosary Division)

Notes: N/A: Data not available.

---: No recorded imports

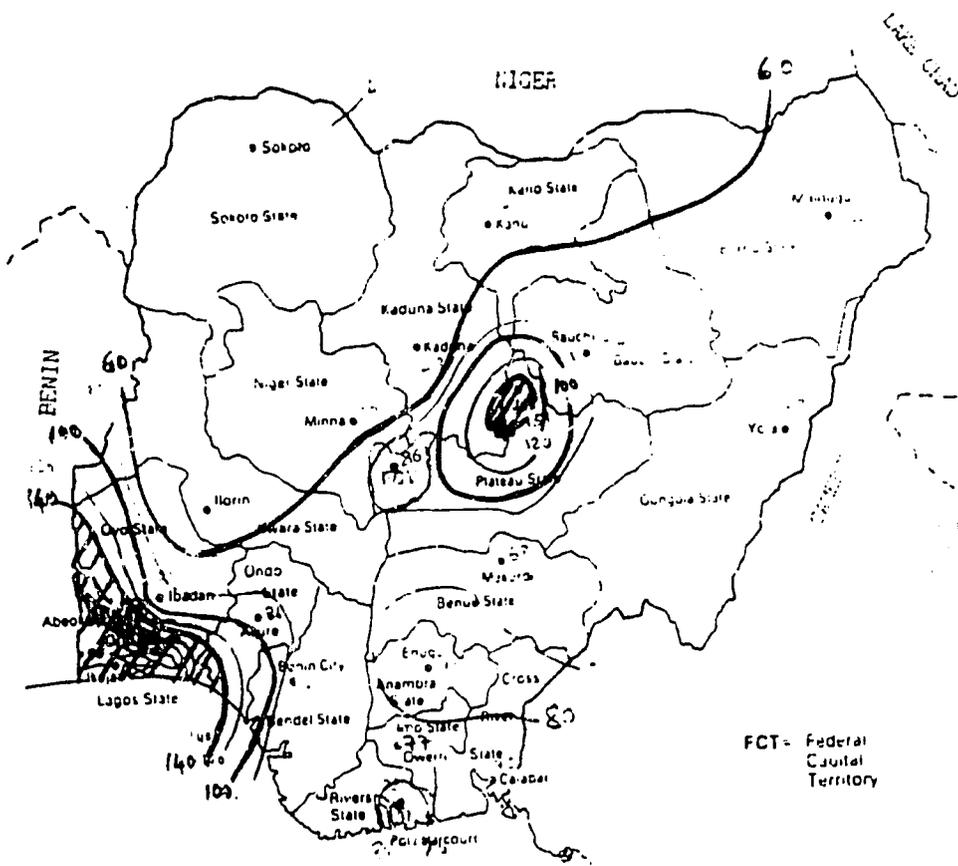
Appendice 3
Sources d'informations
sur les flux transfrontaliers

Données sur la circulation du bétail des deux côtés de la frontière nigéro-nigériane rassemblées au Nigéria proviennent de trois sources:

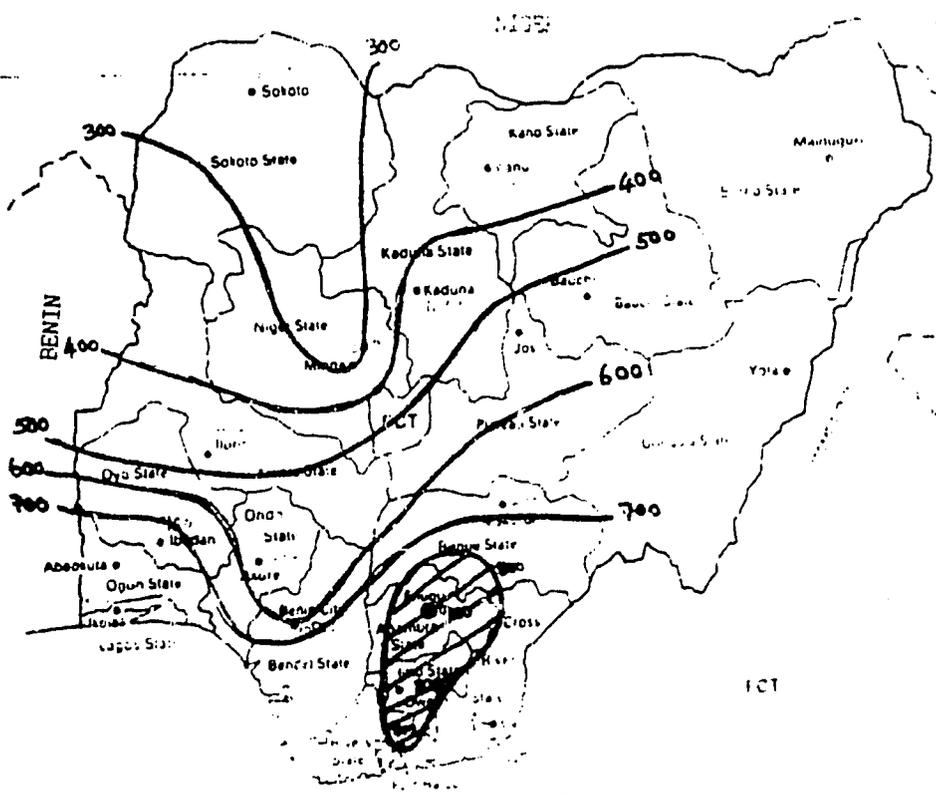
1. Rapports et projets de rapports provenant du FLD et FLPCS sur le plan national. Les importations des pays voisins sont réparties sous forme de tableaux en fonction des espèces et du circuit d'importation. Jusqu'à une date récente les statistiques et la puissance de calcul ont été basées à Ibadan, mais maintenant que tous les services du Ministère de l'Agriculture et ceux du Ministère des Ressources Naturelles ont été transférés à Abuja, ces structures devront bientôt suivre.
2. Les données stockées au Kano Zonal Livestock Office, sont lors de leur acheminement vers le FLPCS, soit des copies conservées dans ce bureau. Ces données sont déjà rassemblées au niveau de l'Etat. Il y a très peu de données au niveau ministériel de l'Etat.
3. Des carnets de notes tenus par les agents de l'élevage du poste de contrôle vétérinaire d'Illela à la frontière nigérienne et les copies des fiches techniques envoyées à Sokoto.

Les données du Niger proviennent du service des douanes, des données stockées sur disquettes dont la saisie a été supervisée par le Dr. Henri Sosserand, anciennement Chef d'Equipe de l'Université de Michigan dans le cadre du programme SDSA financé par l'USAID. La période couverte va du mois d'octobre 1984 au mois de septembre 1988. Les données déjà ostensiblement saisies dans la salle d'ordinateur des douanes ont été saisies à nouveau sous la supervision du Dr. Sosserand pour améliorer leur qualité pour une étude qu'il entreprenait sur les exportations des produits agricoles.

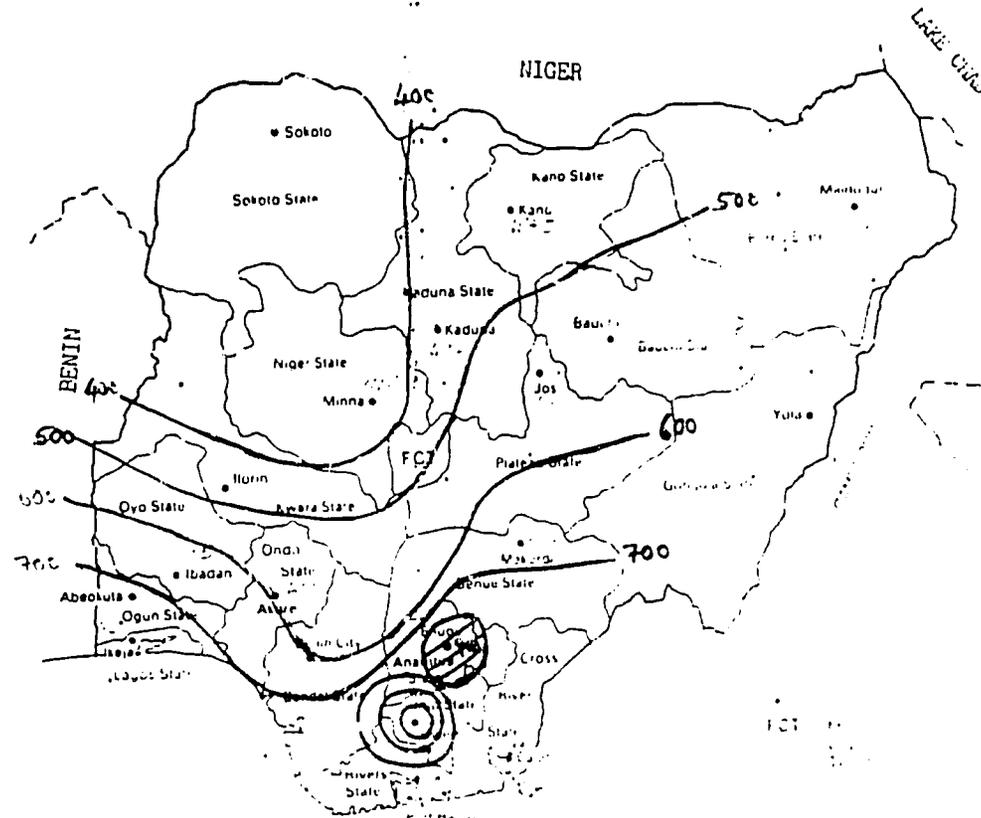
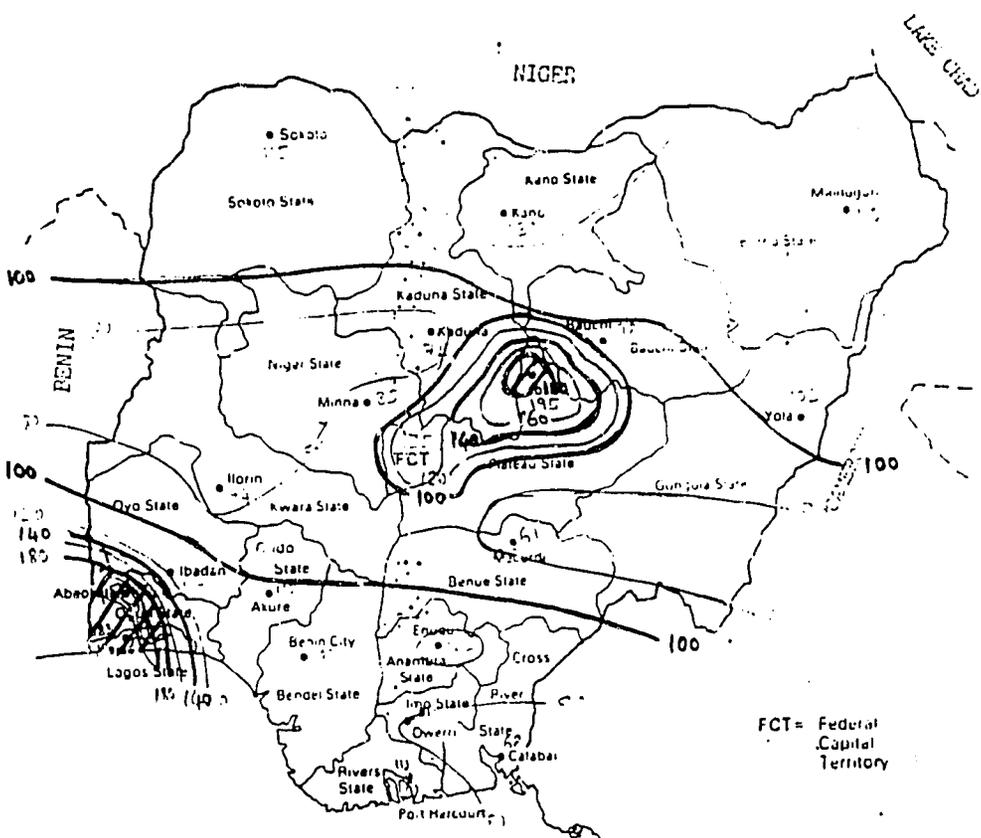
Appendice 3
Sources d'informations
sur les flux transfrontaliers

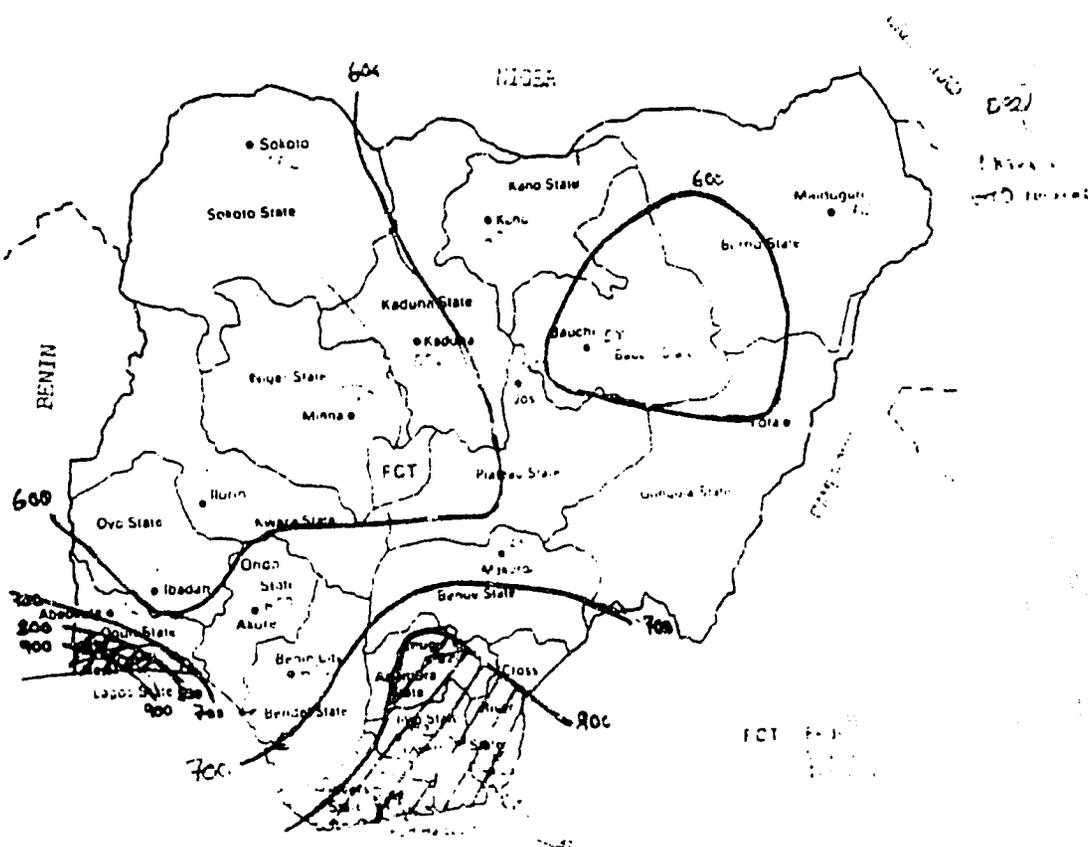
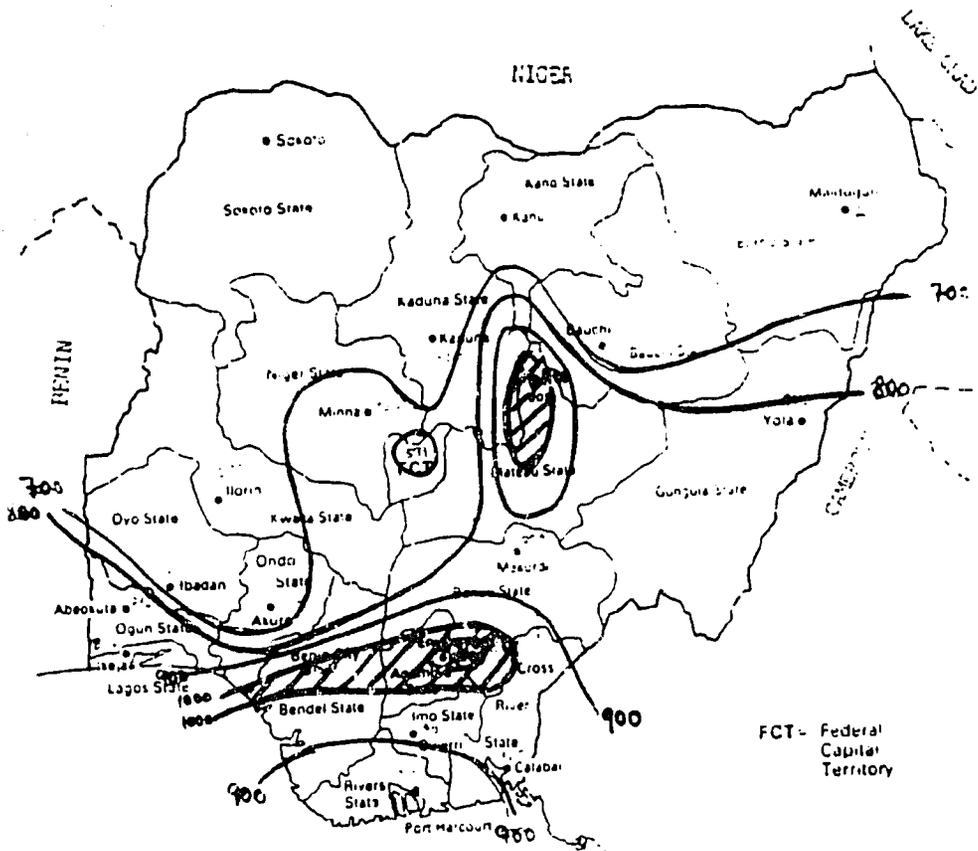


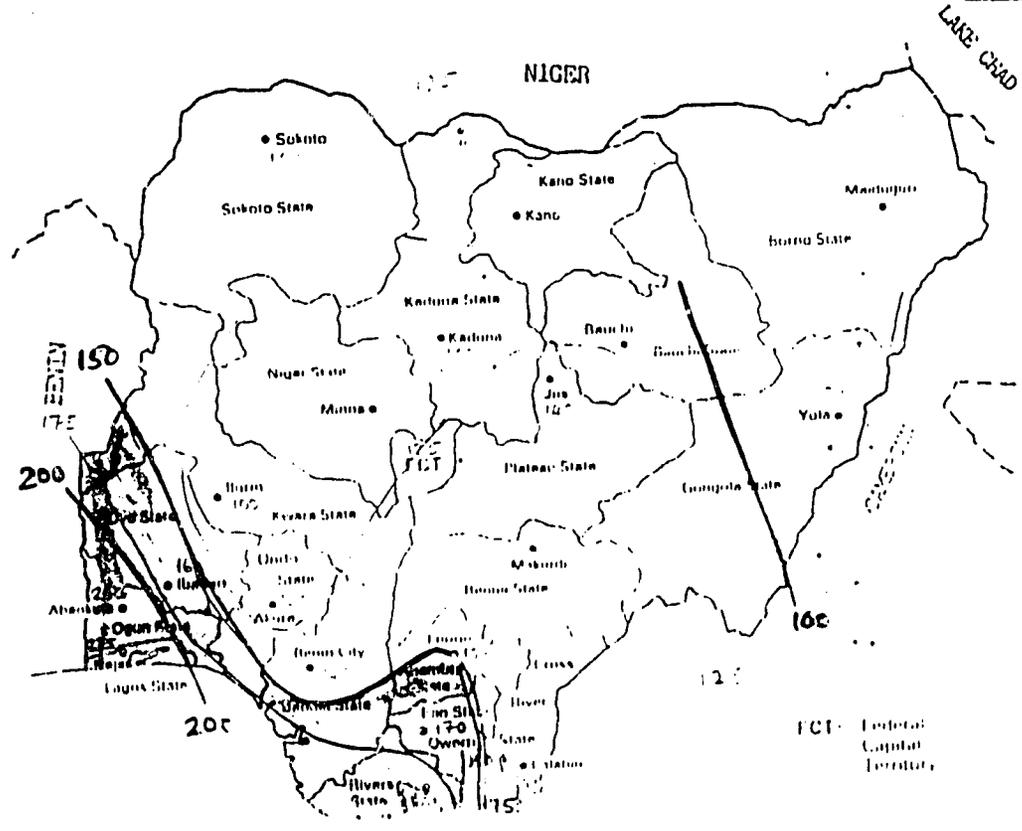
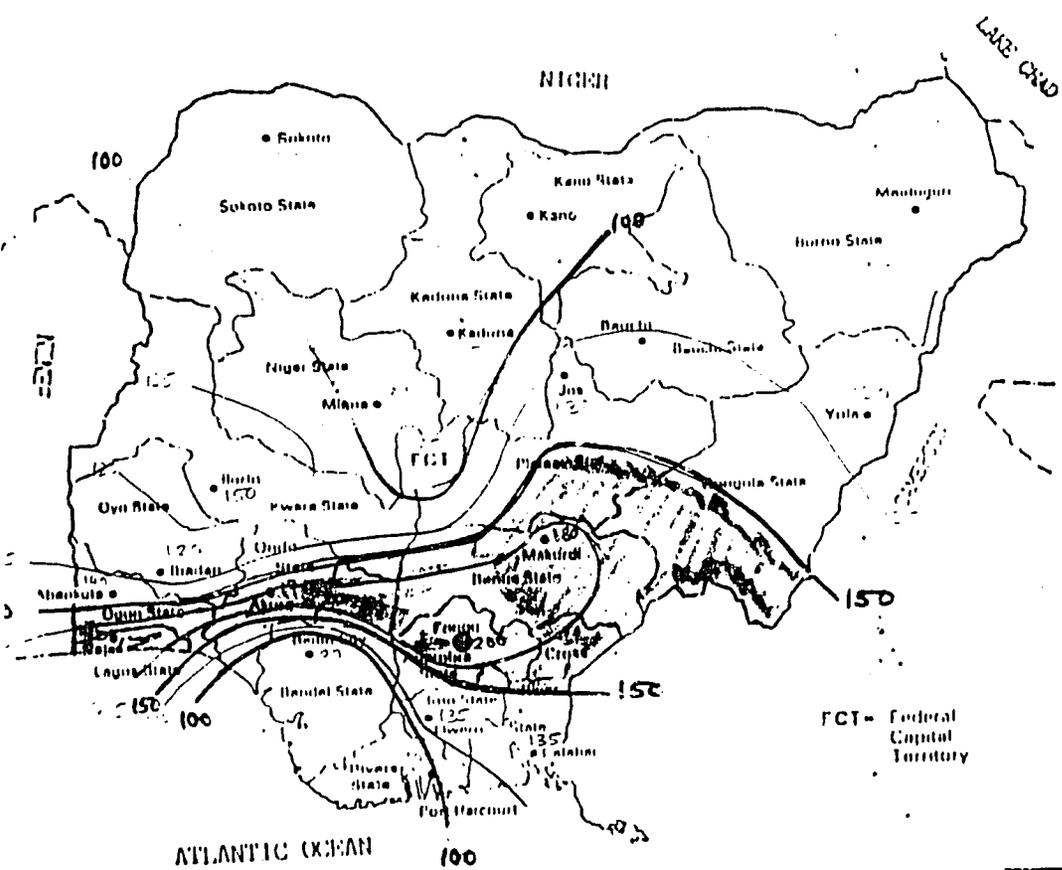
FCT - Federal Capital Territory



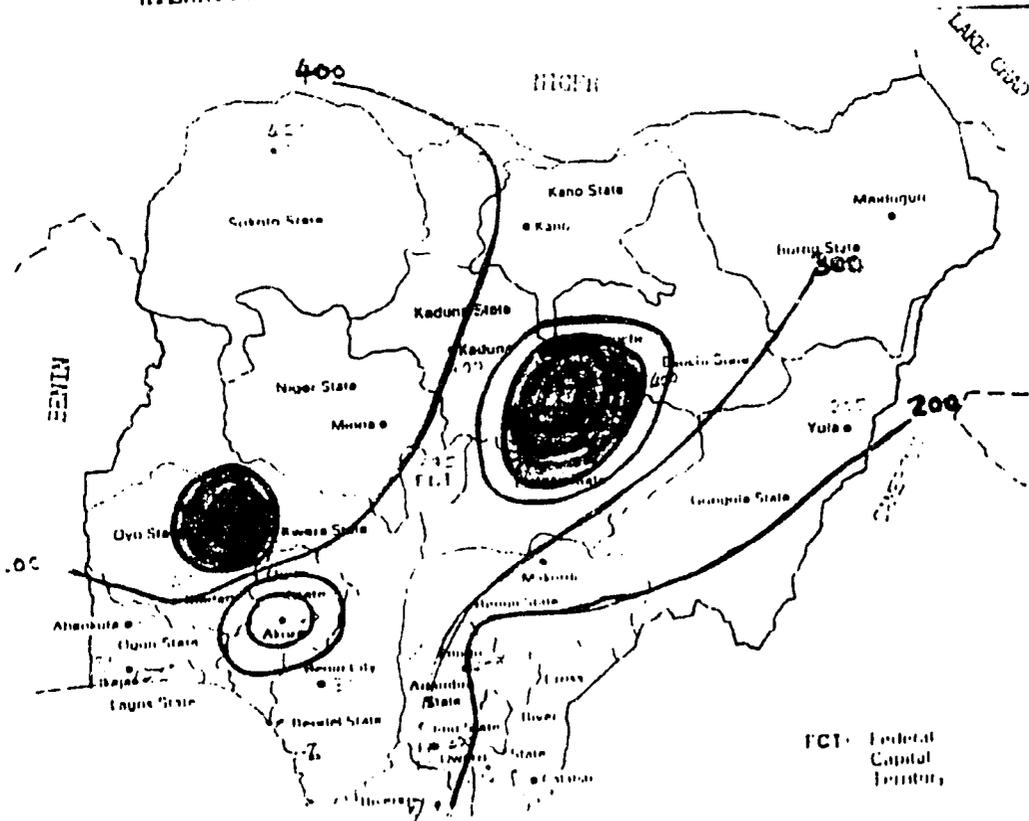
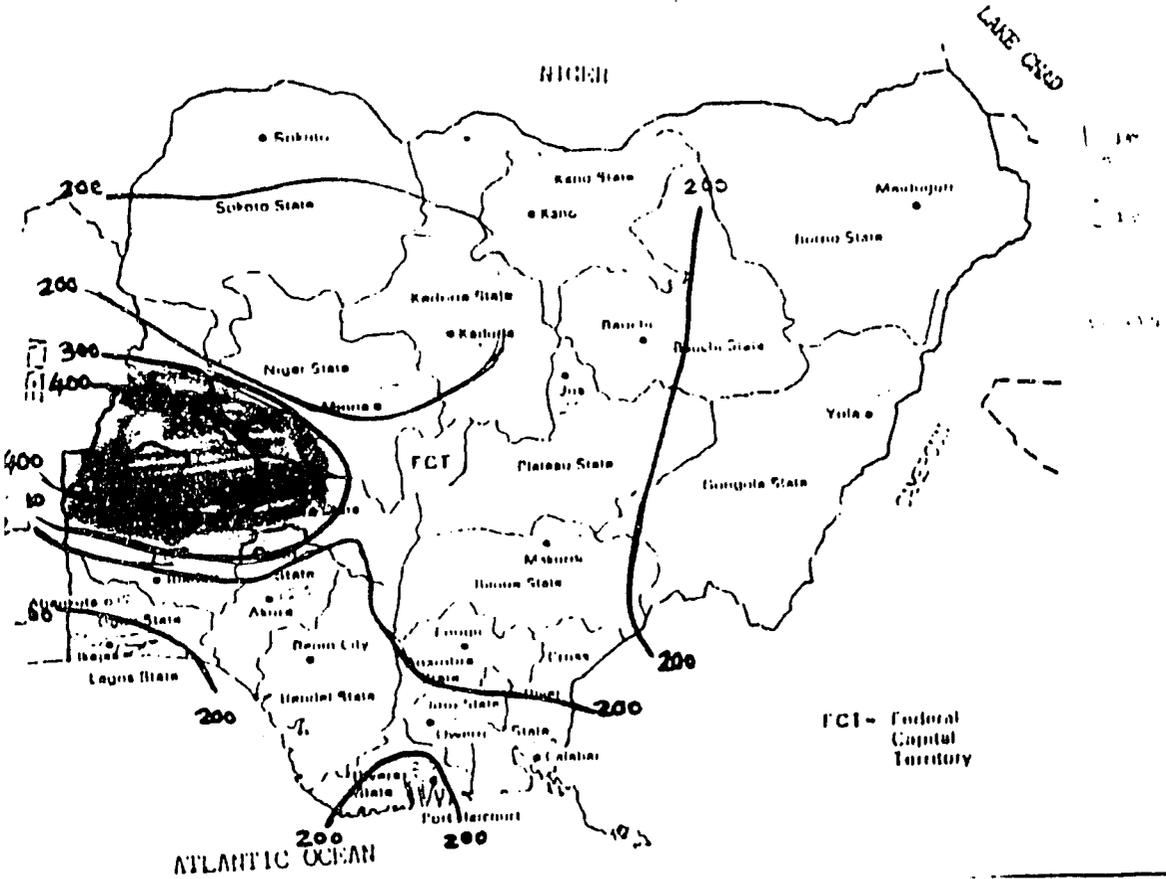
FCT



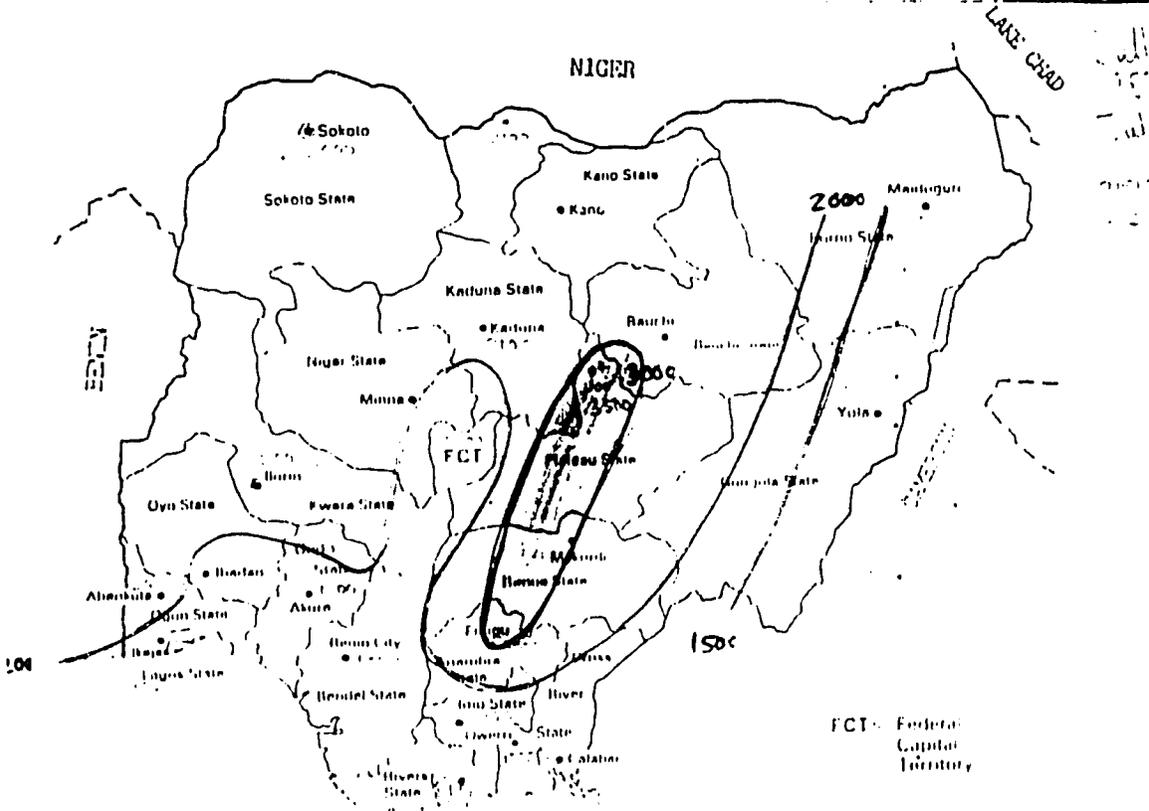
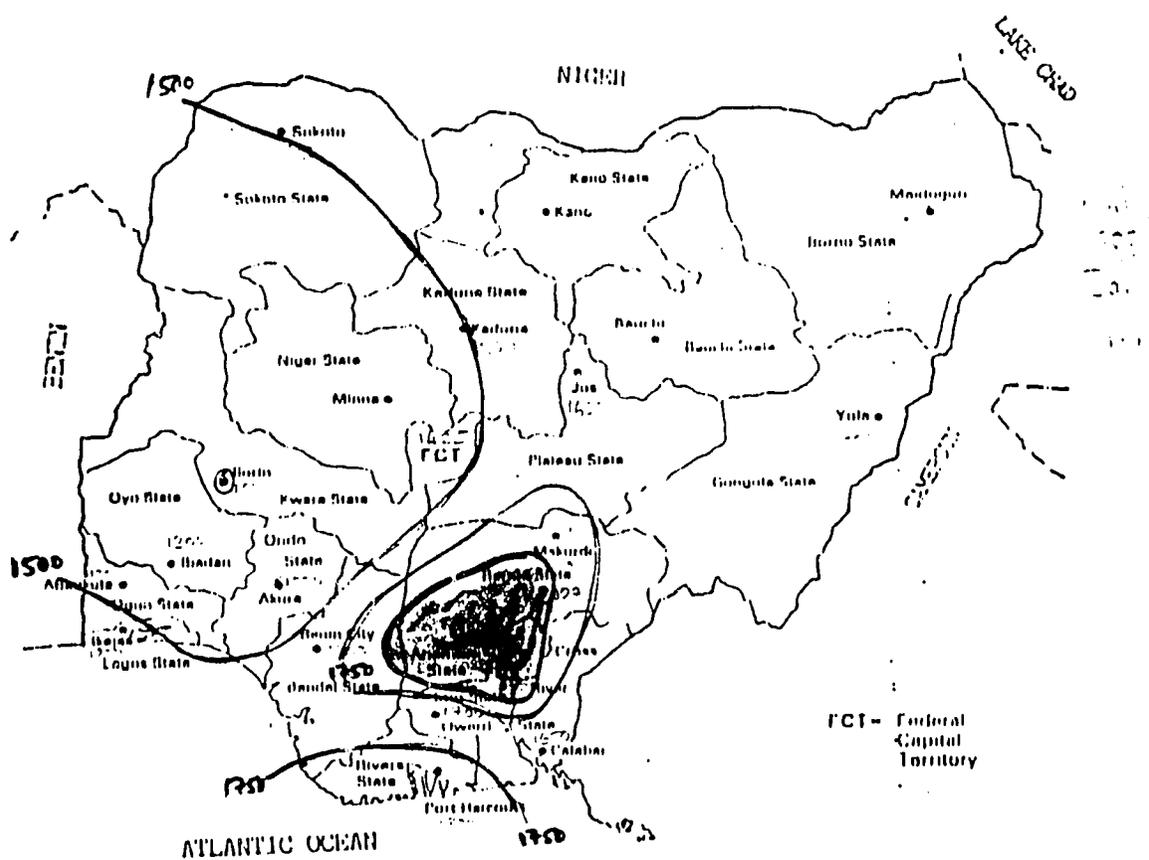




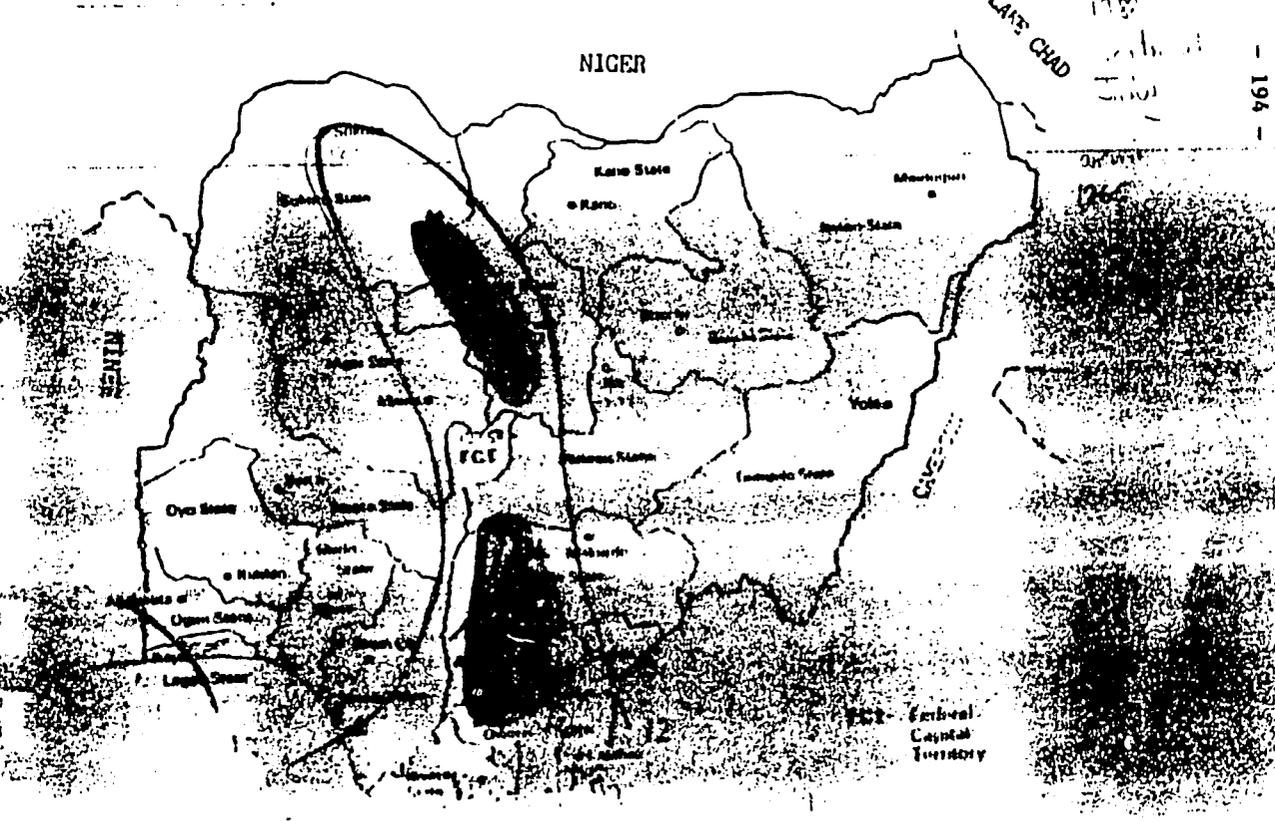
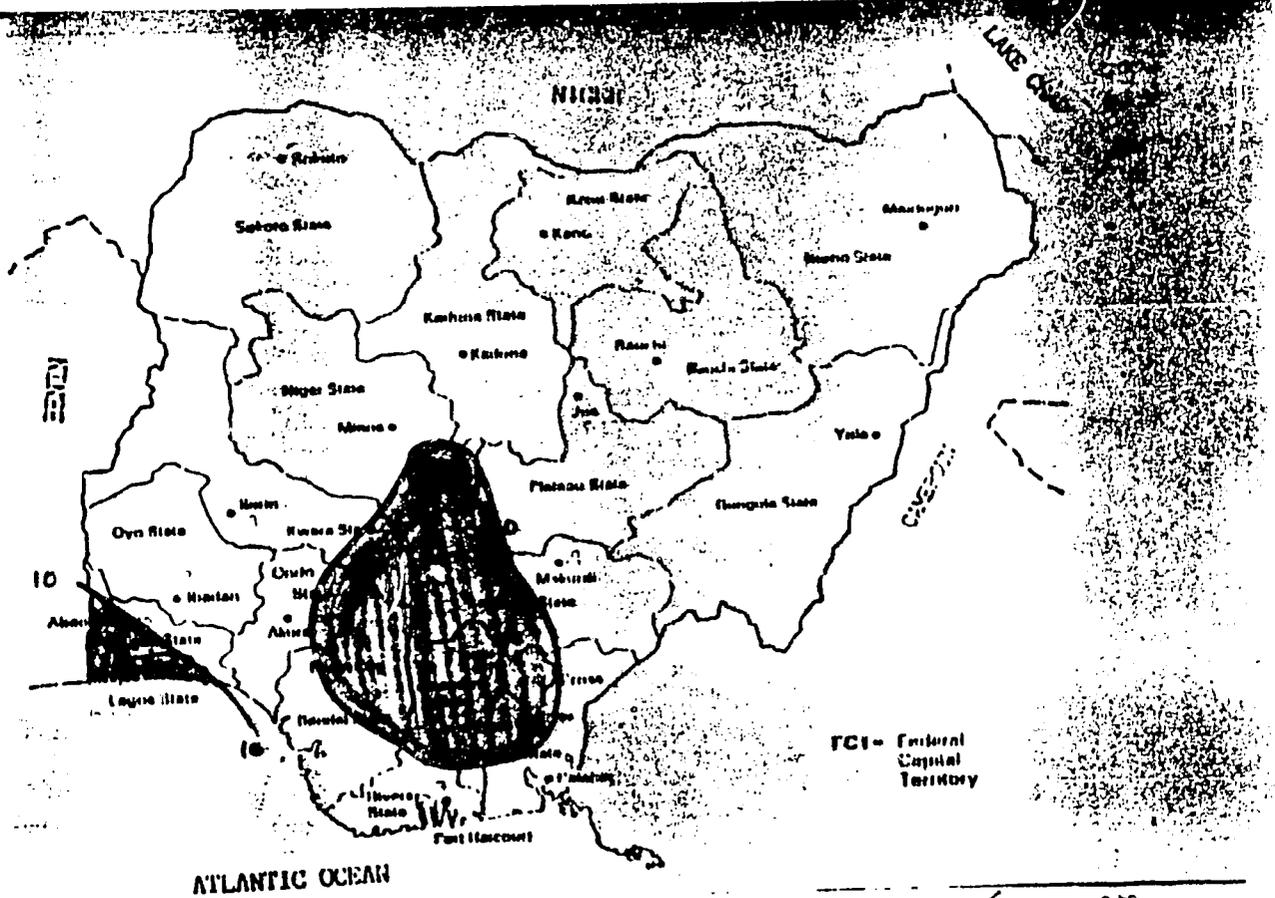
Great
175
July
2000

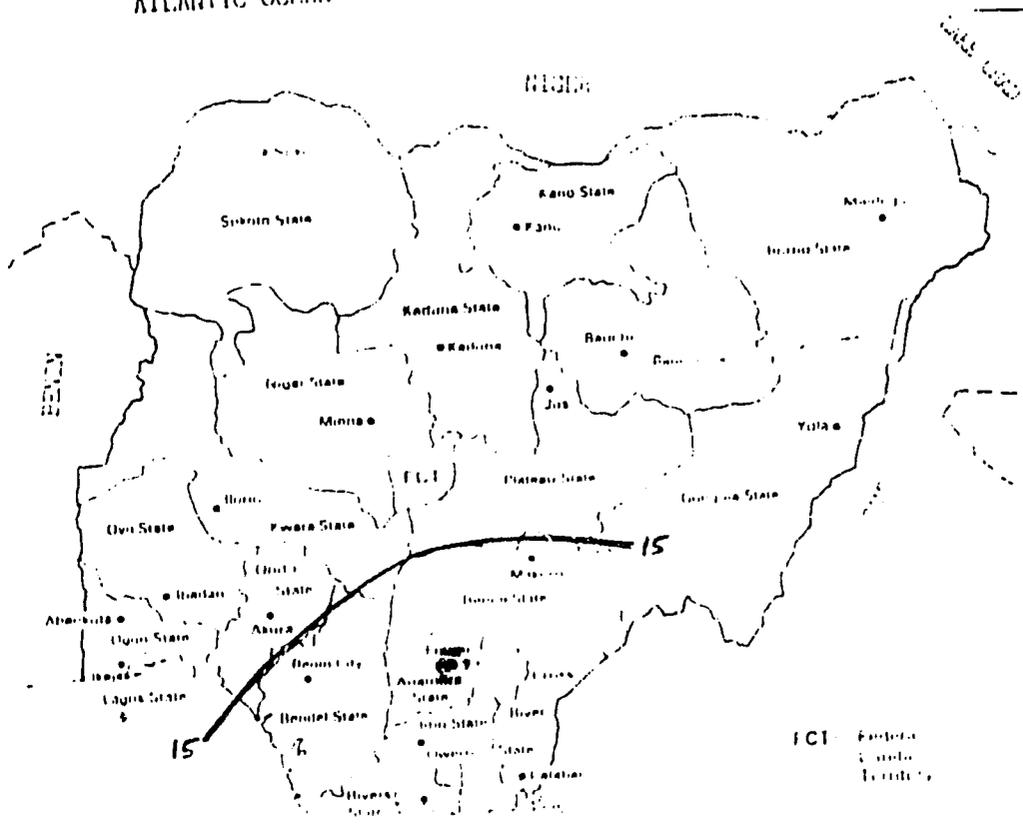
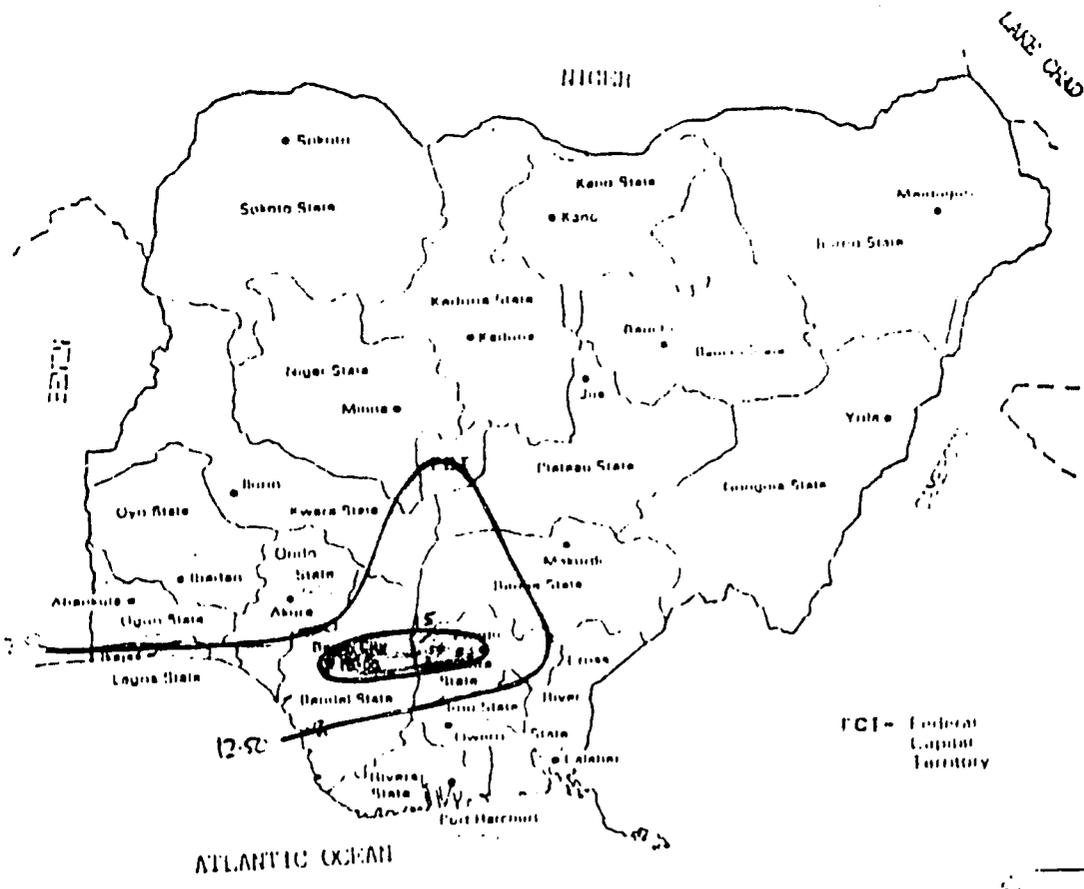


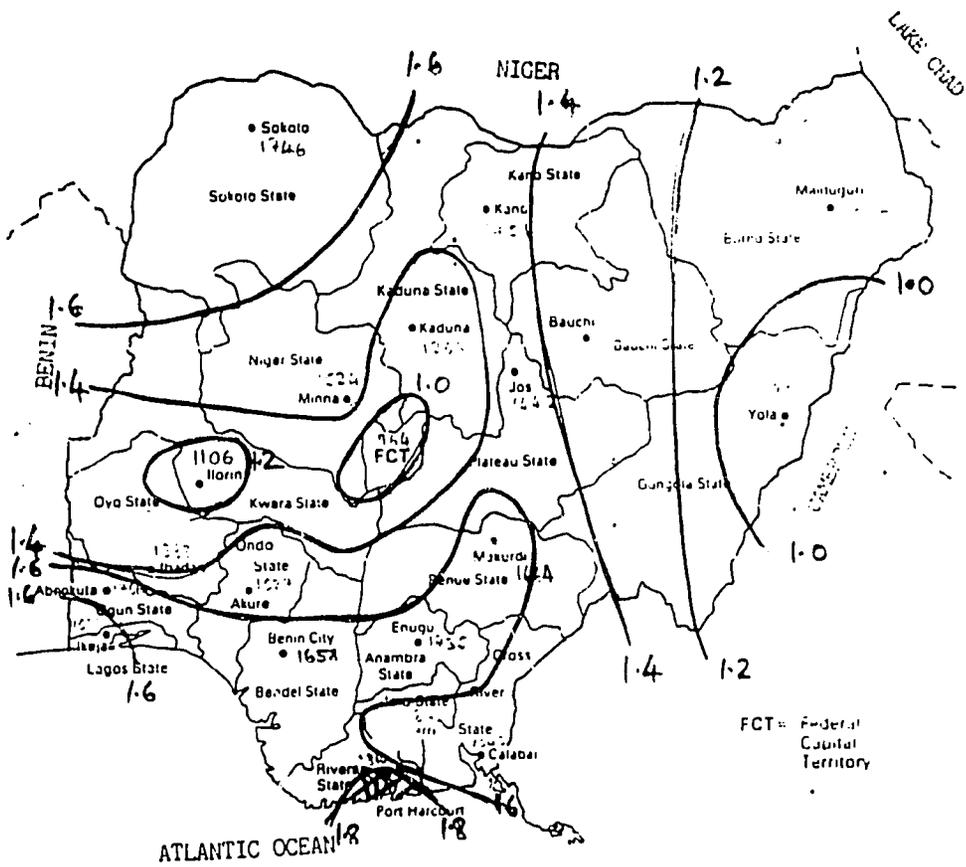
197



196

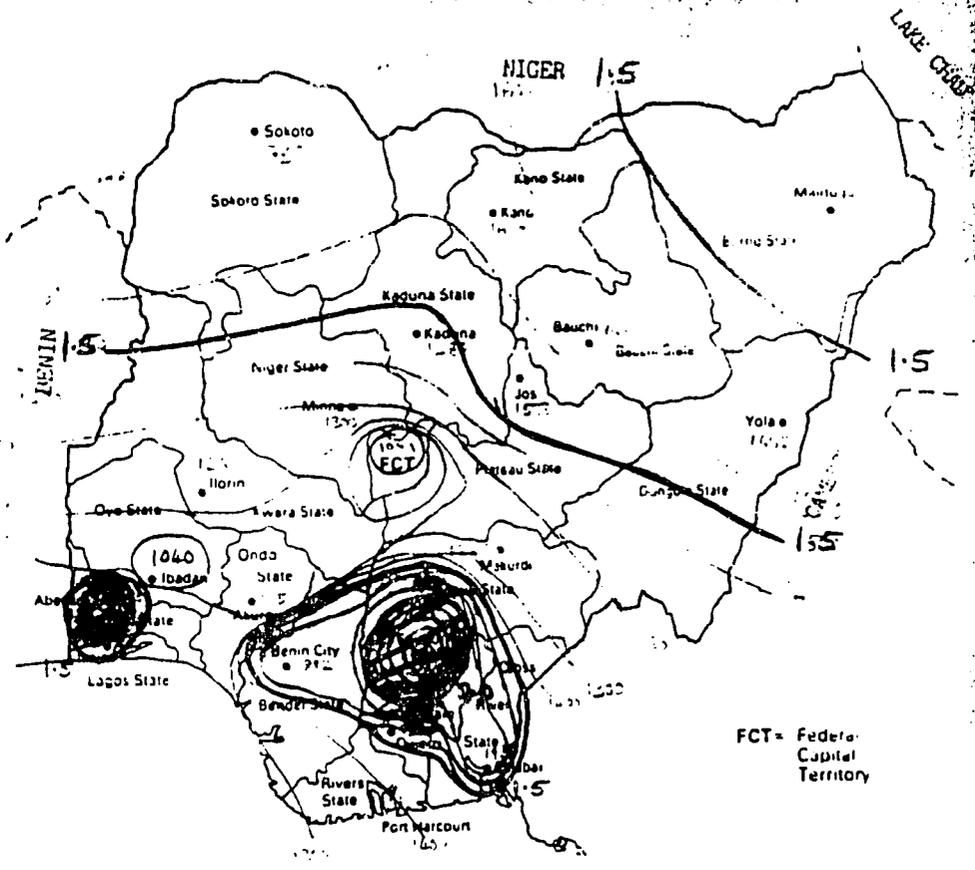




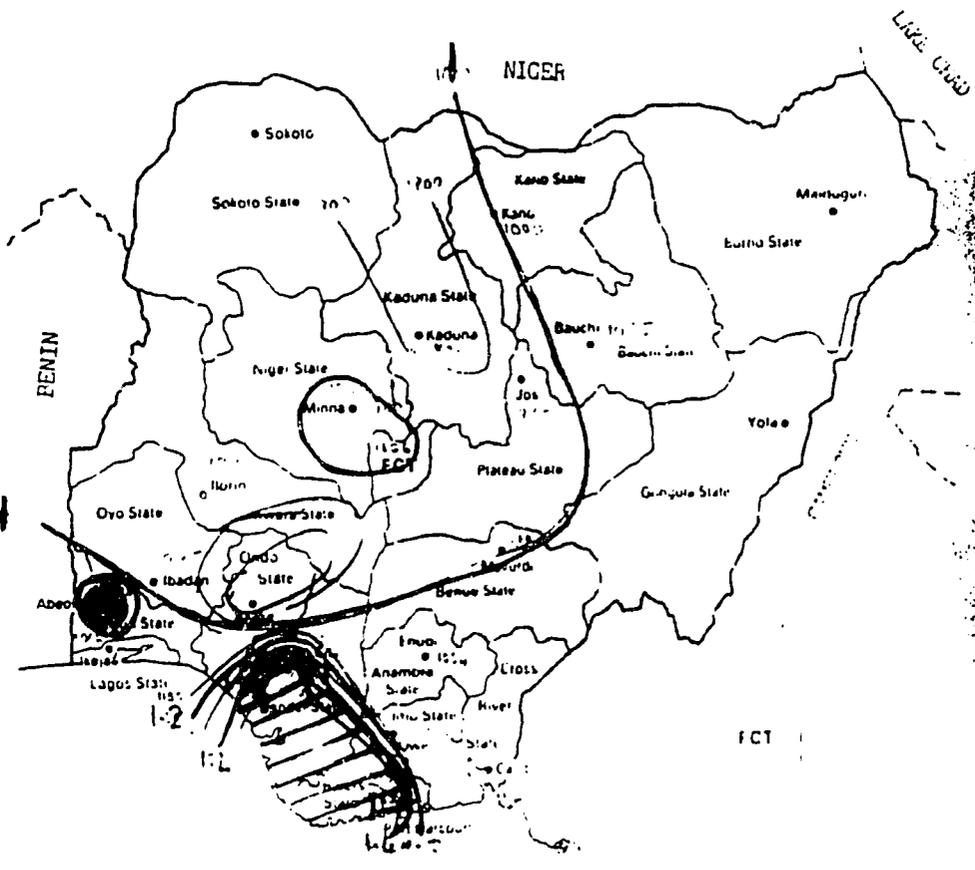


Euli
 1000#
 per-head
 1980
 10000
 1200

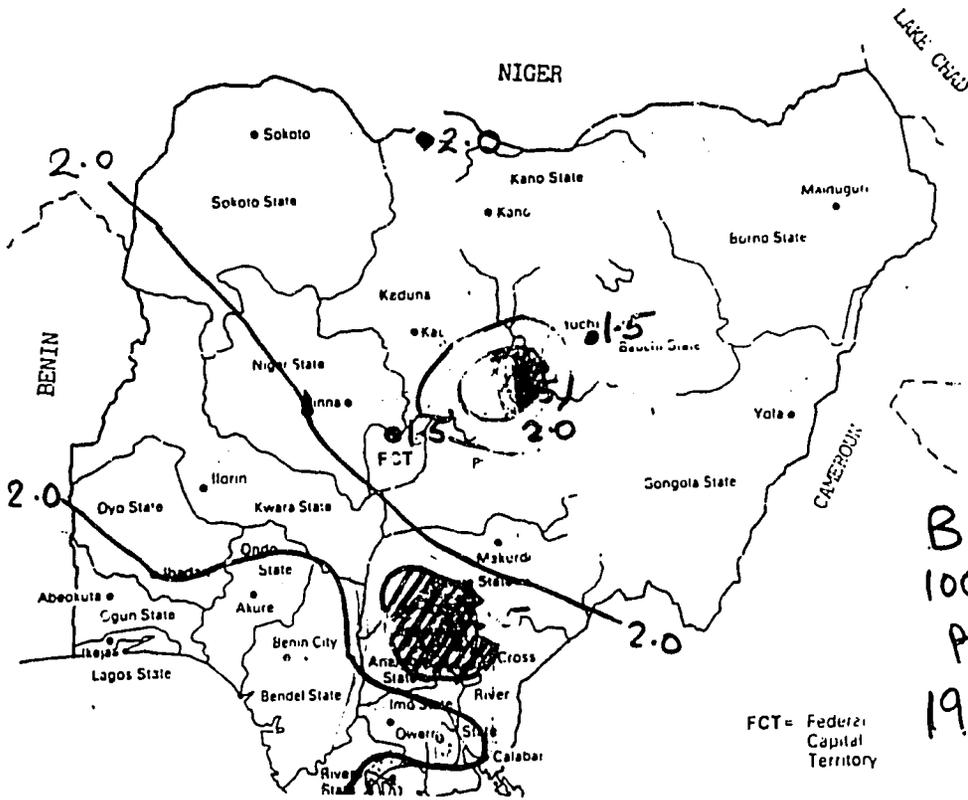
FCT = Federal
 Capital
 Territory



Bull
1000
1987

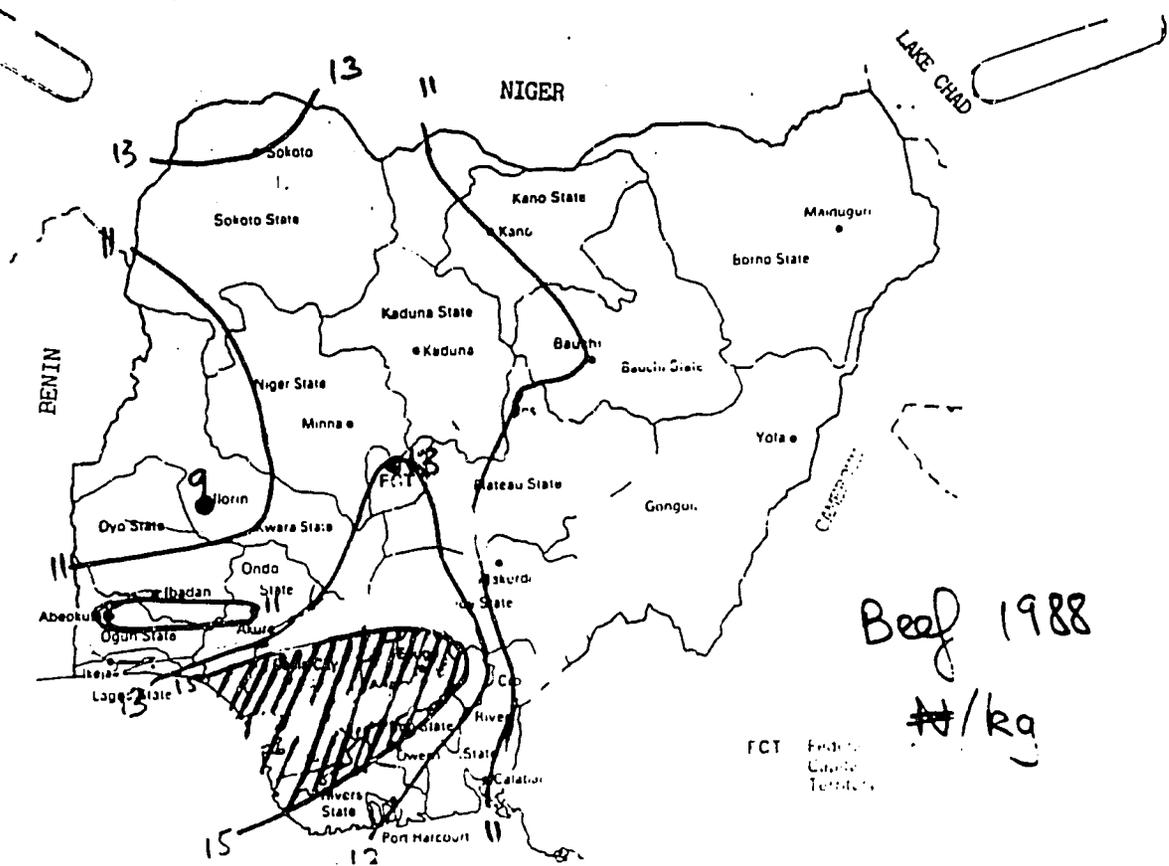


Beef
1987



Bulls
1000 #
per head
1988

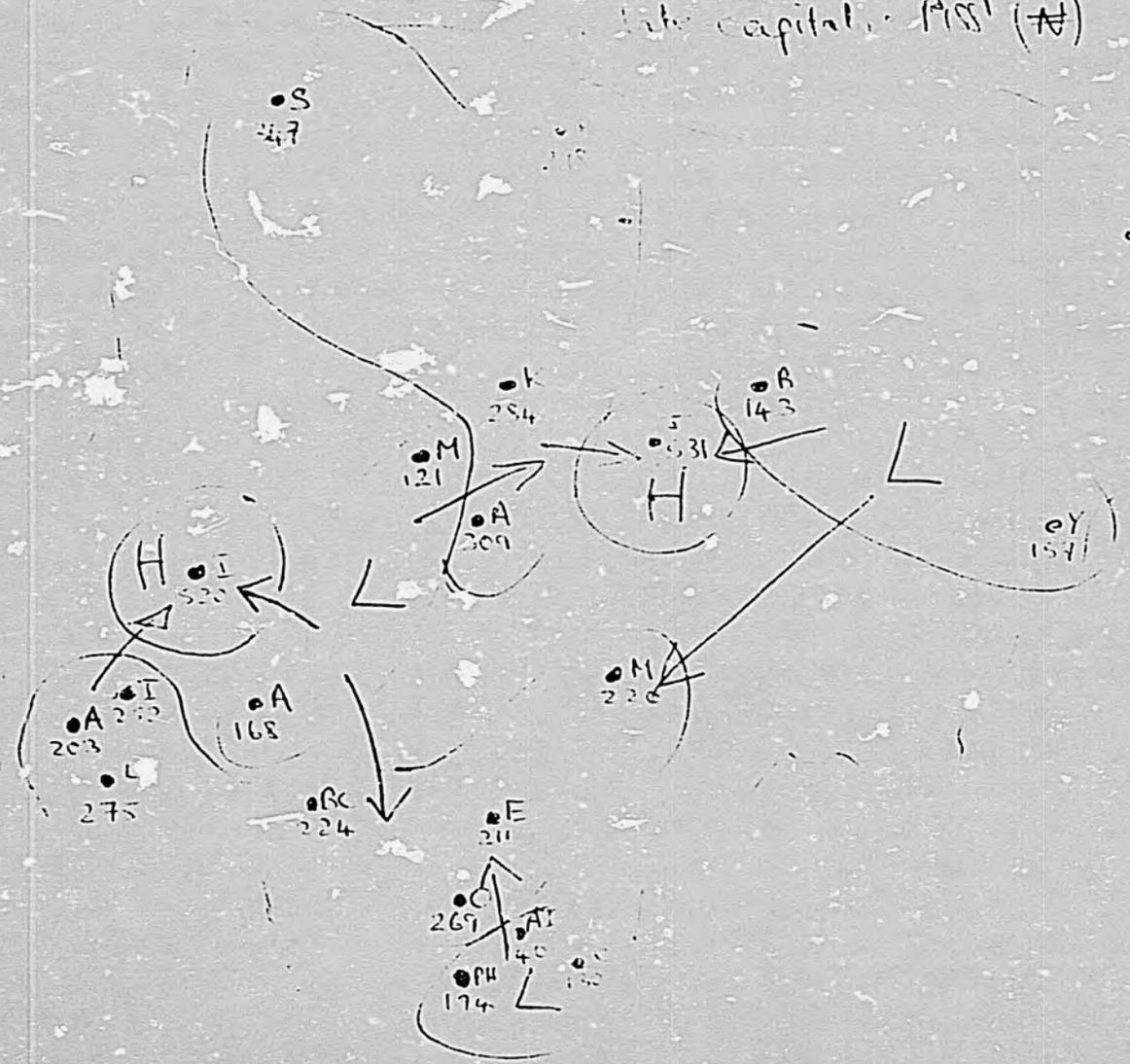
FCT = Federal
Capital
Territory



Beef 1988
#/kg

FCT = Federal
Capital
Territory

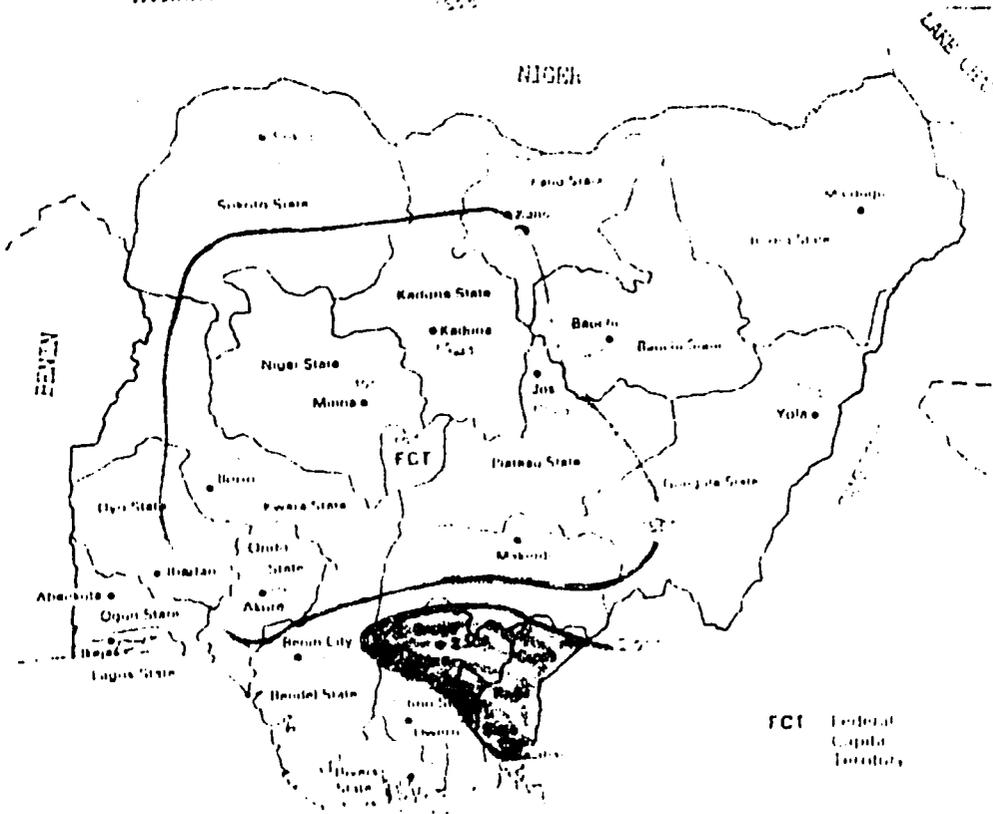
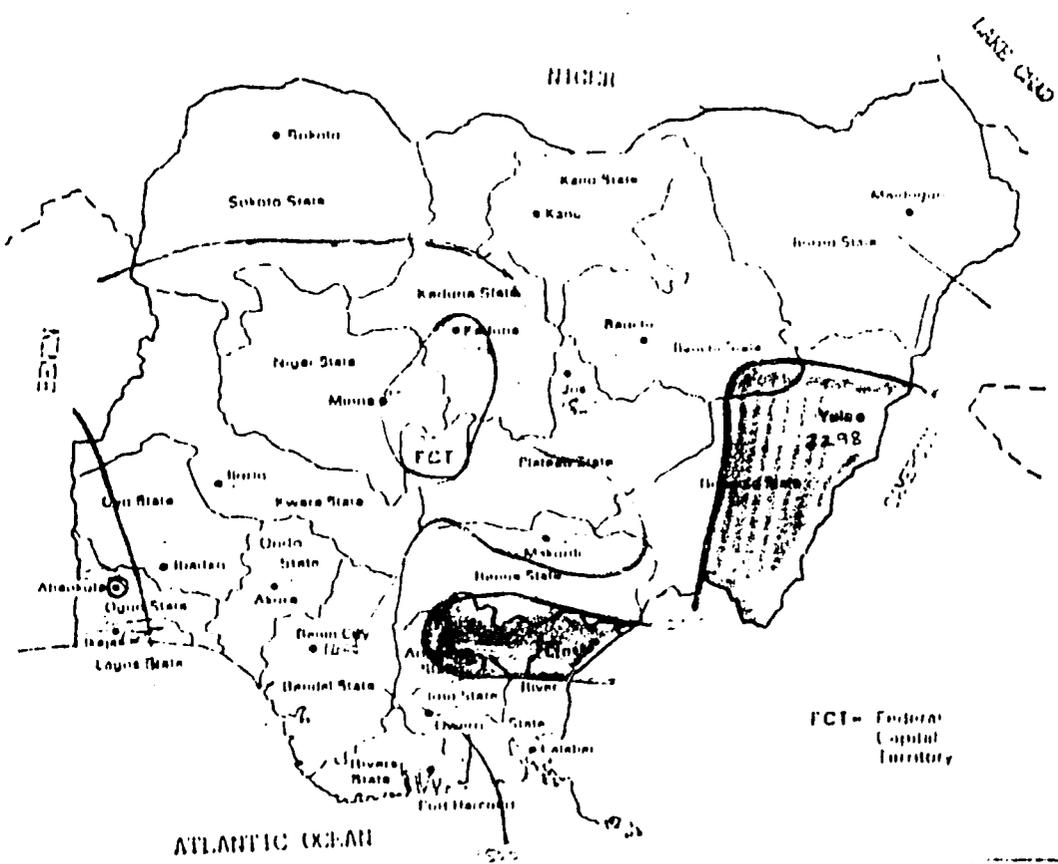
Annual survey of
late capital. (H)



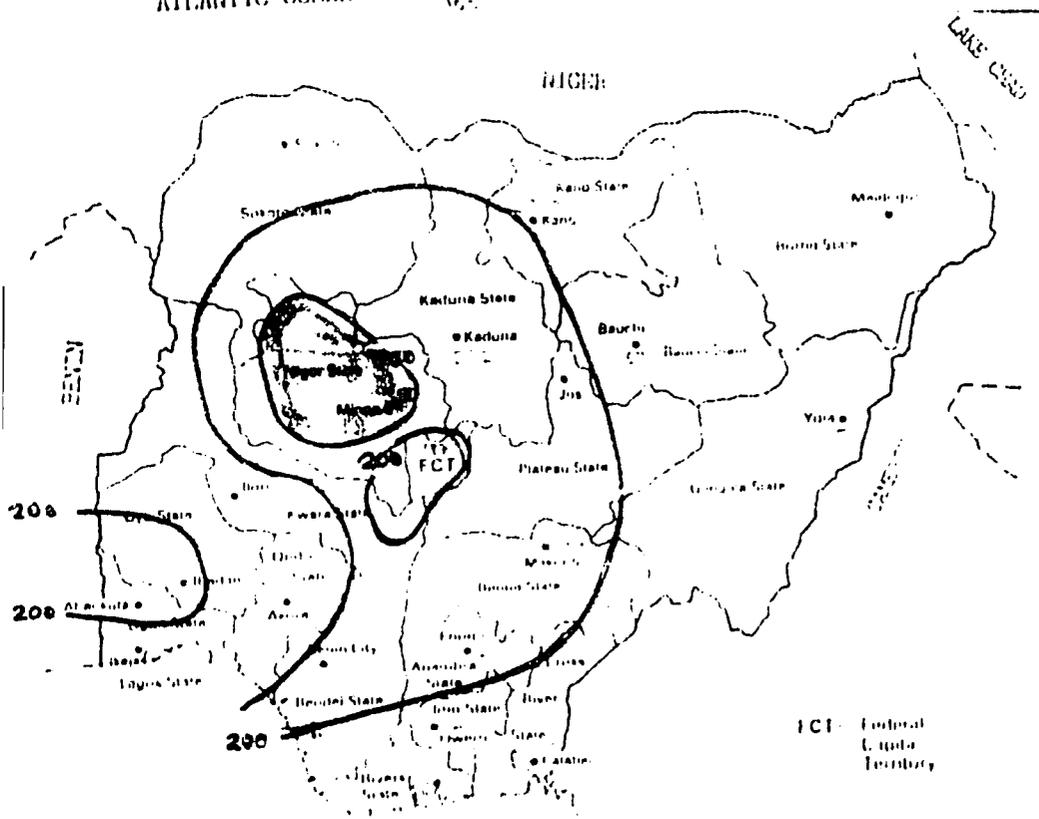
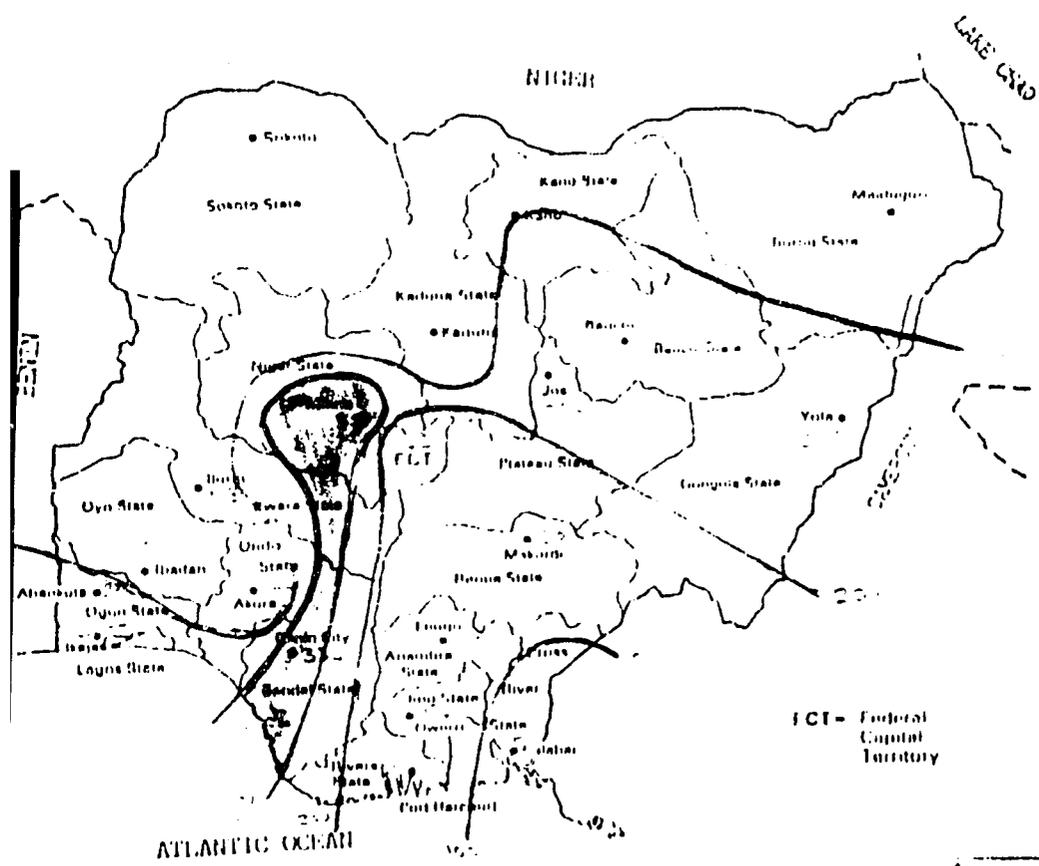
Programmes d'investissements	Réalizations 1962-1970		Plan 1979-1983		
			Programmés		Réali:
Protection sanitaire	1.342	25,7 %	5.047	19,1 %	1.858
Hydraulique pastorale	1.397	26,7 %	4.000(1)	15 %	420(1)
Secteur moderne/intensif	1.336	25,6 %	4.841	18,3 %	4.083
Commercialisation/transformation	568	10,9 %	3.216	12,2 %	857
Sous-total	4.643	88,9 %	17.104	64,6 %	7.218
Amélioration secteur traditionnel	224	4,3 %	8.249	31,2 %	3.654
Formation-Recherche	358	6,8 %	1.097	4,2 %	200(2)
Total Francs courants	5.225	100,0 %	26.450	100,0 %	11.072
Total /an Francs 1985	4.063		8.520		3.565

(1) Estimations pour 796 puits programmés et 60 réalisés
 (2) Estimation

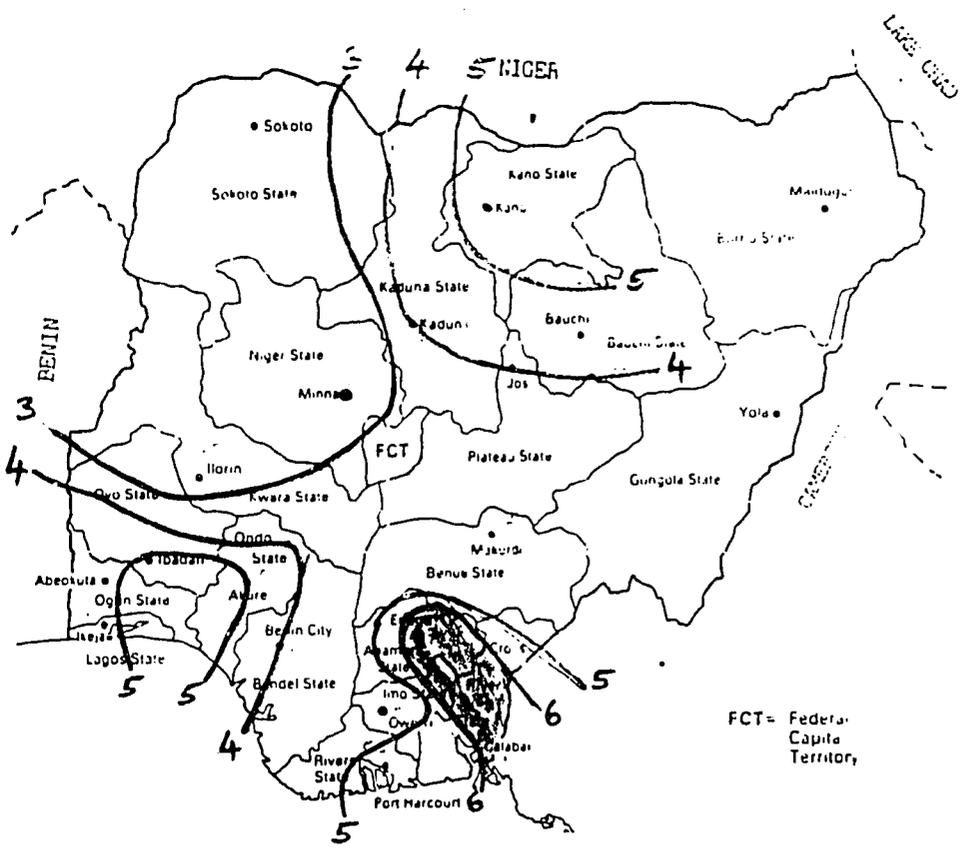
Sources : BIRD-1972 (Cf. Doc n° 5) et PIC 1984-1985.



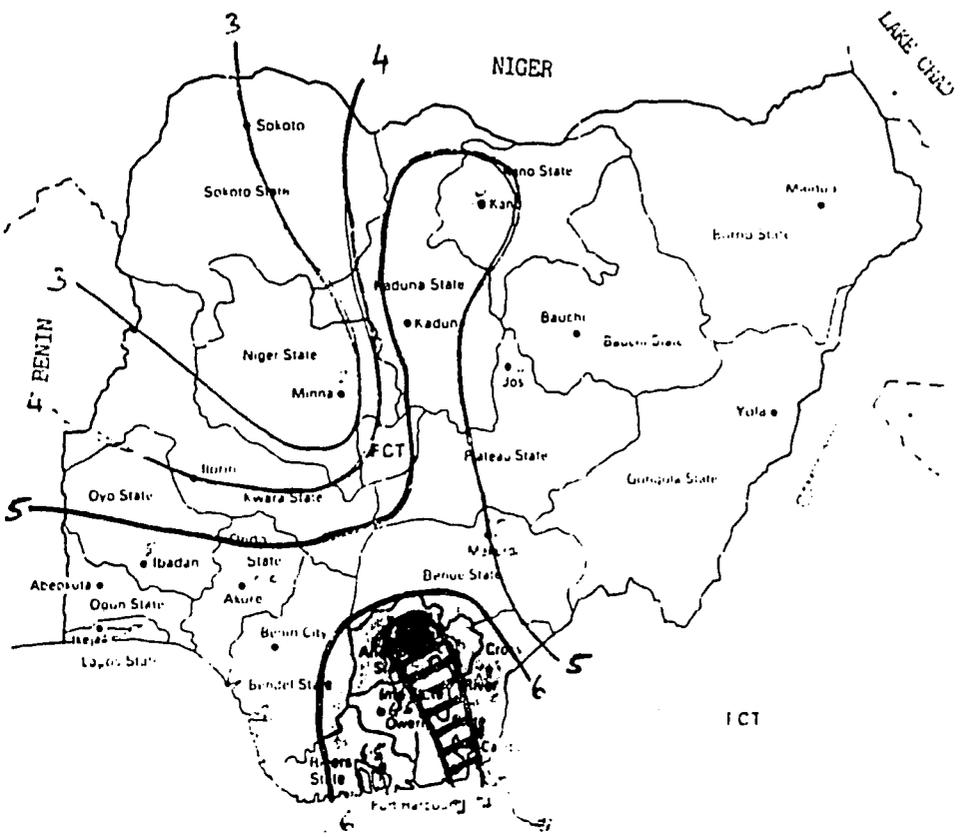
206



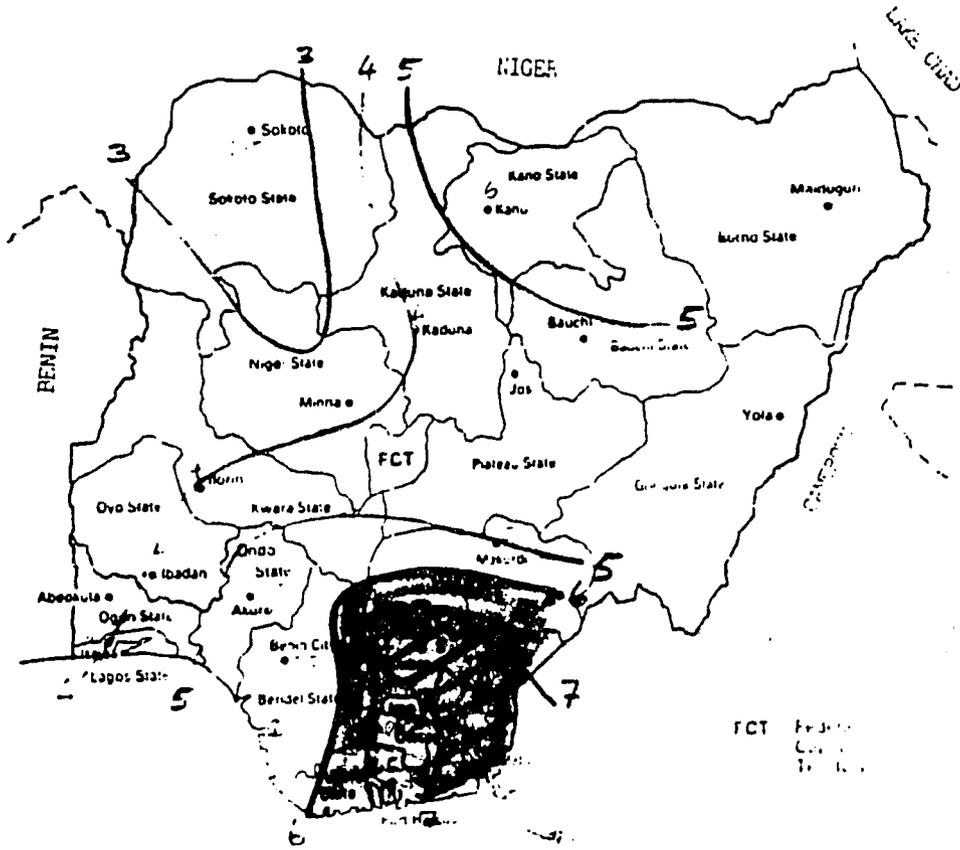
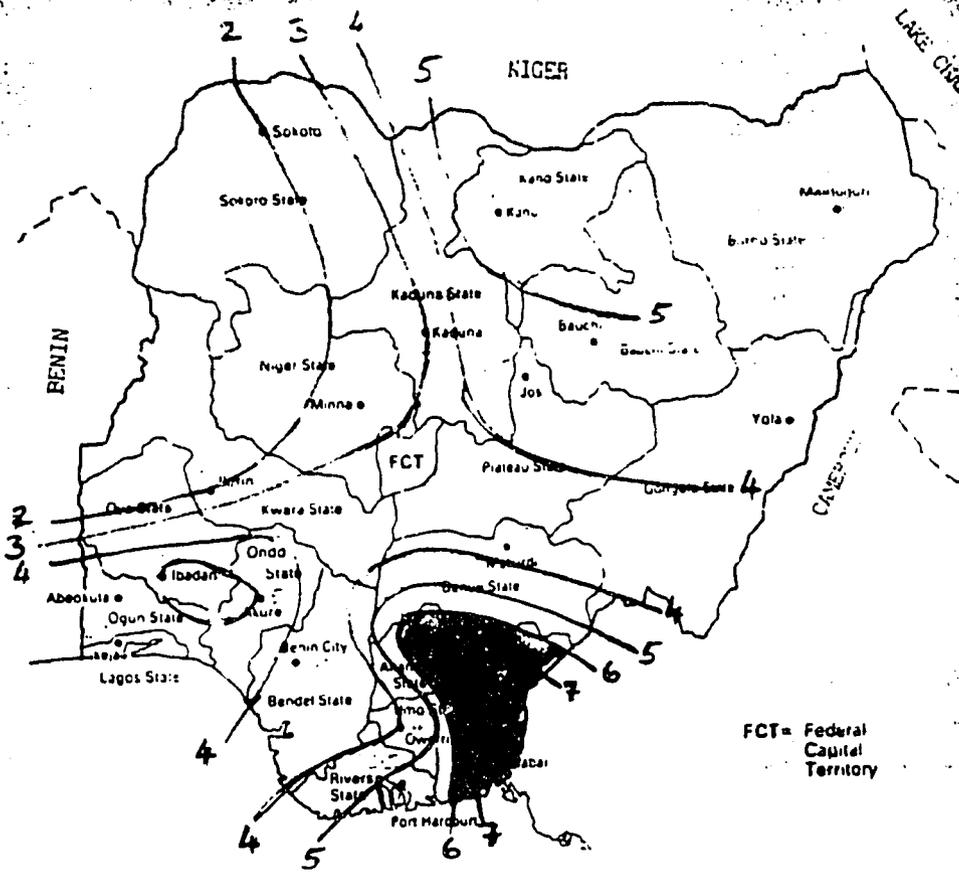
207

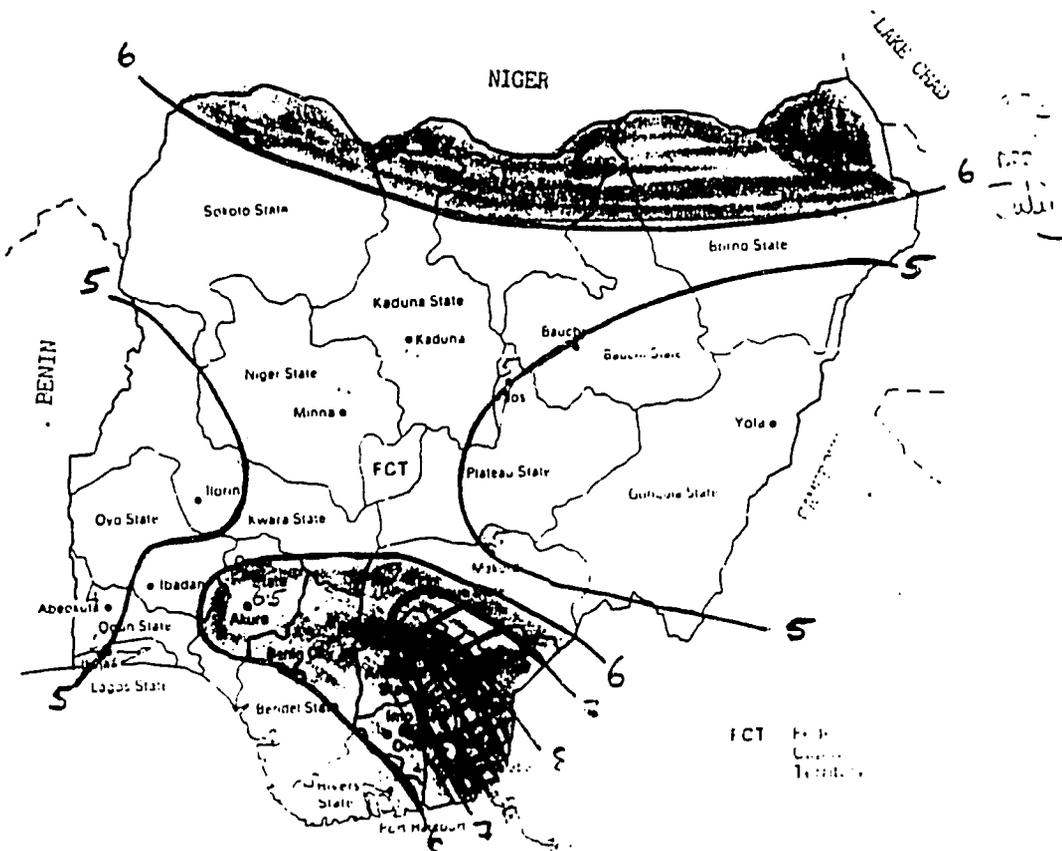
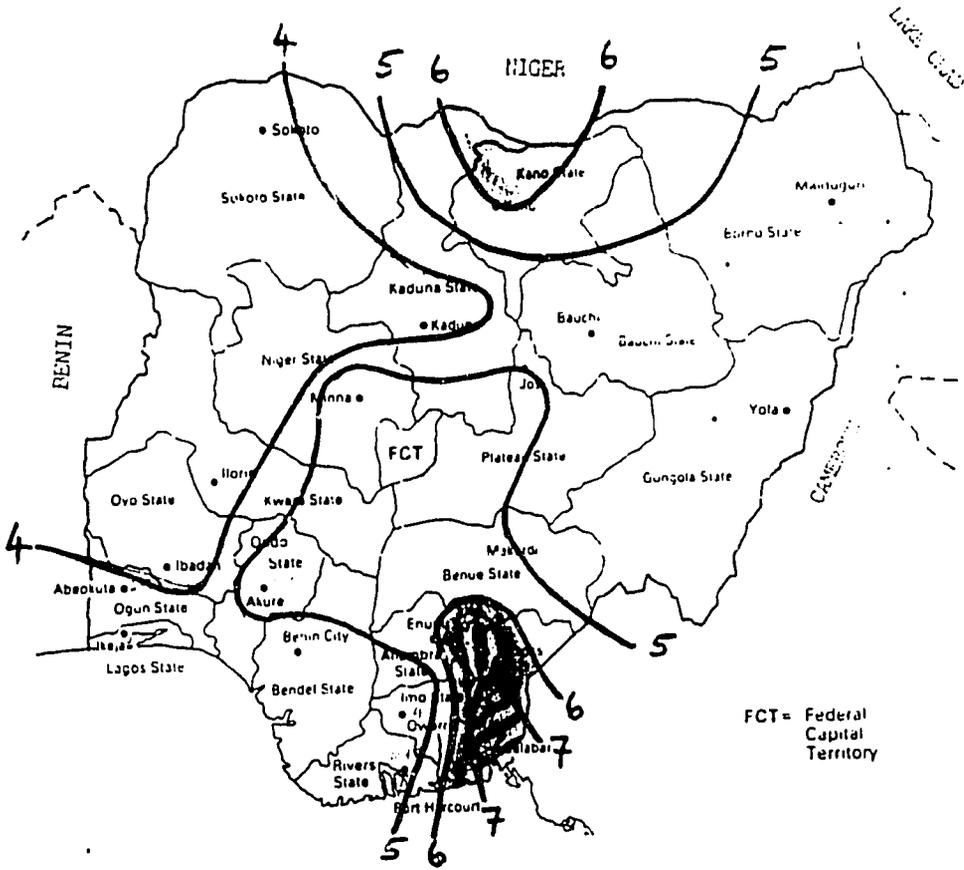


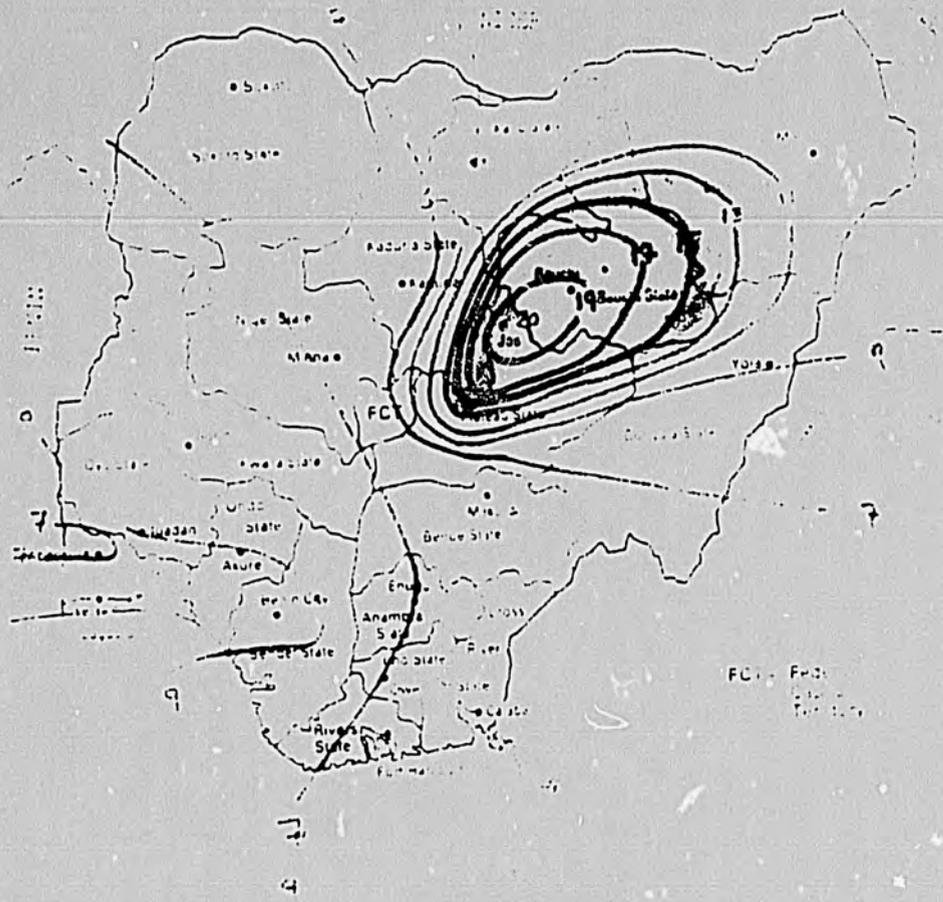
FCT = Federal Capital Territory

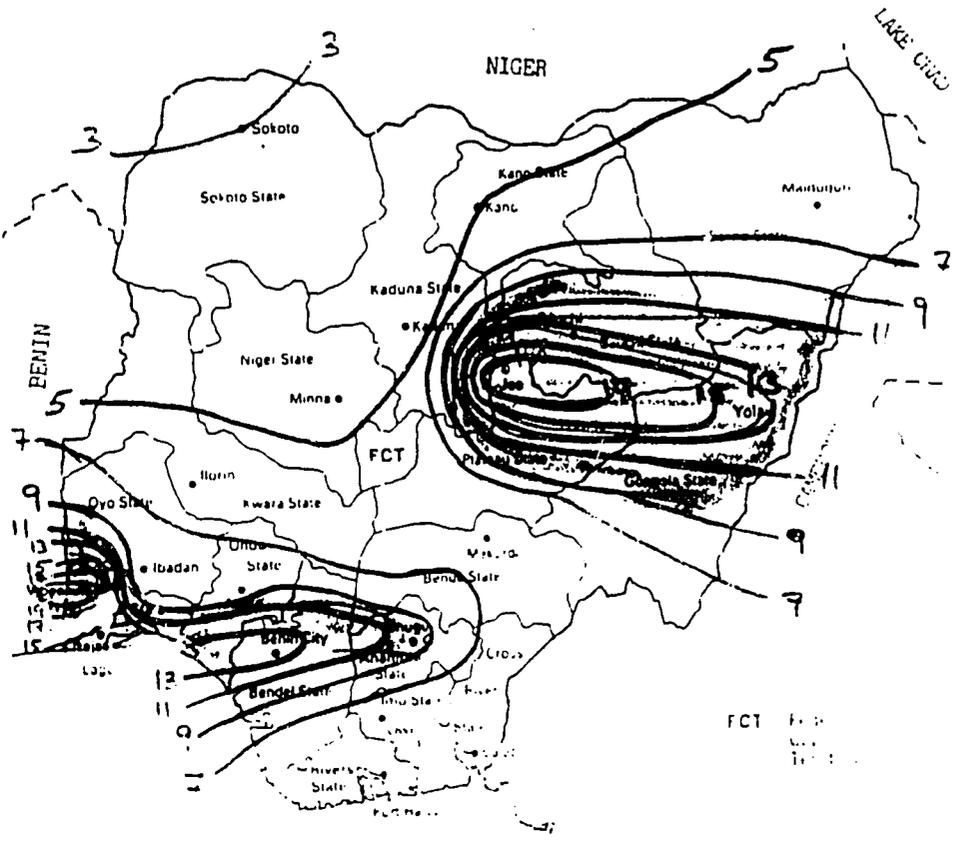
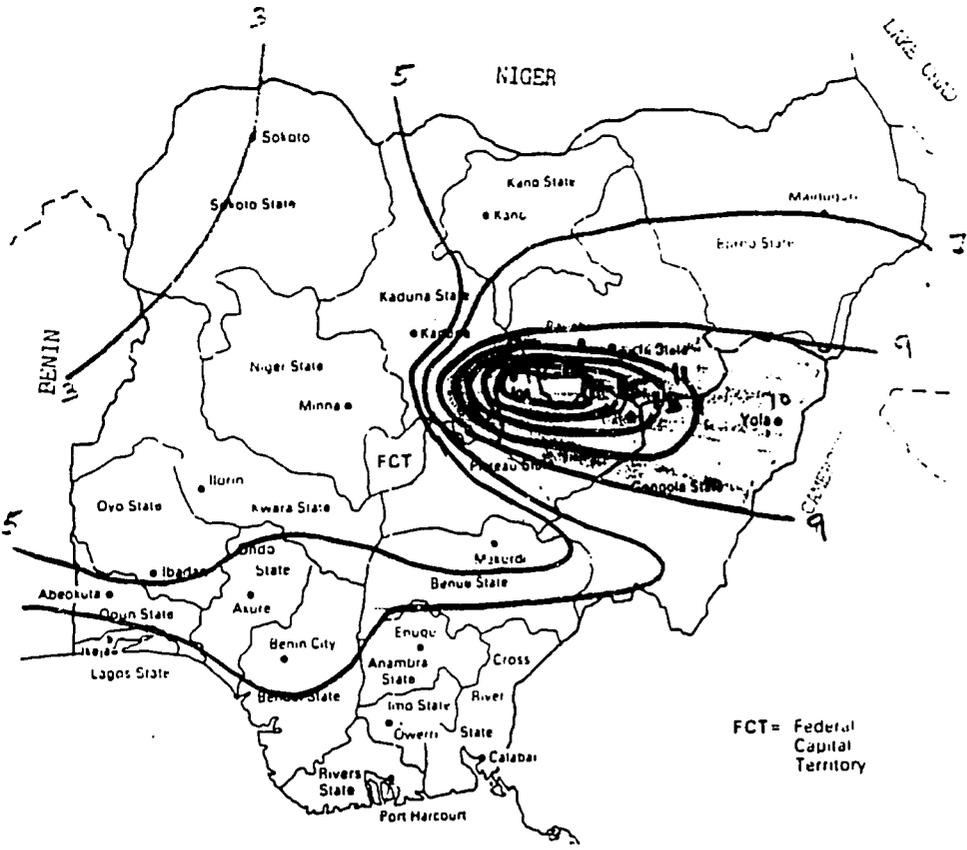


FCT



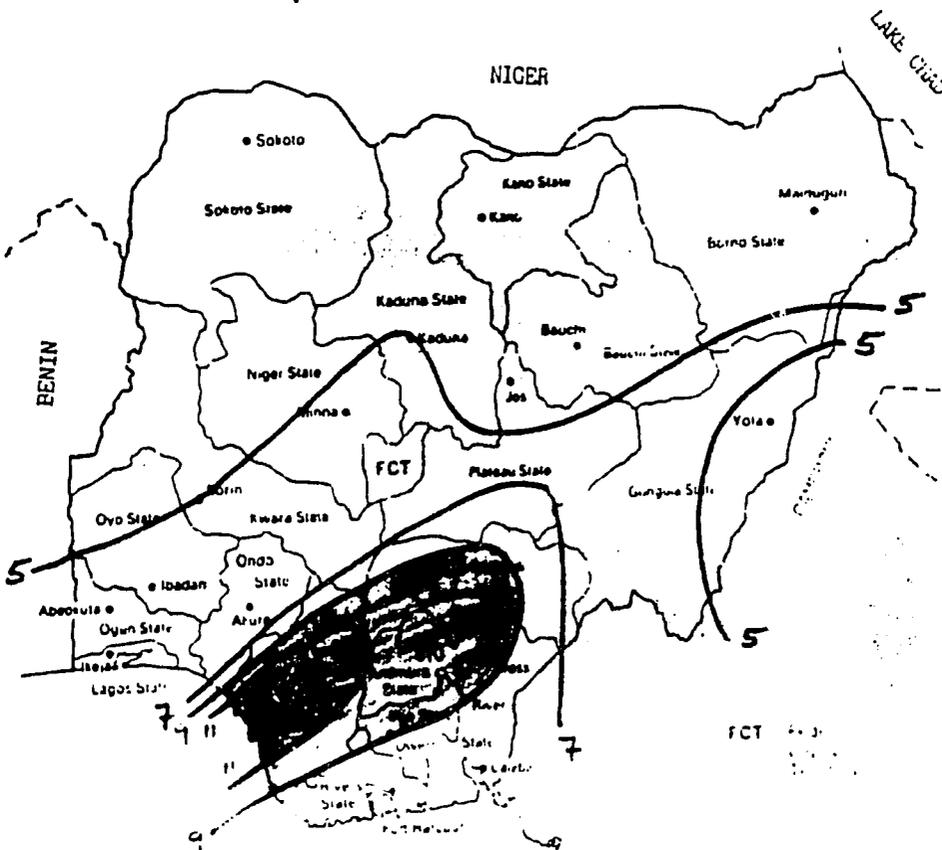
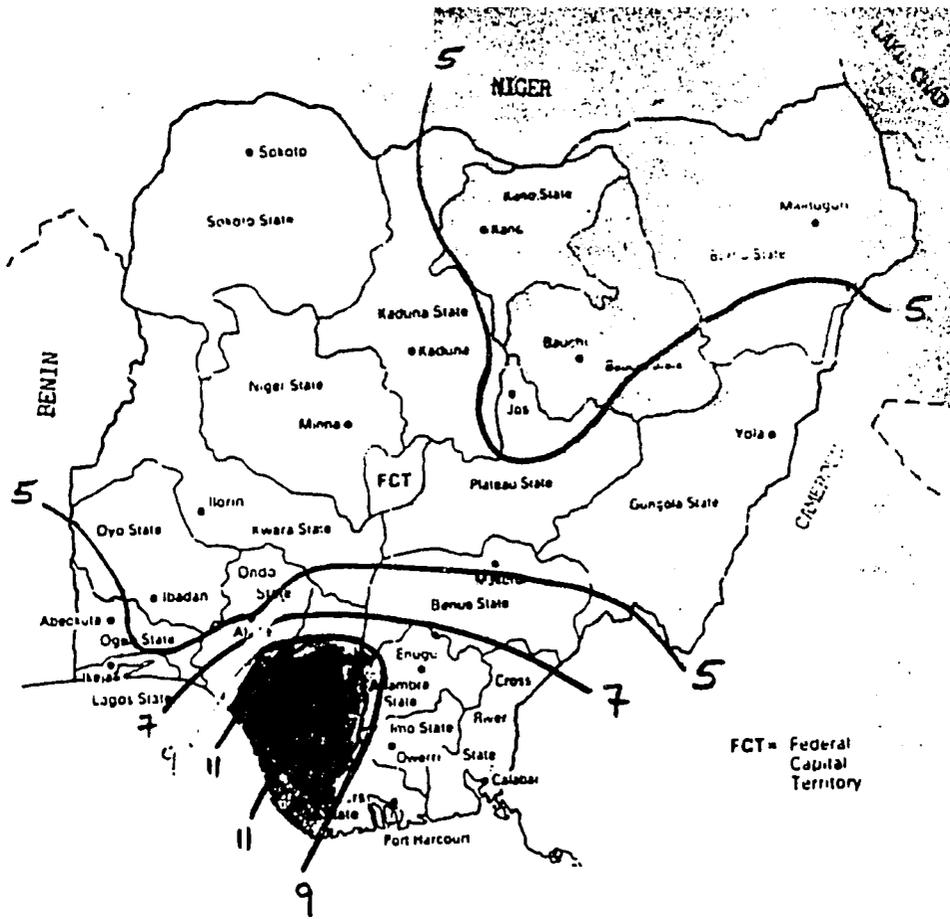


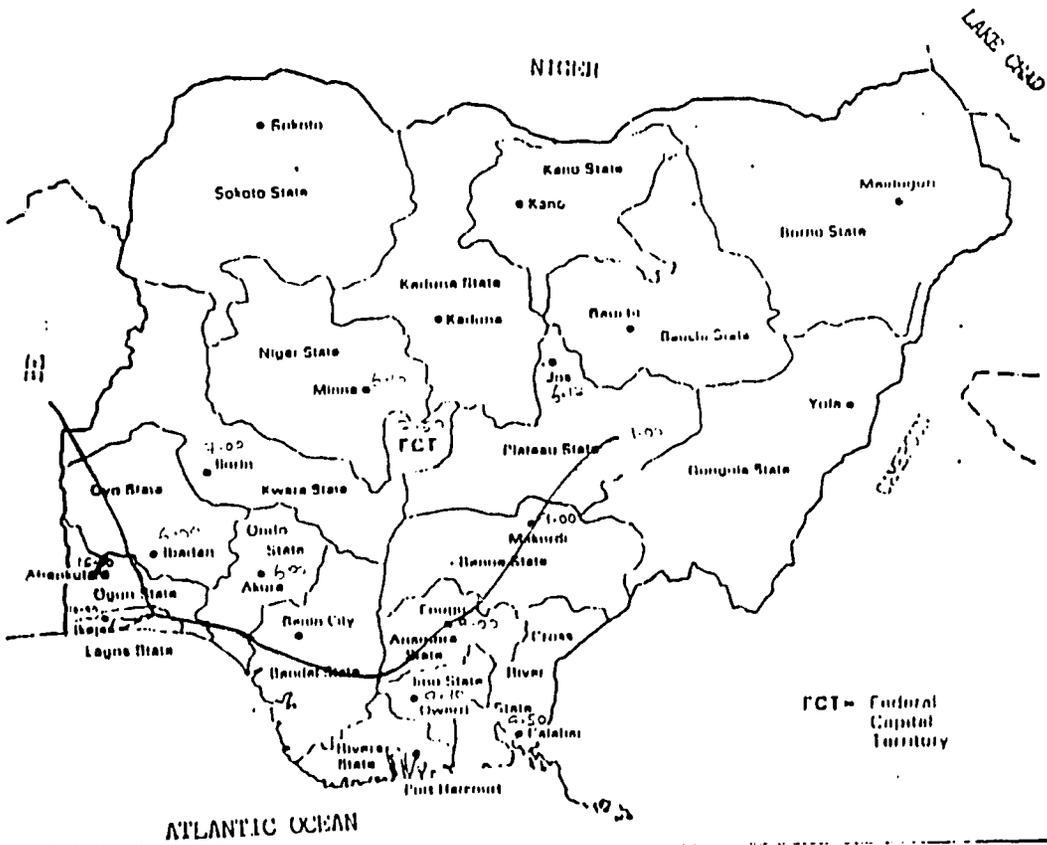




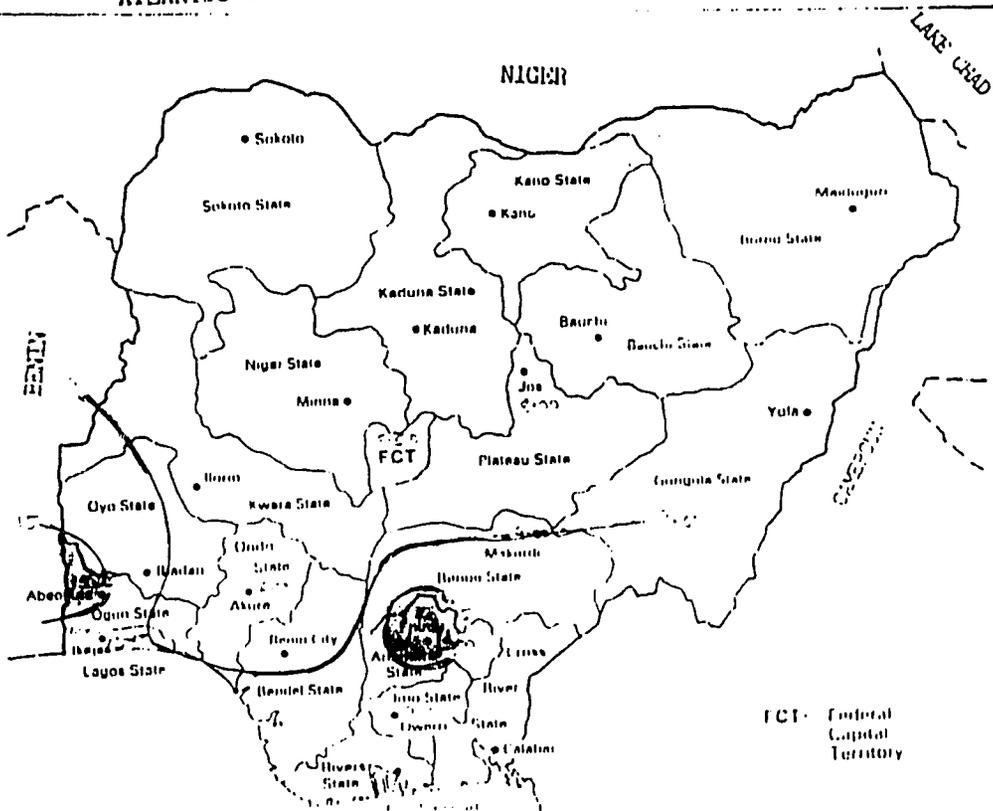
1 209 1

-212-

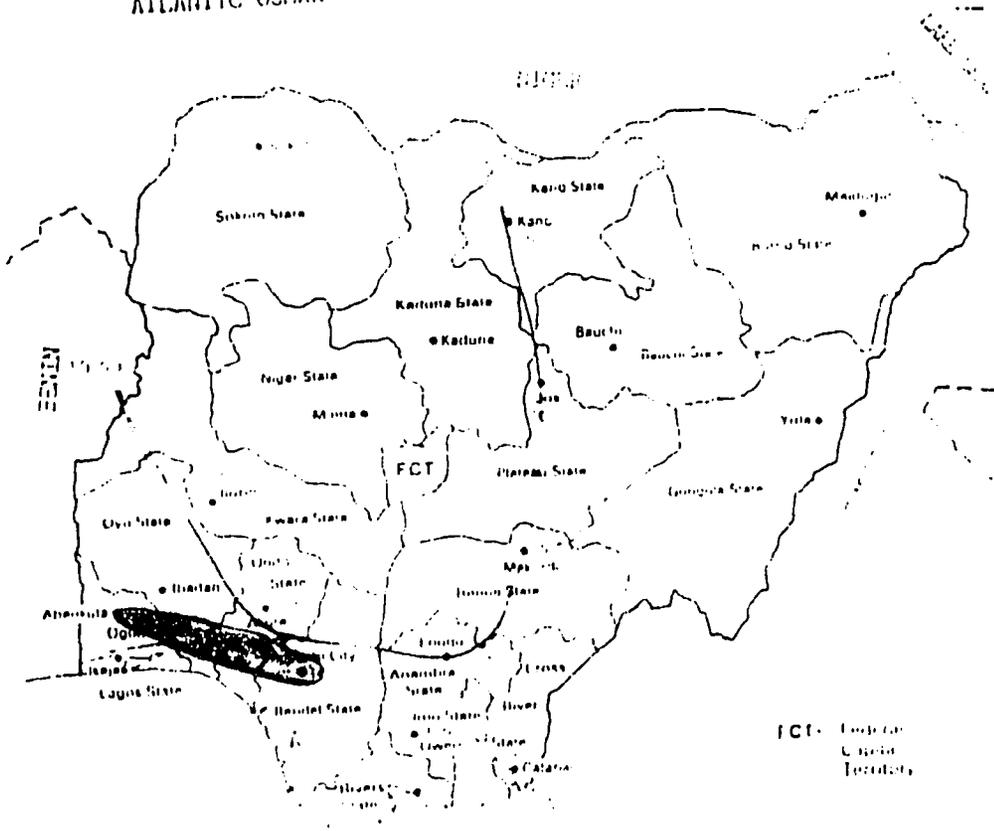
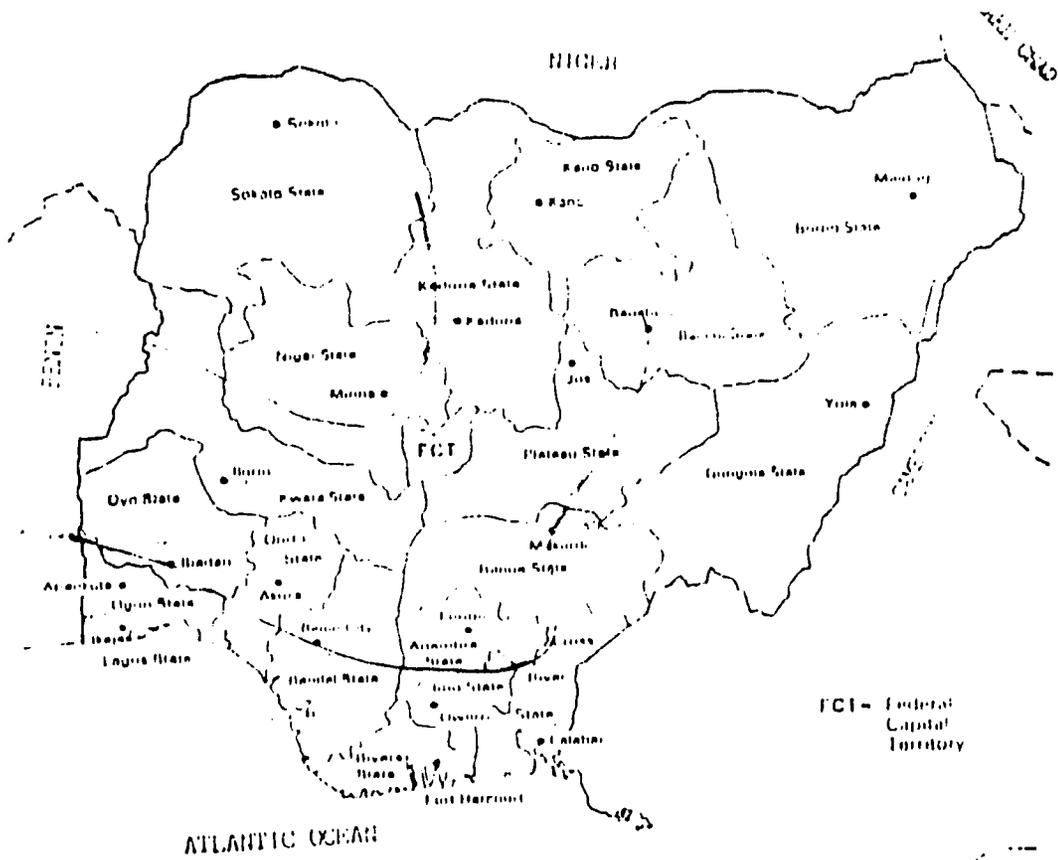


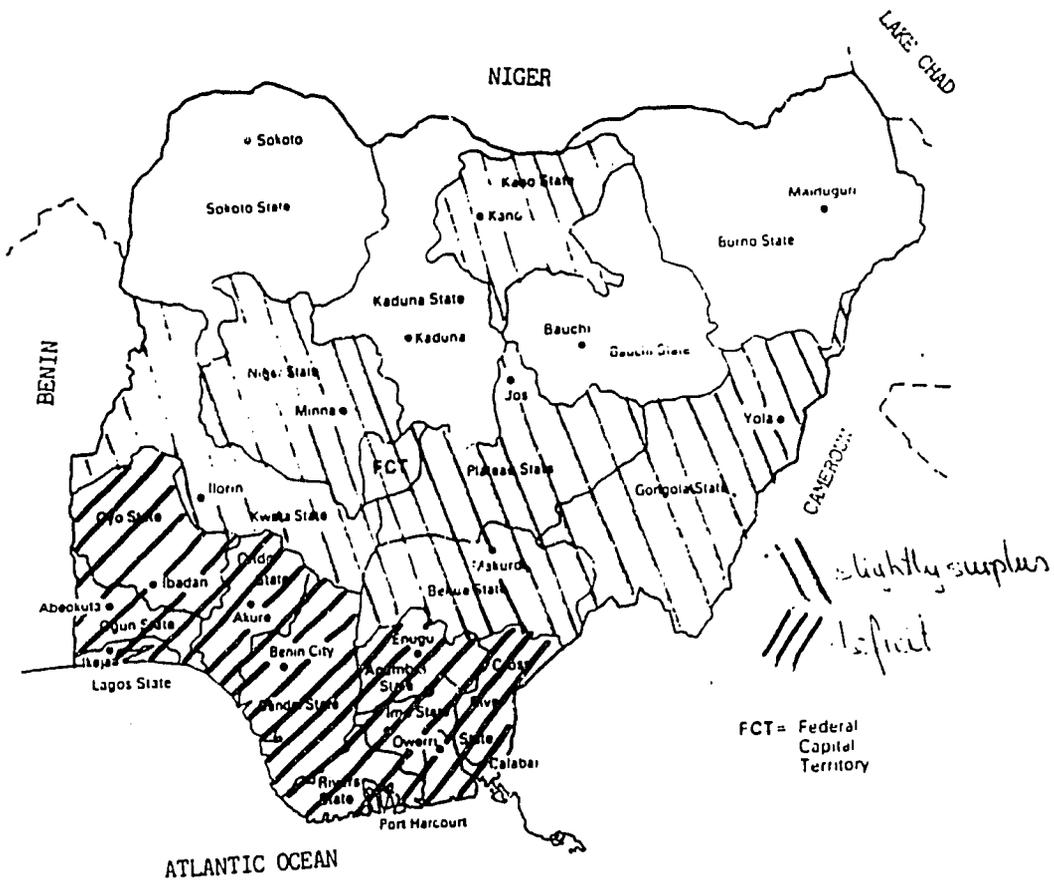


1952
 goat meat
 1952



1952
 goat meat
 1952







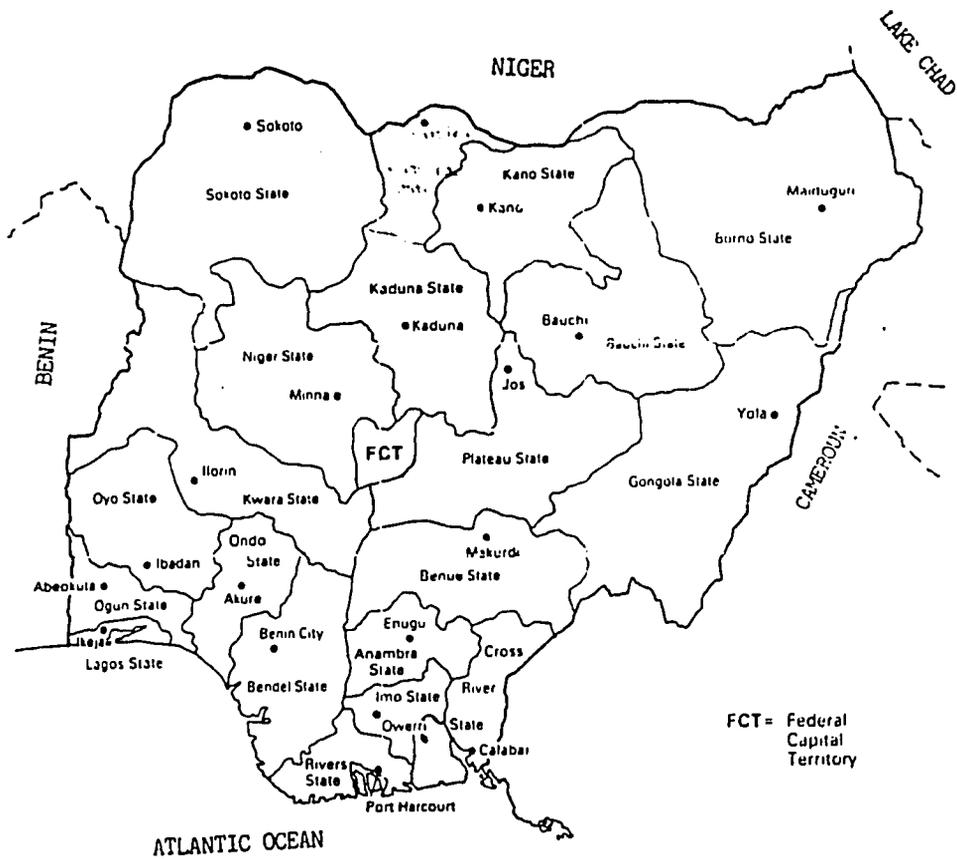
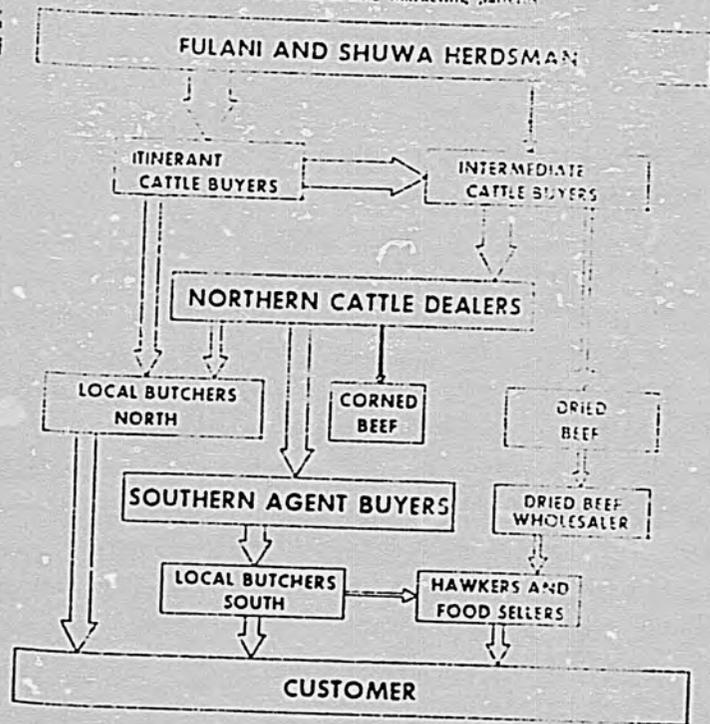
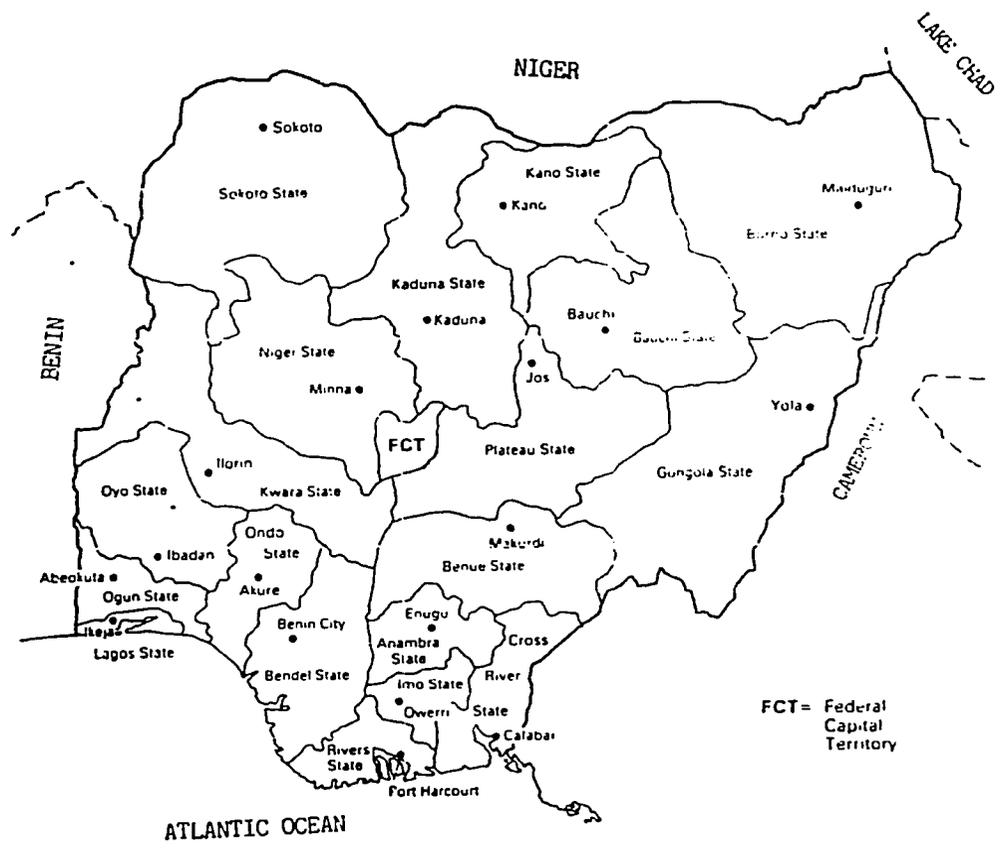
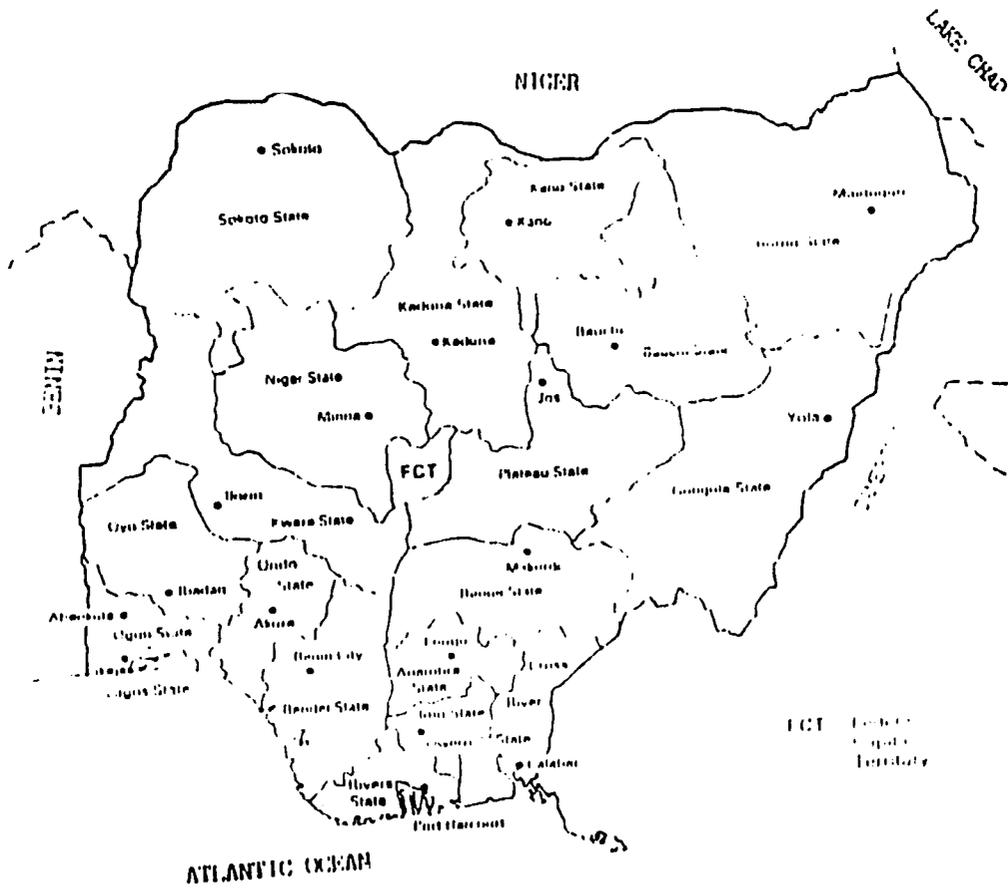


Figure 2. Nigeria. The marketing pattern for beef. In 1964-65, 500,000 head were marketed. Width of arrows indicates the relative proportions that passed through each segment of the marketing pattern.



219





221.



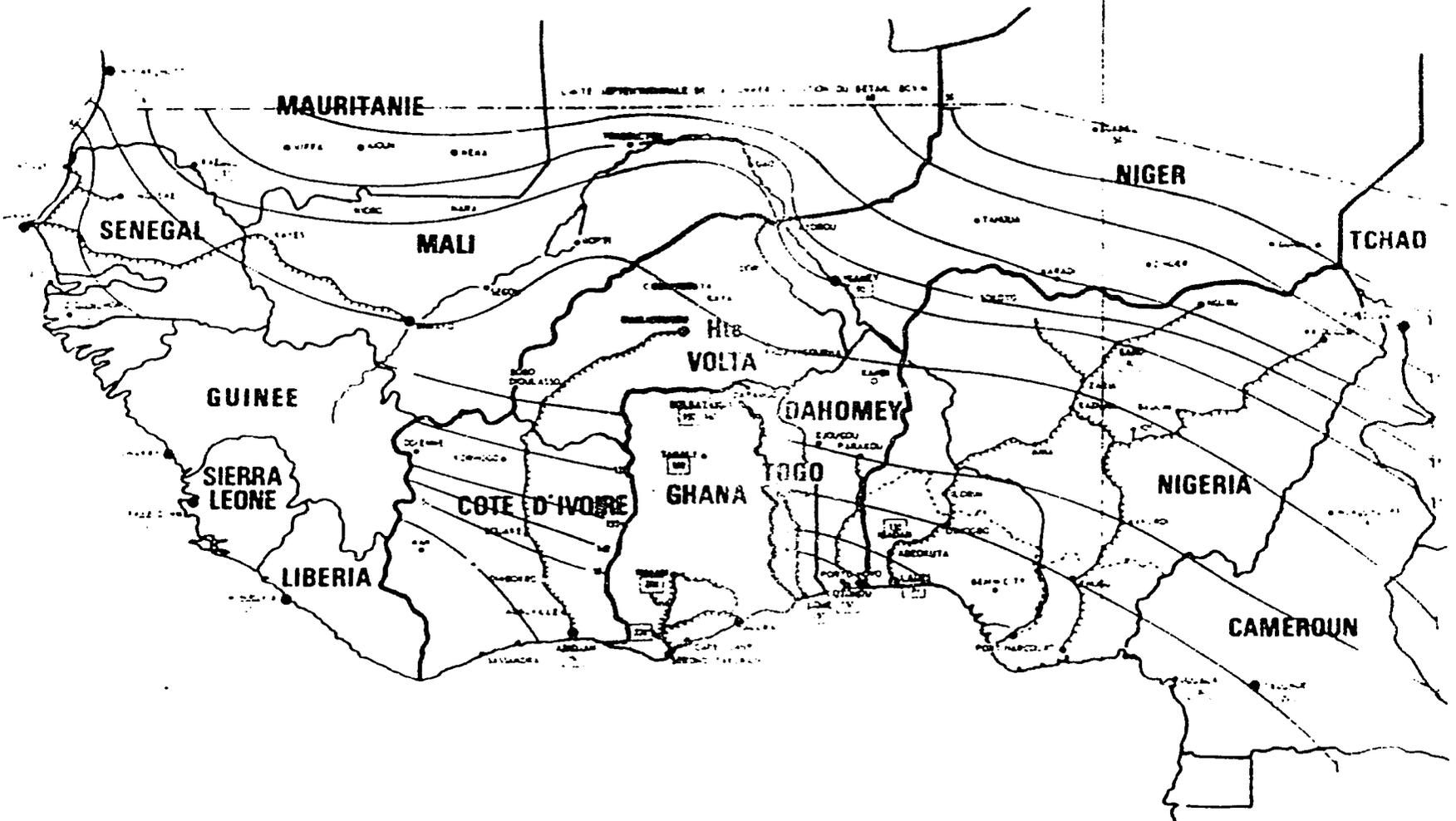
11-0177

- 722

272

CARTE N°4 ISOPRIX DU BETAIL BOVIN

Les isoprix sont exprimés en francs cfa par kilogramme net de viande pour des animaux "exportables" en 1960



Appendix 5

SONERAN cost worksheet
for meat exports: August 1989